

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

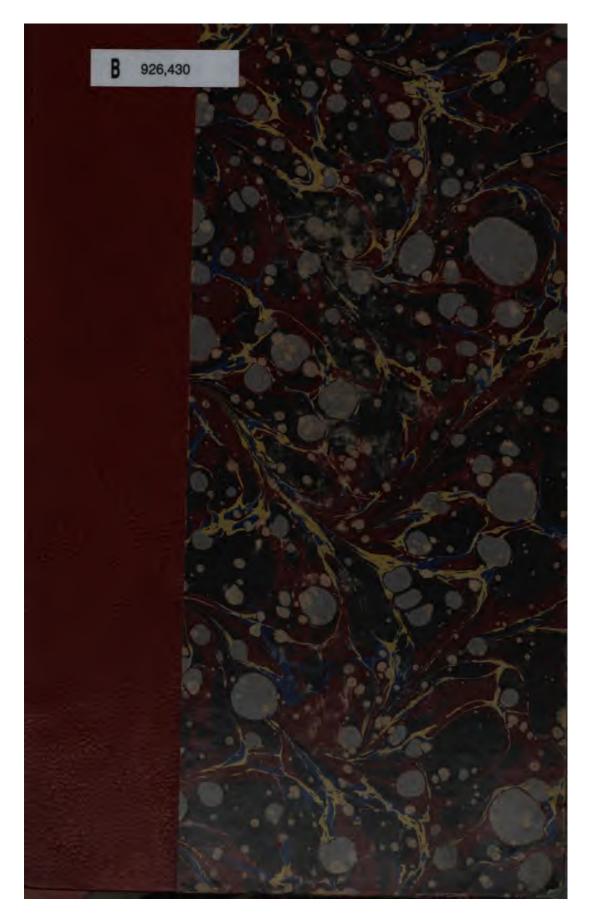
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com









C17



RECUEIL COMPLET

DE TRAITÉS.

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS, par Henri Wheaton; traduit en espagnol et augmenté. Paris, 1861. — En vente à la librairie de A. Durand, rue des Grès, 7.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

		·	
	·		
	,		
·	·		

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LA COMPAÑÍA REAL DE GUINEA.

ASIENTO

PARA LA INTRODUCCION DE NEGROS EN LAS INDIAS ESPAÑOLAS

HECHO ENTRE EL CONSEJO REAL DE INDIAS Y UN SOCIO DE LA COMPAÑÍA REAL DE GUINEA,

EN MADRID, EL 12 DE JUNIO DE 1696 (1).

Assiento que se ha ajustado con el capitan don Gaspar de Andrada, tesorero y administrador general de la compañía real de Guinea, sita en Lisboa, corte del reyno de Portugal, sobre encargarse de la introducion de negros en la América D. Manuel Ferreira de Carvallo, como socio, y en virtud de poder de la dicha real compañía, por tiempo de seis años y ocho meses, que empeçaron en 7 de julio de 1696.

En la villa de Madrid, á 12 dias del mes de julio de 1696 años, ante mí el escrivano de cámara y testigos, en presencia y con assistencia del Sr. don Francisco Camargo y Paz, ca-

(1) Este tratado quedó sin efecto por el art. 2 del tratado de transaccion sobre el asiento de negros de 18 de junio de 1701.

1696

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS, par Henri Wheaton; traduit en espagnol et augmenté. Paris, 1861. — En vente à la librairie de A. Durand, rue des Grès, 7.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

RECUEIL COMPLET

DES TRAITÉS,

CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES

39213

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn,

DEPUIS L'ANNÉE 1493 JUSQU'A NOS JOURS,

PRÉCÉDÉ

D'UN MÉMOIRE SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE,

DE TABLEAUX STATISTIQUES, D'UN DICTIONNAIRE DIPLOMATIQUE,

AVEC UNE NOTICE EISTORIQUE SUR CHAQUE TRAITÉ IMPORTANT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE, DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE, DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION DE FRANCE, DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS; DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA; CHARGÉ D'AFFAIRES DU PARAGUAY PRÈS LES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

TOME SECOND.

PARIS,

A LA LIBRAIRIE DE A. DURAND,
Rue des Grès, 7.

1862.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

			•
	•		
•			
	•		
		·	
	·		
·			

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LA CÓMPAÑÍA REAL DE GUINEA.

حلكله

ASIENTO

PARA LA INTRODUCCION DE NEGROS EN LAS INDIAS ESPAÑOLAS

HECHO ENTRE EL CONSEJO REAL DE INDIAS Y UN SOCIO DE LA COMPAÑÍA REAL DE GUINEA,

EN MADRID, EL 12 DE JUNIO DE 1696 (1).

Assiento que se ha ajustado con el capitan don Gaspar de Andrada, tesorero y administrador general de la compañía real de Guinea, sita en Lisboa, corte del reyno de Portugal, sobre encargarse de la introducion de negros en la América D. Manuel Ferreira de Carvallo, como socio, y en virtud de poder de la dicha real compañía, por tiempo de seis años y ocho meses, que empeçaron en 7 de julio de 1696.

En la villa de Madrid, á 12 dias del mes de julio de 1696 años, ante mí el escrivano de cámara y testigos, en presencia y con assistencia del Sr. don Francisco Camargo y Paz, ca-

(1) Este tratado quedó sin efecto por el art. 2 del tratado de transaccion sobre el asiento de negros de 18 de junio de 1701.

1696

vallero del órden de Santiago, del consejo de S. M. en el real y supremo de Indias, y junta de guerra de él, en virtud de órden, y comission especial, que se le dió por los señores de él, su fecha de siete de este presente mes y año, para executar este contrato, en execucion de lo resuelto por S. M. (que Dios guarde) á consulta del consejo de seis de él, pareció presente don Manuel Ferreira de Carvallo, natural del reyno de Portugal, residente al presente en esta corte, y socio de la compañía real de Guinea, sita en el referido reyno de Portugal, por sí, y en nombre de la dicha compañía y de los individuos della, y en virtud de su poder especial, con que se halla para otorgar este assiento, que le fué dado y otorgado en la ciudad de Lisboa en 26 de junio passado de este presente año ante Bernardo Barbuda Lobo, escrivano en dicho reyno de Portugal, el qual está traducido de lengua portuguesa en idioma castellano, por don Antonio Gracian, secretario de S. M. y traductor de lenguas en esta corte, en virtud de decreto de los señores del dicho real consejo, su fecha de 9 de este presente mes, que para que de él. conste, me le entregó á mí el presente escrivano de cámara, para que le incorpore en este assiento, que es del tenor siguiente.

Poder.

Sepan quantos este instrumento de poder vieren, que el año del nacimiento de N. S. J. C. de 1696, en 27 dias del mes de junio, en la ciudad de Lisboa, á San Pablo, en las casas en que se haze la junta de la compañía real de Guinea, estando allí presentes los socios de la dicha compañía Francisco Nuñez Santaren, contador general, y superintendente de la junta del comercio, morador á la Trinidad, y el capitan Francisco Andres, morador á la Buena Vista, y Francisco Méndez de Bárros, morador á las Fuentecillas de Cuerpo Santo, Domingo Dántas de Acuña, cavallero professo del órden de Xpº, morador á San José, y Juan de Mora Otron, cavallero de la órden de Xpº, morador al Terrero de Ximénez, y Antonio de Castro Guimarães, morador á San Pablo, por ellos fué dicho á mi tabelião, en presencia de los testigos adelante nombrados, que por este instrumento hazen y constituyen su procurador bastante en la corte de Ma-

drid á Manuel Ferreira de Carvallo, para que pueda encargarse. y tomar en el consejo real de Indias el assiento de la introducion de negros en Indias en nombre de la compañía real de Guinea, en que ellos los otorgantes son socios, como tambien lo es dicho su apoderado, y podrá firmar la escritura ó escrituras sobre dicho contrato, ajustándolo con todas las cláusulas y firmezas necessarias, dando de todo en sus nombres cartas de pago, haziendo para dicho efecto todos los autos y diligencias que couvengan á ella; y sobre el dicho particular requerir y alegar de su justicia en todos los tribunales, estando en juicio, ó fuera de él, á todos los términos y actos judiciales y extrajudiciales, haziendo citaciones, notificaciones, protestas, requerimientos, pedimentos, embargos, secuestros y execuciones, prisiones, solturas, piñoras, peigas, possessiones, entregas, remates de bienes; presentando la prueba necessaria y la diversa, contradecir y jurar en el alma de los otorgantes cualquiera juramento, y de calumnia, oponiéndose á los testigos, y dándoles por sospechosos al que sospechoso fuere, y por tales recusarlos, y de nuevo prometerse, oir despachos, sentencias dadas en su favor, hacer ejecutarlas, y de las contrarias apelar y agravar, y seguirlo todo hasta la suprema instancia, hazer renunciaciones, si le pareciere, y sostituirles este poder, y revocarlos, y de este usará solo; y para sus personas reservan los otorgantes qualquiera nueva citacion; y en todo lo demas hará como ellos en persona, con general administracion; y todo lo que así obrare en virtud de este poder, lo harán por bien, y firme, y valedero, y á ello se obligan con sus bienes; y declaran los dichos otorgantes, que podrán revocar todas las veces que les pareciere al dicho su apoderado, y sostitutos, usando libremente de la condicion 5ª capitulada en dicho assiento por el dicho Manuel Ferreira de Carvallo y sus sostitutos. Y declaran mas los dichos otorgantes, que el dicho su apoderado, para mayor firmeza del assiento, y obligaciones de ella, pueda obligar todos los bienes assí de la compañía como de los otorgantes. Y en testimonio de esta verdad assí lo otorgaron, pidieron y aceptaron, siendo testigos presentes Pablo de Morales Castelão.

morador á las Convertidas, y Amaro Teixeira de San Payo, que vive en casa de los dichos otorgantes, los quales dixeron conocer á los otorgantes, y ser los mismos contenidos, que otorgaron y firmaron este poder en el registro del presente tabelião. Bernardo de Barbuda Lobo lo escriví. Domingo Dantas da Cunha, Francisco Andres, Francisco Nuñez Santaren, Juan de Moura, Francisco Méndez de Bárros, Pablo de Moráles Castelão, Amaro Teixeira de San Payo. É yo el dicho Bernardo Barbuda Lobo, tabelião de las notas por S. M., residente en la ciudad de Lisboa, escriví este instrumento en mi libro de registros y notas, á que me remito; y le hize trasladar y corregir, y lo sobre escriví y signé en público. En testimonio de verdad: Bernardo de Barbuda Lobo.

Comprobacion.

Nos Francisco Baranda, cónsul de S. M. C. (que Dios guarde), en estos reynos y señoríos de Portugal, etc., certificamos con la firma y signo sobreescrito al pié de esta procuracion, es de Bernardo de Barbuda Lobo, escrivano público de esta ciudad de Lisboa, á quien se deve dar entera fe y crédito en juizio y fuera de él; y para que conste de la verdad, passé la presente, firmada de mi mano, y sellada con sello del consulado, en Lisboa, y junio 27 de 1696. Francisco Baranda, cónsul de S. M. don José Camins... El qual dicho poder va cierto y verdadero. y concuerda con dicha traduccion original. Y de él usando el dicho don Manuel Ferreira, que confessó le tiene aceptado, y siendo necessario, y á mayor abundamiento de nuevo le acepta, y que no le está revocado, ni limitado en todo ni en parte. Dixo que por quanto por pliego que dió á S. M. en 5 de este presente mes de julio por sí y como socio, y en nombre de la dicha compañía real de Guinea, se encargaria de tomar para la dicha compañía el assiento de la introducion de esclavos negros en los puertos de los reynos de las Indias por tiempo y espacio de 6 años y 8 meses, que han empecado á correr y contarse desde el dia 7 de este presente mes y año de 1696, y cumplen en dia 7 de marco del año que viene de 1703, offreciendo de introducir en dicho tiempo diez mil toneladas de negros, estimada cada una de ellas en tres pieças de Indias de la me-

dida regular de 7 quartas, pagando á S. M. por cada una de las dichas diez mil toneladas á razon de ciento y doze pesos y medio escudos de á diez reales de plata cada uno, en las partes de los puertos, reynos y provincias de las Indias, segun y en la misma forma que se obligó á pagarlos don Bernardo Francisco Marin, y Nicolas Porcio, y con las cláusulas y condiciones concedidas á don Domingo Grillo de Mari, en la condicion tercera de su assiento; y que para mayor servicio de S. M. pagaria anticipadamente en esta corte á su real órden ducientos mil pesos escudos de plata, en moneda corriente de plata ó oro: los cien mil pesos escudos de ellos dentro de dos meses, contados desde el dia que S. M. fuesse servido approvar el dicho pliego, en una sola paga: y los cien mil pesos escudos restantes en dos mesadas consecutivas, de á cinquenta mil pesos escudos en cada una, entregando una v otra cantidad en esta corte á órden de S. M., como va referido, haziéndosele buenos sesenta y quatro mil pesos por razon de intereses de los 6 años y 8 meses de este assiento: los quales juntamente con los ducientos mil pesos escudos de la anticipación ha de dexar de pagar la dicha compañía, rescontándolos y haziéndosele buenos en los derechos de los últimos años de este assiento; y hasta tanto no los ha de poder rescontar, ni pedir, por quedar como queda la referida cantidad para mayor resguardo y seguridad de la real hazienda, y de este contrato, y con todas las demas calidades y condiciones que señalaren de los assientos passados, como no sean contrarios á las contenidas en dicho pliego, que quedaron reducidas á 36: las quales aviéndose visto en el dicho real consejo, con lo que dixo y pidió el señor fiscal dél, aviéndose remitido á las reales manos de S. M. con consulta hecha en 6 de este presente mes por los señores del referido consejo, fué S. M. servido de approvar el dicho pliego en todo y por todo, como en él se contiene : mediante lo referido ha llegado el caso de poner en execucion lo que el dicho don Manuel Ferreira de Carvallo por sí y como socio de la dicha compañía real de Guinea, y en nombre de ella ha offrecido, tratado y capitulado; y otorgar sobre ello escritura de assiento, para lo qual se refiere á la

letra el dicho pliego original; y la condicion 5°, 6° y 18° del assiento del dicho don Domingo Grillo, que ajustó en 5 de julio del año passado de 1662, y la condicion 22 de assiento que se ajustó con el consulado y comercio de la ciudad de Sevilla en 10 de febrero del año passado de 1676, y las cédulas despachadas al dicho don Domingo Grillo en 10 de otubre de 1662, 16 de enero de 1664, 2 de noviembre de 1668, 19 de mayo de 1676, despachada al consulado y comercio de Sevilla; y otra de 24 de dicho mes y año, cuyo tenor de ellas está inserto en el assiento ajustado con don Nicolas Porcio, en nombre y en virtud de poder de don Juan Barroso del Pozo, que uno y otro es del tenor siguiente.

Pliego.

Señor. Don Manuel Ferreira de Carvallo, vezino de esta corte, y socio de la compañía real de Guinea, sita en el reyno de Portugal, dize que se encargará del assiento de la introduccion de negros en los puertos de Indias por sí y como socio, y en virtud de poder de la dicha compañía, el qual entrega juntamente con este pliego para que se inserte en este contrato, á que se obliga por sí y como socio, y en nombre de ella, para que todos juntos y de mancomun, y cada uno in solidum cumplan en todo y en parte lo contenido en los capítulos y condiciones pactadas en este contrato, de que se encargan los supplicantes con todas las calidades y condiciones que señalaren los assientos passados, como no sean contrarias á las siguientes.

En que se encarga
de la introduccion
de negros
por tiempo de 6 años
y 8 meses,
y la cantidad
que han
de introducir
y pagar por ella.

Condicion 1.— Primeramente el supplicante toma á su cargo con la dicha compañía real de Guinea en virtud de poder que de ella tiene, la introduccion de negros en los puertos de las Indias por tiempo de 6 años y 8 meses, que han de empezar á correr y contarse desde el dia de la approbacion de este assiento y otorgamiento de su obligacion, para que en el dicho término introduzgan diez mil toneladas, estimadas cada una de ellas en tres pieças de Indias de la medida regular de 7 quartas, no siendo viejos ni con deffectos, como se declara en la condicion primera de Grillo, pagando por cada una de las dichas diez mil toneladas á razon de ciento y doze pesos y medio en las partes, y en la forma que se obligó á hacerlo Marin y Porcio, y con las

cláusulas concedidas á dicho Grillo en la condicion tercera.

Condicion 3(1).—Que para mayor servicio de V. M. sin embargo de que hasta aquí no ha avido exemplar en todos los assientos anteriores, pagarán anticipadamente ducientos mil pesos escudos de plata en moneda corriente de plata ó oro, á saber los cien mil pesos escudos de ellos dentro de dos meses, contados desde el dia que V. M. approvare este pliego; y los cien mil pesos escudos restantes en dos mesadas consecutivas de á cinquenta mil pesos escudos en cada una, entregando uno y otro en esta corte á órden de V. M.

Interesses de los doscientos mil pesos de la anticipacion.

1696.

Anticipacion de doscientos mil

pesos escudos

de plata.

Condicion 4. — Que respeto de la anticipacion, que hazer de los ducientos mil pesos escudos, se les han de hazer buenos los interesses de los 6 años y 8 meses, que ocupa este contrato, cuya cantidad de interesses, quier importe mas ó ménos, queda desde luego ajustada en 64 mil pesos escudos, los cuales juntamente con el principal han de dexar de pagar, rescontándolos en los derechos de los últimos años, porque se encargan de este assiento, sirviéndoles estas cantidades de ducientos y sesenta y quatro mil pesos, que importa el principal, y regulacion hecha de interesses, por paga anticipada, y mayor seguridad de este contrato.

Condicion 5. — Que por quanto yo el dicho don Manuel Ferreira de Carvallo y compañía nos obligamos y encargamos de este assiento, es condicion que si la dicha compañía por alguna causa ó sin ella, me revocare el poder que me tiene dado, desde luego para entónces declaro, y me allano, y consiento que la dicha compañía lo haga, sin que sea necessario el que preceda otra diligencia, que la voluntad de dicha compañía; y para en este caso hago dexacion de dicho poder, y renuncio qualquier derecho, que por mí haya adquirido en este contrato, dexando á la dicha compañía el libre uso para que nombre la persona, que fuere de su satisfacion, vecino de esta corte, como yo lo soy, en quien haya de recaer todo el derecho que me compete en aver puesto á mi nombre este assiento.

Forma
de usar del poder
y facultad
que reserva
en si la real
compañía.

(1) De primera pasa á tercera condicion.

1696.
Forma de conducir
la armazon
de negros,
á qué puertos, etc.

Condición 6. — Que respeto de que la compañía de Guinea ha de conducir en baxeles proprios ó agenos, como sean de amigos de esta corona la armazon de negros á todos los puertos de las Indias, los quales son los mismos que se concedieron á don Nicolas Porcio, que es Cumaná, Carácas, la Habana, Cartagena, Portovelo, Hondúras y la Vera Cruz, transportándolos desde las costas de Guinea y demas partes que le convenga, cuya facultad concedió V. M. y dispensó en los assientos ajustados anteriores, es condicion, y V. M. ha de mandar que todos los navíos que se emplearen en este tráfico puedan entrar libremente en todos los dichos puertos de las Indias á comerciar los dichos negros, transportándolos de unos puertos á otros, vendiéndolos á reales, ó á géneros, extraer libremente su importe para los puertos que les conviniere, assí de esta corona, como del reyno de Portugal, sus dominios y señorios, en reales, doblones, joyas y pedrerías, todo el tiempo que durare este assiento, siendo libre á los administradores de dicha compañía mandar salir los navíos de dichos puertos quando mas les convenga, sin que por motivo ó pretexto alguno puedan ser impedidos ó arrestados por los virreyes, governadores, ó qualesquier ministros de V. M. por los daños que de ello resultarian: proveyendo so graves penas á los sobredichos el impedir directa é indirectamente este tráfico, dispensando V. M. por su real cédula todo lo contenido en esta condicion por el tiempo de los dichos 6 años y 8 meses, derogando V. M. para en quanto á esto todo lo que prohibe la extracion de los reales en plata y oro de las Indias y destos reynos; y assí mismo todas y qualesquier leyes, estylos y decretos, que haya, ó nuevamente pueda aver en contrario á todo lo contenido en este assiento, y especialmente en los capítulos y tratados de pazes ajustados con la corona de Portugal, en que se previene lo contrario, á lo que V. M. se ha de servir dispensar por aora para en quanto á lo que tocare á este contrato, y condiciones dél.

Cantidad á pagar por cada tonelada. Condición 7. — Que llegado que sea el navío ó navíos á qualquiera puerto de las Indias, se obligan á pagar por cada tonelada, regulada como va expressado, á razon de ciento y doze

pesos y medio por cada una de ellas, siguiendo la misma forma de paga que Porcio y Marin tienen capitulado; y para mayor declaracion y realidad de este contrato se ha de entender que las medidas de las toneladas se han de componer cada de tres pieças de Indias de 7 quartas cada una; y las que no llegaren á esta medida se han de rehazer para acabarlas, assistiendo precisamente á estas medidas y visitas el supplicante y compañía, ó sus factores; y la dicha paga la han de hazer de lo primero y mas prompto que rindieren los negros que vendieren en qualquier de los puertos, sirviéndose V. M. mandar á los ministros á quienes tocare hazer las visitas, registros y medidas, lo executen precisamente luego que los factores les den quenta de su llegada, y requieran el que passen á hazer dicha visita, y regulacion de toneladas, para que por este medio se escusen los daños que tiene la dilacion de estar los negros á bordo, despues de tan calamitoso viage, acometiéndoles el achaque de bançar y morirse por la demora del desembarco; y para que lo puedan hacer con la comodidad sufficiente, ha de mandar V. M. se les den las estancias, casas, bastimentos y petrechos que necessitaren de la tierra, sin que los precios de ellos se les alteren, tratándose assí á los que fueren en dichos navíos, como á los factores con las mismas exempciones y preeminencias que á los vassallos de V. M.

CONDICION 8. — Que la jurisdicion de los juezes conservadores sea la misma que V. M. concedió á don Domingo Grillo en la condicion 12 de su assiento, y á don Nicolas Porcio en la tercera del suyo, con la ampliacion que se ha de servir V. M. hazer á los supplicantes, de poderlos remover, quitar y nombrar á su arbitrio.

Condicion 9. (Expression de la condicion 12 de don Domingo Grillo.) — Es condicion que V. M. nos ha de conceder y dar un juez privativo, conservador de este assiento y sus condiciones en cada puerto de las Indias, nombrando las personas que eligiéremos, atendiendo á que sean las mas desinteressadas y zelosas del servicio de V. M., el qual juez lo haya de ser sin excepcion ninguna assí de este assiento y sus dependencias de

Jurisdiccion de los jueces conservadores.

De concesion de un juez privativo en cada puerto de las Indias.

negros, sus procedidos, baxeles y personas, que corren y cuidan de la dependencia de este negocio, como de las que han de ir á assistir para el cobro y manejo de nuestra hazienda; y para su cumplimiento se han de despachar las cédulas y títulos mas amplios, que condusgan á su mayor utilidad, validacion y firmeza; y que los dichos juezes conservadores tengan comission expressa y particular para descaminar en qualquiera de los dichos puertos donde estuviesen, todos los negros y navíos que los llevaren; los quales se nos han de applicar por entero negros y navíos, pagando solo á V. M. los derechos que le pertenecieren de cada negro por entero, respectivamente á los ciento y doze pesos y medio, que aora se offrece por tonelada; y de la ropa que se hallare en dichos navíos, se nos ha de applicar la tercera parte, y las dos para V. M. Y assí mismo ha de dar jurisdicion para poder visitar todos los navíos que entraren en qualquier puerto de las Indias con registro y sin él, separada y juntamente con el governador, ú officiales reales; y poner las guardas que le pareciere, en órden á que no vengan negros en dichos navíos; y si no hallaren, lo demas tocante á ropa sola, y de sus descaminos, avrá de correr por los governadores y officiales reales; y los dichos juezes conservadores solo han de tener por superior al real consejo de las Indias de V. M., sin que por apelacion, recurso ni excejo puedan ser llevados sus autos á otro juez ó tribunal de las Indias, ni de España, ampliándose á nuestra satisfacion; y la comission la han de poder subdelegar, para en caso de muerte, ó ausencia de qualquiera de los dichos juezes. Y en la misma conformidad en esta corte se ha de cometer el conocimiento de todas nuestras causas, assí civiles como criminales, al real consejo de Indias de V. M., v assí de nosotros, como de las personas que tuviéremos occupadas en el manejo de la occupacion de este negocio. Y al visitar los navíos que llegaren á los puertos, los conservadores, ó factores, ó personas puestas por el assiento en dichos puertos, han de ser unidos, y á un tiempo con los governadores, ú officiales reales, ó justicias puestas por V. M. en ellos; y con calidad que si luego que dichos navíos arribaren á los dichos puertos, en

complimiento de su obligacion, puedan las personas puestas por el dicho assiento requerirlos para que lo executen; y no haziéndolo, ponerlo por testimonio, y passar por sí á la visita y diligencias necessarias para el recobro de sus interesses. Y esta misma diligencia tengan obligacion á executar los ministros de V. M., quando los factores fueren omissos en executar y concurrir á dichas visitas; y assí mismo se ha de entender esta jurisdicion privativamente para todo lo incidente y dependiente del assiento, y su administracion, no estendiéndose á los delictos personales, ni á las deudas particulares, causadas ántes del dicho assiento. Y en cuanto á los descaminos offrecen los supplicantes pagar los mismos ciento y doze pesos y medio, que han offrecido pagar por los derechos de cada tonelada de las de la introducion, entregándoles las cabecas que corresponden por tonelada, segun la regulacion que hasta aquí se ha hecho sin novedad; siendo obligados los supplicantes á entregar las armas descaminadas de diehos navíos descaminados al real fisco.

Condicion 10. - Que se ha de servir V. M. de declarar (por Que las apelaciones no estarlo en la condicion 12 referida de don Domingo Grillo) que las apelaciones de las sentencias dadas por los juezes conservadores ayan de tocar privativamente al real consejo de Indias; y que á dichos juezes conservadores se les ordene procedan breve y sumariamente en todas las causas que se les ofrecieren, assí de comissos de los negros de mala entrada, como en las que por razon de derechos de escrituras de fianças, formadas de las ventas de los dichos esclavos, que ante ellos pendieren, procediendo contra los devedores, como por maravedis del real aver; y en todas las demas causas y casos dependientes de dicho assiento. Y assí mismo que todas las justicias de V. M. adonde no residiere juez conservador, están obligadas á lo mismo.

Condicion 11. — Que se les ha de conceder la condicion 6 del assiento de don Nicolas Porcio, que es á la letra como se sigue. Y aunque tambien está concedido el que con qualesquiera naciones, que no sean desta corona enemigas, pueda hacer pactos, abances y conciertos para el cumplimiento de su as1696. -

de los jueces toquen al real y supremo consejo de las Indias.

Conciertos con qualesquiera paciones para el cumplimiento de este asiento.

siento, se ha de ampliar, que las personas, con quienes hiciere los dichos contratos y conciertos, no se les ha de poder confiscar la parte ó crédito que en él tuvieren, en ningun tiempo, aunque succeda qualquier accidente, que no está prevenido, como es el de declaracion de guerra; y en semejante occasion constando averse hecho dichos negocios 6 meses ántes, no deban incurrir en confiscacion dichos créditos convertidos en útil de dicho assiento; y lo mismo se praticará respeto de dicha compañía, en caso de rompimento entre las dos coronas (que Dios no permitta) pagándosele la suma que tuviere anticipada, y concediéndole un año para retirar los effectos procedidos de dicho assiento, que se hallaren en los dominios de V. M.

Real cédulu para que ningun tribunal ó justicia admita demandas de accion redhibitoria.

Condicion 12. — Que se les ha de conceder la condicion 7 del assiento de don Nicolas Porcio, que es á la letra como se sigue. Que se le ha de dar cédula para que ningun tribunal ó justicia admita demanda de accion reedivitoria por razon de venta de negros, ni se pueda alegar nulidad de venta por causa alguna, excepto si tuviere gota coral, mal de coraçon, ú otro achaque habitual de la gravedad de los referidos, y se uviesse vendido sin saber que padeciese esta enfermedad, que en este caso, y constando que no le sobrevino despues de la venda con que lo contenido en esta condicion se aya de pregonar por pregon público en los lugares donde han de tener entrada los navíos de este tráfico, para que conste á todos los que compraren; y que esta condicion se ponga en las escrituras que se hicieren de ventas de negros.

Puedan llevar los navios los marineros que les convenga.

Sobre poder nombrar factores. Condicion 13. — Que se les ha de permittir el que puedan llevar en los navíos deste tráfico los prácticos y marineros que les convengan, como sean amigos de esta corona.

Condicion 14. — Que respecto de ser preciso el tener factores en todos los puertos y partes de las Indias adonde se comerciaren, y transportaren negros, es condicion que se les ha de conceder, y han de poder nombrar cinco personas, que sirvan en cada una de las factorías, aunque sean extranjeras, amigas de esta corona, en la misma forma que se concedieron á don Nicolas Porcio en la condicion 10, y á don Domingo Grillo en

la condicion 11, entendiéndose como lo lleva declarado en la condicion antecedente.

1696.

Buelta á España de los navíos de este assiento con los frutos de las ventas de negros.

Condicion 15. — Que respeto de la condicion 11 capitulada por Marin, en que se remite á la condicion 11 ajustada con el consulado, sobre que pudiessen navegar la buelta de España los navíos de este assiento, cargados con los frutos procedidos de la venta de los negros, assí en compañía de flota, como de galeones, ó sueltos, es condicion que en semejante caso, segun la condicion 2ª del consulado, los navíos, que hicieren dicho viaje tocantes á este assiento, no han de pagar por razon de indulto cosa alguna, y de venir en conserva con flotas ó galeones el indulto regular con que se crió el derecho de habería, respecto de que en el supplicante y compañía se refunden las aciones y derechos de V. M. por la introducion de los negros en la América, quedando impossibilitado para otro género de comercio, que el del producto de dichos negros; por cuya causa V. M. ha de mandar se despache su real cédula, declarando en ella, que si en las occasiones referidas de venir dichos navíos á España, se mandaren executar algunos repartimientos extraordinarios, assí por razon de indulto, como por otro qualquier pretexto de delito, ó transgression de carga de los navíos de flotas y galeones, se ha de servir V. M. mandar se declare en las facultades que se concedieron al consulado para executar los repartimientos, el que no los han de poder repartir en los frutos y caudales que traxeren los navíos de este tráfico, declarándose assí mismo por V. M. el no haber de ser prohibido á los supplicantes ninguno de aquellos géneros, que por leyes de V. M. no es prohibido á los navegantes en la carrera de flota y galeones.

Condicion 16. — Que en conformidad del capítulo 2º, que V. M. concedió al consulado de Sevilla por el tiempo que se encargó de este assiento, en que se obligó á pagar los mismos ciento y doze pesos y medio, que el supplicante y compañía offrecen en este contrato, es condicion expressa de él, se aya de entender la expression de dicha condicion 2º con el supplicante y compañía, concediéndole V. M. nuevamente todo lo contenido

Observancia
de la condicion 2°
del assiento
del consulado
tocante la libertad
de derechos.

en ella, assi para la libertad de todos los derechos en los géneros de salida de España, en que se comprehenden los de habería, almojarifasgos, millones, alcavalas, cientos, regalía, y mojonería, y otros qualesquier derechos de los frutos y mercadorías de que salieren cargados de estos puertos para los de África; y assí mismo los derechos que pudiese causar la plata que llevaren para la compra de negros en dichos navíos; y tambien los derechos del retorno de frutos y mercadorías, que se traxeren y sacaren de los puertos de las Indias para estos reynos en los navíos sueltos, quedando en su fuerça y vigor el derecho antiguo de habería para los que viniesen debaxo de bandera, en la forma que en este pliego se expressa. Y ha de declarar á V. M. que han de poder salir sueltos los navíos de este tráfico assí de España, como desde las Indias; y en este caso los frutos que conduxeren han de ser libres de entrada, como se expressa eh este contrato.

Sobre poder
passar los negros

à la tierra adentro
de las Indias.

Condicion 17. — Que en conformidad del capítulo 12 concedido á Marin, es condicion que si los supplicantes tuvieren por mas conveniencia el passar los negros que se introduxeren en la tierra adentro de los reynos de las Indias, y desde Puertovelo al reyno del Perú, navegándolos por el mar del Sur, lo han de poder hacer, dexando assegurados los ciento y doze pesos y medio por cada tonelada; y no se les han de cargar por razon de dicho transporte á las partes donde llevaren dichos negros en los reynos de las Indias y sus puertos, mas derechos ni contribuciones, llevando certificacion de los officiales reales de aver assegurado la paga de las toneladas de negros que transportaren; y á este fin han de poder fletar, ó comprar las embarcaciones que les pareciere libremente, mandando V. M. no se les ponga embaraço alguno por los ministros de V. M. Esto con calidad que ayan de dar assí los factores deste assiento, como los capitanes de los navíos dél, y los de los que se fletaren para dicho transporte, fiança, obligándose por su hecho proprio á todos los daños é introduciones de ropas fraudulentas y prohibidas, por el mismo hecho que justificaren los referidos fraudes en dichas embarcaciones.

Condicion 18. — Que se les ha de conceder assí en los navíos de flota y galeones, como en los de registro de los puertos assignados á este tráfico, quando estén á la carga para bolver á España, la preferencia en el embarque de los frutos procedidos de el assiento, para mas bien servir á V. M., pagando los fletes regulares, entendiéndose sola la preferencia á los particulares que cargaren, y no á los dueños de los navíos; y assí mismo entendiéndose dicha preferencia á la mitad de la carga.

CONDICION 19. — Que les ha de conceder V. M. facultad y permission para que puedan los navíos destinados á este tráfico apresar los piratas, que perturbaren y embaraçaren este comercio, despachándoseles cédula, para que los virreves, presidentes y governadores, ante quienes fueren presentados los nombramientos que hicieren los supplicantes, los hayan de aprobar en nombre de V. M. guardándoles las inmunidades que les son concedidas, para que con mas justificacion puedan apresar assí naos que son de corsarios, como de traficantes ilícitos en todos los mares, costas y puertos de V. M. : y es declaracion, que aunque no traygan las embarcaciones que apresaren, negros, se les han de aplicar en conformidad de la condicion 12 de don Domingo Grillo, ya inserta en este pliego. Y assí mismo se obligan á guardar lo mismo concedido á este fin á don Arturo y Juan de Vera, y á obrar en conformidad de los capítulos de pazes, los cuales se les han de entregar; y de lo contrario están llanos en lo que contra ellos se justificare; siendo declaracion, no aver de apresar en los puertos aquellas embarcaciones ilícitas que no traxeren negros, solo sí, si en occasion que por las justicias no se pudiere executar, ofreciendo de dichas presas hechas en corso servir á V. M. con la 5º parte de la carga.

Condicion 20. — Que en consideracion de los viajes dilata- Admision de navios. dos, escalas, y arribadas que suelen hacer los navíos de este tráfico, es condicion que si despues de averse cumplido los 6 tos e años y 8 meses años y 8 meses, porque se encarguen de este assiento, llegaren algunos navíos con armazon de negros á los puertos de las Indias, han de ser admitidos en ellos para la venta; esto con cali-

1696.

Preferencia en el embarco de los frutos.

Facultad por los navios de este tráfico de apresar los de piratas.

aunque sean eumplidos de este assiento.

dad de constar el aver salido para estos viajes en el término de dichos 6 años y 8 meses, observándose con los dichos navíos lo mismo que con los que huvieren llegado durante el mismo término de este assiento.

Se concede facultad de navegar un navío para Canarias en conformidad de la condicion 26 del assiento de don Fr.; Bern. Marin.

CONDICION 21. — Que respeto de la brevedad con que necessita dar expediente á este assiento, preveniendo en muchas partes assí de las colonias de África, como en todos los puertos de las Indias, embiando factores que prevengan lo necessario para la comodidad de las armazones de negros que llegaren, es condicion que V. M. les ha de conceder licencia para poder navegar luego que les convenga, un navío de 300 toneladas, sacando su registro en las islas de Canarias, de aquellos frutos que se acostumbran sacar de dichas islas para América, concediéndose dicho... no en el que V. M. tiene assignado á aquellas islas, para lo qual se le ha de dar cédula por V. M. para su breve y prompto despacho en conformidad de la que se dió á don Francisco Bernardo Marin de Gusman, como parece de la condicion 26 de su contrato; y para el cumplimiento que desean los supplicantes tenga este assiento, ha de encargar V. M. el breve expediente de esta condicion, y se ha de declarar por V. M. se les conceda á los supplicantes dicho registro con escalas en la Trinidad de Barlovento, Cumaná, Carácas, Campeche. y á findarlo en la Vera Cruz, obligándose á las penas que V. M. fuere servido imponerle, de que no llevará cosa de las prohibidas, si solo los frutos permitidos llevar desde islas de Canarias á la América; y que todos los frutos que recogiere en las escalas de dichos puertos, donde mejor quenta le hiciere; y assí misme le ha de conceder V. M. licencia para que dicho navío buelva á España con frutos de la América, viniendo desde las Indias suelto, ó en compañía de flota, ó azogues, con calidad que ha de bolver á Indias para assistir al buen expediente de este assiento, tomando registro en islas de Canarias en la conformidad que en el primer viaje; porque de ir vacios se les seguiria á los supplicantes grave atrasso; y se obligan á pagar los derechos en Canarias, como lo hizo dicho Marin, y á que llevará en dicho navío si se le entregare por el juez que V. M. tiene

.4

para el transporte de familias, quinze dellas, que le corresponden, segun la órden de V. M. á las 300 toneladas.

1696.

Sobre que no se puedan ocupar los navios de este tráfico en operaciones de guerra.

Condicion 22. — Que con ningun pretexto ningun virrey, presidente, governador, ó otra qualquier justicia de V. M. pueda occupar dichos navíos del tráfico so graves penas en operacion de guerra, ni para otro ningun empleo, por el daño tan grave, que de esto se seguirá al curso de este negocio, como ya la experiencia lo ha mostrado en caso susodicho á don Nicolas Porcio; y si por algun accidente se valieren de ellos, sin embargo de sus protestos, ha de quedar con el mismo hecho obligada la real hazienda á la satisfacion de los dichos navíos, y de los daños, atrassos y menoscabos, que se seguieren al assiento por la contravencion de lo capitulado, reteniendo en sí la cantidad que pudiere importar dichos daños.

Condicion 23. — Que se ha de poder libremente transportar Sobre que puedan de unos puertos á otros en la América el producto de la venta de negros en frutos, ó reducirlos á plata, y no á otros géneros, para mas exactamente servir á V. M., y pagar los derechos de las toneladas; siendo declaracion que lo haya de executar assí o reducirlos a plana. en las embarcaciones del tráfico, como en las de vassallos de V. M., que traginan aquellos mares, se ha de V. M. servir de mandar despacharles su real cédula assí por la preferencia de el producto del assiento en frutos, ú otros de particulares en el embarque de embarcaciones de vassallos de V. M. que traginan aquellos mares, como para que en ocasion de concurrir con dichos navíos, los del assiento prefieran en su despacho, mandando á los governadores, presidentes, y demas ministros de V. M. so graves penas assí lo executen por los daños que á este assiento se seguirán de lo contrario; pues las dilaciones en este negocio son ocasiones para atrassar su cumplimiento; entendiéndose la preferencia de la carga solo en la mitad, para escusar el aggravio de terceros.

Condicion 24.—Que si en las caxas reales de Lima, de México, ó en otras qualesquier caxas de V. M., entregaren los supplicantes, ó de su órden, algunas cantidades de quenta de lo que son obligados á pagar por las toneladas concedidas para la in-

de unos puertos á otros transportar el producto de la venta de negros en frutos

Sobre
quales cantidades
que entregaren
en qualesquier
caxas de S. M.
en quenta
de las obligaciones
se les ayan
de hacer buenas.

Sobre que se les aya de despachar las mismas cédulas que se despacharon & D. Nicolas Porcio, y D. Bernardo Francisco Marin, declarando por libres à los negros de mala entrada. Sobre que ayan de poder llevar en los navios de este tráfico las jarcies y petrechos para ellos, ó para fabricar de nuevo.

troducion de los negros se les ayan de recibir en quenta, constando de la entrega por certificacion de los officiales reales, debiéndoseles descontar de las toneladas al tiempo de introducirlas en los puertos assignados, y darles dos certificaciones de un mismo tenor; y no se les dará tercera, miéntras no constare por naufragio ó robo en la mar, averse perdido; y estas ayan de recoger officiales reales, adonde con ellas hiziere pago, y poner en los libros dichas certificaciones para que conste.

Condicion 25. — Que para evitar los fraudes de los negros de mala entrada, se les han de despachar las mismas cédulas que se despacharon á don Nicolas Porcio, y últimamente á don Bernardo Francisco Marin de Gusman, en que se declare la libertad á los negros de mala entrada, con las mismas cláusulas y condiciones, que se les concedieron á los dichos assentistas.

Condición 26. — Que se les ha de conceder licencia para que puedan llevar los navíos que transportaren los negros de las costas de Guinea, las jarcias y petrechos, assí para las catenas de sus navíos de tráfico, como para fabricar de nuevo en la América por su cuenta; y que libremente, sin pagar derechos algunos, puedan almacenarlos en tierra; y que siempre que dellos necessitare en las partes adonde fabricare ó catenare, con un testimonio de los officiales reales, en que declare ser de los petrechos concedidos, no incurran en conmisso en las visitas que se hicieren, visto no se debieren derechos de lo susodicho en los navíos de dicho tráfico, resultando de dicha concession el prompto avío para el buen éxito de este assiento; pues se experimenta varias vezes ser necessario á los vassallos de V. M., por no exponer sus embarcaciones á perderlas por falta de cables, ó calebrotes, ó algunas jarcias, verse precisados por el peligro inminente en que se hallan á valerse de los extranjeros; y otra vez por falta de materiales para las catenas, salir á la mar, yéndose á pique, y perecer en ella. Y declaran que las certificaciones referidas para el transporte á otros puertos de dichas jarcias, ayan de contener la cantidad y diferencia de dichas, y demas petrechos, y para qué fin, y á qué puerto; y en caso de necessitar precisamente de algunas jarcias y petrechos los navíos de V. M., los deban dar, satisfaciéndole su valor en contado á los precios regulares que corrieren en donde se necessitaren, y pagando los derechos de todo lo que vendieren, que no fuere para la catena y avío de sus navíos.

Condicion 27. — Que se hayan de hacer con todo rigor las visitas de los navíos, assí los que fueren de las costas de Guinea, como de los que se emplearen en este tráfico; y que de hallar géneros prohibidos se aya de proceder contra los aggressores, imponiéndoles las penas constituidas por derecho, y conmissarles dichos géneros, para que en cosa que toque á los suplicantes no sea por ningun camino defraudada la real hazienda; no siendo verosímil el que por una tan corta conveniencia aventuren los supplicantes, que tomen este assiento, su honra, vida y hazienda. Por cuya razon se ha de servir V. M. de declarar ser todos los transgressores, y sus géneros prohibidos los sujetos á las penas constituidas por derecho; y lo mismo se practicará quando aya excesso de el producto de dicho assiento en la manera suso dicha, sin que por alguna de las causas sobredichas se puedan embargar ni sequestrar los navíos de este tráfico.

Condicion 28.—Que en conformidad de la condicion 15, que capituló el consulado, han de poder los supplicantes acabar de vender las armazones en qualquiera puerto, llevando enqualquier puerto. los rezagos de unos á otros, excepto el de Buenos Aires, que es lo mismo que se concedió á los assentistas anteriores.

Condicion 29. — Que las de despachar cédula, para que con ningun pretexto ninguna embarcacion de V. M. pueda quitarle á ninguna del tráfico cosa alguna de las que necessitare para su navegacion y buen curso, de donde se seguirá el evitar pretextos frívolos, de que se suelen valer para molestar.

Condicion 30. — Que se les han de guardar todas las condi- lo que necessitaren ciones de los assientos hechos por don Domingo Grillo, por el para su navegacion. consulado de Sevilla, por don Nicolas Porcio, y por don Bernardo Marin de Gusman, como si á la letra fueran insertas en este pliego, mudándose solo el nombre de los suso dichos en el de los supplicantes, para que sirvan y valgan en aquella parte,

1696.

Sobre que se ayan de hacer las visitas; y la forma que se ha de observar en ellas.

Sobre que puedan acabar de vender las armazones

Sobre que se les aya de despachar cédula de 8: M. para que no se les quite á las embarcaciones de este tráfico

Sobre que se les aya
de guardar
las condiciomes
de los assientes
de Grillo,
el consulado
e Sevilla, Porcio
y Marin,
que no fueren
contrarias
à las de este
assiento;
y dar las cédulas
de que necessitaren,

que fueren útiles, conformes, y no contrarias á las especificadas en él, ó que su contenido en todo ó en parte no estuviere comprehendido en las que en este pliego van especificadas, ó estuvieren reformadas, enmendadas, ó ampliadas, y que se les han de dar las mismas cédulas, que á favor de los referidos assentistas se huvieren despachado, como si fuessen á la letra insertas en este pliego; y demas de ellas todas las que los supplicantes pidieren, para la mayor observancia de lo capitulado. v mejor curso de este negocio; y todas ellas se les han de guardar por los ministros de V. M., assí los del real consejo de Indias, como los demas de la América, sin embargo de qualesquier leyes, cédulas, pragmáticas, ordenanças, ó otros qualesquier despachos que aya, ó pueda aver en contrario; los quales para en quanto á este assiento se han de considerar por de ningun valor, ni effectos, y tenerse por derogados expressamente. como si dichas leyes, cédulas, ordenanças y despachos estuviessen especificamente expressados en este pliego, siendo las dichas cédulas arregladas á la naturaleza de lo capitulado.

Sobre que los negros apresados assí en mar como en tierra, no los puedan vender en otra parte que en los puertos donde tuvieren factores. Condicion 31. — Que todos los negros apresados assí en mar como en tierra por los corsistas, y otros qualesquier que tienen facultad de V. M., ó de sus ministros, no pueden vender dichos negros en otra parte alguna de la América, que en los puertos donde hubiere factores de los supplicantes, vendiéndolos á dichos factores solamente al mismo precio que los compran de las naciones amigas, é imponiéndoles graves penas incurriendo en conmisso, segun las condiciones de este assiento, de executar lo contrario, sirviéndose V. M. de mandarles despachar cédula en aprobacion de esta condicion, para hacerla notoria.

Sobre que se aya de declarar este negocio como por assiento cerrado. Condicion 32. — Que respecto de la precision, que necessita este negociado en el breve expediente de que se despachen navíos á las costas de África y Guinea, saliendo en conjuncion de tiempo favorable, y escusarse de los peligros, que ocasionan los contrastes de vientos, que reynan en aquellas costas, y grandes desembolços que los supplicantes hazen; es condicion que este assiento se ajusta com el supplicante y compañía, como negocio cerrado é irrevocable, sin que en manera alguna se

ava de contravenir, ni alterar sus calidades y condiciones por el tiempo de los 6 años y 8 meses, á que los supplicantes se obligan introducir las diez mil toneladas de negros, sin que se pueda revocar dicho assiento, aunque huviera quien pujasse la mitad mas de que los supplicantes dan por cada año; pues de ello resultaria grave prejuizio, derogándose para este effecto todas las leyes, estylos y costumbres, en caso que las hubiese; y para evitar dilaciones, se ha de servir V. M. mandar se escusen los informes, que en otras occasiones se ha acostumbrado pedir á la casa de la contratacion de Sevilla, y las publicaciones que en el ajuste de este assiento algunas ocasiones se han executado, pues no ay novedad sustancial en las condiciones, que lleva capitulado el supplicante y compañía á las que se concedieron á los assentistas anteriores, y que la seguridad y cumplimiento de este assiento con la anticipacion que offrecen, son equivalentes para que se tenga por servicio especial de V. M. de obligar los daños recebidos; y con estas calidades y condiciones se obligan los supplicantes á todo lo contenido en este pliego.

Madrid, á 5 de julio de 1696.

Manuel Ferreira de Carvallo y compañía.

Condicion 5º del assiento hecho con don Domingo Grillo sobre que en caso de padecer algun naufragio las naves en que fueren los negros, se aya de descontar en la obligacion.

Es condicion que si en la navegacion de los dichos negros succediere perderse alguna cantidad de ellas por combate de enemigos ó piratas, ó siendo apresados de ellos , se nos aya de descontar del cargo de nuestra obligacion en aquel año en que succediere la pérdida, lo que por este accidente se huviere perdido ó muerto, atento el daño que se nos seguiria, si huviéssemos de desembolsar los cien pesos de derechos de mas de la pérdida recibida en la falta de negros , y caudal que tenemos puesto en ellos.

Condicion 6º del dicho assiento de don Domingo Grillo sobre que no se puedan introducir negros por ningun puerto sin órden.

Es condicion que en el discurso de los 7 años deste assiento no se han de poder entrar, ni introducir por ningun puerto, ó parte de las Indias, negros algunos, sin que sea de nuestra órden; porque si se diese lugar á ello, fuera impossibilitar el cumplimiento deste servicio; y para que esto tenga effecto se ha de servir V. M. de mandar suspender todas y qualesquier licencias, que se huvieren concedido, dándoles satisfacion por otra parte á los interesados, de modo que no puedan tener recurso á la execucion de sus licencias; y si constase que los governadores, ú officiales reales de qualesquier puertos, ó parte de Indias permitieren despues de la aprobacion de este assiento entrar negros en ellas sin nuestra licencia y permission, ha de poder el juez conservador denunciar y proceder contra todos los ministros, que permitieren la entrada, y hecha y substanciada la causa, la ha de embiar al consejo, para que los castigue: donde aviéndose traido la causa con vista de los autos y demas informes judiciales y extrajudiciales, que convinieren, se nos ha de dar entera satisfacion á costa de los bienes de los governadores y officiales reales, y sus fiadores y demas personas, que nos hubieren occasionado dichos daños directa ó indirectamente: v esta condicion no se ha de entender con los baxeles. que estuvieren ya navegando con permiso de V. M., porque para esto no puede haber recurso, sin embargo de que nos prejudica en la compra y venta de negros; pero se ha de entender con los baxeles, que estuvieren ya navegando con permisso de V. M., porque para esto no puede haver recurso, sin embargo de que nos prejudica en la compra y venta de negros; pero se ha de entender que estos tales en aviendo hecho una vez viaje á las Indias, aunque no hayan llevado el número de su licencia, ha de cessar el poder usar de ella otra vez; porque si esto no se limitara deste modo, con el pretexto de haver faltado algun número de negros, de los inclusos en la dicha licencia, podrán introducir la cantidad de negros en grave prejuicio puesto, y del servicio

de V. M.; mas se aya de entender precisamente con todos los demas, que no han salido de los puertos de España; porque si estos saliessen, seria al mismo tiempo que los baxeles del assiento, y nos impossibilitarian y encarecerian los precios del empleo, y las ventas dél, deteniéndoles en las Indias con grave daño nuestro lo uno y lo otro; mas atendiendo el mayor servicio de V. M., consentimos en que V. M. libre en nosotros la cantidad de maravedis que importare la satisfacion que se les ha de dar á los dueños de las licencias, que no han salido á navegar, por cuenta de los trescientos mil pesos que hemos de pagar por razon de este assiento el primer año, que desde luego que se apruebe, aceptaremos la librança, á pasion en que entra el supplicante y compañía, en cuya atencion ha de declarar V. M., á fin de excusar dilaciones, no ser necessario se tome la razon de este assiento y de las cédulas, que sobre su contenido se despacharon en la casa de la contratacion de Sevilla, quedando á la eleccion de los supplicantes el tomar dicha razon de las que les fuere necessario.

Condicion 33. — Que respecto de lo dilatado de este assiento, sobre que se les aya y las muchas partes en que se necessita tener providencia de negros; y que la produccion de los derechos terá en distintas despues de cumplido partes, que se le han de otorgar cartas de pago, y dar certificaciones por los ministros de V. M., con que satisfacen en el real consejo de Indias la obligacion del supplicante y compañía, que uno y otro necessita de mucho tiempo: es condicion que V. M. ha de mandar, que la quenta final deste assiento la ayan de presentar tres años despues de cumplidos los 6 y 8 meses, por que se encargan de este assiento.

Condición 34. — Que como dicha compañía, quando contrató con dicho don Bernardo Francisco Marin, á cuyo cargo estuvo este assiento, le socorrió con dinero, y una fragata para transportarse á Indias, que todo importa veinte y siete mil y ochocientos pesos, como consta de las escrituras que presentó en el real consejo de Indias, es condicion que V. M. ha de ser servido mandar que de los bienes embargados por la real hacienda, ó su procedido, ó fiadores, se ha de pagar esta deuda á

de conceder tres años este assiento para presentar la quenta dél.

En que se aya de mandar pagar á esta real compañía de los bienes embargados de D. Bernardo Francisco Marin 27 mil y 800 pesos, que le està deviendo.

la compañía, juntamente con lo que quedódeviendo el sobredicho á V. M. del assiento de negros, satisfaciéndose á V. M. y á dicha compañía sueldo á libra, prorateándolo entre el crédito de V. M. y el de la compañía; y caso que lo procedido de dichos bienes, ó fiadores esté ya cobrado por los ministros de V. M., en tal caso se ha de compensar lo que dicha compañía debia de aver, conforme lo referido, en concurrente cantidad, llevándosele en quenta el segundo año de este ajustamiento, para cuyo effecto se ha de servir V. M. ordenar se despache cédula, cometida á los ministros de V. M., á cuyo cargo estuviere la cobrança de su real deuda, para que con la misma exacion cobren la de dicha compañía.

Sobre que se les sya de dar facultad para nombrar por protector deste assiento al señor presidente, ó governador que fuesse del real consejo de las Indias; y con calidad de subdelegar en un ministro togado del.

Para que los virreyes governadores, y demas ministros á quien toque, no se intrometan á lo contenido, y capitulado en este assiento, y lo guarden, y hagan guardar y cumplir.

Condicion 35. — Es condicion que V. M. se ha de servir de concedernos nombrar en esta corte por protector general de este assiento al presidente ó governador, que al presente es del consejo real de las Indias, ó al que en adelante fuere, con jurisdicion privativa en 1º instancia, y con calidad de subdelegarla en un ministro togado del consejo real de las Indias, el que le propusiésemos para la mejor satisfacion y expediente de nuestras dependencias; y que sus apelaciones las otorgue para el real consejo de Indias.

Condicion 36. — Que para que este negociado subsista de buena fé, se ha de servir V. M. mandar que los virreyes, governadores, corregidores, officiales, oydores, fiscales, y demas ministros de qualquier calidad que sean, no se entrometan, ni contravengan en todo ni en parte á lo contenido en este contrato, imponiéndosele graves penas, y que se les hará cargo en las residencias que se les tomaren, de qualquier daño que resultare á este tráfico, por causa de su omission ó contravencion, quedando obligados á resarcir dicho daño por sus personas y bienes; para justificacion de los quales se ha de servir V. M. declarar el que sea bastante el instrumento, ó certificacion de personas fidedignas, seglares, ó ecclesiásticas, ó de los escrivanos, capitanes, y maestres de los navíos de este tráfico, porque muchas veces el poder y autoridad de dichos ministros impiden que se den los testimonios necessarios para justificar á fin del

año contado desde el dia de la dicha aprobacion en las Indias.

Condicion 18 del dicho assiento de don Domingo Grillo, sobre que los negros que se introduxesen de contrabando, se entiendan por perdidos.

Y para evitar los fraudes tan acostumbrados en la entrada de negros en prejuizio de la real hazienda de S. M., y de este assiento, se ha de servir V. M. mandar hacer y promulgar pragmática, de que todos los negros que se entraren en las Indias de contrabando, y conmisto despues del dia de la promulgacion de ella, se entendian desde luego perdidos, y aplicados al real fisco de V. M. en cuyo lugar hemos de quedar subrogados durante el tiempo de este assiento; y se entienda el perdimiento de ellos, aunque passen á terceros ó mas poseedores, imponiéndoles demas de la perdida de los esclavos el aver de satisfacer los reales derechos de V. M., para no quedar prejudicada su real hacienda, y cause mas horror á los delinquentes: y este capítulo se avrá de ampliar los mas favorables para el intento de poner remedio, al inconveniente y dársenos los despachos y cédulas necessarias; y se entiende este descamino de negros desde el dia que se publicare la dicha pragmática en cada puerto de las Indias, y no con los que huvieren entrado ántes, sea con licencia, ó sin ella.

Condicion 22 del assiento del consulado de la ciudad de Sevilla, para que el govierno y tráfico lo hayan de hacer como les pareciere.

Item es condicion expressa de este negocio y contrato para mayor firmeza, seguridad y continuacion de su establecimiento, no obstante que para esto ha deseado este consulado y comercio prevenir con el discurso todo lo necessario para escusar los embaraços y dificultades que en la prosecucion de este negocio se pueden ofrecer; como quiera que la experiencia en ellos suele mostrar que lo que oy parecia utilidad, despues sea daño; y los mismos medios que se tomaron para la conservacion, estos seran con el transcurso del tiempo los que la destruyan, por ser negocio estraño de este comercio y consulado; y la experiencia práctica de él ha de ir manifestando y enseñando lo

1696.

mejor en su govierno y direcion: assí por estas causas S. M. se ha de servir de conceder á este consulado y comercio facultad amplia, y sin limitacion alguna, para que el manejo, direcion y govierno de todo este tráfico y negocio lo hava de hacer y disponer como le pareciere mas conveniente, útil y provechoso á este comercio, reservando en sí la facultad de poder mudar la forma de govierno, como mejor visto le sea, añadiendo, reformando, ó quitando todo lo que tuviere y juzgare por conveniente, aunque sea parte de alguna, ó de algunas de las cláusulas puestas en este contrato (como no sean de las que derechamente son á favor de S. M., porque estas se han de quedar en su fuerca) sino de todas las demas, que miran al buen govierno, y disposicion de este tráfico; y en todo lo que durante él se pudiere ofrecer, han de poder governar, tratar y capitular, como y donde sea necessario, á su adistrio y eleccion; porque assí lo juzgan por conveniente para la duracion y conservacion de este contrato, y su buena disposicion, y entero cumplimiento de lo que ofrecen. Y siendo S. M. servido de aprobar todos los capítulos y condiciones aquí contenidas, este comercio vendra en él, y tomará á su cargo la administracion de este assiento en la forma, y con las calidades que en ellos se contiene; y no siendo servido S. M. de aprobarlo en todo y por todo, este consulado y comercio no ha de quedar ni queda obligado en cosa alguna. En razon de los quales dichos capítulos y condiciones, que son los mismos que el dicho comercio y consulado tiene remettidos á S. M. el rey nuestro señor (que Dios guarde) por su real y supremo consejo de las Indias, y con los mismos con que tiene aceptada la administracion, y assiento de la provision de esclavos negros para los reynos de las Indias de S. M. (que Dios guarde) ha sido servido de hacer merced á este consulado y comercio de las Indias, en cuyo nombre nuevamente nós otros como tales prior y cónsules lo admitimos, y aceptamos, y recibimos por assiento, con los dichos capítulos y condiciones aquí contenidas, sacadas, y copiadas por el presente escrivano público á nuestro pedimiento, del libro de cartas de este consulado, que se le entregó

para dicho efecto, de que da fé. Y siendo S. M. servido de aprobar este assiento, segun y como en él se contiene, despachando su real cédula de aprobacion en todo y por todo, y en cada uno de los dichos sus capítulos y condiciones, como si para cada uno de por sí se hiciera la dicha real aprobacion passada por sus reales consejos de Indias y hacienda.

CÉDULA despachada á don Domingo Grillo en 10 de octubre de 1662 para que se les permita descargar ó aliviar las náos donde les pareciere.

Una cédula de 40 de octubre de 1662, que trata, que si arribaren alguna vez los navíos con necessidad de hacer reparo, fuere menester descargarlos ó alijarlos, lo puedan hacer; y se les permite vender lo que huvieren de menester para su reparo y compra de bastimentos; y lo demas lo buelvan á embarcar para proseguir su viage á los puertos permitidos; y que ningun ministro, ni persona pueda quedarse, ni venderse negros.

Otra despachada al dicho en 16 de enero de 1664, para que se ampare á todos los dependientes de este assiento.

Otra de 16 de enero de 1664, por la qual se manda á los virreyes, presidentes, governadores, corregidores, y demas ministros de todas las Indias occidentales, islas, y tierra firme del mar Occéano, y en particular á los governadores y capitanes generales de los tres puertos de la permission, amparen á todos los dependientes del assiento; y que se les hagan dar lo que huvieren menester por precios justos; y que no se les eche cargo, ni gravámen, ni á los que les assistieren por ninguna causa.

Otra de 2 de noviembre de 1668 al dicho don Domingo Grillo, para que las escrituras de las ventas de negros se executen.

Otra de 2 de noviembre de 1668, por la qual se manda á las justicias de las Indias, que las escrituras, que ante qualquiera dellos se presentaren por los assentistas, procedidas de ventas de esclavos, las cumplan y executen sin omission alguna, conforme la obligacion y sumission que en ellas estuviere hecha.

Otra despachada al consulado y comercio de Sevilla en 19

de mayo de 1676, para que se cumplan los capítulos contenidos en ella.

Una de 19 de mayo de 1676 para que se guardassen los dos capítulos de el assiento en ella insertos, que son del número 2 y 20, cerca de no pagar derechos de salida de España.

Otra al dicho en 24 de mayo de 1676 para que el presidente de la contratacion pudiesse hacer los registros.

Otra de 24 del mismo mes, para que el presidente de la casa de la contratacion pudiesse hacer los registros, y dar las guias de lo que conforme al capítulo 2 del assiento, que fué inserto, huviesse de ser libre de derechos.

El qual dicho pliego va cierto y verdadero y concuerda con su original, que queda en la secretaría del dicho real consejo de las Indias de la negociación de la Nueva España, del cargo del señor don Bernardino Antonio de Pardíllas Villar de Francos, cavallero del órden de Santiago, de donde, y por mano del dicho señor don Francisco Camarge, se exhibió ante mí el escrivano de cámara para este efecto, y con las condiciones, y declaraciones en él contenidas, que van insertas, y las de los assientos del dicho don Domingo Grillo, consulado de Sevilla, y Nicolas Porcio, el dicho don Manuel Ferreira de Carvallo por sí, y como socio de la dicha compañía real de Guinea, sita en el reyno de Portugal, y en nombre de ella, y de sus individuos y por virtud del dicho poder, que va inserto; por los quales presta voz y caucion de rato grato judicatum solvendo de que estarán y passarán por lo aquí contenido, so expressa obligacion que para ello hace, y en que constituye á la dicha compañía sus caudales y effectos, que al presente tiene, y tuviere, y adquiriere en lo de adelante por si y en nombre de todas las personas, de que se compone y compusiere la dicha compañía, todos juntos y de mancomun, á voz de uno, y cada uno de por sí, y por el todo en solidum, renunciando como expressamente re-y las demas de la mancomunidad, como en ellas, y en cada una dellas se expressa, contiene, y declara; y sin que sea necessario hacer prorateo, excusion, ni division de bienes, cuyo

derecho expressamente renuncia, otorga este assiento cerrado, en la forma que dicho es, y se contiene, y expressa en los capítulos del que van insertos, que está aprovado por S. M., y se obliga, y á la dicha compañía á guardar y cumplir, y aver por firmes las dichas condiciones, cargos y obligaciones, fuerzas y firmezas, que en ellas y en cada una de ellas se expressan, contienen y declaran; y con las mismas prevenciones y circunstancias que van expressadas, de las quales y de todo lo en ellas contenido declara el dicho Manuel Ferreira de Carvallo, que le consta de la utilidad y provecho que de ello se le sigue á la dicha compañía real de Guinea, por averlo visto, leido y entendido ántes de otorgar esta escritura v conferídolas muchas v diversas vezes, como va referido, y al presente avérselas leido, de que yo al presente escrivano de cámara certifico; y para su observancia, execucion y cumplimiento hace y effectúa, y celebra este contrato y assiento cerrado; y desde luego lo recibe y toma á su cargo para la dicha compañía, y para sí como socio de ella, por el tiempo y espacio de los dichos 6 años y 8 meses. que empezaron á correr y contarse desde el dia 7 deste presente mes y año, que fué en el que S. M. se sirvió de aprobar el dicho pliego, y cumplen el dia 7 de março del año que viene de 1703, en cuyo tiempo se obliga á introducir en los dichos reynos y provincias de las Indias por los puertos de Cumaná. Carácas, la Habana, Cartagena, Portovelo, Hondúras y la Vera-Cruz, y no por otros algunos, como está capitulado en la condicion 6 de su pliego que va inserto, las dichas diez mil toneladas de negros, estimada cada una de ellas de tres pieças de Indias, de la medida regular de 7 quartas, prorateando en cada uno de los dichos 6 años y 8 meses las dichas diez mil toneladas, y pagando á S. M. (que Dios guarde), y á su real hacienda y á sus tesoreros, factores y officiales reales de los dichos puertos de los reynos y provincias de las Indias, que van señalados, á razon de ciento y doze pesos y medio, escudos de á diez reales de plata cada uno por cada tonelada, segun y en la forma que se obligó, y lo hicieron los dichos don Bernardo Francisco Marin y Nicolas Porcio, como se contiene, expressa y declara en la con-

dicion 3 del assiento del dicho don Domingo Grillo, como va capitulado; y si no lo hiciere, quiere y consiente, que se le compela, y apremie á ello á la dicha compañía, y al otorgante. y se cobre de ella los dichos derechos, aunque no introduzca los dichos esclavos negros; porque para S. M. y su real hacienda han de ser integros, y cobrarse de la dicha compañía, y de las personas de que se compone, los dichos ciento y doze pesos y medio escudos de plata por cada una de las dichas diez mil toneladas, quier las introduga, ó no durante los dichos 6 años y 8 meses en los dichos reynos y provincias de las Indias, faltándose á ello por culpa y omision de la dicha compañía, y no por los casos prevenidos en el pliego, y condiciones del assiento de don Domingo Grillo, que va inserto; y assí mismo se obliga por sí, y por la dicha compañía á que dará y pagará llanamente y sin pleito alguno á S. M. (que Dios guarde), por via de anticipacion, seguridad y fiança de este assiento y contrato ducientos mil pesos escudos de á diez reales de plata cada uno, en moneda corriente de plata ó oro, puestos y pagados en esta corte: los cien mil pesos de ellos dentro de dos meses, que empezaron á correr el dia 7 de setiembre que vendrá de este presente año. y los cien mil pesos escudos restantes en dos mesadas consecutivas de á cinquenta mil pesos escudos en cada una; que la primera ha de ser el dia 7 de octubre, y la segunda 7 de noviembre que vendrá de este presente año; los quales entregará á la persona ó personas, á quien S. M. ordenare y fuere servido de mandárselo por su especial cédula ó decreto; y por razon de la dicha anticipacion se le han de hacer buenos, como lleva capitulado, y S. M. tiene aprovado, sesenta y quatro mil pesos escudos, los quales, y los ducientos mil de esta anticipacion, los ha de rescontar la dicha compañía, y se les han de hacer buenos en los derechos de los últimos años de este assiento; y hasta tanto no los ha de poder pedir, ni rescontar, ni pretender por razon de ello mas ó ménos interesses; y por la paga ó pagas que dexare de hacer assí del principal de la dicha anticipacion á los plazos referidos, como de todo lo demas de este assiento, quiere y consiente se le compela y apremie á ello por todo rigor

en razon de la cobrança se hicieren y causaren, mandando S. M. despachar ministros á su cobrança á qualesquiera partes. reynos y provincias donde estuviere la dicha compañía, y tuviere sus caudales y efectos; procediendo contra ellos como por maravedis y haberes de su real hacienda; y señalando á los ministros que fueren á su cobrança los salarios que fuere servido; y sin prejuicio de la acion executiva que compete á la real hacienda, desde luego cumplidos que sean los plazos, se obliga y obliga á la dicha compañía, á que pagará interesses de 8 por 100 al año por la retardacion de la paga; y que estos se proraten desde el dia que cumpliere el plazo hasta el en que real y efectivamente lo aya pagado: se obliga con su persona y bienes muebles, y raízes, y obliga las personas y bienes de Francisco Nuñez Santaren, el capitan Francisco Andres, Francisco Mendez, Domingo Dantas de Acuña, cavallero professo del órden de Cristo, y Juan de Mora, cavallero de la misma órden, y Antonio de Castro Guimarães, socios de la dicha compañía, y á los caudales y efectos de ella, avidos y por aver, y los de cada uno in solidum que al presente tiene, y adelante tuvieren, à que guardarán y cumplirán este dicho assiento, cláusulas y condiciones dél, segun dicho es, sin que falte cosa alguna, por ninguna causa, ni razon que sea, aunque diga la dicha compañía, ó qualquiera de los socios de ella, ó pretenda, que este contrato y assiento, ó especialmente en qualquier de sus capítulos ha avido, é intervenido engaño ó lesion enorme, é enor-.. míssima, ni que en la forma de él huvo defecto de substancia, orden y solemnidad; porque en qualquier caso que sea, que la dicha compañía y socio de ella ayan recibido, ó reciban algun prejuizio ó daño en poca ó mucha cantidad, qualquier que sea, ó aya alguna nulidad ó defecto, se desiste de ello; y á la dicha compañía y á mayor abundamiento, en nombre de ella

haze donacion pura, mera, perfecta é irrevocable, que el derecho llama inter vivos, de la que assí fuere, á favor de S. M. y su real hacienda; y renuncia la ley del Ordenamiento real, hecha en las cortes de Alcalá de Henares, que trata de las cosas 1696.

que se venden ó permutan por mas ó ménos de la mitad del justo precio; y los 4 años en ella declarados, y las demas leyes que tratan de la lesion y efectos de ella, como en ellas y en cada una de ellas se expressa, contiene y declara; y assí mismo renuncia todas y qualesquier leyes, reglas, fueros y derechos de estos reynos de Castilla y Portugal, que en esta parte le puedan aprovechar á la dicha compañía y á qualquiera de los socios de ella, como si en este assiento se expressáran para que no les pueda aprovechar ni valerse del remedio de ellas, aora, ni en ningun tiempo, aunque digan y aleguen, que conforme á leyes y fueros de Portugal no se podian sujetar, ni someter á las de estos reynos de Castilla, para ser reconvenidos conforme á ellas: cuyo derecho expressamente renuncian, y consienten se les reconvenga en estos reynos de Castilla; y para que assí les hagan guardar y cumplir y executar, dió todo su poder cumplido, el que de derecho se requiere, á todos y qualesquier juezes, y justicias de el rey nuestro señor, assí de estos reynos de Castilla y Leon, como de los de las Indias orientales y occidentales, islas y tierra firme del mar Occéano, de qualesquier partes que sean, á cuyo fuero y jurisdicion se somete, y á la dicha compañía y socios de ella, y especial y señaladamente al de los señores del dicho real y supremo consejo de las Indias, y al de los juezes, que por dicho consejo se nombraren para el cumplimiento y execucion de lo que á esto toca, y á cada uno in solidum, renunciando como desde luego renuncia su propio fuero, y el que le podia competir á la dicha compañía, jurisdicion, domicilio y vezindad, y la ley Si convenerit, de jurisdictione omnium judicum, con todas las demas leyes, fueros, derechos y privilegios de ella en forma, y la general, que lo prohibe; para que por el referido consejo real y supremo de las Indias, juezes y justicias, é qualquiera de ellas, les compelan y apremien y á la dicha compañía al cumplimiento de lo que dicho es, por todo rigor de derecho y via executiva, como si fuesse sentencia definitiva, dada por juez competente, declarada por passada en autoridad de cosa juzgada, consentida y no apelada, ni reclamada en manera alguna. Y assi mismo renun-

cia qualesquier fueros y privilegios, que de nuevo adquiera el otorgante, y la dicha compañía en estos reynos, como en el de Portugal, para que no le aprovechen en manera alguna en contravencion de este assiento; y tiene por bien que de él se saquen qualesquier traslados, fes, testimonios, cláusulas y condiciones; autorizados en pública forma y manera, que aya fé, sin que sea necessario el que preceda para ello mandamiento de juez, ni citacion de parte, ni otra diligencia alguna, que de todo los relieva. Y estando, como está presente, al otorgamiento de esta escritura el dicho señor don Francisco Camargo y Paz, dixo que en nombre de S. M., y por lo que toca á su real hacienda, la aceptava y aceptó en todo y por todo, segun y como en ella se contiene y declara, y lo recibe por assiento cerrado, durante los dichos 6 años y 8 meses, y obligó á S. M. y su real hacienda á que guardará y cumplirá todo lo en él contenido y declarado, sin que falte cosa alguna; y que no permitirá, ni dará lugar á que contra él se vaya, ni passe en manera alguna, ni con ningun pretexto, durante los dichos 6 años y 8 meses, cumpliéndose por parte de la dicha compañía á lo que va obligado; y que durante ellos, no se le inquietará en la introducion de los dichos esclavos negros : sobre lo qual en nombre de S. M. renuncia todas y qualesquier leyes, decretos y autos acordados, y cédulas expedidas, que prohiben no se pueda hacer ningun assiento cerrado, ni rematar ningunos derechos ni rentas reales, si no es que sea en pública subastacion, y con todas las solemnidades prevenidas por derecho; de todas las quales les relieva á dicha compañía en nombre de S. M.; y da por dados los pregones, y por rematado de primero y segundo remate el dicho assiento, por averse reconocido el servicio que de ella se le sigue á S. M. y utilidad á su real hacienda: todo lo qual se ha tenido presente por los dichos señores del consejo al tiempo, y quando se vieron en él las condiciones de dicho pliego; y S. M. se sirvió aprovarle en vista de la consulta referida, que por él se ha hecho; y á mayor abundamiento hace gracia y donacion pura, mera, perfecta é irrevocable, que el derecho llama inter vivos, de la que assí fuere á

favor de la dicha compañía y socios de ella, sobre que renunció la dicha lev del Ordenamiento real, fecha en las cortes de Alcalá de Henares, que trata de las cosas que se venden, ó permutan por mas ó ménos de la mitad del justo precio, y los quatro años en ella declarados, y las demas leyes que tratan de enormíssima lesion y efectos de ella, como en ellos, y en cada una dellas se expressa, contiene y declara; y assí lo otorgaron y firmaron, á quienes certifico, conozco, siendo testigos don Antonio de Anteguerra, don Felipe de Eguiluz y don Juan de la Fuente y Cobos, residentes en esta corte. Licenciado don Francisco Camargo y Paz, Manuel Ferreira de Carvallo y compañía. Ante mi Diego Fernandes Piñeiro. Yo el dicho Diego Fernandes Piñeiro. escrivano de cámara del rey nuestro señor, que resido en su real y supremo consejo de las Indias y junta de guerra dél, presente fuí á lo que de mí se hace mencion, de que certifico y lo firmé, Diego Fernandes Piñeiro. Queda anotada y sentada esta escritura de assiento en los libros de la contaduría de quentas de S. M. del real consejo de las Indias. En la contaduría principal desta real casa de la contratacion de las Indias se tomó la razon desta escritura de assiento que está escrita en 39 hojas con esta. Sevilla, á 22 de julio de 1696 años. — Don Juan Antonio Telo de Guzman.

CÉDULA DE APROBACION.

EL REY. Por quanto don Manuel Ferreira de Carvallo, natural del reyno de Portugal, residente al presente en esta corte, dió pliego por sí y como socio de la compañía real de Guinea, del referido reino de Portugal, y en nombre de ella, en virtud de poder que le otorgó en la ciudad de Lisboa, en 26 de junio próximo passado deste presente año ante Bernardo Barbuda Lobo, escrivano, sobre encargarse de tomar para sí, y la dicha compañía por el assiento cerrado el de la introduccion de esclavos negros en los puertos de las Indias, por tiempo y espacio de 6 años y 8 meses, que han empeçado á correr y contarse

desde el dia 7 deste presente mes de julio, y año de 1696, y cumplirán en 7 de março del año de 1703, ofreciendo introducir en el tiempo referido diez mil toneladas de negros, estimada cada una de ellas en tres piezas de Indias de la medida regular de siete quartas; y pagar por cada una de las diez mil toneladas á razon de ciento y doze pesos y medio, escudos de á diez reales de plata, en las partes de los puertos, reynos y provincias de las Indias, segun y en la forma que se obligaron á pagarlos don Bernardo Francisco Marin, y Nicolas Porcio, y con las cláusulas y condiciones concedidas á don Domingo Grillo de Mari en la condicion 3ª de su assiento, entregando anticipadamente en esta corte á mi real órden ducientos mil pesos, escudos de plata, en moneda corriente de plata ú oro: los cien mil pesos escudos de ellos dentro de dos meses contados desde el dia 7 deste presente de julio en una sola paga; y los cien mil pesos escudos restantes, tambien en esta corte, en dos mesadas continuadas, de á cinquenta mil pesos escudos cada una, haciéndose buenos sesenta y quatro mil pesos por razon de intereses de los 6 años y 8 meses deste assiento; los quales juntamente con los ducientos mil pesos escudos de anticipacion ha de dexar de satisfacer la dicha compañía rescontándolos en los derechos de los últimos años deste contrato, hasta cuyo tiempo no ha de poder hacer resquento, ni pedirlos, porque quedan para mayor resguardo y seguridad de mi real hacienda, y de este assiento; y con otras calidades y condiciones, que vistas en mi consejo de las Indias, con lo pedido por el fiscal, se puso el pliego original en mis reales manos con consulta de 6 deste presente mes y año, dándome quenta de lo que se ofrecia acerca de este negocio, y resolví admitir el pliego referido, y aprobarle con las calidades, y en la forma que se contiene en la escritura de assiento, que otorgó el dicho Manuel Ferreira de Carvallo en 12 de julio deste año ante Diego Fernandes Piñeiro, escrivano de cámara en interin dél, con assistencia de don Francisco de Camargo y Paz, cavallero de la órden de Santiago, de mi consejo real de las Indias, y junta de guerra de ellas: Por tanto mando se guarde, cumpla, y execute el referido as-

siento, segun y como en él se contiene, y declara en la escritura citada, que va escrita en 39 hojas, sin las de esta cédula; y que contra su tenor y forma no se obre, ni permita obrar cosa alguna; y prometo y asseguro por mi fé y palabra real, que cumpliéndose por parte de don Manuel Ferreira de Carvallo, y compañía real de Guinea del reyno de Portugal con lo que es de su obligacion, conforme lo capitulado, se cumplirá de la mia todo lo ofrecido y contratado, dispensando como dispenso qualesquier leves, órdenes, y pragmáticas, que sean contrarias á lo concedido y contratado en este assiento cerrado, y las demas solemnidades de pregones, que conforme á derecho ó estylo debieran preceder para su firmeza y validacion; y porque es mi voluntad que se den todas las cédulas y despachos que pidiese, segun está prevenido y estipulado, tengo por bien y mando que aunque no los saque, se observe el contenido de cada uno de los capítulos deste assiento, como en ellos se contiene, y declara, assí en estos revnos, como en las Indias, tan puntual v enteramente, como se haria y deberia hazer, si de qualquiera dellos se diera cedúla particular mia, sin que para ello sea menester insertar el assiento en los registros, que se dieren en la casa de la contratacion de Sevilla, ni en otra parte alguna, sino solo el capítulo que tocare al punto ó materia, para que sea menester. Y desta mi cédula y escritura de assiento tomarán razon los contadores de cuentas, que residen en mi consejo de las Indias. Fecha en Buen Retiro á 17 de julio de 1696. Yo el rey. Por mandado del rey nuestro señor don Bernardino Antonio de Pardillas Villar de Francos. Tomaron la razon de la real cédula de S. M. escrita en las tres hojas antes desta sus contadores de quentas, que residimos en su consejo real de las Indias. Don Juan Antonio Blanco. Don Luis de Astorga. En la contaduría principal de esta real casa de la contratacion de las Indias se tomó la razon de la real cédula de S. M., escrita en las tres hojas antes de esta, y de la escritura del assiento, que en ella se cita, escrita en 39 hojas, en virtud de auto de los señores presidente, y juezes officiales por S. M. de la real audiencia de esta dicha casa proveido este dia ante Juan Francisco Pinto.

escrivano de cámara, y govierno de ella. Sevilla, 22 de julio de 1696 años. Don Juan Antonio Tello de Gusman.

1696.

Concuerda con la escritura del assiento cerrado, que ante mí passó de que está tomada la razon en la contaduría del consejo, y en la casa de la contratacion de las Indias de la ciudad de Sevilla, y con la cédula de S. M. de aprobacion de dicho assiento original; y va cierto y verdadero, de que certifico. Y para que de ello conste, yo el dicho Diego Fernandes Piñeiro, escrivano de cámara del rey nuestro señor, que resido en su real y supremo consejo de Indias y junta de guerra de él, lo firmé en Madrid á 15 dias del mes de febrero de 1699 años. Y el original le entregué al dicho don Manuel Ferreira de Carvallo, que firmó aquí su recibo.

Diego Fernandes Piñeiro.

Recibí la escritura de assiento, y cédula original, cuyo traslado es este. Madrid, dicho dia.

Manuel Ferreira de Carvallo y compañía.

Los escrivanos del rey nuestro señor, que aquí signamos, y firmamos, certificamos y damos fé, que Diego Fernandes Piñeiro, ante quien passó, y de quien va firmado el traslado de la escritura de assiento de introducion de esclavos negros en la América, y cédula de S. M. en aprobacion de él, es tal escrivano de cámara del rey nuestro señor, que reside en su real y supremo consejo de las Indias y junta de guerra de él, como se intitula, y al presente exerce la dicha ocupacion; y todos los autos, decretos, y escrituras, que ante él han passado, y passan como tal escrivano de cámara, se les ha dado, y da entera fé y crédito, en juizio, y fuera de él. Y para que de ello conste,

2 ESPAÑA Y LA COMPAÑÍA REAL DE GUINEA.

damos la presente en Madrid á dos dias del mes de março de mil seiscientos y noventa y nueve años.

En testime de verdad:

En testime de verdad:

Joseph Antonio de Caberon.

Lope CILLAREN.

En testimo de verdad:

Alonso Caniego.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

TRATADO PROVISIONAL

ENTRE DON PEDRO II Y LUIS XIV, REY DE FRANCIA,

PARA LA EVACUACION Y DEMOLICION

DE LOS FUERTES QUE LOS PORTUGUESES HABIAN CONSTRUIDO AL NORTE DEL AMAZONAS.

DESDE EL CABO DEL NORTE HASTA EL RIO OYAPOC Ó DE VICENTE PINZON.

Tratado provisional entre el rei o senhor dom Pedro II e Luiz XIV, rei de França, para evacuação e demolição dos fortes que os Portuguezes tinham construido ao norte do Amazonas, desde o cabo do Norte até ao rio Oyapoc ou de Vicente Pinson, assignado em Lisboa a 4 de março de 1700 (1). 1790

(Archivo da secretaria d'Estado des negocios estrangeiros, livro de « Instrucções dos embaixadores, » pag. 84.)

Em Nome da Santissima Trindade.

Movendo-se no Estado do Maranhão de alguns annos a esta parte, algumas duvidas e differenças entre os vassallos de el rei

(1) Renovado por el art. xv del tratado de alianza celebrado con la Francia el 18 de junio de 1701; fué anulado por el art. IX del tratado de paz

Christianissimo e de el rei de Portugal, sobre o uso e posse das 1700. terras do cabo do Norte, sitas entre Cayenna e o rio das Amazonas, e havendo-se representado, nesta materia, varias queixas tambem pelos ministros de ambas as Majestades, e não bastando as ordens que reciprocamente se passaram, para que os vassallos de uma e outra corôa se tratassem com a boa paz e amizade que sempre se conservou entre as corôas de França e Portugal, e repetindo-se novos motivos de perturbação com a occasião dos fortes de Araguari e de Comau ou Massapá, que nas ditas terras formaram e reedificaram os Portuguezes, e desejando-se por ambas as Magestades que estes se evitassem, se intentou pelos seus ministros mostrar, com papeis que fizeram de facto e de direito, as rasões que tinham sobre a posse e propriedade das ditas terras, e continuando-se o desejo de se remover toda aquella causa que podia alterar a boa inteligencia e correspondencia, que sempre se conservou entre os vassallos das duas corôas, pedindo conferencias o Sr. de Rouillé, presidente do grande conselho de S. M. Christianissima e seu embaixador nesta côrte, e sendo-lhe concedidas, n'ellas se discutiram e examinaram os fundamentos que podiam haver de justiça por uma e outra parte, vendo-se os auctores, mappas e

y alianza de Utrecht de 11 de abril de 1713. Véase la importante obra publicada en Paris, en 1861, bajo el título de L'Oyapoc et l'Amazone, por el Sr. Joaquim CAETANO DA SILVA, y la nota del tratado de Utrecht de 1718.

cartas que tratavam da acquisição e divisão das ditas terras. E entendendo-se que, para se chegar ao fim da conclusão de tão grave e importante negocio, se necessitava de poderes especiaes de uma e outra Magestade, el rei Christianissimo pela sua parte os mandou passar ao sobredito seu embaixador o Sr. de Rouillé, e Sua Magestade de Portugal pela sua a dom Nuno Alvares Pereira, seu muito amado e presado sobrinho, duque de Cadaval, dos seus conselhos de Estado e guerra, mestre de campo general da provincia da Estremadura junto á pessoa de Sua Magestade, general da cavallaria da côrte e presidente do desembargo do

paço, etc.; Roque Monteiro Paym, do conselho de Sua Magestade e seu secretario, etc.; Gomes Freire de Andrade, do conselho do mesmo senhor e general de artilharia do reino do Algarve, etc.; e a Mendo Foyos Pereira, outrosim dos conselhos de Sua Magestade e seu secretario de Estado, etc., e apresentando-se por uma e outra parte os ditos poderes e havendo-se por bastantes, firmes e valiosos para se poder conferir e ajustar um tratado sobre a posse das ditas terras do cabo do Norte, sitas entre Cayenna e o rio das Amazonas, se continuaram as conferencias sem que se chegasse á ultima determinação, pela firmeza com que por parte dos commissarios se estava a favor do direito da sua corôa; e porque se entendeu que era ainda necessario buscarem-se e verem-se novas informações e documentos, além dos que se tinha allegado e discutido, se passou a um projecto de tratado provisional e suspensivo, para que, em quanto se não determinava decisivamente o direito das ditas corôas, se podessem evitar os motivos que podiam causar aquella discordia e perturbação entre os vassallos. O qual sendo conferido e ajustado, com as declarações necessarias, para a major segurança e firmeza do dito tratado com maduro accordo e sincero animo, e conhecendo-se que, assim por parte de S. M. Christianissima como de S. M. de Portugal, se obrava de boa fé e se desejava igualmente a paz, amisade e alliança que sempre houve entre os senhores reis de uma e outra corôa, se convieram e ajustaram nos artigos seguintes.

ART. 1. — Que se mandarão desemparar e demolir por el rei de Portugal os fortes de Araguari e de Comau ou Massapá, e retirar a gente e tudo o mais que n'elles houver, e aldeias de Indios que os acompanham e formaram para o serviço e uso dos ditos fortes, no termo de seis mezes depois de se permutarem as ratificações d'este tratado; e achando-se mais alguns fortes pela margem do rio das Amazonas para o cabo do Norte e costa do mar até á foz do rio Oyapoc ou de Vicente Pinson, se demolirão igualmente com os de Araguari e de Comau ou Massapá, que por seus nomes proprios se mandarão demolir.

Demolição dos fortes ao norte das Amazonas. 1700.
Suspensão
da posse
entre ambos os reis.

ART. 2. — Que os Francezes e Portuguezes não poderão occupar as ditas terras nem os ditos fortes nem fazer outros de novo no sitio d'elles, nem em outro algum das ditas terras referidas no artigo precedente, as quaes ficam em suspensão da posse de ambas as corôas, nem poderão fazer n'ellas algunas habitações ou feitorias de qualquer qualidade que sejam, em quanto se não determina entre ambos os reis a duvida sobre a justiça e direito da verdadeira e actual posse d'ellas.

Missões de aldeias; missionarios francezes. ART. 3. — Que todas as aldeias e nações de Indios, que houver dentro dos limites das ditas terras, ficarão no mesmo estado em que se acham ao presente durante o tempo d'esta suspensão, sem poderem ser pretendidas nem dominadas por alguma das partes, e sem que n'ellas, tambem por alguma das partes, se possam fazer resgates de escravos, podendo só assistir-lhes os missionarios que as tiverem assistido e quando elles faltem, outros em seu lugar para os doutrinarem e conservarem na fé, sendo os missionarios, que assim se substituirem, da mesma nação de que eram os outros que faltaram, e havendose tirado algumas missões de aldeias aos missionarios francezes, que fossem estabelecidas e curadas por elles, deitando-os fóra d'ellas, se lhe restituirão no estado em que se acharem.

Respectivas entradas. ART. 4. — Que os Francezes poderão entrar pelas ditas terras que nos artigos 4 e 2 d'este tratado ficam em suspensão da posse de ambas as corôas, até á margem do rio das Amazonas que corre do sitio dos ditos fortes de Araguari e de Comau ou Massapá para o cabo do Norte e costa do mar; e os Portuguezes poderão entrar nas mesmas terras até á margem do rio Oyapoc ou Vicente Pinson, que corre para a foz do mesmo rio e costa do mar, sendo a entrada dos Francezes pelas ditas terras que ficam para a parte de Cayenna e não por outra; e a dos Portuguezes pela parte que fica para as terras do rio das Amazonas e não por outra. E tanto uns como outros, assim Francezes como Portuguezes, não poderão passar respectivamente das margens dos ditos rios acima limitadas e declaradas, que fazem o termo,

raia e limite das terras que ficam na dita suspensão da posse de ambas as corôas.

170°.

ART. 5. — Que os Francezes que se acharem detidos da parte de Portugal, serão plenamente restituidos a Cayenna com seus Indios, bens e fazendas, e que o mesmo se fará aos Portuguezes que se acharem detidos da parte de França, para serem igualmente restituidos á cidade de Belem do Pará. E estando presos alguns Indios e Portuguezes por haverem favorecido aos Francezes, ou alguns Indios e Francezes por haverem favorecido aos Portuguezes, serão soltos da prisão em que se acharem, nem por esta causa poderão receber algum castigo.

Os Franceses e Portuguezes serão soltos da presão sem algum castigo.

ART. 6. — Que os vassallos de uma e outra corôa não poderão innovar cousa alguma do conteúdo n'este tratado provisional, mas antes tratarão ou procurarão, por meio d'elle, conservar a boa paz, correspondencia e amizade que houve sempre entre ambas as corôas.

Bos pas e amizado

Art. 7. — Que se não poderão desforçar por acção propria nem por auctoridade dos governadores, sem primeiro darem conta aos reis, os quaes determinarão entre si amigavelmente quaesquer duvidas, que ao diante se possam offerecer, sobre a intelligencia dos artigos d'este tratado ou sobre outras que de novo possam acontecer.

Davidas sobre la intelligencia dos artigos.

ART. 8. — Que succedendo de facto alguma differença entre os ditos vassallos por acção sua ou dos governadores (o que lhes é prohibido) nem por isso se poderá entender quebrado ou violado este tratado, que se faz para segurança da paz e amizade de ambas as corôas; e cada um dos reis n'este caso, pelo que lhes toca, mandará logo que for informado castigar os culpados e prover de remedio a quaesquer damnos, conforme o pedir a justiça das partes.

As differenças não quebrarão o tratado.

ART. 9. — Que por parte de uma e outra corôa se procura- Final determinação rão e mandarão vir, até ao fim do anno futuro de 1701, todas as informações e documentos de que se tem tratado nas conferencias, para melhor e mais exacta instrucção do direito das ditas posses que ficam pelos artigos d'este tratado, nos termos

sobre e direito das posses.

da suspensão da posse de ambas as corôas, ficando em su vigor e poderes passados por ambos os reis, para dentro do referido tempo, até ao fim do anno de 1701, se poder tomar formal e final determinação n'esta materia.

Se não adquirira direito algum.

ART. 10. — Que por quanto este tratado é sómente provisional e suspensivo, se não adquirirá por virtude d'elle ou de alguma das suas clausulas, condições e declarações, direito algum nem a uma nem a outra parte em ordem á propriedade e posse das ditas terras, que por elle se mandam ficar em suspensão, e assim se não poderá valer em tempo algum nenhuma das partes do conteúdo n'elle, para quando esta materia se houver de determinar decisivamente.

Os ambos reie não farão cousa alguma em prejuizo, ART. 11.—Promettem e se obrigam os ditos commissarios debaixo da fé e palavra real dos ditos senhores reis de França e Portugal, que Suas Magestades não farão cousa alguma contra nem em prejuizo do conteúdo n'este tratado provisional, nem consentirão se faça directa ou indirectamente; e se acaso se fizer, de o repararem sem alguma dilação. E para observancia e firmeza de todo o expresado e referido, se obrigam em devida fórma renunciando todas as leis, estylos, costumes e outros quaesquer direitos que possam ser a seu favor e procedam em contrario.

Permutacão das ratificações ART. 12. — Os sobreditos comissarios se obrigam outrosim respectivamente a que os senhores reis, seus soberanos, ratificarão este tratado em legitima e devida fórma, e que as ditas ratificações se permutarão dentro de dois mezes depois de assignado, e que dentro de outros dois mezes depois de feita a permutação, se entregarão as ordens necessarias duplicadas, para o cumprimento do conteúdo nos artigos acima e atrás escriptos.

Todas as quaes cousas conteúdas nos doze artigos d'este tratado provisional foram acordadas e incluidas por nós os sobreditos commissarios de Suas Magestades Christianissima e de Portugal, en virtude dos poderes a nós concedidos, cujas copias vão juntas. Em cuja fé, firmeza e testemunho de verdade, assignamos e firmamos o presente de nossas

49

ESPAÑA Y FRANCIA.

mãos e sellos de nossas armas, em Lisboa a 4 de março de 1700 (1).

1700.

Rouillé.

Duque marquez de Ferreira.

(L. S.)

(L. S.)

ROQUE MANTEIRO PAYIM.

(L. S.)

Gomes Freire de Andrade.

MENDO FOYOS PEREIRA.

(L. S.)

(L. S.)

(1) Este tratado foi feito na lingua portugueza. Segundo deprehendemos de um officio dirigido, em 19 de julho d'este mesmo anno, por Mendo de Foyos Pereira ao duque marquez de Ferreira, era então estylo fazerem-se os tratados na lingua da terra em que se contratavam e celebravam. Não vemos, porém, que esta regra fosse seguida nos tratados celebrados tres annos depois d'aquella data.



PRIMER PERIODO.

PORTUGAL Y FRANCIA.

TRATADO

DE ALIANZA Y GARANTIA DEL TESTAMENTO DEL REY DON CARLOS II DE ESPAÑA,
CRLEBRADO ENTRE DON PEDRO II Y LUIS XIV. REY DE FRANCIA

(Tomado de la coleccion de Castre.)

1696.
Pretenções
dos Inglezes
e Hollandezes
contra Portugal.

ART. 40. — E como os mesmos Inglezes e Hollandezes se sentiram muito na guerra passada, do bom acolhimento que os navios de corso francezes acharam nos portos de Portugal, trazendo a elles presas que haviam feito ás ditas nações, e poderão agora em odio d'esta alliança fundar sobre ellas algumas pretenções contra Portugal, Sua Majestade Christianissima será obrigado a fazer que Inglaterra o Hollanda não intentem taes pretenções contra Portugal e a tomar esta causa tanto por sua como o mesmo reino de Portugal, para o livrar de qualquer intento que estas nações tiverem sobre as taes presas, entrando na guerra que Portugal poderá ter com as mesmas nações se insistirem n'esta pretenção.

ART. 11. — Pelas capitulações que se fizeram com os Estados de Hollanda se obrigou Portugal a lhe pagar quatro milhões de cruzados com as declarações estipuladas no mesmo tratado, consignando-se-lhe o pagamento nos direitos do sal da villa de Setubal, que carregassem os navios hollandezes, a qual quantia está quasi satisfeita: e porque no tratado ha uma condição que se Portugal interromper o pagamento por qualquer causa, retendo os direitos do dito sal, perderá tudo o que tiver pago e tornará á pagar de novo os quatro milhões, e negando Portugal os portos aos ditos Hollandezes, não póde haver os direitos sobreditos nem continuarlhes os pagamentos : será Sua Magestade Christianissima obrigado a não fazer paz nem tregoa ou cessação de armas com Hollanda, senão depois de se darem os Estados por pagos dos ditos quatro milhões, cedendo da parte que se lhe restar a dever, como tambem de qualquer direito que em virtude da capitulação podesse ter, para a repetição do pagamento por inteiro. E porque em odio desta mesma alliança poderão, no caso de não haver guerra, difficultarem o ajustamento das contas intentando se lhe paguem maiores quantias do que na verdade se lhe devem : n'este caso, se necessario for, interporá Sua Magestade Christianissima os seus officios com os Estados e fará que estejam pelo que for justica e rasão.

ART. 12. — Poderão os mesmos Hollandezes em odio d'esta alliança querer repetir e intentar algumas pretenções sobre as perdas que tiveram na guerra do Brazil, principalmente sobre a artilheria que ficou no Recife e mais fortalezas do Brazil, quando d'ellas foram expulsos pelos Portuguezes, em cujos termos Sua Magestade Christianissima será obrigado a fazer que os ditos Hollandezes não prosigam qualquer intento que n'esta materia tiverem, porque sendo passados tantos annos, bem se mostra que fazem estas pretenções para vingança do seu sentimento e não porque entendam que têem justiça n'ellas. E no caso de haver guerra, fará Sua Magestade Christianissima que da mesma sorte cedam de toda a acção que tiverem n'este particular, como hão de ceder da parte que se lhe dever dos quatro milhões.

1696.

Ajustamento das contas direitos de sal de Setubal.

Perdas dos Hollandezes na guerra do Brazil. 1696. Restituição das praças. ART. 43. — No caso que haja guerra e Sua Magestade queira tratar da restituição das praças de Cochim e Cananor, será Sua Magestade Christianissima obrigado a fazer que Hollanda as restitua, não fazendo paz com ella nem tregoa ou cessação de armas, sem a dita restituição e sem ceder de qualquer direito que tenha contra Portugal pelas despezas que fez com a armada que tomou as ditas praças e fortificações, com que assegurou a sua defeza. E não havendo guerra e querendo Sua Magestade de Portugal tratar da restituição das ditas praças na fórma da capitulação feita por D. Francisco de Mello, interporá Sua Magestade Christianissima os seus officios efficazes para que Hollanda se accommode nas compensações que Portugal lhe ha de fazer dos gastos da armada e fortificações (1).

(i) De este tratado se reproducen solamente los artículos que tienen relacion al Brasil.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Transaccion ajustada entre España y Portugal sobre las dependencias é intereses de la compañia del asiento de negros en la América española, firmada en Lisboa el 18 de junio de 1701.

1701.

Los asientos, tratados ó contratas del gobierno español con varios particulares y compañías extranjeras para surtir de esclavos negros las posesiones de Ultramar, fueron muy frecuentes desde principios del siglo xvi. Como en este tráfico se hacian crecidas ganancias, y al monopolio de la venta de negros se añadia el fraude de introducir otros efectos de comercio en los buques de los asentistas, los gobiernos de Europa procuraban por todos los medios imaginables facilitar el privilegio para sus súbditos. Cárlos V le otorgó en 1517 á sus compatriotas los Flamencos. Adquirieron estos tales beneficios con el asiento y se multiplicaron hasta tal punto en la América, que habiendo llegado á sobrepujar el número de Españoles, vinieron á las manos en la isla de Santo Domingo, mataron al gobernador de ella en 1522 y llegaron á atacar el fuerte. El gobierno procuró desde entónces limitar considerablemente los asientos. Casi habian desaparecido en 4580; pero los apuros del tesoro y la precision de reembolsar á los Genoveses cuantiosas sumas que habian facilitado para la expedicion de la invincible armada, movieron á

Felipe II á conferirles el privilegio del asiento. Desde 1595 hasta el año de 1600 le tuvo Gómez Reinel. En este año se hizo la contrata por el tiempo de nueve años con el Portugues Juan Rodríguez Contineo, gobernador de Angola. Se obligó á surtir anualmente las posesiones de Ultramar con 4,250 esclavos, pagando tambien anualmente al rey 162,000 ducados. Muerto en 1603 este asentista, recayó el contrato en su hermano Gonzalo Vaez Continho, al cual se le bajaron 22,000 ducados de la cuota anual señalada á Juan Rodríguez.

En 26 de setiembre de 1615, se contrató el asiento con otro Portugues llamado Antonio Fernández Delvas por tiempo de ocho años. Se obligó á introducir 3,500 esclavos en cada uno y á satisfacer al erario 115,000 ducados. En 1623 le tuvo por otros ocho años Manuel Rodríguez Lamego, tambien Portugues, el cual prometió dar al rey la suma de 120,000 ducados é introducir 3,500 esclavos. Finalmente los Portugueses Cristóbal Méndez de Sossa y Melchor Gómez Ángel contrataron el asiento por ocho años en el de 1631, dando al gobierno 95,000 ducados y 2,500 esclavos á las provincias de Ultramar.

La guerra que sobrevino despues entre España y Francia ú otro motivo que ignoramos interrumpió la práctica del asiento hasta 1662, en que se dió de nuevo por siete años á Domingo Grillo y Ambrosio Lomelin, durante cuyo tiempo introdujeron 24,500 negros, dando al rey dos millones y cien mil pesos. Pasó en 1674 á Antonio García y don Sebastian de Siliceo por cinco años: debian introducir en cada uno 4,000 esclavos y pagar 450,000 pesos. No habiendo cumplido estos las condiciones del contrato. se rescindió y concluyó otro por cinco años en el de 1676 con el comercio y consulado de Sevilla, ofreciéndose á dar un millon ciento veinte y cinco mil pesos y doscientos mil de donativo gracioso. En 27 de enero de 1682 se dió por cinco años á don Juan Barroso del Pozo y don Nicolas Porcio, vecinos de Cádiz, en la cantidad de un millon ciento veinte y cinco mil pesos. Habiendo dado quiebra esta casa, se trasfirió el contrato al Holandes don Baltasar Coimans, prorogándole el tiempo por dos años mas.

Don Bernardo Francisco Martin de Guzman, residente en Venezuela, consiguió el asiento por cinco años en el de 1692: pagando durante ellos la suma de dos millones ciento veinte y cinco mil escudos de plata. Finalmente la compañía portuguesa de Guinea le contrató por seis años y ocho meses, en 12 de julio de 1696. De los Portugueses pasó el asiento á los Franceses por el tratado de 27 de agosto de 1701, y últimamente á los Ingleses por el de 16 de marzo de 1713. (Cantillo.)

1701.

DOCUMENTO.

En nombre de la Santísima Trinidad.

Por cuanto se ha estipulado en el artículo 2º del tratado de nueva alianza y garantía del testamento de don Cárlos II. rev católico de España, en la parte que mira á suceder en todos sus Estados y dominios el muy alto y muy poderoso príncipe don Felipe V, por la gracia de Dios, rey católico de España, ajustado con el muy alto y muy poderoso príncipe don Pedro II, tambien por la gracia de Dios, rey de Portugal, que se repararian todos los daños que habian resultado á la compañía del asiento de negros de Indias por las vejaciones y poca observancia con que los ministros de Su Majestad Católica habian cumplido las condiciones del contrato; ha parecido conveniente á ambas Majestades se hiciese en artículos separados una amigable transaccion de todos los derechos, acciones y pretensiones que podian resultar á una y otra Majestad y á los interesados en la compañía, por cualquier causa que fuese, para que se quitase toda ocasion que pudiese ser de ménos satisfaccion á ambas Majestades, habiendo pleitos de que se seguirian dilaciones y perjuicios; quedando esta materia con sus dependencias compuesta de suerte que cesen todos los motivos de escándalo ó queja en virtud de esta transaccion; para cuya conclusion y ajuste han dado Sus Majestades plenipotencias, es á saber: Su

Firmada el 18 de junio, ratificada en 1º de julio.

Objeto: reparar daños á la compañía del asiento de negros de Indias.

Plenipotenciarios

Majestad Católica por su parte al señor de Rouillé, presidente en el gran consejo de Su Majestad Cristianísima y su embajador en esta corte de Ligboa; y Su Majestad de Portugal por la suya á los señores Manuel Téllez de Silva, marques de Alegrete, conde de Villarmayor, comendador de las encomiendas de San Juan de Alegrete, y Lagares de Soure, de la órden de Cristo, San Juan de Moura y Santa María de Albufeira, de la órden de Avis, del consejo de Estado y gentilhombre de cámara de Su Majestad de Portugal y veedor de su hacienda; Francisco de Távora, conde de Alvor, señor de la villa de Moita, alcalde mayor de Pinhel, y comendador de las encomiendas de San Andres de Freijeda. Porto Santo, Santa María de las Dos Iglesias, y San Salvador del Basto, de la órden de Cristo, del consejo de Estado y presidente de lo ultramarino; y al señor Mendo de Foyos Pereira, comendador de la encomienda de Santa María de Massaon, de la órden de Cristo, del consejo de Su Majestad de Portugal y su secretario de Estado. Los cuales dichos plenipotenciarios, usando de los poderes que les son concedidos, han celebrado y ajustado entre sí amigablemente la transaccion abajo escrita, que contiene catorce artículos separados, los cuales han de tener su entera fuerza y debida observancia como parte inseparable del mismo tratado de nueva alianza y garantía, del cual será contravencion todo lo que se dejáre de cumplir y guardar de lo que va dispuesto y declarado en los artículos de esta transaccion.

S. M. Ce

ARTÍCULO 1º. — Que Su Majestad Católica cede todas las acciones que tiene y puede tener contra la compañía del asiento de negros, que le competan y puedan competir por cualesquier causas, razones, fundamentos, fraudes y contravenciones que haya habido en el tiempo de la obligacion de este contrato, cediéndolas todas Su Majestad Católica como si no hubiesen acontecido.

Da por extinguido y fenecido el contrato. 2º—Que Su Majestad Católica da por extinguido y acabado el contrato de este asiento, aunque le falte parte del tiempo que habia de durar su obligacion, desde el dia en que se ajusta esta transaccion. Y respecto de que en el intérvalo de tiempo que precisamente ha de haber para que lleguen á Indias las órdenes

de Su Majestad Católica en que así lo mande declarar, podrán haber llegado algunas embarcaciones á Indias que hayan llevado negros para la provision de este asiento en la forma de la condicion 6, se practicará con estas embarcaciones y en la venta de los negros lo mismo que si hubiesen llegado en el tiempo en que existia la obligacion del contrato, guardándo-seles todas las exenciones, libertades y franquicias en él estipuladas. Y si hubiese algunos negros que por la obligacion del asiento se hayan introducido en las Indias y estuvieren por vender, se guardará con ellos lo dispuesto en la condicion 28.

3º - Que Su Majestad Católica mandará poner en su entera libertad al administrador del asiento Gaspar de Andrade, como tambien á todas las demas personas portuguesas que han servido en el asiento y que se hallen arrestadas ó presas por cualquier causa que sea, sin poder ser obligadas, ni ejecutadas por condenaciones ó gastos algunos hechos por causa ú ocasion de sus prisiones ó procesos. Y todos los papeles, libros y efectos que se tomaron, embargaron ó secuestraron á Gaspar de Andrade, ú otras cualesquier personas, serán entregadas á aquellas que presentaren poderes especiales de la compañía para esta comision. Y se mandará dar pasaje para este reino en navíos portugueses, castellanos ó franceses para sus personas, como tambien para las haciendas y géneros procedidos de los efectos de la compañía, tocando la eleccion de los navíos á las mismas personas; y siendo en portugueses, podrán venir en derechura á los puertos de Portugal en la forma y manera que les estaba concedido en tiempo del contrato por la condicion 5; y viniendo en navíos castellanos, gozarán de todo lo que por la dicha condicion les sería permitido si durase el contrato; y lo mismo se les concederá viniendo en navíos franceses á los puertos de Castilla y Portugal.

4º — Que si hubiere algunas personas que hayan recibido efectos de la compañía, siendo vasallos de la corona de Portugal, los obligarán á embarcar, siendo requeridos los gobernadores y cualesquier otras justicias por los procuradores de la compañía. Y todos los papeles que se les hallaren pertenecientes á la

1701.

Libertad del administrador Gaspar de Andrade y otros.

Obligacion de embarçar efectos de la compañía.

dicha compañía, caudales y efectos que tuvieren se entregarán á los comisarios de ella por inventario hecho judicialmente, para que conste con verdad lo que se les hubiese hallado.

S M. C.
concede
à la compañía
la exencion
de ciertos derechos.

5° — Sin embargo de que por la condicion 1° del contrato se obligó la compañía á introducir en Indias, en el tiempo de su duracion, diez mil toneladas de negros, reguladas en la forma de la misma condicion y de la 7°, habiéndose de pagar á Su Majestad Católica los derechos de los negros que faltasen para la introduccion de las dichas diez mil toneladas, como si efectivamente se hubiesen vendido é introducido en Indias, Su Majestad Católica por las justas causas que le mueven, concede á la compañía que no pague derechos sino de los negros que real y enteramente ha introducido y vendido en Indias, haciéndose la cuenta de los negros por las toneladas en la forma de la referida condicion 7°.

Término
para cobrar lo
que se debe
en las Indias
á la compañía.

6º — Que Su Majestad Católica mandará expedir las órdenes necesarias para que en el tiempo de dos meses perentorios se cobre efectivamente todo lo que se debe en las Indias á la compañía; y en el ajuste de las cuentas de los derechos de los negros que la compañía ha vendido en las Indias, estarán obligados los ministros de Su Majestad Católica á aceptar las escrituras corrientes que les entregaren los administradores del asiento, procedidas de los esclavos que se hubieren vendido fiados á los moradores de las Indias. Y cuando estas escrituras no basten para la satisfaccion de estos derechos, se descontará lo que faltáre en el pagamento de las doscientas mil patacas de anticipacion y sus réditos.

Circunstancia que ha de observarse. 7° — Que en el pagamento de los derechos de los negros que se vendieren en los puertos de Indias se guardará sobre la entrega de ellos lo que está dispuesto en la condicion 24.

Desembargo

8° — Que hallándose algunos navíos en los puertos de Indias que hayan llevado negros en la forma que les era permitido por la condicion 6°, y estando embargados ó detenidos por esta causa, serán desembargados ó libertados; restituyéndoseles todo lo que se les hubiere tomado en la forma de la condicion 11°.

9° — Que Su Majestad Católica se obliga á mandar pagar las doscientas mil patacas de la anticipacion que se le hizo, Obligacion de pagar como tambien los réditos de ellas de ocho por ciento, en la forma que se declara en la condicion 4º: los cuales réditos se han de contar y devengar desde el dia en que se entregaron las doscientas mil patacas hasta aquel en que se pagaren en Castilla á la persona que tuviere los poderes necesarios para cobrarlas.

1701.

S. M. C. 200,000 patacas.

10° — Que Su Majestad Católica mandará ejecutar prontamente la condicion 34 del asiento sobre los bienes que quedaron de D. Bernardo Francisco Mariño para la satisfaccion de nuestra deuda que en la misma condicion se declara.

Su deber de ejecutar una condicion.

11° - Que Su Majestad Católica dará trescientos mil cruzados de moneda portuguesa, que en este reino vale 400 reis, á la compañía en satisfaccion de los daños recibidos y de todas las acciones que la dicha compañía puede tener contra la hacienda de Su Majestad Católica por los dichos daños ú otra cualquier causa perteneciente al asiento de negros, pues de todas se da por pagado y satisfecho con la cantidad referida. Los cuales trescientos cruzados serán pagados en Castilla en la venida de la primera flota, flotilla ó galeones que llegaren; y de la misma manera las doscientas mil patacas de anticipación y sus réditos hasta la real entrega en la forma de la condicion 3ª y 4ª, serán pagadas en Castilla en las segundas embarcaciones que llegaren, siendo de la flota, flotilla ó galeones : de suerte que este pagamento se haga en dos plazos subsecuentes en las primeras dos llegadas de galeones, flota ó flotilla. Y todo este dinero de estos dos pagamentos se podrá traer á Portugal en moneda, ó barras de plata ó de oro.

Satisfaccion pecuniaria que dará á la compobía.

12° — Que Su Majestad de Portugal cede en su nombre y en el de todos los interesados en la compañía todas las acciones que le pertenecian y podian pertenecer contra la hacienda de Su Majestad Católica, conforme y de la misma manera que Su Majestad Católica cede todas las acciones que le competian segun el artículo 1°, con todas las cláusulas y condiciones declaradas en él.

Cesion de Su Majestad de Portugal.

1701.

Ejecucion
de esta transsceion.

13º — Que Su Majestad Católica mandará despachar inmediatamente las órdenes necesarias para la ejecucion de esta transaccion, de las cuales mandará entregar un tanto á la compañía, para remitirle luego á Indias.

Cualquiera falta á ella será contravencion al tratado de nueva alianza. 14º — Que ambas Majestades estarán obligadas á cumplir y guardar enteramente lo ajustado en esta transaccion como parte del tratado que se hace de nueva alianza, y á mandar despachar todas las órdenes necesarias para que tenga su debido efecto. Y en caso que por alguna de las partes se falte á lo prometido, se tendrá por contravencion al dicho tratado, como si se faltase á lo que en él se contiene. Lisboa á 18 de junio de 1701.

- ROUILLÉ. El marques de Alegrete. El conde de Alvor.
- Mendo de Foyos Pereira.

Su Majestad Católica D. Felipe V ratificó esta transaccion en 1º de julio de dicho año.

- PORTER DE LOS

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y LA COMPAÑÍA REAL DE GUINEA.

Asiento para la introduccion de esclavos negros en las Indias por la compañía real de Guinea establecida en Francia; ajustado y concluido en Madrid el 27 de agosto de 1701.

1701.

El rey. Por cuanto habiendo terminado el asiento de negros con motivo del último tratado ajustado entre esta corona y la de Francia con Portugal, conviene embarazar desde luego por todos medios la introduccion de negros en los reinos de las Indias por las naciones extranjeras; y porque deseando entrar en esta dependencia la compañía real de Guinea establecida en Francia, otorgaron poder los directores y otros interesados en ella á Mr. Ducase, caballero de el órden de San Luis, jefe de escuadra de las armadas navales del señor rey cristianísimo, mi abuelo, en Paris á 23 de julio de este presente año para tratar y ajustar nuevo asiento de introduccion de esclavos negros en las Indias; en cuya virtud dió pliego el referido Mr. Ducase por sí, y en nombre de la dicha real compañía de Guinea, obligándose á encargarse de este asiento por diez años, que empezarán á correr en 1º de mayo del que viene de 1702, y á introducir en ellos 48,000 piezas de Indias de ambos sexos, señalada y re-

Real aprobacion del pliego dado por Mr. Ducase.

Concluido
el 27 de agosto,
aprobado
en 14 de setiembre
de 1701,

partidamente 4,800 en cada uno de los diez años, con diferentes condiciones, sobre las cuales me consultó mi consejo de las Indias, y en vista de ello, he tenido por bien admitir y aprobar el pliego expresado (que consta de 34 condiciones, con los allanamientos que en algunas de ellas van puestos por Mr. Ducase), el cual es del tenor siguiente:

La real compañía de Guinea se obliga á introducir en las Indias 48,000 piezas de ambos sexos. 1° La referida compañía real establecida en Francia con permision de Sus Majestades Católica y Cristianísima para encargarse del asiento é introduccion de esclavos negros en las Indias occidentales de la América, pertenecientes á Su Majestad Católica, y establecer una loable, pura, mútua y recíproca utilidad de Sus Majestades y de los vasallos de una y otra corona; ofrece y se obliga por sí, sus directores é individuos á encargarse de introducir en las referidas Indias occidentales de Su Majestad Católica en tiempo de diez años que empezarán á correr en 1° de mayo próximo venidero de 1702, y acabarán otro tal dia del año de 1712, es á saber: 48,000 piezas de Indias de ambos sexos y de todas edades, que no sean de Minas ni de Caboverde, como á propósito para aquellos reinos, señalada y repartidamente 4,800, en cada uno de los dichos diez años.

Paga de ciertos derechos por la compañía. 2º Por cada pieza de Indias de la medida regular de aquellas provincias, en que ha de practicarse para la paga de los derechos, lo hasta aquí establecido y estilado, pagará la compañía treinta y tres escudos y un tercio de otro de plata del valor de tres libras tornesas, moneda de Francia, que es lo mismo que treinta y tres pesos escudos y un tercio de otro de estos reinos; en cuya cantidad se han de incluir y comprender (como quedan comprendidos) todos los derechos de entrada y regalía que á Su Majestad Católica pertenecen, sin poderse pedir otra cosa alguna.

Anticipación que debe hacer á S. M. C 3ª La dicha compañía anticipará á Su Majestad Católica para ocurrir á las urgencias presentes 600,000 libras tornesas, moneda de Francia, y por ellas 200,000 pesos escudos en dos pagas iguales de á 300,000 libras, ó 100,000 pesos cada una; la primera dos meses despues de estar aprobado y firmado por Su

Majestad este asiento, y la segunda otros dos meses despues de la primera; cuya cantidad no ha de poder reembolsar la dicha compañía hasta los dos últimos años de este asiento, que lo podrá hacer así de los derechos de la introduccion como de las ganancias que á Su Majestad Católica pertenecieren, segun adelante se dirá.

1701.

4º Será de la obligacion de la compañía entregar la cantidad Lugar de la entrega. expresada en esta corte ó en la de Paris, á eleccion de Su Majestad Católica; y en la misma conformidad deberá y se obligará á satisfacer lo correspondiente á los derechos expresados de la introduccion, sin embargo de que su obligacion era pagarlos en Indias, para que Su Majestad Católica reciba esta mayor conveniencia.

5ª Las pagas de los derechos se ejecutarán de seis en seis meses, empezando desde el 1º de noviembre del año próximo futuro, y prosiguiendo sucesivamente hasta el fin de este contrato sin disputa, atraso, ni interpretacion alguna; con advertencia y declaracion de que deberá satisfacer los derechos pertenecientes á las 4,000 piezas de Indias, y no los de las 800 restantes, porque de estas en todo el curso y progreso de este asiento le ha de hacer y hace Su Majestad gracia, donacion y liberacion en forma por los intereses y riesgos que debian bonificarse á la compañía, pagando y anticipando las cantidades expresadas en esta corte ó en la de Paris, como queda dicho; cuyo medio, sobre ser útil á la real hacienda de Su Majestad Católica, facilita y da claridad á la cuenta de este negocio.

6º Recelando que sobreviniendo la guerra se ha de embarazar sumamente la dicha introduccion de esclavos negros en las In- por recelo de guerra. dias, exponiéndose la compañía al peligro de perder sus embarcaciones y armazones, se declara que todo el tiempo que duráre no será obligada á introducir mas que 3,000 piezas de Indias cada año, quedándose con el derecho de poder llenar é introducir la cantidad de las 1,800 restantes, cumplimiento á las 4,800 de la permision en los años sucesivos; y si por algun accidente aun no pudiere cumplir el número de las 3,000 piezas de Indias, le ha de quedar el propio derecho, constando las que hubiere dejado de introducir; pero no por esto dejará de

Declaratoria

satisfacer las 300,000 libras tornesas ó 100,000 pesos escudos que importan los derechos de las dichas 3,000 piezas de Indias, de seis en seis meses en cada uno de los años que duráre la guerra; ántes bien siempre que constáre haber introducido mas de las dichas 3,000 piezas, lo satisfará puntualmente en la forma expresada.

Allanamiento
al pago
total de los derechos
en cierto caso.

En esta condicion hay el allanamiento siguiente: Me allano á que si durante los diez años no cesáre la guerra, y por ello dejáre de introducir al principio, al medio ó al fin de este tiempo los negros prescritos en la obligacion de este contrato, pagaré todos los derechos; pero podré introducir los negros que faltaren en los tres años que se conceden para dar las cuentas y recoger los efectos que de este asiento resultaren, sin estar entónces obligado á pagar otros derechos algunos.

Declaratoria, aunque permanezca la paz.

7ª Tambien se declara, que, aunque la paz permanezca, no será obligada la compañía rigurosamente á introducir las 4,800 piezas de Indias en cada un año, por los varios accidentes, riesgos y contingencias que suelen experimentarse; y que le ha de quedar el derecho y accion de cumplir en el año ó años siguientes de este contrato las que hubiere dejado de introducir, pagando empero la entera cantidad correspondiente á los derechos de las 4,000 piezas de Indias, como si las hubiese introducido de seis en seis meses, segun queda expresado.

Navios en que bará la compañía la conduccion de sus armazones. 8ª La conduccion de sus armazones la hará la compañía en navíos de Su Majestad Cristianísima, ó suyos propios, ó bien de Españoles, si le tuviere cuenta, tripulados de vasallos de la corona de Francia, é de los de Su Majestad Católica, á su eleccion: y en caso de admitir otros algunos por falta de gente (aunque se presume remoto) serán todos católicos romanos; y juntamente ha de ser lícito y poder la dicha compañía introducir los esclavos negros de la obligacion de este asiento en los dichos puertos de el mar del Norte en cualesquiera navíos de las naciones amigas de esta corona, segun se ha concedido á otros asentistas; pero siempre debajo de la precisa condicion, de que así el comandante como la gente de la tripulacion de dichos navíos han de ser católicos romanos.

9º Por los graves inconvenientes que resultan de que la introduccion de esclavos negros no se haga en todos los puertos de las Indias cuando es cierto que las provincias que de ellos carecen experimentan grandes miserias por falta de cultura y en que la companía beneficio en sus haciendas y posesiones, de que resulta un conocido perjuicio y atraso al real patrimonio de Su Majestad Católica, y los dispendios y fraudes que se cometen por adquirir algunos negros; es condicion de este contrato que la dicha compañía podrá introducir y comerciar las dichas piezas de Indias en todos los puertos de ellas de la parte del Norte, á su eleccion, dispensando Su Majestad Católica (como dispensa) la limitacion hasta aquí establecida, para que solo entrasen en los puertos señalados por los asientos precedentes; pero es declaracion, no han de entrar ni desembarcar negro alguno en el que no hubiere oficiales reales que puedan visitar los navíos ó embarcaciones y dar certificacion de los negros que se introdujeren. Y asimismo se declara que los que se llevaren á los puertos de las islas de Barlovento, Santa Marta, Cumaná y Maracaybo, no ha de poder la compañía venderlos mas que á razon de trescientos pesos cada uno, y de aquí abajo á la que pudiere, para que aquellos naturales y habitadores puedan costearlos y comprarlos; con advertencia de que en los demas puertos de Nueva España, y tierra firme, será lícito á la compañía ajustar los precios á como mejor le estuviere.

10º Teniendo la libertad de introducir negros en todos los puertos de la América de la banda del Norte, por la razon expresada, como queda dicho, lo ha de poder hacer en el de Buenos Aires, conduciendo á él en cada un año de los de este asiento dos navíos ó embarcaciones capaces de llevar de 700 á 800 piezas de Indias de ambos sexos, para venderlas allí, como pudiere y ajustáre, de que se seguirá universal beneficio á aquellas provincias; pero si excediere de este número, no ha de poder vender ni desembarcar los demas que llevare; ni el gobernador y oficiales reales lo han de permitir con ninguna causa, pretexto ni motivo, por urgente que sea. Esta condicion tiene el allanamiento que se sigue : Allánome á que en lugar

1701.

Condicion de este contrato sobre los puertos podrá introducir y comerciar las dichas piezas de Indias.

Libertad de introducir negros en Buenos Aires.

de introducir en Buenos Aires, en cada un año de 700 á 800 negros, se limite la permision de 500 á 600.

Concesion de cierto permiso á la compañía para introducir negros en el Perú.

11º Para conducir é introducir los esclavos negros en las provincias del Perú, se ha de conceder y concede permision á la compañía de comprar ó fabricar en cambio de negros ó en otra forma, en Panamá ú otro astillero, ó puerto del mar del Sur dos navíos, fragatas ó urcas de á 400 toneladas poco mas ó ménos en que poder embarcarlos desde Panamá al Perú, y retornar el producto de la venta de ellos en frutos de la tierra. reales, barras de plata y tejos de oro : y siendo quintados y sin fraude, no se le podrá obligar á pagar derechos algunos por lo que toca á la plata y oro que en reales, barras ó tejos condujeren, tanto de entrada cuanto de salida, porque han de ser libres, como lo serian y deberian ser si perteneciesen á Su Majestad Católica los dichos reales, barras y tejos de oro: y asimismo se permite á la dicha compañía pueda enviar de Europa por Portovelo, y pasar á Panamá la jarcia, lona, fierro y otros pertrechos necesarios para la construccion y fábrica de los dichos dos bajeles, urcas ó fragatas, y su manutencion tan solamente: porque si vendiere ó comerciare los dichos pertrechos en todo ó en parte con el pretexto de no haberlos menester ú otro alguno, se han de dar por perdidos, y castigar como fuere de justicia á los compradores y vendedores, quedando por el mismo hecho de allí adelante derogada y prohibida absolutamente esta permision : y se advierte que cumplido este asiento, no podrá la dicha compañía usar de las dos referidas fragatas, urcas ó navíos, ni trasportarlos á la Europa desembocando los estrechos, por los inconvenientes que esto podria ocasionar, ántes será obligada á venderlos, enajenarlos ó donarlos, como mejor le pareciere, en el término de seis meses sucesivos al fin de este contrato.

Allanemiento.

Esta condicion está con el allanamiento siguiente: Me allano á que fletaré navíos, para transportar los negros á las provincias del Perú, tripulándolos y guarneciéndolos á voluntad de la compañía, nombrando los oficiales de mar y guerra, y pudiendo llevar los pertrechos de Europa que fueren necesa-

rios para mantener los bajeles ó embarcaciones que fletaren.

12º Podrá la dicha compañía valerse de Franceses ó Españoles á sú eleccion para el manejo de este negocio, así en los puertos de la América, como en los demas lugares de la tierra adentro, derogando Su Majestad Católica las leyes que prohiben esta entrada á los extranjeros; y declarando, queriendo y mandando, que los Franceses sean tratados durante este asiento, como si fuesen vasallos españoles, para este caso meramente; y se previene, que en ningun puerto de las Indias podrá haber mas que de cuatro á seis Franceses, de los cuales pasarán la tierra adentro los que hubiere menester la compañía para el manejo y recaudacion de esta dependencia que ha de gobernar la dicha compañía en la forma segun y como le pareciere, y mejor le estuviere, sin que ningun ministro ni oficial real, político ó militar, de cualquier grado y calidad que sea, pueda embarazarlo debajo de ningun pretexto, si no se opusiere lo que se intentáre á las leyes establecidas, ni á lo capitulado en este asiento.

13ª Podrá nombrar la compañía en todos los puertos ó lugares principales de la América jueces conservadores, que no sean oficiales reales por estarles prohibido, y sean vasallos de Su Majestad Católica de grado y calidad que merezcan y tengan su real aprobacion; y á estos se ha de conceder el privativo conocimiento de todas las causas, negocios y dependencias de este asiento, con plena autoridad, facultad, jurisdiccion é inhibicion de audiencias, ministros y tribunales, presidentes, capitanes generales, gobernadores, corregidores, alcaldes mayores, y otros cualesquiera jueces y justicias, en que han de ser comprendidos hasta los mismos vireyes de aquellos reinos, porque solo han de conocer de estas causas y sus incidencias los mencionados jueces conservadores, otorgando las apelaciones en los casos por derecho permitidos para el real y supremo coasejo de las Indias; y juntamente le ha de conceder y concede Su Majestad Católica, que el presidente que es ó fuere de dicho consejo, ó la persona que le gobernáre, sea protector de este asiento; y que demas de esto la compañía pueda proponer un ministro del 1701.

Individuos
de que puede valerse
la compañía
en este negocio,
y el número de ellos.

Facultad
de la compañía
para nombrar jueces
conservadores.

mismo supremo consejo de las Indias, para que Su Majestad le apruebe y sea su juez conservador privativo, segun uno y otro se ha ejecutado y practicado en los asientos antecedentes.

Prohibicion
de embargar,
detener
ô armar los navíos
de este asiento.

14 Tampôco podrán los vireyes, audiencias, presidentes, capitanes generales, gobernadores, oficiales reales, ni otro ministro alguno embargar, ni detener los navíos de este asiento, ni armarlos de guerra, ni con otro pretexto, causa ó motivo imperdirles su viaje; ántes bien serán obligados á darles y hacerles dar todo el socorro y asistencia que les pidieren para su mas pronto despacho, y los víveres y cosas de que necesitaren á los precios corrientes, pena de haber de dar cuenta y satisfacer por sí propio los perjuicios que se ocasionaren á la compañía por la detencion de los dichos bajeles.

Se extiende à los bienes y efectos, bejo ciertas penss. 15ª No podrán tampoco los referidos vireyes, presidentes, capitanes generales, gobernadores, corregidores, alcaldes mayores, jueces y oficiales ni otro ministro ni oficial alguno, tomar, sacar, aprehender, ni embargar con violencia, debajo de ningun pretexto, causa ni motivo, por urgente que sea, bienes ni efectos ningunos de este asiento, ni de la dicha compañía, pena de que serán castigados y darán cuenta y satisfaccion del perjuicio que ocasionaren.

Permiso otorgado à la compañía y sus factores. 16º Será permitido á la compañía y sus factores en Indias tener en su servicio los marineros, arrieros y oficiales de carga y descarga de que necesitaren, ajustándose con ellos lisa y voluntariamente y satisfaciéndoles los salarios, precios ó estipendios que hubieren convenido.

Modo de cargar

- 17ª Podrá la dicha compañía á su eleccion cargar sus retornos sobre los navíos de flotas ó galeones, ajustándose con los capitanes y dueños de dichos navíos, ó sobre los propios de este asiento; y estos podrán venir de conserva, si les pareciere, con flotas y galeones, ú otros navíos de guerra de Su Majestad Católica, que ha de dignarse ordenar á unos y otros, que precisamente los admitan y traigan debajo de su salvaguardia.
- 18º Es condicion que desde el primer dia de mayo del año próximo futuro de 1702 hasta que se tome la posesion de este asiento, ni despues de haberse tomado, la compañía de Portu-

gal ni otra persona alguna podrán introducir ningun esclavo negro, y si lo hicieren, Su Majestad Católica desde luego los ha de declarar (como declara) por perdidos y confiscados á favor y en beneficio de este asiento y compañía, pagándose por ella los derechos que de los negros que se hallaren contra el tenor de este capítulo introducidos, pertenecieren á su real hacienda en la forma que está mandado y establecido.

19ª Asimismo es condicion precisa de este asiento y contrato. que solo la dicha compañía, sus factores y apoderados han de poder navegar é introducir los referidos esclavos negros en los puertos del norte de las Indias occidentales de Su Majestad Católica, quedando los demas vasallos y extranjeros de la corona privados de esta provision é introduccion, debajo de las penas por leyes establecidas; y Su Majestad Católica en obligacion de mantener (como lo ofrece bajo de su fe y palabra real) á la dicha compañía en la entera posesion y observancia de este contrato por el tiempo que se capitula, sin permitir ni disimular cosa alguna que se oponga á su buena fe y al exacto cumplimiento de sus artículos y condiciones, por ser esto tan propio de su real justificacion, y tan importante á su servicio.

20° Y si sucediere algun caso que por esta causa ú otra turbase ó inquietase las acciones y derechos de la dicha compañía y la motivase algun pleito ó pleitos, es condicion que Su Majestad Católica ha de reservar en sí solo el conocimiento de ellos; inhibiendo á todos y cualesquier jueces y justicias de conocer y proceder en los dichos pleitos y causas.

21º Los navíos de este tráfico y asiento luego que lleguen á los puertos de las Indias con sus armazones de negros, han de justificar la sanidad, para que el gobernador y oficiales reales les permitan la entrada, que no podrán hacer en otra forma.

22ª Habiendo surgido y dado fondo en cualquiera de los Visita de los navíos puertos, han de ser visitados por el gobernador y oficiales reales, y desembarcando los negros en todo ó en parte, podrán juntamente desembarcar los bastimentos que para su sustento condujeren, poniéndolos en alguna casa ó almagacen, separados.

1701.

Condicion sobre que no podrá la companía de Portugal ni persona alguna introducir pingun esclavo negro.

Otra condicion.

Competencia privativa de S. M. C. en esta materia.

> Justificacion de sanidad.

por el gobernador y oficiales reales.

ó con registro y conocimiento de dichos oficiales reales, á fin de que se eviten fraudes y embarazos; pero no podrán ni han de poder desembarcar, introducir ni vender ningunas ropas. géneros y facturas debajo de ninguna simulacion ni motivo. por grave que sea, ni comerciar, ni vender otra cosa que no fuere los dichos esclavos negros, pena de la vida al que lo ejecutáre y á los ministros, vasallos y súbditos de Su Majestad Católica que en su permision fueren culpados; porque esto ha de ser (como lo es) absolutamente prohibido, y contra la intencion, direccion y buena fe de dicha compañía, como que es opuesto á las leves de estos reinos : y es declaracion, que las cosas que en esta forma se aprehendieren por ser de ilícito y negado comercio, se tasen y aprecien y quemándose luego incontinenti en parte pública de órden de los dichos gobernador y oficiales reales para que sirva de ejemplo, se condene al capitan y maestre de dicho navío ó embarcacion (si no fueren comprendidos en el delito) á satisfacer lo que importaren en pena de la omision que en reconocerlo y embarazarlo hubieren tenido; y que si fueren cómplices ó delincuentes principales en esto, sean condenados á muerte, y ejecutada la sentencia sin admitirles excusa ni apelacion que pueda suspenderla ni dilatarla, ejecutándose lo propio con los demas que se hallaren reos y cómplices en este delito, precisa é inviolablemente para que á vista del castigo se asegure el escarmiento y no se toleren ni cometan semejantes fraudulentas intreducciones, de cuyo exacto y puntual cumplimiento pedirá Su Majestad Católica rigorosa cuenta á todos sus ministros y oficiales; pero no por lo dicho se dará por perdida la armazon de negros, ni el bajel ó embarcacion en que fueren, como ni tampoco los bastimentos que para su consumo y sustentacion se llevaren; pues esto, como inculpado, ha de quedar libre, y proseguir su negociacion la persona á quien tocare en la forma declarada y permitida; ni tampoco será coudenado y ejecutada la pena de muerte en ninguno que vendiere ó comerciáre géneros ó ropas cuyo valor no llégue á cien pesos escudos; porque en este caso será suficiente (como Su Majestad Católica lo ha de mandar y manda) que aprehen-

dida, apreciada y quemada la ropa que se cogiere (en que no ha de haber dispensacion alguna) se condene y cobre del capitan y maestre la cantidad que importáre, en pena de su descuido y omision, segun queda insinuado.

Allanamiento sobre la condicion anterior.

Esta condicion está con el allanamiento siguiente: Me allano á que se les admita la apelacion segun y como lo previene el supremo consejo de las Indias. El consejo previno en esta condicion, que podia seguirse, ejecutándose la pena de muerte como se proponia, sin admitir recurso de apelacion limitadamente en los casos que permite el derecho.

Exencion de derechos para los bastimentos de negros.

23ª Por los bastimentos que desembarcaren tan solamente para el sustento de los negros, no deberán pagar derechos de entrada ni salida, ni otros algunos; pero de los que compraren y sacaren de los puerfos, habrán de pagar los que estuvieran establecidos, como los vasallos de Su Majestad Católica.

Pago de derechos sobre los negros muertos ántes do su venta.

24° Causándose los derechos de la introduccion y emision de las piezas de Indias desde el dia de su desembarco en cualquiera de los puertos de aquellos reinos, se ha de declarar (segun se declara y es de justicia) que, aunque se muera alguno ó algunos de los negros desembarcados ántes de venderse, no por eso ha de pretender la compañía dejar de pagar los derechos de los que murieren, segun la regulacion y obligacion expresada, ni introducir sobre esto pretension alguna.

Especies
en que puede
secibirse el precio
de los negros
vendidos.

25° Vendidos los negros que se ajustaren en cualquier puerto, se podrán pasar á otros los que les quedaren y tomar en satisfaccion de los que vendieren, reales, barras de plata y tejos de oro, siendo quintados y sin fraude, y géneros y frutos de la tierra; y sacar libremente de cualquiera de los puertos los reales, plata y oro que recibieren por esta causa, libremente y sin pagar derechos; porque de los géneros y frutos han de satisfacer los que estuvieren establecidos, segun la parte de donde los extrajeren; y se les permite que si vendieren ó cambiaren algunos negros en frutos de la tierra de cualquier especie y calidad que sean, por no haber reales donde los vendieren, los puedan transportar con sus armazones á otros puertos y venderlos en ellos, pagando los derechos acostumbrados.

1701.
Allanamiento.

Esta condicion se halla con el allanamiento siguiente: Me allano á que los frutos que pasáre de un puerto á otro, como procedidos de la venta de negros, no los he de poder vender la tierra adentro.

Cendicion
de este contrato,
y declaracion
sobre cumplir
con ciertos
requisitos.

26ª Es expresa condicion de este contrato, que los dichos navíos de este tráfico y asiento podrán salir de los puertos de Francia ó España, á su eleccion, dando noticia de su partida á Su Majestad Católica, y volver con los reales, plata, oro y frutos que adquirieren, y cobraren de la venta de sus armazones á puertos de Francia ó España, á su eleccion; con declaracion, de que viniendo á los de España entregarán su registro á los ministros de Su Majestad para que conste lo que conducen; y llegando á los de Francia enviarán relacion de ello á fin de que Su Majestad se halle enterado de todo; pero no podrá traer ningun navío reales, plata, oro ni frutos que no sean adquiridos del producto de este asiento y precio de las piezas de Indias que vendieren, ni cosa alguna de caudales, ni encomiendas de particulares de aquellos reinos, porque desde luego para siempre que se averiguáre, quiere la compañía se dé (como se ha de dar) por de comiso á favor de la real hacienda de Su Majestad Católica por el mismo hecho, y sin averiguacion ni otra inquisicion alguna, y que sean castigados los capitanes, maestres y oficiales de dichos navíos que fueren transgresores de lo contenido en este artículo y condicion, y de las órdenes que habrá de dar Su Majestad Católica para ello y para que en los puertos de Indias se vigile en evitar semejante fraude, y dé cuenta á Su Majestad de haberse cometido siempre que pueda averiguarse, para que sean convenidos y castigados los delincuentes.

Particularidades sobre las presas bechas por los navios del asiento armados en guerra. 27ª Si algunos navíos del asiento fueren armados de guerra, é hicieren alguna presa de enemigos de una y otra corona ó de los piratas corsarios que ordinariamente cruzan é infestan los mares americanos, podrán entrar con ella en cualquier puerto de la dominacion de Su Majestad Católica, y dándose allí por buena la presa, no podrán ser obligados los apresadores á pagar mas derechos de entrada que los que estuvieren establecidos y

pagaren los vasallos de Su Majestad; con advertencia de que si en las presas se hallaren negros, los han de poder vender y comerciar dentro del número de los de su obligacion; pero no la ropa, géneros ó facturas que apresaren, porque esto siempre ha de quedar prohibido; bien que se les permite puedan vender los bastimentos que les sobraren; y tambien se les permite (atendiendo á su conveniencia) puedan llevar los géneros, ropas y facturas apresadas á los puertos de Cartagena ó Portovelo y entregarlas á los oficiales reales, los cuales los recibirán (como Su Majestad Católica se lo habrá de ordenar y ordena), inventariarán y pondrán, con asistencia del apresador, en un amalgacen donde se conserven hasta que llegando galeones y celebrándose la feria de España en dichos puertos de Cartagena y Portovelo, los mismos oficiales reales cuiden de que se vendan, con noticia é intervencion de los diputados del comercio y del mismo apresador, ó de quien tuviere su poder; y que sacándose la cuarta parte de la cantidad en que se vendieren, que ha de tocar á Su Majestad Católica, entrar en la caja real y remitirse á España con distincion y declaracion de lo que procede; se entreguen las tres cuartas partes al dueño de las ropas y géneros sin dilacion alguna, sacando y deduciendo de ellas todos los gastos que hubieren tenido en la venta, y almagacenaje; y á fin de que no se ofrezca ninguna duda, se ha de declarar y declara, que los navíos, balandras y otras cualesquiera embarcacaciones apresadas con la artillería, pertrechos y municiones que en ellas se hallaren, han de ser libres y enteramente de los mismos apresadores.

28º Respecto de encaminarse, ajustarse y establecerse este contrato principalmente para que ceda en servicio de Sus Majestades Católica y Cristianísima y utilidad de sus reales erarios, se declara, son interesadas ambas Majestades en la mitad de este asiento, y cada una en la cuarta parte que le ha de tocar y pertenecer, segun está dispuesto; y como quiera que para entrar Su Majestad Católica á las ganancias del producto de este negocio, sería forzoso anticipase é hiciese entregar á la compañía la cuarta parte de cuatro millones de libras tornesas,

Doclaracion
para que este
contrato
ceda en beneficio
de Sus Majestades
Católica
y Cristianísima.

que hacen un millon trescientos sesenta y seis mil pesos escudos y dos tercios de otro, que es la cantidad que regula y juzga la compañía ser necesaria para poner en órden y ejecucion este asiento, suponiendo que Su Majestad Católica no querrá exhibir esta anticipacion, ofrece la compañía ejecutarla y suplirla, haciéndosele bueno en la cuenta que diere 8 por 100 en cada un año desde los dias del desembolso hasta los del reintegro, y satisfaccion rateada justa, y puntualmente para que Su Majestad Católica goce en esta forma de las ventajas y ganancias que pudieren pertenecerle, á que desde luego se obliga la compañía; pero en caso de que los accidentes é infortunios sean tales que la compañía no tenga ganancias, y en lugar de ellas padezca algunas pérdidas, quedará Su Majestad Católica obligado á satisfacer lo que le tocáre en la forma que fuere de justicia, y ménos sensible á su real patrimonio.

Oportunidad en que la compañía debe rendir cuenta de sus ganancias.

29º La cuenta de las ganancias la dará la compañía luego que hayan cumplido los primeros cinco años, con relaciones juradas é instrumentos legítimos del importe de la compra. rescate, sustento, transporte é introduccion de las piezas de Indias, y los demas gastos que tuviere la compañía en este asiento, y testimonios autorizados de la que hubiere importado y producido las ventas de los esclavos negros en todos los puertos y partes de América pertenecientes á Su Majestad Católica donde se hubieren transportado y celebrado las dichas ventas, viniendo uno y otro examinado, reconocido y liquidado por los ministros de Su Majestad Cristianísima á quienes tocáre por la cuota que le va señalada, para que en esta corte se pueda asimismo reconocer, ajustar y liquidar lo que perteneciere á Su Majestad Católica, y cobrarlo de la compañía, que lo ha de pagar ejecutiva y puntualmente, como obligada á ello, en virtud de esta condicion, que ha de tener y tiene fuerza de instrumento guarentigio.

Cómo
debe reembolsarse
la compañía
delas saticipaciones
que hiciere.

30º Si el producto de las ganancias de los primeros cinco años excediere de la cantidad que se debió anticipar, y anticipó la compañía por Su Majestad Católica, y los intereses de 8 por 400 que con ella han de abonarse en la forma que queda dicho

por aquella cuarta parte de Su Majestad Católica, la compañía se reembolsará en primer lugar de lo que hubiere anticipado y sus intereses y satisfará (ultra de los derechos anuales de la introduccion) lo demas que se hubiere adquirido, y á Su Majestad debiere tocarle, sin mora ni dilacion alguna, y se continuará el asiento en la misma conformidad y con la propia obligacion, dándose al fin de él por la compañía la cuenta de las ganancias de los últimos cinco años debajo de las reglas expresadas, y de modo que Su Majestad Católica y los ministros á quienes lo cometiere queden con entera satisfaccion.

31º Ofreciendo la compañía por el artículo 3º de este contrato anticipar á Su Majestad Católica 600,000 libras tornesas, moneda de Francia, ó por ellas 200,000 pesos escudos de estos reinos segun y á los plazos que en él se refieren para extinguirlos y cobrarlos en los dos últimos años de este asiento, sin que se le abone porcion alguna por riesgo ni interes, se declara, que si en la cuenta de las ganancias que ha de dar al fin de los primeros cinco años cupiere la extincion y recobro de esta cantidad (despues de satisfecha la anticipacion de la cuarta parte y sus intereses, que ha de tener el primer lugar), estará en mano y arbitrio de la compañía retenerla y hacerse pago de ella en todo, ó en parte, para que queden libres á Su Majestad Católica los derechos de los dos últimos años (en que se concede el descuento) y las ganancias que se adquirieren por lo que de ellos le tocáre en los últimos cinco de este asiento; pero no habiendo dichas ganancias, se practicará como queda capitulado.

32º Finalizado el asiento, tendrá la dicha compañía tres años de término para liquidar todos sus negocios ó intereses en las Indias, y dar la cuenta final á Su Majestad Católica; y en los despuesde finalizade dichos tres años gozarán la compañía, sus factores y dependientes, de los privilegios y franquezas que han de tener y le quedan concedidas por este contrato, para la entrada de sus bajeles en los puertos americanos de Su Majestad Católica y saca libre de sus efectos, sin que pueda haber en ello limitacion ó alteracion alguna.

1701.

Retencion que puede hacer la compañía para el pago anticipaciones.

Piazo de la compañía para liquidar sus negocios, el asiento.

1701.
Privilegio
de los créditos
activos
de la compañía.

Franquicias y exenciones durante el tiempo de este asiento. 33ª Todos los deudores de la dicha compañía habrán de ser y serán compelidos y apremiados á la paga de lo que debieren, siendo sus créditos (como deberán serlo) privilegiados y ejecutivamente exigidos, segun lo son y deben ser los que á Su Majestad Católica y á su real fisco pertenecen.

34º Y para la observancia de lo aquí contenido y de todo la demas anejo dependiente y perteneciente á ello, y que de ningun modo se falte á la buena fe y sinceridad de su preciso cumplimiento debajo de ningun pretexto, causa ni motivo, ha de dispensar Su Majestad Católica (como dispensa en fuerza y en virtud de este contrato) todas las leyes, órdenes, cédulas, fueros, establecimientos, usos y costumbres que á ello se opusieren en cualquiera parte de los puertos y provincias de la América de la dominacion de Su Majestad, por el tiempo que duráre este asiento, y los tres años mas que se conceden á la compañía para recoger su producto y dar la cuenta final de todo, segun queda expresado, dejándolas en su fuerza y vigor para lo de adelante. Y últimamente, Su Majestad Católica concede á la compañía, sus factores, recaudadores, ministros, oficiales politicos y militares en mar y en tierra, todas las gracias, franquezas y exenciones que se hubieren concedido en los asientos precedentes, sin limitacion ni interpretacion alguna en cuanto no se oponga á lo prevenido y declarado en los artículos antecedentes: y en esta misma conformidad mútua y reciprocamente se obliga la compañía al cumplimiento, integra y precisa observancia de lo en ellos contenido. Y el referido M. Ducase por si y en nombre de la misma compañía real de Guinea cuyo poder presenta otorgado en Paris á 23 de julio próximo pasado) á traer ratificado y confirmado este ajuste, capitulacion y contrato en el término que se le señalare. Fecho en Madrid á 27 de agosto de 1701. — DUCASE.

Y porque mi voluntad es que todo lo expresado en cada uno de los capítulos y condiciones contenidas en el pliego arriba inserto y en los allanamientos hechos en él tenga cumplido efecto, por la presente le apruebo y ratifico, y mando se guarde, cumpla y ejecute en todo y por todo, como en él y en

cada uno de sus capítulos y allanamientos hechos en ellos se contiene y declara, y que contra su tenor y forma no se vaya, ni pase, ni consienta ir, ni pasar en manera alguna, dispensando (como por esta vez dispenso) todas las leyes y prohibiciones que hubiere en contrario; y prometo y aseguro por mi fe y palabra real, que cumpliéndose por parte de la compañía real de Guinea establecida en Francia, con lo que la toca y es obligada, se cumplirá de la mia lo contratado: para cuya firmeza en caso necesario, se otorgará la escritura ó escrituras que en tales casos se han acostumbrado; bien que sin esta circunstancia desde luego doy por concluido y celebrado el contrato; y quiero que se den todas las cédulas y despachos que fueren necesarios en conformidad de lo capitulado: Y para la ejecucion y cumplimiento de ello tengo por bien y mando, que aunque no se saquen se cumpla y guarde cada uno de los capítulos del referido pliego, así en estos reinos como en las Indias, tan puntual y enteramente como se haria y debería hacer, si de cualquiera de los dichos capítulos se diera cédula particular mia, sin otro requisito alguno. Y de la presente tomarán la razon mis contadores de cuentas, que residen en mi consejo de las Indias. Fecha en Daroca á 14 de setiembre de 1701 años. — Yo EL REY. - Por mandado del rey nuestro señor. Don Domingo LÓPEZ DE CALO MONDRAGON.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

1718. Tratado del asiento de negros concluido en Madrid el 26 de marzo de 1713, entre España é Inglaterra.

Real aprobacion de las condiciones propuestas de la Ingleterra.

El Rey. — Por cuanto habiendo terminado el asiento ajustado con la compañía real de Guinea establecida en Francia de la introduccion de esclavos negros en las Indias; y deseando entrar en esta dependencia la reina de la Gran Bretaña y en su nombre la compañía de Inglaterra, y en esta inteligencia estipuládose así en el preliminar de la paz, para correr con este asiento por tiempo y espacio de treinta años, puso en su virtud en mis manos don Manuel Manases Gilligan, diputado de Su Majestad Británica, un pliego dado para este efecto de las 42 condiciones con que se habia de arreglar este tratado, el cual mandé reconocer por una junta de tres ministros de mi consejo de las Indias, para que visto por ella me dijesen lo que en razon de cada capítulo ó condicion se le ofreciese; y habiéndolo ejecutado así, y quedando de esta especulacion pendientes y controvertibles muchos puntos, lo volví á remitir á otra junta; y enterado yo de todo, y sin embargo de los reparos que por ambas juntas se expusieron, siendo mi ánimo concluir y perfeccionar este asiento,

condescendiendo y complaciendo en él en todo lo posible á la reina británica: he venido por mi real decreto de 12 de este presente mes en admitir y aprobar las expresadas 42 condiciones contenidas en el citado pliego, en la forma que abajo irán expuestas, con mas la extension que fuera de ellas he resuelto conceder motu propio por el citado decreto á esta compañía, que todo es en la forma siguiente.

S. M B. se obliga por las personas que ella nombre.

1718.

- 1º Primeramente: que para procurar por este medio una mútua y recíproca utilidad á las dos Majestades y vasallos de ambas coronas, ofrece y se obliga Su Majestad Británica por las personas que nombrará y señalará para que corran y se encarguen de introducir en las Indias occidentales de la América pertenecientes á Su Majestad Católica en el tiempo de los dichos treinta años, que darán principio en 1º de mayo de 1713 y cumplirán en otro tal dia del que vendrá de 1743, es á saber, ciento cuarenta y cuatro mil negros, piezas de Indias de ambos sexos y de todas edades, á razon en cada uno de los dichos treinta años de cuatro mil y ochocientos negros, piezas de Indias; con la calidad que las personas que pasaren á las Indias á cuidar de las dependencias del asiento eviten todo escándalo, porque si lo dieren, serán procesados y castigados en la misma forma que lo serian en España, si los tales delitos se cometiesen aquí.
- 2º Que por cada negro, pieza de Indias, de la medida regular de siete cuartas, no siendo viejos ni con defectos, segun lo practicado y establecido hasta aquí en las Indias, pagarán los asentistas treinta y tres pesos escudos de plata y un tercio de otro, en cuya cantidad se han de entender y serán comprendidos todos y cualesquier derechos, así de alcabala, sisa, union de armas, boqueron, como otros cualesquiera de entrada y regalía que estuviesen impuestos, ó en adelante se impusieren, pertenecientes á Su Majestad Católica, sin que se pueda pedir otra cosa: y que si algunos se cobrasen por los gobernadores, oficiales reales, ú otros ministros, se hayan de abonar á los asentistas en cuenta de los derechos que hubieren de pagar á Su Majestad Católica de los dichos treinta y tres pesos escudos de plata y un tercio de otro, en virtud de testimonio auténtico, el cual no ha

Derechos à que están sujetos los asentistas.

de poder negar ningun escribano á quien se pida por parte de los asentistas, á cuyo fin se ha de expedir cédula general en la mas amplia forma.

Anticipacion que los mismos deben hacer & S. M. C. 3º — Que los dichos asentistas anticiparán á Su Majestad Católica para ocurrir á las urgencias de su corona, doscientos mil pesos escudos en dos pagas iguales, á razon de cien mil pesos cada una, la primera dos meses despues que Su Majestad haya aprobado y firmado este asiento, y la segunda cumplidos otros dos meses despues de la primera; cuya cantidad así anticipada, no han de poder reembolsar hasta que se hayan cumplido los veinte años primeros de este asiento; cuando podrán hacerlo prorateadamente en los diez restantes y últimos, á razon de veinte mil pesos en cada uno, del producto del derecho de las piezas que debieren satisfacer en dichos años.

Otro gravámen sobre ellos. 4º -- Que ha de ser de la obligacion de los asentistas pagar la anticipacion expresada de doscientos mil pesos escudos en esta corte, como tambien el importe de los derechos, de seis en seis meses, de la mitad de las piezas de esclavos que se capitulan en cada año.

Declaracion sobre esos pagos. 5° — Que las pagas de los derechos se han de ejecutar en la forma expresada en la condicion antecedente, sin atraso, disputa ni otra interpretacion alguna; aunque con la declaracion de que los dichos asentistas no han de estar obligados á satisfacer mas de los que tocaren al número de las cuatro mil piezas de Indias en cada un año y no de las ochocientas restantes; de las cuales en todos los treinta años de este asiento le ha de hacer Su Majestad (como se la hace) gracia y donacion en la mejor via y forma que pueda decirse, en atencion á los intereses y riesgos que debian bonificarse á los dichos asentistas por la paga y anticipacion en esta corte de los derechos que corresponden á las cuatro mil piezas.

Facultad de los ascatistas para introducir mas negros. 6° — Que los dichos asentistas han de tener la facultad, despues de introducidos los cuatro mil y ochocientos negros de su obligacion en cada año, que si reconociesen ser necesario para el beneficio de Su Majestad Católica y de sus vasallos el introducir mas número de negros, lo han de poder ejecutar durante los veinte y cinco años primeros de este contrato; porque en los cinco últimos no lo han de poder hacer de mas que los cuatro mil y ochocientos capitulados; con la calidad que tan solamente hayan de pagar diez y seis pesos escudos y dos tercios de otro, de todos derechos por cada pieza de Indias que introdujeren ademas de los cuatro mil y ochocientos referidos, que es la mitad de los treinta y tres pesos escudos y un tercio arriba expresados; y la paga de ellos habrá de ser tambien en esta corte.

7º — Oue los dichos asentistas han de tener la libertad de emplear en este tráfico, para la conducción de sus armazones, los navíos propios de Su Majestad Británica y de sus vasallos ó de otros que pertenezcan á los de Su Majestad Católica, pagándoles sus fletes y con la voluntad de sus dueños, tripulados de marinería inglesa ó española á su eleccion; siendo visto que los comandantes de los tales navíos, empleados por los asentistas, ni tampoco los marineros han de causar ofensa ni escándalo al ejercicio de la religion católica romana, debajo de la pena y por las reglas impuestas en la condicion 1º de este asiento. Y asimismo ha de ser lícito y han de poder los dichos asentistas introducir los esclavos negros de su obligacion en todos los puertos de los mares del Norte y de Buenos Aires, en cualquiera de los referidos navíos, en la misma forma que se ha concedido á otros asentistas anteriores, aunque siempre debajo de la seguridad de que así los comandantes como los marineros no han de dar escándalo á la religion católica romana, debajo de las pe-

8º — Que por cuanto se ha experimentado de grave perjúicio á los intereses de Su Majestad Católica y de sus vasallos el que no fuese lícito á los asentistas vender sus negros en todos los puertos de las Indias generalmente, siendo cierto que las provincias que carecian de ellos experimentaban grandes miserias por la falta de cultivo de sus tierras y haciendas, de que resultaba la necesidad de valerse de todos los medios imaginables para adquirirlos, aunque fuese con fraude; es condicion expresa de este contrato, que los dichos asentistas podrán intro-

nas ya expresadas.

T. II.

1718.

Libertad
de los asentistas
para la conduccion
de sus armazones.

Facultad
de los asentistas
para vender negros
en los puertos
del mar del Norte
y el de Buenos Aires.

ducir y vender los dichos negros en todos los puertos del mar del Norte y en el de Buenos Aires á su eleccion, revocando Su Majestad Católica (como revoca) la prohibicion establecida en otros asientos precedentes para que solo entrasen en los puertos señalados en ellos, con declaracion que los dichos asentistas no han de poder llevar ni desembarcar negro alguno sino en los puertos en donde hubiere oficiales reales ó tenientes de ellos, que puedan visitar los navíos y sus cargazones y dar certificacion de los negros que se introdujeren. Y asimismo se declara que los negros que se llevaren á los puertos de la costa de Barlovento, Santa Marta, Cumaná y Maracáybo, no podrán vender los dichos asentistas mas que á razon de trescientos pesos cada uno, y de aquí abajo al menor precio que fuere posible para alentar á aquellos naturales á comprarlos; pero por lo que toca á los demas puertos de Nueva España, sus islas y tierra firme, será lícito á dichos asentistas venderlos al mejor precio que pudieren.

Tambien
en el Rio de la Plata,
en donde podrán
tener algunas
porciones de tierra.

9º — Que estando permitido á los dichos asentistas de introducir sus negros en todos los puertos del mar del Norte por las razones deducidas en la condicion antecedente, queda tambien prevenido que lo han de poder hacer en el Rio de la Plata, permitiéndoles Su Majestad Católica que de las cuatro mil y ocho cientas piezas que conforme á este asiento deben introducir cada año, en consideracion de las ventajas y beneficios que se seguirán á las provincias vecinas, podrá introducirse en el dicho Rio de la Plata ó Buenos Aires, en cada uno de los treinta años de este asiento, hasta el número de mil y doscientas de ellas, piezas de Indias de ambos sexos, para venderlas allí al precio que pudieren, repartidas en cuatro navíos capaces de conducirlas; las ochocientas de ellas para ser vendidas en Buenos Aires y las cuatrocientas restantes para que puedan internar y servir para las provincias de arriba y reino de Chile, vendiéndolas á los naturales si bajaren á comprarlas á dicho puerto de Buenos Aires; con declaracion que Su Majestad Británica y los asentistas en su nombre puedan tener en dicho Rio de la Plata algunas porciones de tierra que Su Majestad Católica habrá de señalar ó asig-

nar (conforme á lo estipulado en los preliminares de la paz) desde que este asiento empiece á correr, capacas de podar plantar, cultivar y criar ganados en ellas para el sustento de los dependientes de este asiento y de sus negros, siéndole permitido fabricar en ella casas de madera y no de otro material; y que tampoco han de poder levantar tierra, ni hacer la mas leve fortificacion; y que asimismo Su Majestad Católica ha de señalar un oficial de su satisfaccion, vasallo suyo, que resida en el expresado terreno, bajo de cuyo mando han de estar en lo respectivo á dicho terreno; y por lo demas tocante al asiento á la del gobernador y oficiales reales de Buenos Aires; sin que por razon del dicho terreno hayan de pagar derechos algunos, durante el tiempo del asiento y no mas.

Concesion de fletamento hecha á los ssentistas.

10° — Para conducir é introducir los esclavos negros en las provincias del mar del Sur se ha de conceder (como se concede) facultad á los asentistas de fletar, ya sea en Panamá ú otro cualquier astillero ó puerto del mar del Sur, navíos y fragatas de á 400 toneladas, poco mas ó ménos, en que poderlos embarcar desde Panamá y llevarlos á todos los demas puertos del Perú y no á otros por esta parte, tripularlos de marinería y nombrar oficiales de mar y guerra á su voluntad, y traer de vuelta el producto de la venta de ellos al dicho puerto de Panamá, así en frutos de la tierra, como en reales, barras de plata y tejos de oro, sin que se les pueda obligar á pagar derechos algunos de la plata y oro que condujeren, así de entrada como de salida; siendo quintados y sin fraude, constando ser del producto de negros; porque han de ser libres de todo género de derechos en la misma forma que si los dichos reales, barras de plata y tejos de oro perteneciesen á Su Majestad Católica. Y asimismo se concede la permision á dichos asentistas de enviar de Europa á Portobelo y desde Portobelo á Panamá por el rio Chagre ó por tierra, cordelaje, velas, fierro, madera y juntamente todos los demas pertrechos y provisiones necesarios para dichos navíos, fragatas ó barcos luengos y su manutencion; con la advertencia que no han de poder vender ni comerciar los dichos pertrechos en todo ni en parte, debajo de ningun pretexto, cualquiera que

sea; porque en tal caso se han de dar por confiscados, y castigar segun fuere de justicia á los compradores y vendedores, quedando para desde allí en adelante privados absolutamente los asentistas de esta permision, á ménos de que constase haber tenido licencia de Su Majestad Católica para la dicha venta. Y se previene que cumplido el tiempo de este asiento no han de poder los dichos asentistas usar de los dichos navíos, fragatas ó barcos para conducirlos á la Europa, por los inconvenientes que se podrian seguir.

Facultad
de los asentistas
para servirse
de Ingleses
ô Españoles.

11º - Podrán los dichos asentistas servirse de Ingleses ó Españoles á su eleccion para el manejo y gobierno de este asiento, así en los puertos de la América como en los demas lugares de la tierra adentro, derogando Su Majestad Católica para este caso las leyes que prohiben la entrada ó vecindad en ella á los extranjeros; y declarando y mandando que los Ingleses hayan de ser atendidos en todo el tiempo de él y tratados como vasallos de la corona de España, con la prevencion de que en ninguno de los referidos puertos de las Indias podrán vivir mas de cuatro á seis Ingleses, de cuyo número podrán los dichos asentistas elegir los que les pareciere y enviar la tierra adentro adonde fuere permitido internar los negros, para el manejo y recobro de este negocio: lo cual ejecutarán en la forma mas conveniente y que mejor les estuviere, bajo las reglas prevenidas en la condicion 1º, sin que sean impedidos ni embargados por ningun ministro político ó militar de cualquier grado ó calidad que sea, debajo de ningun pretexto, si no se opusiese lo que se intentáre á las leyes establecidas, ni á lo contenido en este asiento.

Concesion
sobre
establecimiento
y arreglo
de factorias.

12º — Que para el mejor gobierno de este asiento se ha de servir Su Majestad Católica de conceder que Su Majestad Británica pueda enviar, luego que se haya publicado la paz, dos navíos de guerra con los dichos factores, oficiales y demas dependientes que se han de emplear en servicio de él, explicando ántes los nombres de unos y otros, para que se desembarquen en todos los puertos de la permision en donde se hubieren de establecer y arreglar las factorías, así para que hagan el viaje

con mayor seguridad y conveniencia, como para prevenir lo necesario á la recepcion de las embarcaciones que fueren con negros; porque debiendo irlos á tomar en las costas de África y desde allí transportarse á los puertos de la América española, fuera muy desacomodado á los factores y dependientes el embarcarse en ellas, sobre ser inútil; como es indispensable que ántes estén prevenidas casas para su habitacion y las demas providencias que se dejan considerar; y que para conducir el factor y demas dependientes á Buenos Aires se conceda una embarcacion mediana, con declaracion que así esta como los dos navíos de guerra han de ser visitados y fondeados en los puertos por los oficiales reales, y que han de poder comisar los géneros, si los llevaren; y que para su retorno se les den los bastimentos que necesitaren, pagándolos por su justo precio.

13º — Podrán los dichos asentistas nombrar en todos los puertos y lugares principales de la América jueces conservadores que lo sean de este asiento, á los cuales han de poder remover, quitar y nombrar otros á su arbitrio en la forma que se concedió en la condicion 8ª de los Portugueses, aunque siempre habrá de preceder causa justificada para ello ante el presidente, gobernador ó audiencia de aquel territorio, para que aprobado por unos ú otros se haga el nombramiento en ministro de Su Majestad Católica; y se les ha de conceder el privativo conocimiento de todas las causas, negocios y dependencias de este asiento, con plena autoridad, jurisdiccion é inhibicion de audiencias, ministros y tribunales, presidentes, capitanes generales, gobernadores, corregidores, alcaldes mayores y otros cualesquiera jueces y justicias en que han de ser comprendidos los vireyes de aquellos reinos, porque solo han de tener el conocimiento de estas causas y sus incidencias los dichos jueces conservadores, de cuyas sentencias solo se podrá apelar en los casos por derecho permitidos para el supremo consejo de las Indias, con calidad que los referidos jueces conservadores no han de poder pedir ni pretender mayores salarios de los que los asentistas tuvieren por bien de señalarles por esta incumbencia; y que si alguno cobrase de mas, ha de mandar

Facultad de los asentistas para nombrar jueces conservadores.

Su Majestad Católica que se restituya; y juntamente se le ha de conceder que el presidente ó gobernador que es ó fuere del dicho consejo ó el decano de él, sea protector de este asiento, y que tambien puedan proponer un ministro del mismo consejo el que les pareciere mas conveniente, para que sea su juez conservador privativo, con aprobacion de Su Majestad Católica en la forma que se ha practicado en los asientos antecedentes.

Exenciones de los navios del asiente. 14º — No han de poder los vireyes, audiencias, presidentes, capitanes generales, gobernadores, oficiales reales ni otro tribunal ó ministro alguno de Su Majestad Católica, embargar ni detener los navíos de este asiento, ni embarazarles su viaje con ningun pretexto, causa ni motivo, aunque sea para armarlos en guerra ó por otro designio; ántes bien serán obligados de hacerles dar todo el favor, asistencia y socorro que los dichos asentistas ó sus factores les pidieren para la mejor expedicion, despacho y carga de dichos sus navíos, y asimismo los víveres y demas cosas de que necesitaren para su mas breve avío, á los precios que fueren corrientes; con apercibimiento y bajo de la pena que los que hicieren lo contrario serán obligados por sí propios á resarcir y satisfacer todos los daños y perjuicios que por el embarazo ó detencion se siguieren á los dichos asentistas.

Igual exencion para los caudales, bienes y efectos procedentes del miamo. 156 — Tampoco han de poder los vireyes, presidentes, capitanes generales, gobernadores, corregidores, alcaldes mayores, jueces y oficiales reales, ni otro tribunal ni oficial alguno, tomar, sacar, retener ni embargar con violencia ni en otra manera alguna, debajo de ningun pretexto, causa ni motivo, por urgente que sea, caudales, bienes y efectos algunos procedidos de este asiento ó pertenecientes á dichos asentistas, pena de que serán castigados y que pagarán de sus propios bienes los daños y perjuicios que por esta razon les hubieren ocasionado. Y asimismo no han de poder los referidos ministros visitar las casas y almacenes de los factores y demas dependientes del asiento que deben gozar de este privilegio y exencion, por evitar el escándalo y descrédito que resulta de semejantes diligencias; sino es en el caso que se hubiese justificado alguna introduccion

de fraude y prohibida, en el cual se podrán ejecutar las visitas con la asistencia precisa del juez conservador, quien habrá de evitar los extravíos y sustracciones que suelen experimentarse del crecido número de soldados y ministros que concurren: consintiendo que si se aprehendieren algunos géneros, sean comisados, pero no los caudales ni efectos del asiento, que han de quedar libres; y si los factores fueren los cómplices del delito se habrá de dar cuenta á la junta para el castigo.

46º — Que los dichos asentistas, sus factores y demas dependientes en Indias podrán tener en su servicio los marineros, arrieros y oficiales de trabajo que necesitaren para cargar y descargar sus navíos y embarcaciones, ajustándose con ellos voluntariamente y pagándoles los salarios ó estipendios en que hubieren convenido.

17° - Que los dichos asentistas han de tener facultad de cargar á su eleccion los efectos que tuvieren en las Indias, en los navíos de flotas ó galeones para traerlos á la Europa, ajustando su flete con los capitanes y dueños de dichos navíos ó en los propios de este asiento, los cuales podrán venir de conserva, si lo tuvieren por conveniente, con dichas flotas y galeones ú otros navíos de guerra de Su Majestad Católica, quien se ha de servir mandar á unos y á otros que precisamente los admitan y traigan debajo de su proteccion y salvaguardia; con advertencia que no se les ha de repartir cantidad alguna por razon de indulto ordinario ni extraordinario, y de venir en conserva de dichas flotas y galeones; y que los efectos que vinieren en ellos con justificacion instrumental de pertenecer á los asentistas, han de ser libres de todos y cualesquiera derechos de entrada en España, por deberse considerar sus caudales con el mismo privilegio que si fueran de Su Majestad Católica, y prohibiendo que en los expresados navíos del asiento, que vengan en dichas conservas, puedan traer ningun pasajero español, ni caudales de vasallos de Su Majestad Católica.

18º — Que desde el dia 1º de mayo del presente año de 1713 hasta que se haya tomado posesion de este asiento, ni despues de haberse tomado, no podrá la compañía de Guinea

1713.

Facultad de los asentistas sobre su servicio.

Y sobre la carga de los efectos que tuvieren en las Indias.

Prohibicion impuesta á la compañía de Guinea de Francia.

de Francia ni otra persona alguna introducir ningun esclavo negro en las Indias, y en caso de hacerlo, Su Majestad Católica los ha de declarar (como por la presente condicion declara) por confiscados y perdidos en favor y beneficio de estos asentistas; los cuales han de quedar con la obligacion de pagar los derechos de los negros que se hubieren introducido contra el tenor de esta condicion, en la forma que por este contrato queda arreglado y establecido, habiéndose de despachar despues que esté firmado en toda forma, órdenes circulares á la América. para que en ninguno de sus puertos se admitan negros de cuenta de la compañía de Francia, á cuyo apoderado se le habrá de notificar. Y para hacerle mas efectivo y útil á la real hacienda se previene, que cuando los dichos asentistas tuvieren noticia de haber llegado sobre las costas ó entrado en cualquier puerto de las Indias algun navío con negros que no sean del asiento, han de poder aprestar, armar y despachar luego los que tuvieren propios, ó bien pertenecientes á Su Majestad Católica ó á sus vasallos, con quienes se habrán de convenir para tomar, embargar y confiscar á los tales navíos y sus negros de cualquiera nacion ó persona á quien pertenezcan, á cuyo fin han de tener dichos asentistas y sus factores la libertad de reconocer y visitar todos los navíos y embarcaciones que llegaren á las costas de las Indias ó á sus puertos, en los cuales haya fundada razon ó motivo de sospechar que hay negros de contrabando; bien entendido que para ejecutar las visitas, reconocimientos y las demas diligencias que van expresadas, ha de preceder el permiso de los gobernadores, á quienes se habrá de comunicar y pedirles que interpongan su autoridad; entendiéndose que para la ejecucion de todo esto y dar principio á este asiento, ha de haber precedido primero la publicación de la paz.

Garanties
de S. M. C.
en favor
de los asentistas.

19º — Que los dichos asentistas, sus factores y sus apoderados han de poder navegar é introducir los esclavos negros de su obligacion en todos los puertos del norte de las Indias occidentales de Su Majestad Católica, incluso el Rio de la Plata, con prohibicion á todos los demas, ya sean vasallos ó extranjeros de la corona, de transportar ni introducir negros algunos, de-

bajo de las penas establecidas por leyes que comprenden este contrato, y Su Majestad Católica se obliga con su fe y palabra real á mantener á los dichos asentistas en la entera y plena posesion y observancia de todas las condiciones de él durante el tiempo que se capitula, sin permitir ni disimular cosa alguna que se oponga á su puntual y exacto cumplimiento, por considerarle Su Majestad como interes propio suyo; con la calidad de no poder introducir en el dicho Rio de la Plata ó Buenos Aires mas de las mil y doscientas piezas de negros permitidas por la condicion 8°.

20° — Que en el caso que los dichos asentistas fueren molestados en la ejecucion y cumplimiento de este asiento, y que fuesen inquietadas sus acciones y derechos por via de pleito ó en otra forma cualquiera que sea, Su Majestad Católica declara que ha de reservar en sí solo el conocimiento de ellos y de las demas causas que pudieren promoverse, con inhibicion á todos y cualesquiera jueces y justicias de tomar inspeccion y conocimiento de las dichas causas y pleitos, ni de las omisiones y defectos que pudiesen resultar en el cumplimiento de este asiento.

21º — Que luego que los navíos de dichos asentistas lleguen á los puertos de las Indias con sus armazones de negros, los capitanes de ellos han de estar obligados á certificar que no tienen ninguna enfermedad contagiosa, para que los gobernadores y oficiales reales les puedan permitir la entrada en dichos puertos; sin cuya justificacion no han de ser admitidos.

22º — Despues que los dichos navíos hayan entrado en cualquiera de los puertos, han de ser visitados por el gobernador y oficiales reales y fondeados hasta el plan y lastre de ellos, y habiendo desembarcado los negros en todo ó en parte podrán al mismo tiempo desembarcar las provisiones que llevaren para su sustento, pon iéndolos en algunas casas particulares ó almacenes, obtenida licencia de los ministros que los hubieren visitado, para evitar por este medio ocasion de fraude ó controversia; pero no podrán desembarcar, introducir ni vender ningun género ni mercadería con ningun pretexto ni motivo (por-

1718.

Real jurisdiccion privativa en los pleitos movidos á los asentistos

Certificacion de senidad.

Visita, prohibicion, bajo ciertas penas, de introducir mercaderias.

que si algunas se hallaren en los navíos, han de ser comisadas 1713. como si estuviesen en tierra), sí solo los dichos esclavos negros. y almacenar los bastimentos para su manutencion, pena de que serán castigados severamente los que lo ejecutáren. y sus mercaderías y efectos confiscados ó quemados, declarándolos para siempre incapaces de tener empleo alguno en el dicho asiento, y los oficiales y vasallos de Su Majestad Católica que lo permitieren serán igualmente castigados; porque toda introduccion y comercio de mercaderías ha de ser absolutamente prohibido y negado á dichos asentistas, como contrario y opuesto á las leyes de estos reinos y á la sinceridad y buena se con que deben desempeñarse de la obligacion de este asiento. Y declara Su Majestad y ordena que las mercaderías que así se aprehendieren introducidas fraudulentamente serán tasadas y valuadas. é inmediatamente quemadas en parte pública por órden de los dichos gobernadores y oficiales reales, y se condene al capitan ó maestre del dicho navío ó embarcacion á pagar el precio valuado, aunque no tenga mas culpa que la de omision en no haber tenido cuidado de embarazar que las tales mercaderías se embarcasen; pero si fuesen cómplices ó delincuentes principales serán condenados á pérdida equivalente al crímen cometido, castigados severamente y declarados inhábiles de poder tener en adelante ninguna ocupacion por el servicio de este asiento, y Su Majestad Católica pedirá exacta y rigurosa cuenta á todos sus ministros y oficiales sobre el cumplimiento de lo referido. con declaración que no por eso han de estar sujetos á la dicha pérdida y confiscacion los navios en que fueren los negros, ni tampoco los bastimentos que para su sustento se llevaren, pues esto se declara que ha de quedar libre por no tener culpa, y que la persona ó personas que tuvieren el encargo puedan proseguir su negociacion, y que si las mercaderías ó géneros aprehendidos no excedieren el valor de cien pesos escudos, se quemarán sin remision alguna despues de valuadas, y el capitan será condenado á pagar la cantidad que importaren en pena de su descuido y omision, y que si no exhibiere prontamente el valor del comiso, quede suspenso y preso hasta haberlo hecho; pero si se justificare que el tal capitan no ha sido cómplice, ha de ser de su obligacion entregar la persona que hubiere delinquido, y en este caso quedará él libre.

23° — Que de los bastimentos y otras provisiones que desembarcaren para el sustento de los negros, no deberán pagar derechos algunos de entrada ni de salida, ni otros cualesquiera que sean impuestos ó que se impusieren en adelante, aunque si los compraren ó los extrajeren de los puertos han de estar obligados á pagar los que estuvieren establecidos del mismo modo que lo hicieran los vasallos de Su Majestad Católica, con declaración que si de los dichos bastimentos almacenados quedaren algunos rezagos por no haberse podido consumir expuestos al riesgo de corromperse, los podrán vender ó conducir á otros puertos para el mismo fin de su venta, pagando los derechos que en ellos estuvieren impuestos, todo con intervención y conocimiento de los oficiales reales.

24° — Que los derechos de los negros introducidos han de causarse desde el dia de su desembarco en cualquiera de los puertos de las Indias, despues de hecha la visita y regulacion por los oficiales reales, con declaracion que si se muriere alguno de los dichos negros ántes de estar vendido, no por eso han de dejar los asentistas de estar obligados á pagar los derechos de los que murieren, sin que sobre ello puedan introducir pretension alguna, y solo se permite que si al tiempo de hacerse la visita se reconocieren algunos negros enfermos de peligro, se puedan desembarcar para procurarles algun alivio; y que si estos se murieren en los quince dias primeros despues de echados en tierra, no estén obligados los asentistas á pagar derechos algunos, respecto de no desembarcarse con fin de venderlos, sino de procurarles la salud en los quince dias referidos; y si pasados estuvieren con vida, en tal caso deberán adeudar los derechos en la conformidad que los demas, y satisfacerlos en esta corte como va prevenido en la condicion 5ª.

25° — Que despues que los asentistas ó sus factores hayan ajustado y vendido parte de los negros de la embarcacion que hubiere entrado en aquel puerto, les ha de ser permitido pasar

1713.

Exencion de derechos sobre artículos de sustento.

Desde qué fecha se causan los derechos.

Permiso para pasar los asentistas á otra persona cierto número de negros. á otro el número que les quedare, dándoseles certificacion por los oficiales reales de los derechos que allí hubieren adeudado. para que no se les puedan repetir en los demas puertos, y asimismo podrán recibir en pago de los que vendieren reales, barras de plata y tejos de oro que sean quintados y sin fraude; como tambien los frutos de la tierra para sacarlos y embarcar libremente así los reales, barras de plata y tejos de oro, como los efectos y frutos por ser procedidos de la venta de dichos negros; sin obligacion de pagar derechos, sí solo los que estuvieren establecidos en los lugares de donde se entregaren los tales frutos y efectos que se les permiten recibir en cambio ó por precio de los negros, de cualquiera calidad que sean, y los que vendieren en esta forma por falta de moneda, han de poder trasportarlos con las embarcaciones empleadas en ese tráfico á los puertos que les pareciere, y venderlos en ellos, pagando los derechos acostumbrados.

Puertos
de donde pueden
salir los buques
del asiento.

26º — Que los navios que estuvieren empleados para este asiento han de poder salir de los puertos de la Gran Bretaña ó de España á eleccion de los asentistas, quienes han de participar á Su Majestad Católica los que en cada un año se despacharen para llevar negros, y los puertos adonde fueren destinados. pudiendo volver á unos ó á otros con los reales, barras de plata y oro, frutos y efectos de la tierra que hubieren procedido de la venta de sus negros, con la obligacion que hacen de que viniendo los retornos á los puertos de España, entregarán los capitanes y comandantes registro auténtico á los ministros de Su Majestad para que conste lo que conducen : y si llegaren á los de la Gran Bretaña enviarán individual relacion de la carga. con el fin de que Su Majestad se halle plenamente informado: con advertencia de que en ninguno de dichos navios podrán traer plata, oro ni otros frutos que no sean del producto de la venta de negros, ni tâmpoco pasajeros españoles, porque les está prohibido cargar caudales ni otros efectos de cuenta de vasallos de Su Majestad Católica de aquellos reinos, á ménos que precediese licencia expresa de Su Majestad Católica. Y consienten que si los capitanes, comandantes y oficiales los trajesen

sin este permiso, sean declarados incurridos en culpa y castigados como defraudadores de los derechos de Su Majestad, y transgresores de lo contenido en esta condicion, y de las órdenes que Su Majestad fuere servido de dar para su ejecucion, y para que en los puertos de las Indias se vele en evitar semejante fraude, de modo que siempre que pueda averiguarse de haberse cometido, han de ser castigados los delincuentes.

27º - Si sucediere que los navíos de este asiento fueren armados en guerra é hicieren algunas presas de enemigos de una y otra corona, ó de los piratas corsarios que suelen cruzar y ro- armados en guerra. bar en los mares de la América, podrán entrar con ellas en cualquier puerto de Su Majestad Católica, en donde han de ser admitidos, y siendo allí declaradas por buenas y legítimas las presas, no han de estar obligados los apresadores á pagar mayores derechos de entrada de los que estuviesen establecidos y pagáren los naturales vasallos de Su Majestad, con declaracion que si en ellas se hallaren negros, los han de poder vender por cuenta del número de los de su obligacion, como tambien los viveres y bastimentos que les sobraren; pero esto no se entiende con las mercaderías y géneros que apresaren, cuya venta ha de quedar siempre prohibida. Pero se les permite, atendiendo á la conveniencia de sus intereses, que puedan llevar las dichas mercaderías y géneros apresados á los puertos de Cartagena ó Portobelo, y entregarlos á los oficiales reales, quienes los habrán de recibir, inventariar y poner en almacenes, con asistencia de los apresadores, en donde se guarden hasta el arribo de galeones y que llegue el tiempo de celebrarse las ferias en dichos puertos de Cartagena y Portobelo, cuando los oficiales reales han de cuidar de que se vendan con intervencion y asistencia de los diputados del comercio, y de los mismos apresadores ó sus apoderados; para lo cual habrá de dar Su Majestad Católica las órdenes convenientes, como se les da por esta condicion, y que sacándose la cuarta parte de la cantidad de su venta, que ha de pertenecer á Su Majestad, para entrarla en las reales cajas y remitir á España con toda distincion de lo que procede, se han de entregar las tres cuartas par-

1718.

Presas hechas por los navios del asimto

tes restantes de cada presa, sin la menor dilacion á los apresadores ó sus apoderados, descontando y rebajando de ellas todos los gastos que se hubieren causado en la venta y almacenaje, y satisfaciendo al mismo tiempo que se vendan las mercaderías de las presas los derechos acostumbrados y debidos á la real hacienda. Y para prevenir cualquier duda y cavilacion, declara Su Majestad que los navíos, balandras y otras embarcaciones apresadas, de cualquier calidad que sean, han de pertenecer, con sus armas, artillería, municiones y todos los demas pertrechos que en ellas se hallaren, á los dichos apresadores.

Proporcion en que SS. MM. C. y B. están interesadas en el asignio

28° — Que mediante ajustarse y establecerse este asiento con particular conocimiento del beneficio que pueden recibir Sus Majestades Británica y Católica para sus reales haberes, se ha convenido y estipulado: que ambas Majestades han de ser interesadas en la mitad de él, y cada una en la cuarta parte que le ha de pertenecer segun lo acordado. Y respecto de ser necesario que para haber de gozar Su Majestad Católica de los útiles y ganancias que puede producir este negociado, hubiese de pagar anticipadamente á los dichos asentistas un millon de escudos de plata, ó bien la cuarta parte de la cantidad que por ellos se regulase ser necesario, para poner en buen órden y gobierno este negocio; se ha convenido y ajustado que si Su Majestad Católica no juzgáre por conveniente anticipar la referida cantidad, ofrecen los dichos asentistas hacerla de su propio dinero, con la calidad que Su Majestad Católica les haya de hacer buenos los intereses en la cuenta que dieren á razon de ocho por ciento al año, correspondientes á los dias del desembolso hasta los del reintegro y satisfaccion, en virtud de la cuenta que se presentará, para que de este modo pueda Su Majestad gozar de las ganancias que pudieren pertenecerle, á que desde luego se obligan; pero en caso que no las tengan por algunos accidentes ó infortunios, y que en lugar de ellas padezcan pérdidas, ha de quedar Su Majestad obligado (como desde luego se obliga) á mandar reembolsar de este tiempo aquella parte que le tocare de interes, segun fuere de justicia, y en la forma ménos perjudicial á su real patrimonio. Y ha de nombrar Su Majestad Católica dos directores ó factores, los cuales han de residir en Lóndres, otros dos en Indias y uno en Cádiz, para que de su parte intervengan con los de Su Majestad Británica y demas interesados en todas las direcciones, compras y cuentas de este asiento; á los cuales ha de dar Su Majestad Católica las instrucciones convenientes á fin de lo que deban observar, y con especialidad á los dos de Indias, para evitar todos los embarazos y controversias que puedan ocasionarse.

29º — Que los dichos asentistas han de dar la cuenta de 10s útiles y ganancias que hubiere, despues que hayan cumplido los primeros cinco años de este asiento, con relaciones juradas y legítimos instrumentos de los precios de la compra, sustento, trasporte y venta de los negros y de todos los demas gastos que se hubieren causado; como tambien certificaciones en buena forma de lo que hubiere procedido de la venta de ellos en todos los puertos y partes de la América pertenecientes á Su Majestad Católica, adonde se hubieren introducido y vendido; cuyas cuentas, así de los gastos como de los productos, han de ser primero reconocidas y liquidadas por los ministros de Su Majestad Británica á quienes perteneciere, por el interes que tiene en este asiento, para que en esta corte se pueda del mismo modo examinar y ajustar lo que tocáre á Su Majestad Católica y cobrarlo de los asentistas, quienes tendrán la obligacion de pagarlo muy regular y puntualmente en fuerza de esta condicion, que ha de tener la misma fuerza y vigor que si fuera instrumento público y debajo de lo expresado en la condicion 28°, en cuanto á los factores que Su Majestad Católica ha de nombrar.

30° — Que si el producto de las ganancias de los primeros cinco años excediere á la cantidad que debieron anticipar y anticiparon los asentistas por Su Majestad Católica, junto con los intereses de ocho por ciento que se han de comprender y abonar en la forma que queda expresado, los dichos asentistas se habrán de reembolsar en primer lugar de lo que hubieren anticipado, con mas los intereses, y satisfacer á Su Majestad Católica lo demas que se hubiere adquirido con los derechos de los

1718.

Rendicion, reconocimiento y liquidecion de cuentes.

Privilegio de los asentistas para reembolaarse sus anticipaciones.

negros introducidos anualmente sin dilacion ni embarazo alguno, cuya órden asimismo se ha de observar y continuarse de cinco en cinco años sucesivamente durante el tiempo de este asiento; y al fin de él se dará la cuenta de las ganancias de los últimos cinco años, en la forma que va expresado en los primeros, de calidad que Su Majestad Católica y los ministros que tuvieren esta incumbencia queden plenamente satisfechos, debajo de lo expresado en la condicion 28°, en cuanto á los factores que Su Majestad Católica ha de nombrar.

Oportunidad
para reembolsarse.

31° — Que habiendo los dichos asentistas ofrecido por la condicion 3° de este contrato anticipar doscientos mil pesos escudos de plata en la forma que en ella se refiere, no han de ser reembolsados de ellos hasta que hayan pasado los veinte años primeros de este asiento, como se expresa en la citada condicion 3°, ni tampoco puedan pretender cosa alguna por razon de riesgos é intereses de esta cantidad; pero que si por lo respectivo á la cuenta que han de dar los dichos asentistas al fin de los primeros cinco años constare haber habido ganancias, han de poder reembolsarse de la cantidad ó parte de ella que por cuenta del desembolso hubiesen anticipado á Su Majestad Católica por la cuarta parte en que se ha de interesar en este asiento, é igualmente por el importe de sus intereses en consecuencia de lo expresado en la condicion 28°.

Trienio concedido à los asentistas para ajuste de sus cuentas. 32º — Que despues de fenecido y cumplido este asiento, Sa Majestad Católica concede á los asentistas el tiempo de tres años para ajustar todas sus cuentas y recoger todos sus efectos en las Indias y dar la cuenta final; en cuyo tiempo de tres años gozarán los asentistas, sus factores, apoderados y dependientes, los mismos privilegios y franquezas que les están concedidas durante el tiempo de este contrato, para la entrada libre de sus navíos y embarcaciones en todos los puntos de la América, y extraccion de los efectos que en ellos tuvieren, sin alteracion ni restriccion alguna, cualquiera que pueda ser.

Privilegio fiscal de los asentistas por sus créditos activos. 33º — Que todos los deudores de los asentistas han de ser compelidos y apremiados á la satisfaccion de lo que debieren ejecutivamente, por cuanto se han de considerar sus créditos

con el mismo privilegio que si fueran propios de Su Majestad Católica, que los califica como tales para el fin de la mas segura cobranza.

1743.

Facultad
de los asentistas
para llevar artículos
de primera
necesidad
á has factorías.

34° — Que siendo necesario para la manutencion y sustento de los esclavos negros que se desembarcaren en los puertos de las Indias occidentales, como tambien de todos los dependientes empleados en este tráfico, tener almacenes continuamente proveidos de vestuario, medicinas, provisiones y otras cosas precisas en todas las factorías que se establecieren para el alivio y mejor gobierno de este asiento y tambien de todo género de pertrechos para reparar el uso de los navíos y embarcaciones que se emplearán en servicio de él; confian los asentistas que Su Majestad Católica se dignará de permitir que de tiempo en tiempo puedan llevar desde la Europa ó de las colonias de Su Majestad Británica en el norte de la América derechamente á los puertos y parajes del mar del Norte de las Indias occidentales españolas, en donde hubiere oficiales reales ó sus tenientes, y asimismo en el Rio de la Plata ó Buenos Aires, los vestidos, medicinas, provisiones y pertrechos de navíos, solo para el uso de los asentistas, de negros, factores, sirvientes, marineros y navíos; cuyas conducciones se han de poder hacer en embarcaciones pequeñas de á ciento y cincuenta toneladas (aparte de las que condujeren las piezas de esclavos) de las cuales y de su carga han de dar aviso, al tiempo de partir, al consejo de las Indias, y presentar en él declaracion de los directores de las que así fueren, con la obligacion precisa de no poder vender nada de lo expresado, pena de confiscacion y de riguroso castigo contra los transgresores, sino es en el caso preciso de urgente necesidad de navío de España, que para volver á ella se vea obligado su capitan á comprarlos, conviniéndose con los factores.

35° — Que para refrescar y mantener con salud á los esclavos negros que se han de introducir en las Indias occidentales despues de tan largo y penoso viaje, y prevenirlos de cualquier mal contagioso y destemplanza, se ha de conceder libertad á los factores de este asiento de arrendar las porciones de tierra que

Libertad de los factores para arrender ciertas porciones de tierra.

parecieren convenientes en las cercanías de los lugares donde se establecieren las factorías, con el fin de oultivar las tierras que así arrendáren; y de hacer plantíos en que recoger provisiones frescas para su alivio y sustento; cuyo cultivo y beneficio se haya de hacer por los naturales de aquel país y por los esclavos negros y no por otros; sin que en esta forma pueda ningun ministro de Su Majestad Católica embarazarlo.

Licencia

à los asentistas
para enviar
un navío
à las islas Canerias.

36° — Que se ha de conceder licencia á los asentistas para poder enviar un navío de trescientas toneladas á las islas de Canarias, sacando su registro de los frutos que en ellas acostumbran cargar para la América en la conformidad que se concedió por la condicion 26° á don Bernardo Francisco Marin, la 21° del de la compañía de Guinea de Portugal, por una vez sola durante el tiempo de este asiento.

Indulto
para los negros
de maia entrada.

37º — Que se les ha de despachar cédula para que en todos los puertos de la América se haga publicacion de indulto para los negros de mala entrada, desde el dia en que se concede este asiento, concediéndose libre facultad á los factores de indultarlos por el tiempo y en el precio que les pareciere; y que el importe de este indulto se aplique y sea en beneficio de los asentistas, quienes han de tener la obligacion de pagar los derechos regulares á Su Majestad, de treinta y tres pesos escudos y un tercio de otro por cada negro al mismo tiempo que se indulte.

Junta
con jurisdiccion
privativa
en los asuntos
del asiento.

38º — Que para la mejor y mas pronta expedicion de este negocio se ha de servir Su Majestad de formar una junta de tres ministros de su mayor satisfaccion con asistencia del fiscat y secretario del consejo de las Indias, para que entienda y conozca privativamente de todos los negocios y dependencias de él, durante el tiempo que se capitula, y que la dicha junta consulte á Su Majestad lo que se ofreciere del modo que se estableció y formó para la compañía de Francia.

Hacen parte de este contrate ciertas condiciones no expresadas en ét.

39º — Que todas las condiciones concedidas en los asientos antecedentes de don Domingo Grillo, del consulado de Sevilla, de don Nicolas Porcio, de don Bernardo Marin y Guzman, de las compañías de Portugal y Francia, que no fueren contrarias

á lo contenido en este contrato, se han de tener entendidas y declaradas á su favor, como si á la letra estuviesen insertas en él; y que todas las cédulas que se hubiesen despachado en cualquier tiempo á los referidos asentistas se han de conceder á los presentes, siempre que las pidieren, sin que se les ponga ninguna duda ni embarazo.

1713.

del asiento.

40° — Que en caso de declaracion de guerra (lo que Dios no Caso de suspension permita) de la corona de Inglaterra con España ó de la España con Inglaterra, ha de quedar suspendido este asiento; pero se ha de conceder á los asentistas el permiso y la seguridad de poder sacar en el término de año y medio desde que se declare el rompimiento, todos sus efectos libremente en los navíos de él, que se hallaren en los puertos de las Indias, ó en los de Españoles; con la calidad de que si en estos se transportasen á los de España, los podrán sacar de ellos libremente, como si el asiento estuviese corriente, precediendo la justificacion de ser del producto de los negros, con declaracion que si sucediere que las dos coronas de España é Inglaterra ó cualquiera de ellas entren en guerra unida ó separadamente con otras naciones, en tal caso habrán de llevar los navíos del tráfico del asiento sus pasaportes v banderas con armas distintas de las que acostumbran traer los Ingleses y Españoles, del modo que Su Majestad Católica tuviere por bien de elegirlas; las cuales no podrán ser concedidas á otras embarcaciones que á las expresadas de este tráfico, sin que puedan ser inquietados ni violentados por los de las naciones que fueren ó se declarasen enemigas de los dos coronas; para cuya seguridad se empeñará Su Majestad Británica á solicitar y conseguir que en el tratado próximo de la paz general se inserte un artículo expreso para que venga á la noticia de todos los príncipes y estén obligados á mandar que sus vasallos y súbditos le guarden y observen exacta y puntualmente.

41° - Que todo lo contenido en el presente contrato y las condiciones insertas en él como todo lo anejo y dependiente, se ha de cumplir y ejecutar sincera y puntualmente, sin que pueda embarazarlo ningun pretexto, causa ni motivos, para lo cual ha

Puntualidad en la ejecucion de este contrato.



de dispensar Su Majestad (como dispensa) todas las leyes, ordenanzas, cédulas, privilegios, establecimientos, usos y costumbres que hubiere en contrario en cualquier parte de los puertos, lugares y provincias de la América, pertenecientes á Su Majestad, por el tiempo de treinta años que ha de durar este asiento, y los tres años mas que se conceden á los asentistas para recoger sus efectos y dar la cuenta final, segun va expresado, habiendo de quedar en su fuerza y vigor para los demas casos que no tocan á este contrato, y para el tiempo adelante despues de cumplidos los treinta y tres años de él.

Gracias, privilegios, franquezas y exenciones de los asentistas y otros. 42º — Finalmente concede Su Majestad á dichos asentistas, sus agentes, factores, ministros, oficiales políticos y militares, así en mar como en tierra, todas las gracias, privilegios, franquezas y exenciones que se hubieren concedido en los asientos precedentes, cualesquiera que sean, sin ninguna restriccion ni limitacion en cuanto no se oponga á lo prevenido y expresado en las condiciones ántes de esta; las cuales se obligan los asentistas asimismo á cumplir y ejecutar íntegra y puntualmente.

ARTÍCULO ADIGIONAL.

Artículo adicional en atencion à les pérdidas de los asentistas. Demas de las expresadas condiciones capituladas por la compañía de Inglaterra, Su Majestad Católica, atendiendo á las pérdidas que han tenido los asentistas antecedentes y con la expresa calidad de que no ha de hacer ni intentar la referida compañía comercio alguno ilícito directa ni indirectamente, ni introducirle debajo de ningun pretexto; y para manifestar á Su Majestad Británica cuánto desea Su Majestad Católica complacerla y afianzar mas la estrecha y buena correspondencia, ha sido servido de venir por su real decreto de 12 de marzo de este presente año en conceder á la compañía de este asiento un navío de quinientas toneladas en cada un año de los treinta prefinidos en él, para que pueda comerciar á las Indias, en que igualmente ha de gozar Su Majestad Católica de la cuarta parte del beneficio de la ganancia, como en el asiento; y demas de esta cuarta parte ha de percibir asimismo Su Majestad Ca-



tólica un cinco por ciento de la líquida ganancia de las otras tres partes que tocaren á Inglaterra, con expresa condicion de que no se podrán vender los géneros y mercaderías que lleváre cada navío de estos, sino es solo en el tiempo de la feria. Y si cualquiera de ellos llegáre á Indias ántes que las flotas y galeones, serán obligados los factores de la compañía á desembarcar los géneros y mercaderías que condujere y almacenarlas debajo de dos llaves, que la una ha de quedar en poder de oficiales reales y la otra en el de los factores de la compañía, para que los géneros y mercaderías referidas solo puedan venderse en el expresado tiempo de la feria, libres de todos derechos en Indias.

Y porque mi voluntad es que todo lo contenido en cada uno de los capítulos y condiciones expresadas en el pliego arriba inserto, y la que va por final de él, añadida de mi propio motu y voluntad, tenga cumplido efecto, por la presente le apruebo y ratifico, y mando se guarde, cumpla y ejecute literalmente en todo y por todo, como en él y en cada uno de sus capítulos se contiene y declara; y que contra su tenor y forma no se vaya ni se pase, ni consienta ir ni pasar en manera alguna, dispensando (como por esta vez dispenso) todas las leyes y prohibiciones que hubiere en contrario: y prometo y aseguro por mi fe y palabra real, que cumpliéndose por parte de la compañía de Inglaterra con lo que toca y es obligada, se cumplirá por la mia lo contratado: para cuya firmeza se ha otorgado por milord Lexington, ministro de Su Majestad Británica en esta corte, la escritura y aceptacion de este contrato, correspondiente á su entero cumplimiento y validacion, la cual en consecuencia de mi real órden se ha hecho por la escribanía de cámara de mi consejo de las Indias en 26 del presente mes y año. Y quiero que para la ejecucion de todo lo expresado en este asiento se expidan á su tiempo todas las cédulas, despachos y órdenes correspondientes al entero efecto y cumplimiento de él; y de la presente tomarán la razon los contadores de cuentas, que residen en el dicho mi consejo. Fecha en Madrid á 26 de marzo de 1713. — Yo el rey. — Por mandado del rey nuestro señor. — Don Bernardo Tinajero de la Escalera.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

1718. Tratado preliminar de paz y amistad entre las coronas de España y de Inglaterra: concluido y firmado en Madrid el 27 de marzo de 1713 (1).

Concluido y firmado el 27 de marzo.

Cuanto mas sangrienta ha sido esta guerra y mas calamitosa para los pueblos, tanto mas han prevalecido en el generoso ánimo de Su Majestad Católica los fervorosos deseos de facilitar á sus fieles y amados vasallos la mas cumplida y permanente tranquilidad; y hallándose la reina de la Gran Bretaña en el mismo ánimo y plausibles dictámenes por el bien de sus vasallos, deseando ambos continuar y perfeccionar los pasos que han dado para restablecer sólida y permanentemente la paz y quietud universal de la Europa, atajando al mismo tiempo la efusion de tanta sangre y las demas calamidades que por la presente guerra ha padecido la cristiandad, y siendo igualmente grande en Sus Majestades la inclinacion de restablecer, aumentar y conservar la grande union y buena correspondencia que en los siglos pasados ha prevalecido entre las dos coronas y las naciones española é inglesa; han tenido por conveniente que á este efecto se delibere y ajuste un tratado en esta corte, á cuyo fin ha dado Su Majestad Católica sus poderes en la forma

⁽¹⁾ Se han suprimido en este tratado los artículos que no se refleren á la América.

mas amplia y suficiente á don Isidro de la Cueva y Benavídes, marques de Bedmar, comendador del Orcajo de las Torres en la órden de Santiago, caballero de la órden del Espíritu Santo, gentil hombre de la cámara de Su Majestad Católica, de su consejo de Estado, presidente del de órdenes y ministro de la guerra: y Su Majestad Británica ha provisto asimismo de sus poderes amplios y suficientes para el expresado efecto al señor de Lexington, baron de Averham, par de la Gran Bretaña y consejero de Estado de Su Majestad Británica; quienes han convenido en los artículos incluidos en el presente tratado, los cuales deben servir de base y fundamento al tratado de paz entre las dos coronas de España y de la Gran Bretaña.

9º Que Su Majestad Católica concede á Su Majestad Británica y à la nacion inglesa el pacto del asiento de negros, por el tér- que hace S. M. C. mino de treinta años consecutivos, que empezarán á correr desde 1º de mayo próximo de 1713 con las mismas condiciones que lo han tenido los Franceses y de que han gozado ó podido gozar; y ademas de esto con una extension de terreno que por Su Majestad Católica se señalará y destinará á la compañía del referido asiento en el Rio de la Plata, el cual terreno ha de ser á propósito y suficiente para poder refrescar y guardar en seguridad sus negros hasta que se hayan vendido, como tambien para que los navíos de la compañía puedan abordar y mantenerse con seguridad; pero Su Majestad Católica podrá en el referido paraje óterreno establecer un oficial para invigilar á que no se practique ni se haga cosa alguna contra su real servicio, y estarán sujetosá la inspeccion de este oficial de Su Majestad Católica todos los interesados de la referida compañía, y generalmente todos los que ella empleare en lo concerniente á este asiento, y en caso que sobrevenga alguna duda, disputa ó dificultad entre el referido oficial y los directores de la compañía, se remitirá y apelará á la decision del gobernador de Buenos Aires; y ademas de todo lo referido ha venido Su Majestad Católica en conceder á la dicha compañía otras considerables ventajas que mas ampliamente se explican en el tratado del mencionado asiento que se ha arreglado y concertado con milord Lexington, á quien se

Concesiones à la Inglaterra y à la compañía del asiento en el Rio de la Plata.

1718.

ha entregado al tiempo de firmarse el presente tratado, del cual hace parte el del asiento.

Desistimiento de una exencion, por parte de S. M. B.

10º Que habiendo Su Majestad Británica considerado el gran perjuicio que padecerian los derechos y rentas de Su Majestad Católica, si se pusiese en práctica la exencion concedida por la Francia en los preliminares de 8 de octubre de 1711, y que se supone importa un quince por ciento sobre las mercaderías que produce la Gran Bretaña y se fabrican en ella, y que asimismo esta exencion ocasionaria frecuentes embarazos y dificultades entre sus vasallos y los oficiales de las aduanas y otros de Su Majestad Católica en su ejecucion, lo que pudiera en adelante entibiar ó alterar la estrecha union y buena correspendencia que Su Majestad Británica desea restablecer y mantener con la corona de España, ha venido Su Majestad Británica en desistir enteramente, como desiste, de la referida exencion ofrecida por la Francia de los derechos de quince por ciento en las mercaderías que produce la Gran Bretaña y se fabrican en ella.

Fueros de los súbditos de S. M. B. 11º Su Majestad Católica conviene en que los súbditos de Su Majestad Británica gozarán de todas las ventajas, derechos y privilegios que han sido concedidos á la nacion inglesa y que esta gozaba en el tiempo que murió el señor rey Cárlos II, sea en virtud de los tratados de paces ó de comercio ó por cédulas y actos particulares, y especialmente por el tratado de comercio del año 1667, con los privilegios concedidos á los mismos Ingleses en el año de 1645; como tambien por el tratado de comercio de la América del año 1670 (1), y se formará luego un arancel por el cual se reglarán los derechos que deberán pagar las mercaderías á su entrada en España, los cuales no podrán exceder á los que estaban establecidos en el tiempo que murió el señor rey Cárlos II, y ademas de esto concederá Su Majestad Católica á la nacion inglesa todas las demas exenciones, ventajas, derechos y privilegios que están concedidos y no revoca-

⁽¹⁾ Sobre estos tratados véase la nota 8 del de comercio de 18 de julio, y del de comercio tambien de 9 de diciembre de 1713.

dos, ó que en adelante se concedieren á los súbditos de Francia ú de otra cualquiera nacion.

1718.

12º Su Majestad Católica atenderá asimismo á las instancias que milord Lexington ha hecho por dos *memorias* que ha presentado, solicitando la explicacion y extension de algunos artículos del comercio, tanto en Europa como en la América.

Solicitud sobre dos memorias de milord Lexington.

13º Su Majestad Católica promete que no concederá en adelante licencia ó permiso alguno á ninguna nacion extranjera, sin excepcion de alguna, por cualquiera razon ó pretexto que haya, para ir á comerciar en las Indias españolas; y Su Majestad Católica hará restablecer el referido comercio en conformidad y en el pié de los antiguos tratados y las leyes fundamentales de España tocante á las Indias, por las cuales leyes está absolutamente prohibida la entrada y el comercio en las Indias á todas las naciones; y reservado únicamente á los Españoles súbditos de Su Majestad Católica; pero no podrán los mismos Españoles traficar en Indias indirectamente con licencias ó permisos particulares concedidos debajo de sus nombres para otra ninguna nacion extranjera por cualquier motivo ó pretexto que sea, consintiendo asimismo Su Majestad Católica en que todo lo referido en este artículo sea confirmado y estipulado, y que esta defensa ó prohibicion general sea tambien renovada y confirmada por un artículo particular y específico en los tratados de paces que se han de hacer con todas las naciones que están en guerra.

Restriccion á que se sujeta S.M. C.

14º Su Majestad Británica ha convenido en promulgar desde luego las mas fuertes prohibiciones y debajo de las mas rigurosas penas á todos sus súbditos, á fin que ningun navío de la nacion inglesa se atreva á pasar á la mar del Sur ni á traficar en otro paraje alguno de las Indias españolas, excepto solamente los de la compañía de asiento de negros, los cuales lo podrán ejecutar únicamente para el comercio de los negros solamente en los puertos del norte y en Buenos Aires, arreglado á las condiciones del referido asiento, sin poder hacer otro ningun comercio ilícito debajo de las mismas penas, y Su Majestad

Promulgacion de prohibiciones por parte de S. M. B. Británica promete que esta prohibicion de Su Majestad Católica y la que se hará por las otras naciones serán estipuladas en los tratados de paces por un artículo separado y específico.



PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y PORTUGAL.

TRATADO DE PAZ Y AMISTAD ENTRE EL REY DON JUAN V Y LUIS XIV, REY DE FRANCIA (1).

Despues de la conquista de la Cayena por la expedicion del conde de Estrées, en 1676, los Franceses tentaron entrar en Orellana, à pesar de la reclamacion del capitan Curupa. Gómez Freire defendió los derechos de la corona de Portugal; por órden del rey envió à Antonio de Albuquerque con un ingeniero y hombres prácticos del país, para construir fortificaciones en la capitanía del cabo del Norte, empleando para ese fin à los Indios de las aldeas dirigidos por los misioneros.

Gómez Freire, llamado por el rey, dejó el gobierno con pesar de los habitantes.

En 1691, continuaron las discusiones entre los Franceses y Portugueses, pretendiendo el gobernador de Cayena, M. de 1713.

⁽¹⁾ Este tratado fué renovado por el art. II del tratado de 10 de febrero de 1763.

1718. Ferrol, toda la márgen setentrional del Orellana ó Amazónas.

Antonio de Albuquerque, gobernador de Maranhão y Pará, reclamaba, por parte del Portugal, ambas márgenes del rio y los territorios adyacentes. Habíase construido un fuerte en el cabo del Norte cerca del rio Camau (1).

Por este tratado, como se verá por el artículo 8°, la Francia renunció en favor del Portugal á los territorios llamados « Cabo del Norte, » á todos los comprendidos entre las dos costas del Maranhão, y á la navegacion y comercio de ese rio, bajo la garantía de la reina de Inglaterra. Su Majestad Cristianísima desistió para siempre, tanto en su nombre, como en el de sus sucesores y herederos, de todos los derechos y pretensiones que pudiesen tener sobre la propiedad de los territorios situados entre los rios Amazónas y Oyapóc, ó de Vicente Pinzon, con el fin de que esas tierras fuesen en adelante poseidas por Su Majestad Portuguesa, etc., y establece por límite de la Guayana portuguesa y francesa el rio Oyapoc, al que se daba igualmente el nombre de « Rio de Vicente Pinzon; » circunstancia que dió lugar á nuevas discusiones entre ambos gobiernos, porque esos rios son muy diversos.

El autor de la Corografia Brazilica dice (artículo Guiane), que los Portugueses y Franceses daban siempre el nombre de Vicente Pinzon al rio Oyapoc (ó Wiapoc, situado en latitud de 1° 30' Norte), que estos últimos, segun la idea de Condamine, quisieron establecer como límite el Aguary, que ellos habian nombrado Aranari, que desagua á 60 leguas mas al Sudeste, segun el historiador Barredo. Los Españoles, dueños de esa extension de territorio, habian reconocido siempre el Oyapoc y el Vicente Pinzon como el mismo rio; y cerca de su embocadura habia una piedra (2) de mármol, colocada por órden de Cárlos V, para servir de límite entre sus conquistas y las de los Portugueses. Ese autor agrega que el fuerte de San Luis,

⁽¹⁾ Historia do Brasil, por Francisco Solano Constancio, p. 37 y 38.

⁽²⁾ Esa piedra ó columna no fué conocida hasta el año de 1723, en que fué descubierta por un oficial de la guarnicion del Pará.

cuyo nombre fué cambiado por el de San Francisco, situado á 5 leguas del mar, fué siempre el establecimiento mas meridional de la Francia equinoccial.

Esta discusion ha continuado hasta nuestros dias, como se verá en las notas subsiguientes.

La interesante obra que acaba de publicar en Paris, en dos volúmenes, el notable Brasileño Sr. Joaquim Caetano da Silva, bajo el título de « L'Oyapoc et l'Amazone, » da una idea clara y completa de esa cuestion, de las discusiones que se han suscitado entre ambos gobiernos, y de su estado actual.

DOCUMENTO.

(Da copia authentica que se guarda no real archivo da Torre do Tombo)

La Providence divine ayant porté les cœurs du très haut et Signé le 11 d'avril, très puissant prince Louis XIV, par la grâce de Dieu, roi T. C. de France et de Navarre, et du très haut et très puissant prince don Jean V, par la grâce de Dieu, roi de Portugal et des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faisant cesser la guerre entre leurs sujets, et Leurs Majestés souhaitant non-seulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne paix et amitié qu'il y a toujours eu entre la couronne de France et la couronne de Portugal; à cette fin, ils ont donné leurs pleins pouvoirs à leurs ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires, sçavoir : Sa Majesté T. C. au sieur Nicolas, marquis d'Huxelles, maréchal de France, chevalier des ordres du roy, lieutenant général au gouvernement de Bourgogne, et au sieur Nicolas Mesnager, chevalier de l'ordre de Saint-Michel. de plénipotentiaires. Et Sa Majesté Portugaise au sieur Jean Gomez da Silva, comte de Tauroca, seigneur des villes de Tauroca, Lalim, Lasarim, Penalva, Gulfar et leurs dépendances, commandeur de Villa Cova, du conseil de Sa Majesté, et mestre de camp général de

Ratifié par le Portugal le 9 mai et par la France le 18 d'avril de ladite année.

Objet du traité et nomination

ses armées; et au sieur don Louis da Cunha, commandeur de Sainte-Marie d'Almendra et du conseil de Sa Majesté. Lesquels s'estant trouvés au congrès d'Utrecht, et après avoir imploré l'assistance divine et avoir examiné réciproquement lesdits pleins pouvoirs, dont les copies seront insérées à la fin de ce traité, sont convenus des articles qui s'ensuivent.

Bases d'une paix perpétuelle. ART. 1. — Il y aura à l'avenir une paix perpétuelle, une vraye amitié et une ferme et bonne correspondance entre Sa Majesté T. C., ses hoirs, successeurs et héritiers, tous ses Etats et sujets d'une part, et Sa Majesté Portugaise, ses hoirs, successeurs et héritiers, tous ses Etats et sujets de l'autre; laquelle sera sincèrement et inviolablement observée, sans permettre que de part et d'autre on y exerce aucune hostilité, en quelque lieu et sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit que par quelque accident mesme imprévu on vint à faire la moindre contravention à ce traité, elle se réparera de part et d'autre de bonne foy, sans délay ni difficulté, et les agresseurs en seront punis, le présent traité ne laissant pas de subsister dans toute sa force.

Oubli des hostilités passées. ART. 2. — Il y aura de part et d'autre un entier oubli de toutes les hostilités commises jusqu'icy; en sorte que tous et chacun des sujets de la couronne de France et de la couronne de Portugal ne puissent alléguer réciproquement les pertes et dommages soufferts pendant cette guerre, ni en demander satisfaction par voye de justice ou autrement.

Reddition des prisonniers. ART. 3. — Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre seront promptement rendus et mis en liberté, sans exception, et sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépense.

Reddition des places ou forts.

ART. 4. — S'il estoit arrivé que dans les colonies ou autres domaines de Leurs dites Majestés hors de l'Europe, on y eût pris de costé ou d'autre quelque place, occupé quelque poste et basti quelque fort dont on n'en sçaurait estre assuré présentement à cause d'un si grand éloignement, lesdites places ou postes seront incessamment rendus entre les mains du premier possesseur, dans l'état où ils seront trouvés au te ps de la pu-

blication de la paix, et les nouveaux forts en seront démolis, en sorte que les choses restent sur le mesme pied où elles estoient avant le commencement de cette guerre.

4718,.

ART. 5. — Le commerce se fera dans le continent de France et de Portugal de la mesme manière qu'il se faisoit avant la présente guerre, bien entendu que chacune des parties se réserve par cet article la liberté de régler les conditions dudit commerce par un traité particulier qu'on pourra faire pour ce sujet.

Commerce.

ART. 6. — Les mesmes priviléges et exemptions dont les sujets de Sa Majesté T. C. jouiront en Portugal, seront accordés aux sujets de Sa Majesté Portugaise en France. Et à fin de mieux pourvoir à l'avancement et à la seureté des marchands des deux nations, on leur accordera réciproquement des consuls avec les mesmes priviléges et exemptions dont ceux de France avoient coutume de jouir en Portugal.

Priviléges et exemptions reciproques.

ART. 7. - Il sera permis réciproquement aux vaisseaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les ports de la couronne de France et dans ceux de la couronne de Portugal, où ils avoient coutume d'entrer par le passé, pourvu que ceux-ci n'excèdent tous ensemble le nombre de six à l'égard des ports d'une plus grande capacité, et le nombre de trois à l'égard des ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de vaisseaux de guerre de l'une des deux nations se présente devant quelque port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au gouverneur ou bien au magistrat. Et s'il arrivoit que lesdits vaisseaux, poussés par le gros temps ou contraints par quelque autre nécessité pressante, vinssent à entrer dans quelque port sans en avoir demandé permission, ils seront obligés de faire part d'abord au gouverneur ou au magistrat de leur arrivée, et ils ne pourront pas séjourner au delà du temps qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose dont ledit port puisse être endommagé.

Entrée des vaisseaux marchands et de guerre dans les ports des deux pays.

ART. 8. — A fin de prévenir toute occasion de discorde, qui pourroit naistre entre les sujets de la couronne de France et

Abandon
par la France
de ses prétentions
sur les terres
du cap Nord,

ceux de la couronne de Portugal, Sa Majesté T. C. se désistera pour toujours, comme elle se désiste dès à présent par ce traité, dans les termes les plus forts et les plus authentiques, et avec toutes les clauses requises, comme si elles estoient insérées icy. tant en son nom qu'en celuy de ses hoirs, successeurs et héritiers, de tous droits et prétentions qu'elle peut et pourra prétendre sur la propriété des terres appelées du Cap du Nord, et situées entre la rivière des Amazones et celle du Japoc ou de Vincent Pinson, sans se réserver ou retenir aucune portion desdites terres, afin qu'elles soient désormais possédées par Sa Majesté Portugaise, ses hoirs, successeurs et héritiers, avec tous les droits de souveraineté, d'absolue puissance et d'entier domaine, comme faisant partie de ses Etats, et qu'elles luy demeurent à perpétuité; sans que Sa dite Majesté Portugaise, ses hoirs, successeurs et héritiers, puissent jamais estre troublés dans ladite possession par Sa Majesté T. C. ny par ses hoirs, successeurs et héritiers.

S. M. Portugaise pourra reconstruire les forts d'Araguari et de Camaû. ART. 9. — En conséquence de l'article précédent, Sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les forts d'Araguari et de Camañ ou Massapá, aussi bien que tous les autres, qui ont esté démolis en exécution du traité provisionel fait à Lisbonne le 4 mars 4700, entre Sa Majesté T. C. et Sa Majesté Portugaise Pierre II, de glorieuse mémoire, ledit traité provisionel restant nul et de nulle vigueur en vertu de celui-cy. Comme aussi il sera libre à Sa Majesté Portugaise de faire bâtir dans les terres mentionnées au précédent article autant de nouveaux forts qu'elle trouvera à propos, et de les pourvoir de tout ce qui sera nécessaire pour la défense desdites terres.

Reconnaissance des droits du Portugal sur la propriété des deux rives de la rivière des Amazones. ART. 10. — Sa Majesté T. C. reconnaît par le présent traité que les deux bords de la rivière des Amazones, tant le méridional que le septentrional, appartiennent en toute propriété, domaine et souveraineté à Sa Majesté Portugaise; et promet, tant
pour elle que pour tous ses hoirs, successeurs et héritiers, de
ne former jamais aucune prétention sur la navigation et l'usage de ladite rivière, sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 11. - De la mesme manière que Sa Majesté T. C. se

départ, en son nom et en celuy de ses hoirs, successeurs et héritiers, de toute prétention sur la navigation et l'usage de la rivière des Amazones, elle se désiste de tout droit qu'elle pourroit avoir sur quelque autre domaine de Sa Majesté Portugaise, tant en Amérique que dans toute autre partie du monde.

ART. 12. - Et comme il est à craindre qu'il y ait de nouvelles dissensions entre les sujets de la couronne de France et les sujets de la couronne de Portugal à l'occasion du commerce de commercer dans que les habitants de Cayenne pourroient entreprendre de faire dans le Maragnan et dans l'embouchure de la rivière des Amazones, Sa Majesté T. C. promet, tant pour elle que pour tous ses hoirs, successeurs et héritiers, de ne point consentir que lesdits habitants de Cayenne, ny aucuns autres sujets de Sadite Ma jesté, aillent commercer dans les endroits sus-mentionnés, et qu'il leur sera absolument défendu de passer la rivière de Vincent Pinson pour y négocier et pour acheter des esclaves dans les terres du Cap du Nord, comme aussi Sa Majesté Portugaise promet, tant pour elle que pour ses hoirs, successeurs et héritiers, qu'aucuns de ses sujets n'iront commercer à Cayenne.

ART. 13. — Sa Majesté T. C. promet aussi, en son nom et en celuy de ses hoirs, successeurs et héritiers, d'empêcher qu'il y ait des missionnaires françois ou autres sous sa protection dans toutes lesdites terres censées appartenir incontestablement par ce traité à la couronne de Portugal, la direction spirituelle de ces peuples restant entièrement entre les mains des missionnaires portugais, ou de ceux qu'on y envoyera de Portugal.

ART. 14. — Sa Majesté T. C. et Sa Majesté Portugaise n'ayant rien tant à cœur que le prompt accomplissement de ce traité, d'où s'ensuit le repos de leurs sujets, on est convenu qu'il aura toute sa force et vigueur immédiatement après la publication de la paix.

ART. 15. — S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la couronne de France et la couronne de Portugal, on accordera toujours le terme de six mois aux sujets de 1718.

Désistement par Sa Mojesté T. C. de tous droits sur les domaines de S. M. Portugaise.

Défense aux habitants de Cayenne le Maraguan et à l'embouchuse de l'Amazone.

Défense aux missionnaires français d'évangéliser dans les terres du Portugal.

Mise en vigueur da traité.

Délai de six mois en cas de rupture.

part et d'autre, après ladite rupture, pour vendre on transporter tous leurs effets et autres biens, et retirer leurs personnes où bon leur semblera.

Garantie de la reine de la Grande-Bretagne. ART. 16. — Et parce que la très haute et très puissante princesse la reine de la Grande-Bretagne offre d'estre garante de l'entière exécution de ce traité, de sa validité et de sa durée, Sa Majesté T. C. et Sa Majesté Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute sa force et vigueur, pour tous et chacun des articles stipulés par le présent traité.

Garantie du traité de la part d'autres rois ou princes.

ART. 47. — Lesdits seigneurs roy T. C. et roy de Portugal consentent aussi que tous roys, princes et républiques qui voudront entrer dans la mesme garantie, puissent donner à Leurs Majestés leurs promesses et obligations pour l'exécution de tout ce qui est contenu dans ce traité.

Promesse d'observer inviolablement ce traité. ART. 18. — Tous les articles cy-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont esté traités, accordés, passés et stipulés entre les susdits ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires desdits seigneurs roy très chrétien et roy de Portugal, au nom de Leurs Majestés, et ils promettent, en vertu de leurs pleins pouvoirs, que lesdits articles en général, et chacun en particulier, seront inviolablement observés et accomplis par les susdits seigneurs roys leurs maistres.

Ratification.

ART. 19. — Les ratifications du présent traité, données en bonne et due forme, seront échangées de part et d'autre, dans le terme de cinquante jours à compter du jour de la signature, ou plus tost si faire se peut.

En foy de quoy, et en vertu des ordres et pleins pouvoirs que nous soussignés avons reçeus de nos maistres le roy T. C. et le roy de Portugal, avons signé le présent traité, et y avons fait apposer les sceaux de nos armes.

Fait à Utrecht, le 11 avril 1713.

(L. S.) HUXELLES.

(L. S.) Conde DE TAROUGA.

(L. S.) MESNAGER.

(L. S.) Don Luiz DA CUNHA.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

-UEIS

Tratado de paz y amistad entre Sus Majestades el rey de España y reina de Inglaterra, en el cual, entre otras cosas, se estipula la incompatibilidad de las coronas española y francesa en una misma persona, y la sucesion hereditaria de la Gran Bretaña en la descendencia de la reina Ana, en la de la electriz viuda de Brunswick y de sus herederos en la línea protestante de Hanóver. Se concluyó en Utrecht el 13 de julio de 1713 (1).

1718.

Habiendo sido servido el Árbitro supremo de todas las cosas ejercitar su divina piedad, inclinando á la solicitud de la paz y concordia los ánimos de los príncipes que hasta aquí han estado agitados com las armas en una guerra que ha llenado de sangre y muertes á casi todo el orbe cristiano; y no deseando otra cosa con mas ardor el serenísimo y muy poderoso príncipe Felipe V, por la gracia de Dios, rey católico de las Españas, y la serenísima y muy poderosa princesa Ana, por la gracia de Dios, reina de la Gran Bretaña, Francia é Hibernia; ni habiendo otra que solicite con mas vehemente anhelo que el res-

Concluido el 18 de julio.

(1) De este tratado se reproducen solamente los artículos relativos á la América.

Plenipotenciarios.

1713.

proca la antigua amistad y confederacion de los Españoles é Ingleses de modo que pase á la mas remota posteridad con lazos casi indisolubles: para concluir, pues, felizmente este negocio tan útil y por tantas razones deseado, nombraron de una parte y de otra sus embajadores extraordinarios y plenipotenciarios. dándoles las instrucciones convenientes, es á saber, el rey católico por su parte al excelentísimo señor don Francisco María de Paula Téllez Jiron, Benavídes, Carrillo, y Toledo, Ponce de Leon, duque de Osuna, conde de Ureña, marques de Peñafiel. grande de primera clase, gentilhombre de su cámara, camarero y copero mayor, notario mayor de sus reinos de Castilla, caballero de la órden de Calatrava, clavero mayor de la misma órden y caballería, y comendador de ella y de la de Usagre en la de Santiago, capitan de la primera compañía española de sus guardias de corps, y al excelentísimo señor don Isidro Casado de Rosáles, marques de Monteleon, del consejo de Indias, embajadores extraordinarios y plenipotenciarios de Su Majestad Católica; y la reina de la Gran Bretaña por la suya, al muy reverendo señor Juan, obispo de Bristol, de su consejo privado y guarda del sello secreto, dean de Windsor y secretario de la muy noble órden de la Jarretera, y al excelentísimo señor Tomas, conde de Strafford, vizconde de Wentwoile, Woodhouse y de Staineborugh, baron de Ravy, Newmarch y Overseliy, del consejo privado, teniente general de sus ejércitos, primer comisario del almirantazgo de la Gran Bretaña y de Irlanda, caballero de la muy noble órden de la Jarretera, embajador extraordinario y plenipotenciario á los Estados generales de las Provincias Unidas del País Bajo: los cuales embajadores extraordinarios y plenipotenciarios, segun el tenor de lo que se ha acordado y convenido por los ministros de ambas partes, así en la corte de Madrid como en la de Lóndres, consintieron y ajustaron los artículos de paz y amistad siguientes.

Estipulacion de paz y amistad entre las dos partes contratantes.

1º — Habrá una paz cristiana y universal, y una perpétua y verdadera amistad entre el serenísimo y muy poderoso príncipe Felipe V, rey católico de las Españas y la serenísima y muy

poderosa princesa Ana, reina de la Gran Bretaña; entre sus herederos y sucesores, y tambien entre los reinos, estados, dominios y provincias de uno y otro príncipe, en eualquier parte que estén situados, como asimismo entre los súbditos de uno y otro; y se guardará y conservará esta paz tan sinceramente que ninguna de las partes intente con pretexto alguno cosa que sea perjudicial ni dañosa á la otra, ni pueda ni deba auxiliar ni ayudar con motivo alguno á quien intente ó quiera causarla algun detrimento, y al contrario, estarán obligadas Sus Majestades á procurar cada uno la utilidad, honor y conveniencia del otro, trabajando con el mayor cuidado en promover con nuevas demostraciones de amistad la paz que ahora se establece para que adquiera cada dia mas firmeza.

6° — Promete tambien el rey católico en su nombre y el de

sus herederos y sucesores que en ningun tiempo turbará ni dará molestia alguna á la dicha reina de la Gran Bretaña, ni á sus herederos y sucesores, descendientes de la referida familia protestante, que posean la corona de la Gran Bretaña y los dominios sujetos á ella: ni en tiempo alguno dará el dicho rey católico ni alguno de sus sucesores auxilio, ayuda, favor, ni consejo directa ó indirectamente por tierra ó por mar, con dinero, armas, municiones, pertrechos de guerra, naves, soldados, marineros, ni en otro modo alguno á persona ó personas algunas, si las hubiere, que por cualquier causa ó pretexto intentasen oponerse á la referida sucesion, ya con guerra declarada ó ya fomentando sedicion, ó tramando conjuraciones contra el príncipe ó príncipes que ocuparen el solio de la Gran Bretaña en virtud de los actos aprobados en aquel parlamento.

7º — Se volverán á abrir las vias ordinarias de justicia en los reinos y dominios de ambas Majestades, de modo que puedan libremente todos los súbditos de una y otra parte alegar y obtener los derechos, pretensiones y acciones, segun las leyes, constituciones y estatutos de uno y otro reino; y especialmente si hubiere alguna queja de injurias y agravios he-

ó contra aquel príncipe ó aquella princesa á quien por los actos del parlamento perteneciere, como va dicho, la sucesion.

1713.

Otra promesa del rey católico, por sí y sus herederos y sucesores,

Apertura reciproca de las vias de justicia,

chos en tiempos de paz ó en principios de esta guerra contra el tenor de los tratados, se cuidará de resarcir cuanto ántes los daños segun las formas de justicia.

Libertad
de comercio
y navegacion
para los súbditos
de ambos reinos.

8º - Será libre el uso de la navegacion y del comercio entre los súbditos de ambos reinos como lo era en otros tiempos durante la paz y ántes de la declaracion de esta guerra, reinando el rev católico de España Cárlos II, de gloriosa memoria, conforme á los pactos de amistad, confederacion y comercio que estaban establecidos entre las dos naciones, segun las costumbres antiguas, cartas, patentes, cédulas y otros actos especialmente hechos en este particular, y tambien segun el tratado ó tratados de comercio que estarán ya concluidos en Madrid, ó se concluirán luego. Y como entre otras condiciones de la paz general se ha establecido por comun consentimiento como regla principal y fundamental, que la navegacion y uso del comercio de las Indias occidentales del dominio de España quéde en el mismo estado que tenia en tiempo del dicho rey católico Cárlos II, para que esta regla se observe en lo venidero con fe inviolable, de modo que no se pueda quebrantar y se eviten y remuevan todos los motivos de desconfianzas y sospechas acerca de este negocio, se ha convenido y establecido especialmente. que por ningun título ni con ningun pretexto se pueda directa ni indirectamente conceder jamas licencia ni facultad alguna á los Franceses ni otra nacion para navegar, comerciar ni introducir negros, bienes, mercaderías ú otras cosas en los dominios de América pertenecientes á la corona de España, sino es aquello que fuere convenido por el tratado ó tratados de comercio sobredichos y por los derechos y privilegios concedidos en el convenio llamado vulgarmente el asiento de negros, de que se hace mencion en el artículo 12; y excepto tambien lo que el dicho rey católico ó sus herederos ó descendientes ofrecieren por el tratado ó tratados de la introduccion de negros en las Indias occidentales españolas, despues que se hubiere concluido el referido convenio del asiento de negros. Y para que la navegacion y comercio á las Indias occidentales queden mas firme y ampliamente asegurados, se ha convenido y ajustado

tambien por el presente, que ni el rey católico, ni alguno de sus herederos y sucesores puedan vender, ceder, empeñar, traspasar á los Franceses ni á otra nacion tierras, dominios ó territorios algunos de la América española, ni parte alguna de ellos, ni enajenarla en modo alguno de sí, ni de la corona de España. Y al contrario, para que se conserven mas enteros los dominios de la América española, promete la reina de la Gran Bretaña que solicitará y dará ayuda á los Españoles para que los límites antiguos de sus dominios de América se restituvan y fijen como estaban en tiempo del referido rey católico Cárlos II, si acaso se hallare que en algun modo ó por algun pretexto hubieren padecido alguna desmembracion ó quiebra despues de la muerte del dicho rey católico Cárlos II.

9° — Tambien se ha convenido y establecido por regla general, que todos y cada uno de los súbditos de ambos reinos, en todas las tierras y lugares de uno y otro, en cuanto mira á los derechos, imposiciones y cargas concernientes á las personas, mercaderías, navíos, fletes, marineros, navegacion y comercio, usen y gocen á lo ménos de los mismos privilegios, franquezas é inmunidades, y tengan en todo igual favor que les súbdites de Francia ó de otra nacion extraña, la mas amiga, usan, poseen y gozan ó puedan de aquí en adelante tener y gozar.

12º—El rey católico da y concede á Su Majestad Británica y á la compañía de vasallos suyos formada para este fin la facultad concede à S. M. B. para introducir negros en diversas partes de los dominios de Su Majestad Católica en América, que vulgarmente se llama el asiento de negros, el cual se les concede con exclusion de los Españoles y de otros cualquiera, por espacio de treinta años continuos que han de empezar desde 1º de mayo de 1713, con las mismas condiciones que le gozaban los Franceses ó pudieran ó debieran gozar en algun tiempo, juntamente con el territorio ó territorios que señalará el rey católico para darlos á la compañía del asiento en paraje cómodo en el Rio de la Plata (sin pagar derechos ni tributos algunos por ellos la compañía, durante el tiempo del sobredicho asiento y no mas), y teniendo tambien cuidado de que los territorios y establecimientos

1718.

Privilegios, franquezas é inmunidades de los súbditos de ambos reinos.

El rey católico el asiento de negros. 1718. que se la dieren sean aptos y capaces para labrar y pastar ganados para la manutencion de los empleados en la compañía y de sus negros, y para que estos estén guardados allí con seguridad hasta el tiempo de su venta; y tambien para que los navios de la compañía puedan llegarse á tierra y estar resguardados de todo peligro. Pero será siempre permitido al rey católico poner en el dicho paraje ó factoría un oficial que cuide de que no se admita ó haga cosa alguna contra sus reales intereses, y todos los que en aquel lugar fueren comisionados de la compañía ó pertenecieren á ella han de estar sujetos á la inspeccion de este oficial en todo aquello que mira á los referidos territorios; y si se ofrecieren algunas dudas, dificultades ó controversias entre el dicho oficial y los comisionados de la compañía, se llevarán al gobernador de Buenos Aires para que las juzgue. Oujso demas de esto el rev católico conceder á la dicha compañía otras grandes ventajas, las cuales mas plena y extensamente se explican en el tratado del asiento de negros que fué hecho y concluido en Madrid à 26 de marzo del año presente de 1713; el cual asiento de negros, todas sus cláusulas. condiciones, inmunidades y privilegios en él contenidos y que no son contrarios á este artículo, se entienden y han de entenderse ser parte de este tratado del mismo modo que si estuviesen insertos en él palabra por palabra.

Authus partes confirman y renuevan tratados anteriores, 15°— Sus Majestades reales, cada una por su parte, renuevan y confirman todos los tratados de paz, amistad, confederacion y comercio hechos y concluidos entre la corona de España y de la Gran Bretaña ántes de ahora, y por la presente confederacion se renuevan y confirman los dichos tratados en modo tan amplio y explícito como si ahora se insertase cada uno, es á saber, en cuanto no se hallen contrarios á los tratados de paz y comercio recientemente hechos y firmados; y especialmente se confirman y corroboran por este tratado de paz los pactos, alianzas y convenios que miran así al uso del comercio y navegacion en Europa y otras partes, como á la introduccion de negros en la América española, y los que ya se han hecho ó se harán cuanto ántes en Madrid entre las dos naciones. Y porque

por parte de España se insta sobre que á los Vizcainos y otros súbditos de Su Majestad Católica les pertenece cierto derecho de pescar en la isla de Terranova, consiente y conviene Su Majestad Británica que á los Vizcainos y otros pueblos de España se les conserve ilesos todos los privilegios que puedan con derecho reclamar.

1748.

16° — Puesto que en el convenio del armisticio que se hizo entre Su Majestad Británica y el rey cristianísimo por cuatro meses desde el dia 33 de agosto próximo pasado que fué confirmado por el asenso del rey católico, y ahora le confirma por este tratado, como su prorogacion hecha hasta : de abril de este año, fué capitulado expresamente entre otras condiciones en qué casos los navíos, mercaderías y otros bienes muebles apresados de una parte y otra han de quedar para los apresadores ó restituirse á sus primeros dueños, ahora se conviene en que en aquellos casos queden en su entero vigor las leyes de aquel armisticio, y que todo lo concerniente á semejantes presas, ya sean hechas en los mares británicos ó en los setentrionales ó en otras partes, se gobierne de buena fe por el tenor de ellas.

Confirmacion de un armisticio relativo á ciertos casos de preses,

17° — Si sucediere por inconsideracion, imprudencia ú otra cualquiera causa que algun súbdito de las dos reales Majestades haga ó cometa alguna cosa en tierra, en mar ó en aguas dulces, pero no á su nacion. en cualquier parte del mundo, por donde sea ménos observado el tratado presente, ó no tenga su efecto algun artículo particular de él, no por eso se ha de interrumpir ó quebrantar la paz y buena correspondencia entre el señor rey católico y la señora reina de la Gran Bretaña; ántes ha de quedar en su primer vigor y firmeza, y solo el dicho súbdito será responsable de su propio hecho y pagará las penas establecidas por las leyes y estatutos del derecho de gentes.

La infraccion de un súbdito le hace responsable,

18°—Pero (si lo que Dios no quiera) volvieren en algun tiempo á renovarse las apagadas enemistades entre Sus Majestades Católica y Británica y rompiesen en guerra declarada, no podrán ser adjudicados al fisco los navíos, mercaderías, y bienes muebles ó inmuebles de los súbditos de una parte y otra que se aprehendieren en los puertos y dominios de la contraria; ántes

Casos previstos en cualquiera renovacion de enemistades.

se concederá por una parte y otra á los dichos súbditos de ambas Majestades el término entero de seis meses para que puedan vender, llevar ó trasportar adonde quisieren sin molestia alguna los dichos efectos, ú otra cualquier cosa que sea suya y salirse de aquellos lugares.

inclusiones que se tendián por hechas en este tratado. 19°—Los reyes, príncipes y Estados expresados en los artículos siguientes, y los demas que de comun consentimiento de ambas partes fueren nombrados por una y otra ántes del cambio de las ratificaciones ó dentro de seis meses despues, serán incluidos y comprendidos en este tratado en señal de mutua amistad; estando persuadidos Su Majestad Católica y Británica de que reconocerán las disposiciones hechas y establecidas en él.

Lo que se estipule entre España y Portugal. 20°—Todo lo que fuere contenido en el ajuste de paz que está para hacerse entre su sacra real Majestad de España y su sacra real Majestad de Portugal, precediendo aprobacion de la sacra real Majestad de la Gran Bretaña, será tenido como parte esencial de este tratado, como si estuviese puesto en él á la letra: y Su Majestad Británica, demas de esto, se ofrece por fiadora ó garante de la dicha composicion de paz, como realmente y por expresas palabras ha ofrecido que lo cumplirá con el fin de que se observe mas inviolable y religiosamente.

Plazo
para la entrega
de las

26°—Las ratificaciones de este tratado, hechas solemnemente y en la forma debida, se exhibirán y entregarán recíproca y debidamente dentro del término de seis semanas á contar desde el dia de la fecha ó ántes, si fuere posible.

En fe de lo cual, los embajadores extraordinarios y plenipotenciarios mencionados, presentados y permutados recíprocamente en la forma debida los ejemplares de sus plenipotencias, firmaron el presente tratado, y le sellaron con sus sellos, en Utrecht, á 13 de julio de 1713. — El duque de Osuna. — El marques de Monteleon.—Joh. Bristol. — E. P. S. Strafford.

PRIMER PERIODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Acto ou termo dos plenipotenciarios do Portugal, feito aos plenipotenciarios da Gram-Bretanha sobre a continuação do armisticio entre Portugal e Hespanha. 1713.

(Traducção particular.)

Nós abaixo assignados, embaixadores extraordinarios e plenipotenciarios da sacra regia Magestade el rei de Portugal, promettemos em nome do serenissimo rei, nosso clementissimo
amo, que nenhuma invasão será feita pelas tropas portuguezas
nos campos dos Hespanhoes, assim na Europa como na America, em quanto se tratar da paz; nem que se porá cerco ás
suas cidades, villas e castellos, com tanto que os Hespanhoes
não emprehendam cousa alguma hostilmente contra os Portuguezes, até que se faça uma composição de paz entre ambos os
povos. Em fé do que assignamos de nossas mãos o presente
instrumento, e lhe fizemos pôr os sellos de nossas armas. Feito
em Utrecht no dia dez do mez de agosto, do anno de 1713.

(L. S.) Conde de Tarouca. (L. S.) D. Luiz da Cunha.

PRIMER PERÍODO.

GRAN-BRETAÑA, PORTUGAL Y ESPAÑA.

Acto de garantia de Anna, rainha da Gram-Bretanha, em ordem á continuação do armisticio e condições da futura paz, entre Portugal e Hespanha, assignado em Hampton-Court a 19 de agosto 1713.

(Negociações do conde de Taronca, t. VI, pag. 124, verse.)

Anna, Dei gratià, Magnæ Britanniæ, Franciæ et Hyberniæ regina, fidei defensor, etc. Omnibus et singulis ad quos præsentes litteræ pervenerint, salutem. Quoniam curæ et studia nostra indefessa, quibus Divini Numinis auxilio restituendæ totius Europæ tranquillitati hactenus allaborarimus, eum nondum sortita sint effectum, ut in pacis conditiones Lusitaniæ et Hispaniæ reges consenserint, obstante præ primis utriusque aulæ a loco congressus generalis longinquitate; metuendumque sit ne ea de causa pacificationis inter prædictos reges negotia tardius procedant et ultra quam rerum ferat exigentia protrahantur, regnis eorum periculosis interea belli casibus obnoxiis: Nos igitur quo tam Lusitaniæ quam Hispaniæ regem amplectimur affectu, medias nos interponendas censuimus spe certa quod nobis optatissimum, ipsis pariter gratum fore, ut opera

PRIMER PERÍODO.

GRAN-BRETANA, PORTUGAL Y ESPAÑA.

Acto de garantia de Anna, rainha da Gram-Bretanha, em ordem á continuação do armisticio e condições da futura paz, entre Portugal e Hespanha, assignado em Hampton-Court a 19 de agosto de 1713.

(Traducção particular.)

Anna, pela graça de Deus, rainha da Gram-Bretanha, França e Irlanda, defensora da fé, etc. A todos e a cada um, a quem as presentes letras chegarem, saude. Por quanto os incansaveis cuidados da nossa côrte e os nossos, pelos quaes com o auxilio da divina Providencia, temos trabalhado até hoje para restituir a tranquillidade a toda a Europa, ainda não produziram tal effeito que os reis de Portugal e de Hespanha conviessem nas condições da paz, obstando principalmente a distancia do congresso geral ás duas côrtes: e sendo de receiar que por esta causa os negocios da pacificação entre os ditos reis se retardem e demorem mais do que o estado das cousas o exige, dandose entretanto casos de guerra nocivos e perigosos aos seus reinos: Por isso nós, que professamos igual affecto ao rei de Portugal e ao de Hespanha, julgamos que nos devemos interpôr como me-

1718.

Pacificos propósitos.

scilicet nostra obviam eatur tam christiani sanguinis effusioni, quam damnis quibuscumque regno sive Lusitaniæ sive Hispaniæ antequam bello præsenti finis imponatur, aliter forsan evituris. Quapropter spondente regia Majestate lusitana per ministros suos plenipotentiarios Ultrajecti subsistentes velle se ab armis contra Hispaniæ regnum ejusque provincias dum de pace agitur, penitus abstinere, nos pariter ex parte nostra spondere quoque voluimus regiam Majestatem Hispaniæ amicitiæ quam cum ipsa sinceram colimus, intuitu, idem respectu Lusitaniæ, ejusdemque provinciarum esse facturam, adeo ut. cessante armorum strepitu et desolatione, ad pacem componendam animi absque ullius hinc indè dispendii periculo proniores fiant. Et quamvis dubitare nequeamus quin votis nostris locum daturus sit Hispaniæ rex; nihilominus quo tectius constantiusque in proposito suo pacifico persistere possit Lusitaniæ rex, eumdem per hasce nostras sponsionis et garantiæ tabulas certiorem facere æquum esse duximus nos visi omnibus et mediis competentibus, etiam urgente necessitate armis id acturus, ut si quid forsan regno Lusitaniæ ejusve provinciæ cuicumque sive intra, sive extra Europam ante pacem initam Hispanorum armis occupari contigerit, illud omne in pace incunda plenarie restituatur et redintegretur. Spondemus porro nos effectum daturas, ut non tantum colonia de Sacramento nuncupata, aut eidem commodum aliud ad mentem regis Lusitaniæ æquivalens restituatur aut tradatur; quin et procuraturas insuper ut subditis Lusitanis super contractu el Assiento nuncupato ex parte Hispaniæ fiat satis, atque illud præterea omni studio consenturas, ut Lusitanos inter et Hispanos de bonis in Lusitania ab Hispanis repetitis; et de omnibus qua contra jus belli, sive contra jus pacis ab alterutris facta sint, speciatim vero de navibus hispanicis circa belli præsentis primordia ab Lusitanis captis, post pacem initam ex æquo et amice transigatur. Et sicut sponsionem hanc et garantiam super articulis supradictis, eorumque singulis amicissima mente in nos suscipimus, ita ad eamdem præstandam optima nos et regia fide per præsentes obligamus. In quorum omnium majus robur

dianeira, na certa esperança de que por nesso esforço se obvie tanto a effusão de sangue christão, como a quaesquer damnos que possam vir ao reino de Portugal ou de Hespanha, antes que se ponha fim á presente guerra, o que por nós é muito desejado, e aos mesmos ha de ser igualmente agradavel. Pelo que promettendo á real Magestade Portugueza pelos seus ministros plenipotenciarios, assistentes em Utrecht, que se queria completamente abster das armas contra o reino de Hespanha e suas provincias, em quanto se trata da paz; nós igualmente pela nossa parte queremos tambem prometter que a real Magestade de Hespanha em rasão da amisade, que com ella temos, ha de fazer o mesmo a respeito de Portugal e das suas provincias; de modo que cessando o estrepito e desolação das armas, os animos sem perigo de nenhum dispendio se inclinem mais para realisar a paz. E posto que nao possamos duvidar que o rei de Hespanha haja de cumprir os nossos votos, comtudo para que el rei de Portugal possa presistir firmemente no seu pacifico proposito, julgamos justo certificar ao mesmo por estas nossas letras de promessa e garantia, que nós por todos os meios competentes, e ainda pelas armas em caso de necessidade, havemos de cumprir isto, de modo que se acontecer ao reino de Portugal ou a qualquer provincia sua, dentro ou fóra da Europa, ser ocupada pelas armas Hespanholas, antes de feita a paz, seja tudo entregue e restituido plenamente na conclusão d'ella. Promettemos tambem que levaremos a effeito, que não só a colonia chamada do Sacramento ou outra equivalente indemnisação, á vontade do rei de Portugal, se restitua e entregue; mas tambem que por parte de Hespanha se satisfaça aos subditos Portuguezes sobre as exigencias ácerca do contrato chamado el Assiento; e que além d'isto havemos de tratar com todo o empenho que entre os Portuguezes e Hespanhoes se transija igual e amigavelmente, depois de feita a paz, sobre os bens pedidos pelos Hespanhoes em Portugal, e sobre tudo que, contra o direito da guerra ou da paz, tenha sido praticado por qualquer dos dois, especialmente sobre os navíos Hespanhoes apresados pelos Portuguezes no começo d'esta guerra. E assim com amigavel in-

1713.

Restituição da colonia do Sacramento.

Navios hespanhões apresados pelos Portugueres. et testimonium hisce præsentibus manu nostra regia signatis magnum nostrum Magnæ Britanniæ sigillum appendi jussimus. Quæ dabantur in palatio nostro, apud Hampton-Court, die 19 mensis augusti, anno Domini millesimo septingentesimo decimo tercio, regnique nostri duodecimo.

ANNA R.



tenção tomamos sobre nós esta promessa e garantia ácerca dos ditos artigos e de cada um d'elles, e para a prestarmos nos obrigamos pela presente com optima e regia fé. Para maior firmeza e testemunho do que mandamos pôr o nosso sello grande da Gram-Bretanha nas presentes, por nossa regia mão assignadas. Dada no nosso palacio de Hampton-Court, no dia 19 do mez de agosto do anno do Senhor 1713, e do nosso reinado o decimo segundo.

Anna R.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LA GRAN BRETAÑA.

Tratado de comercio y amistad ajustado entre las coronas de España y de la Gran Bretaña el 9 de diciembre de 1713 en el congreso de Utrecht, ratificando el tratado de paz, alianza y comercio ajustado en Madrid el 23 de mayo de 1667 entre las coronas de España y de la Gran Bretaña.

Firmado
el 9 de diciembre.
Ratificado
el 21 de enero
y el 7 de febrero
de 1714.

1713.

Habiéndose establecido felizmente por la misericordia de Dios una buena y firme paz, y una verdadera y sincera amistad entre el serenísimo y muy poderoso príncipe y señor Felipe V, por la gracia de Dios, rey católico de las Españas, etc., y la serenísima y muy poderosa princesa y señora Ana, por la gracia de Dios, reina de la Gran Bretaña, Francia é Irlanda, etc., y entre sus herederos y sucesores, reinos y súbditos, por el tratado de pacificacion concluido en Utrecht el dia del mes de julio pasado; fué uno de los primeros cuidados de Sus Majestades se atendiese en el mejor modo posible á la recíproca conveniencia de sus súbditos por lo que mira al comercio. Y á este fin se sirvieron mandar á sus embajadores extraordinarios y plenipotenciarios por cuyo medio se ha logrado prosperamente el ajuste de la paz, redujesen en forma solemne á un tratado

de comercio aquello que pareciese mas conveniente para este saludable fin, despues de pesadas todas las circunstancias en las conferencias que sobre esta materia se tuvieren en Madrid. Y los dichos embajadores, en virtud de sus plenipotencias, cuyas copias van insertas á la letra al fin de este tratado, para mayor claridad de los anteriores y facilitar mas los medios del tráfico, convinieron en unos artículos de comercio en el modo y forma siguiente.

Confirmacion del de 1667.

ARTÍCULO 1°. — Por el presente se ratifica y confirma el tratado de paz, comercio y alianza entre las dos coronas de España y de la Gran Bretaña concluido en Madrid el dia :: del mes de mayo del año del Señor 1667; el cual ha parecido bien se inserte á la letra en este lugar para mayor fuerza y seguridad, juntamente con las cédulas reales ú ordenanzas anejas á él, el cual es como se sigue:

- a Tratado de paz, alianza y comercio ajustado en Madrid el 23 de mayo de 1667 entre las coronas de España y de la Gran Bretaña.
- » Por cuanto por muerte del serenísimo y muy poderoso rey de las Españas, Felipe IV, de gloriosa memoria, ha sucedido por disposicion de Dios en los reinos, Estados y dominios de la monarquía paterna el serenísimo y muy poderoso rey católico Cárlos II, su hijo, y sido nombrada por su tutora y curadora para el gobierno y administracion de ellos la serenísima reina católica doña María Ana de Austria; por tanto ha parecido á los serenísimos y muy poderosos rey y reina católicos y al serenísimo y muy poderoso rey Cárlos II de la Gran Bretaña, llevados uno y otro de un mismo afecto y deseo, renovar y confirmar con nuevas ventajas aquella buena correspondencia y mutua amistad que desde tiempo muy antiguo subsistia entre las coronas de España y de la Gran Bretaña, hasta que alteraciones de las cosas interrumpieron la concordia y amistad que habia entre una y otra nacion, mayormente cuando los mutuos intereses y comunicacion del comercio y la inclinacion de ambas naciones parece que piden una singular union de ánimes y

Insercion del dicho tratado en 40 artículos. Menipotenciarios.

1713.

opiniones. Á este fin el dicho serenísimo rey de la Gran Bretaña ha enviado por su embajador extrordinario cerca de Sus Majestades Católicas al excelentísimo señor Eduardo, conde de Sandwick, vizconde de Hinchingbroock, baron de Montagu de San Neote, vice-almirante de Inglaterra, jefe de la guardaropa del rey, consejero de Estado y caballero de la muy noble y muy célebre órden de la Jarretera, no solo para renovar los antiguos vínculos de amistad entre las dichas dos coronas, rotos por la malicia de los tiempos, sino tambien para estrechar con mas fuerte lazo los nuevos fundamentos de una reciproca alianza, que haya de durar hasta la mas remota posteridad, y para ello ha autorizado á dicho embajador con el mas pleno poder, cuya copia se insertará mas abajo.

- raordinario fué tan gratamente aceptada en la corte del rey católico, ha parecido conveniente á la serenísima reina, tutora y gobernadora del rey, nombrar á los excelentísimos señores Juan Everardo Nidardo, confesor de la serenísima reina católica, inquisidor general y consejero de Estado; á don Raimundo Felípez Núñez de Guzman, duque de Sanlúcar la Mayor y de Medina de las Torres, del consejo de Estado y presidente del de Italia; y á don Gaspar de Bracamonte y Guzman, conde de Peñaranda, del consejo de Estado y presidente del de Indias, para ajustar y concluir con él un tratado, á los cuales ha dado el poder y comision del tenor siguiente. (Siguen las plenipotencias de ambas altas partes contratantes.)
- » En virtud de los dichos poderes y segun su tenor, los referidos excelentísimos señores comisarios y diputados de los serenísimos rey y reina de las Españas, y el embajador extraordinario del serenísimo rey de la Gran Bretaña, despues de repetidas conferencias tenidas hasta hoy y de una diligente atencion y madura deliberacion, dignas de tan arduo negocio, han convenido, consentido, firmado y concluido los artículos de paz (que con el favor de Dios ha de durar perpetuamente) en los términos siguientes:

» En el nombre de la Santisima Trinidad. Padre, Hijo y Espiritu Santo, tres personas distintas y un solo Dios verdadero.

1718.

» 1° En primer lugar se ha acordado y convenido que entre la corona de España de una parte y la de la Gran Bretaña de otra, como entre las tierras, provincias, reinos, dominios y territorios pertenecientes á cualquiera de los sobredichos reyes ó que están bajo la obediencia del uno ó del otro, haya universal, buena, sincera, verdadera, firme y perfecta amistad, paz y alianza perpetuamente duradera, la que se observará inviolablemente así por tierra como por mar y otras aguas; y que los súbditos y pueblos de los sobredichos reyes y los habitantes de sus respectivos dominios, de cualquier grado ó condicion que

sean, se ayudarán y asistirán mutuamente con todo género de

actos de benevolencia y amistad.

Se pecta amistad, paz y alianza.

n 2º Ninguno de los sobredichos reyes, ni los habitantes, pueblos ó súbditos de sus dominios atentarán, harán ó procurarán que se haga con ningun pretexto, pública ó privadamente, en algun lugar, por mar ó por tierra, en los puertos ó en los rios cosa alguna que pueda ser en daño y detrimento de la otra parte, ántes bien la una tratará á la otra con toda amistad y benevolencia. Y ademas será libre y segura á cualquiera de las partes, así por mar como por tierra, la entrada en las provincias, reinos, islas, dominios, ciudades, villas muradas ó abiertas, fortificadas ó sin fortificar; y asimismo en cualesquier bahías y puertos en donde ántes solia hacerse el tráfico y comercio: de suerte que cualquiera pueda recíprocamente comprar, vender y hacer todo género de negociacion en cualquier lugar perteneciente á la otra parte, con la misma libertad y seguridad que comercian los mismos patricios y vecinos entre sí ú otra nacion extraña á quien cualquiera de las partes hubiese concedido licencia de comerciar en dichos parajes.

Libertades reciprocas.

» 3º Los dichos reyes de España y de la Gran Bretaña cuidarán de aquí adelante, en primer lugar, de que sus respectivos súbditos y pueblos se abstengan recíprocamente de toda fuerza, agravio y violencia, y que si aconteciere que tal vez se haga alguna injuria por uno de los mencionados reyes, ó sus pue-

Garantias reciprocas; letras de represelle, marca ó contramarce.

blos, ó súbditos del otro, ó contra los artículos de esta alianza, ó contra la razon de justicia y equidad, no por eso se despacharán letras de represalia, marca ó contramarca por parte de uno y otro de los aliados, sin haber procurado y solicitado ántes las vias ordinarias de derecho y justicia. Pero en caso de negarse ó diferirse este remedio de derecho, aquel rey cuyos súbditos ó habitantes hubieren padecido el agravio, pedirá y estrechará con mas eficacia que se administre justicia á aquel rey su aliado, ó á los comisarios que se nombraren por parte de ambos reyes: los cuales conocerán de las quejas y diferencias de esta naturaleza, y las compondrán por amigable transaccion, ó á lo ménos las terminarán conforme á derecho. Y si aun hubiere despues dilacion, y no se diere satisfaccion alguna dentro de seis meses despues de hecha la instancia, entónces se podrán conceder letras de represalia, marca ó contramarca á la parte agraviada.

Mas libertades y facultades.

» 4º Entre el rey de España y el rey de la Gran Bretaña, como entre sus respectivos súbditos, pueblos y habitantes, así por mar como por tierra y otras aguas, en todos y cualesquiera de sus reinos, dominios, territorios, provincias, islas, colonias, ciudades, villas, aldeas, puertos, rios, bahías, ensenadas, estrechos y corrientes de aguas, sujetos á la obediencia de cualquiera de los dos reyes en donde ántes de ahora acostumbró haber trato y comercio, se concederá respectivamente libertad y facultad de negociar, hacer y ejercer todo género de tráfico; de tal suerte que sin despacho de salvoconducto ú otra forma de licencia general ó especial, los pueblos y súbditos de ambas partes puedan libremente viajar y navegar, así por tierra como por mar y aguas dulces, á los reinos, provincias, dominios, ciudades, puertos, rios, canales, bahías, distritos y otros parajes sujetos á cualquiera de los dos aliados : y asimismo entrar é introducirse en los puertos que les pareciere con sus navíos cargados ó vacíos y con cualquier género de trasportes; y luego que hayan entrado en ellos emplearse en la compra, venta y permuta de todo género de mercaderías hasta el valor y cantidad que quisieren; asimismo comprar al precio justo y cor-

riente las vituallas y todo género de provisiones necesarias para la vida ó para el viaje; tratar del reparo y apresto de sus embarcaciones y carruajes, mudar de lugar y salir libremente adonde les pareciere con sus navíos y otros carruajes, efectos, mercaderias y caudales, sea para volver á sus tierras ó para pasar á otra parte, sin que se les cause ninguna molestia, inquietud ó impedimento, siempre que paguen sus respectivos derechos, alcabalas y aduanas, y sin perjuicio de las leyes y ordenanzas establecidas y observadas en los dominios y territorios de ambos reyes.

Derechos sobre mercaderías británicas compradas en la España.

» 5º Asimismo se ha acordado, que los géneros y mercaderías que los súbditos del rev de la Gran-Bretaña compraren en España ó en otros reinos ó dominios obedientes á dicho rey católico, y los cargaren en sus propios navíos, ó en otros prestados ó fletados, no estarán sujetos ni serán gravados de ninguna manera con otros derechos, portazgos, diezmos, subsidios ú otras cargas que aquellas á que están obligados en igual caso los mismos naturales y todos los demas extranjeros que comercian en los dichos parajes. Demas de esto, los comerciantes y súbditos sobredichos en sus compras, ventas y contratos de sus mercaderías, así por lo tocante al precio como al pago de todos los derechos, tendrán y gozarán siempre de los mismos privilegios que los súbditos naturales, y les será lícito comprar para sí efectos y mercaderías y cargar las que hubieren comprado (segun queda dicho) en sus navíos, de tal manera, que no será permitido detener en el puerto con ningun pretexto los dichos navíos cargados despues de haber pagado los derechos debidos, ni mover pleito ó disputa alguna á los cargadores, comerciantes, factores ó apoderados empleados en la compra ó carga de estos efectos, despues de la partida del navío, sobre alguna cosa perteneciente al buque, á los efectos ó á la carga de estos.

> Fijacion de aranceles en las aduanas y otras oficinas.

» 6º Para que los oficiales y ministros de cualesquiera ciudades, villas y lugares de la obediencia del uno ó del otro de los aliados no exijan ni tomen de los respectivos comerciantes ó súbditos mayores derechos, tasas, gavarros, gratificaciones, gajes, ó alguna otra cosa fuera de aquellas que pueden exigirse

de derecho, segun la fuerza y tenor de este tratado; y para que á los comerciantes y pueblos sobredichos pueda constar fija y claramente lo que se ha establecido y determinado tocante á este asunto, se ha convenido y concluido que en todas las oficinas y puertas de las aduanas de cualesquiera ciudades, villas y lugares sujetos á uno ú otro de los serenisimos reyes en donde suelen pagarse estos portazgos ó derechos se fijen ciertas tablas ó aranceles, en los cuales se anotará con claridad la verdadera razon ó tarifa de las cargas, derechos y arbitrios debidos, así al real erario como á los dependientes de aduana, especificando por menor las clases de las mercaderías que se introdujeren ó extrajeren, y anotando á la márgen la tasa de cada una : v si algun dependiente ó su sustituto exigiere directa ó indirectamente, pública ó secretamente, ó tomáre ó permitiere que se le dé alguna cantidad de dinero bajo el nombre de derechos, tasa, gratificacion ó gajes de alguno de los referidos comerciantes ó súbditos fuera de lo expresado en los dichos aranceles, aunque sea por via de regalo voluntario, se ha declarado que el dicho dependiente ó sustituto que de este modo delinquiere y fuere convencido de su delito ante juez competente del país en donde cometió la falta, sea castigado con tres meses de cárcel y obligado á pagar el triple del valor del dinero ó de cualquier otra cosa que hubiere recibido indebidamente, segun queda expresado arriba: cuva mitad se aplicará al erario del rev de España ó del de la Gran-Bretaña, y la otra al denunciador, conforme á derecho, ante juez competente, en el país en donde fuere aprehendido el tal delincuente.

Libertad de comerciar otorgada à súbditos britànicos. » 7° Será licito y libre á los súbditos del rey de la Gran-Bretaña comerciar en España y demas tierras y dominios del rey católico en donde anteriormente habian acostumbrado tener trato y comercio, así introduciendo como extrayendo mercaderías; é igualmente vender y sacar todo género de paños, mercancías y manufacturas traidas de las Islas Británicas, juntamente con las manufacturas, efectos, frutos y géneros procedentes de las islas, ciudades ó colonias del dominio del rey de la Gran Bretaña, y asimismo todos aquellos efectos que hu-

bieren comprado los factores ó apoderados de los referidos súbditos, así de la parte de acá como de la de allá del cabo de Buena Esperanza, sin la menor obligacion de declarar ó manifestar á qué personas ó á qué precio han vendido estas mercaderías v géneros que tuvieren, v sin vejacion ó molestia alguna por los verros que suelen cometer los maestres de navío en órden al registro de las mercancías ó efectos de esta naturaleza. Asimismo los referidos súbditos podrán salir á su arbitrio de los dominios del rey de España, y partir libremente á cualesquiera tierras, islas, dominios ó provincias del rey de la Gran Bretaña, ó á otra cualquier parte, con todos sus efectos, caudales v mercaderías, pagando ántes los derechos y portazgos que se deben exigir segun los artículos antecedentes. Demas de esto, el resto de la carga que no hubiesen desembarcado podrán retenerla, guardarla y llevársela en sus navíos ú otros cualesquiera buques sin pagar absolutamente cosa alguna bajo el nombre de derecho ó portazgo, con la misma exencion que si de ningun modo hubiesen tocado ó entrado en los puertos ó bahías del rey católico. Finalmente, todos los efectos, caudales, mercaderías, navíos ú otras embarcaciones llevados á los dominios y lugares del rey de la Gran Bretaña bajo el nombre de presa, y judicialmente sentenciados y declarados por presa legítima, se entenderán y reputarán en virtud de este artículo por mercaderías y efectos propios de las Islas Británicas.

n 8° Los súbditos y vasallos del serenísimo rey de la Gran Bretaña podrán llevar y conducir libremente cualesquiera frutos, géneros y mercancías de la India oriental á cualesquiera dominios del serenísimo rey de las Españas, con tal que conste por testimonio de los diputados de la compañía de la dicha India oriental en Lóndres, que los referidos frutos y mercaderías han sido traidas, ó son producciones de las conquistas, colonias ó factorías de Ingleses en la misma forma y con el mismo privilegio y segun el contexto, tenor y efecto de las ordenanzas y concesiones que se despacharon á favor de los vasallos de las Provincias Unidas en los Países Bajos en las reales cédulas expedidas acerca de los géneros prohibidos ó de contra-

Igual libertad en punto á efectos de la India oriental.

bando en 27 de junio y 3 de julio del año de 1663, y publicadas en 30 de junio y 4 de julio de dicho año. Y por lo que mira á ambas Indias y á otras cualesquiera partes, quiere la corona de España que todo lo que se concedió á los estados generales de las Provincias Unidas de los Países Bajos por el tratado de Múnster, celebrado en el año de 1648, se entienda concedido y otorgado al rey de la Gran Bretaña y á sus vasallos con la misma firmeza y ampliacion como si estuviese aquí inserto capítulo por capítulo y punto por punto, sin omitir cosa alguna: observándose las mismas leyes á que están obligados y sujetos los súbditos de los dichos estados, y guardándose una recíproca amistad.

Fueros
de comisionados
británicos
en los dominios
de España.

» 9° Los súbditos del rey de la Gran Bretaña que entendieren en la negociacion, compra y venta de cualesquiera mercaderías dentro de los dominios, gobiernos, islas ó territorios del rey de España usarán y gozarán de todos aquellos privilegios y franquezas que el rey católico concedió y confirmó por reales cédulas ú órdenes de 19 de marzo, 26 de junio y 9 de noviembre del año de 1645, á favor de los comerciantes ingleses residentes en Andalucía: las cuales cédulas manda Su Majestad Católica que se ratifiquen y que se admitan y confirmen como parte principal de este tratado. Y para que conste á todos de ello, se ha concluido que las referidas cédulas ú órdenes reales, en cuanto á la sustancia, fuerza y efecto de ellas, se comprendan y admitan en el número de estos artículos; cuyo favor se extenderá lo mas que se pueda (1) á uso y beneficio de todos y cada uno de los súbditos del rey de la Gran Bretaña que habitan ó comercian en cualquier paraje de los dominios del rey católico.

Libertad de visita para buques británicos.

- » 10° Los navíos y cualesquiera otras embarcaciones pertene-
- (1) Conviene tener presente esta cláusula, porque por ella parece que al rey de España se reservó la facultad de determinar, segun los casos, qué parte de las disposiciones de dichas cédulas pudieran ser aplicables á la generalidad de los subditos ingleses residentes en nuestro territorio. (CANTILLO.)

cientes al rey de la Gran Bretaña ó á sus súbditos que dirigieren ó entraren en los dominios ó puertos del rey de España, de ninguna manera serán visitados ó registrados por los ministros, jueces de contrabando ú otros cualesquiera de propia ó ajena autoridad; ni pasarán á bordo ó entrarán en los sobredichos navíos algunos soldados, hombres armados, oficiales ó particulares cualesquiera bajo el nombre de guardia ó con cualquiera otro pretexto. Demas de esto, los oficiales de la aduana de ninguna manera gravarán con visita ó reconocimiento los navios ó embarcaciones de una ó de otra parte cuando lleguen á las provincias, dominios ó puertos de cualquiera de ellas hasta que se hayan descargado las mercaderías que trajeren, ó á la ménos hayan puesto en tierra aquella parte de sus géneros, que por declaracion del maestre conste venir consignada á dicho puerto. Y no será lícito poner en prision al capitan, maestre, factor, encomendero ó marinero, ni molestarles, deteniendo en tierra á sus personas ó lanchas: pero, sin embargo, podrán los oficiales de la aduana hacer pasar á los referidos navíos algunos ministros para su custodia, con tal que ningun navío sea precisado á recibir mas de tres guardas para celar no se extraiga ó saque ocultamente cosa alguna sin haber pagado los derechos que segun estos artículos se deben exigir. Pero á los tales ministros que velaren sobre esto, no tendrán que pagar los dichos navíos y embarcaciones, maestres, socios, marineros, pilotos, encomendadores, factores y propietarios con motivo de esta guardia, ningunas costas ni gratificaciones, ni serán gravados con carga alguna bajo de este pretexto. Y cuando el maestre declaráre que toda la carga de su navío se ha de descargar en algun puerto, la declaracion de todas las dichas mercaderías que contuviese la carga se hará en la aduana, segun se ha acostumbrado hasta aquí; y en caso que despues de hecha se hallen en el navío mas géneros de los que se hubieren registrado, se les concederá el término de ocho dias útiles de trabajo (contados desde aquel en que se empezó á hacer la descarga) para poder manifestar los géneros no declarados y salvarlos de la confiscacion. Y en caso que no se haga la manifes-

tacion ó registro de ellos en el referido término, entónces solo estos, y no otros, se darán por de comiso, aunque la descarga no esté acabada, y no recibirán otra molestia ni pena el comerciante ó el dueño del navío; pero si los navíos hubiesen tomado nueva carga, podrán salir sin embarazo.

Cierta libertad de registro y exencion • de derechos. n 14º Si algun navío perteneciente á cualquiera de los sobredichos reyes ó á sus súbditos ó pueblos entráre en algun puerto de las tierras ó dominios del uno ó del otro, y allí ó en algun surgidero desembarcáre parte de los efectos y mercaderías de su carga, yendo destinado y pasando á otras partes dentro ó fuera de los dominios del rey aliado con lo restante de la carga; de ninguna manera estará obligado á registrar el resto de las que no hubiese desembarcado, ni á pagar derecho alguno, con tal que por razon de aquellos efectos que se hubieren descargado en el puerto ó bahía en donde está el navío, se satisfagan los derechos de la aduana; y no se dará ninguna fianza, sea fideyusoria ú otra cualquiera por los géneros que hubiere de llevar á otra parte, no siendo caso de felonía, deuda, lesa majestad, ni otro delito capital.

Libertad de súbditos británicos para no pagar nuevos derechos por reembarcar mercancias en pucrios españoles,

n 12º Por cuanto la mitad de los derechos que se imponen sobre los géneros y mercaderías extranjeras conducidas á Inglaterra se debe restituir y devolver por la ley á la persona que las introdujo, si acaso quisiese sacar estos mismos efectos fuera del expresado reino dentro de un año despues de hecha la primera descarga de ellos, habiendo ántes prestado juramento de ser los mismos en número por los cuales se pagaron los derechos de entrada, y pudiendo tambien estos efectos extraerse del reino en cualquier tiempo, despues de pasado un año sin pagar segunda vez ningun derecho ó portazgo; se ha acordado que si algunos súbditos del rey de la Gran Bretaña descargaren de aquí en adelante algunos efectos ó mercaderías de cualquier país ó especie que fueren en cualesquier puertos del rey católico, los registraren en la aduana y pagaren los derechos debidos segun este tratado, y despues de pasado algun tiempo los quisiesen trasportar á otra parte todos ó porcion de ellos para su mejor venta, les será enteramente lícito y permitido sin que

paguen ni se les exija ningun nuevo derecho ó impuesto por los mencionados efectos, prestado ántes juramento por el que los trasportare, requerido para ello, de ser los mismos por los cuales se pagaron los derechos de introduccion cuando se descargaron la primera vez. Y en caso que los súbditos, pueblos y habitantes de los dominios de una ó de otra de las partes descargaren ó retuvieren en sí algunos efectos, mercaderías, frutos ó caudales en cualquiera ciudad, villa y lugar, y por ellos hubiesen pagado efectivamente los derechos en la forma prescrita arriba y determinaren enviarlos á otra ciudad, villa ó lugar dentro de los dichos dominios por no haberles parecido conveniente despacharlos en el paraje donde estuvieren, lo podrán ejecutar sin dificultad ni impedimento, y sin pagar otros derechos que los adeudados en su entrada: y los tales derechos ú otros cualesquiera no se han de pagar otra vez en ninguna parte de los dichos territorios ó dominios, presentando certificacion de los oficiales de la aduana, en debida forma, de haberlos pagado ántes. Demas de esto, los arrendadores y administradores de las rentas de Su Majestad Católica, ú otros oficiales nombrados para este fin, permitirán de aquí en adelante que en todo tiempo se trasporten efectos y mercaderías de una parte á otra, y darán las correspondientes guias á sus dueños ó factores de haber satisfecho en la primera descarga los derechos debidos; y reconocidos estos documentos podrán extraerlas libremente é introducirlas en cualquier otro puerto ó lugar que les pareciere, libres de todo portazgo é impedimento, como queda dicho, sin perjuicio siempre del derecho de tercero.

» 13º Será permitido á los navíos de los pueblos y súbditos Libertad de surgir del uno ó del otro de los dos aliados surgir y anclar en las cos- y auclar los buques de embos aliados. tas, bahías ó radas pertenecientes á cualesquiera de los dos, sin ser obligados de ninguna manera á entrar en el puerto inmediato; y en caso que algun navío se viere precisado á entrar en dicho puerto, arrojado por temporal, por miedo de enemigos ó corsarios ó por cualquier otra contingencia, con tal que conste no ir de ninguna manera destinado á puerto enemigo con mer-

caderías prohibidas, llamadas de contrabando (sobre lo cual no se procederá á no haber claros indicios), el expresado navío podrá salir del puerto cuando le pareciere y hacerse á la vela sin el menor impedimento; con la condicion de que no se llegue á la carga que llevare, ni se descargue ó saque alguna parte de ella para venderla en el puerto. Pero luego que haya echado el ancla y dado fondo en el puerto, para impedir la molestia de cualquier visita ó registro, bastará que lleve y manifieste pasaportes ú otros documentos de su viaje y los conocimientos de la carga, y presentados á los ministros de aquel de los dos reyes que fuere necesario, los referidos navíos podrán continuar su viaje sin otra molestia.

Precsuciones
que deben tomar
los buques
de guerra británicos
y españoles.

- » 14° Los navíos de guerra pertenecientes á cualquiera de los sobredichos reyes, ó á los armadores particulares súbditos del uno ó del otro, que encontraren naves marchantes en algun surgidero ó navegando en alta mar, se pondrán apartados á tiro de cañon sin acercarse mas para evitar con esta distancia toda ocasion de saqueo ó violencia. Pero si les pareciere, podrán enviar al buque marchante una lancha con solo dos ó tres hombres, á los cuales luego que hayan entrado en él se les manifestarán los pasaportes y las pólizas segun el formulario que se pondrá al pié de este tratado; por donde no solo les constará de los géneros de su carga, sino tambien del lugar del domicilio y residencia en los dominios de cualquiera de los dos reyes, y asimismo del nombre del maestre ó patron, como del buque, para que por dichos documentos se pueda conocer si lleva géneros de contrabando, y conste bastantemente de la calidad del navío, como tambien del nombre de su maestre ó patron: á los cuales pasaportes y pólizas se dará entera fe y crédito, respecto de que así por parte del dicho rey de España, como por la del de la Gran Bretaña, se autorizarán, si fuere necesario, con algunas certificaciones contramarcadas para que se conozca mejor su validacion y que de ningun modo puedan confundirse las falsas con las verdaderas.
- » 45° Si se exportaren mercaderías ó efectos prohibidos de los reinos, dominios ó territorios del uno ó del otro rey por sus

respectivos pueblos ó súbditos, en este caso solo se confiscarán los efectos prohibidos y no los otros, y el delincuente no incurrirá en otra pena; salvo que saque ó extraiga de los reinos y dominios del rey de la Gran Bretaña dinero ó moneda propia de la provincia, lana ó tierra para abatanar, y de los dominios del rey de España oro ó plata labrada ó por labrar; en cuyos casos las leyes de los respectivos países tendrán su fuerza y debido efecto.

» 16° Los pueblos y súbditos de ambos reyes podrán entrar y arribar á los puertos del uno y del otro, fondear y permanecer en ellos y partir con la misma libertad, no solo con sus navíos marchantes y otras embarcaciones empleadas en el tráfico, sino tambien con buques de guerra armados, así para resistir como para ofender al enemigo. Y arribando, forzados del temporal, podrán reparar sus navíos y proveerse de los víveres necesarios, con tal que el número de los buques que entraren voluntariamente no dé lugar á justa sospecha; los cuales, si fueren de guerra, no excederán del número de ocho, ni se detendrán en las playas ó cerca de los puertos mas tiempo del que pareciere necesario para el reparo de los buques ó para proveerse de bastimentos, y mucho ménos darán motivo á que se turbe ó interrumpa el comercio, ni embarazarán el arribo y entrada de los navíos de cualquier otra nacion que esté en paz con el rey del puerto en donde se hallaren. Pero si por algun accidente se acercare á algun puerto mayor número de navios de guerra del que se acostumbra, no les será lícito entrar en él ó fondear en la rada sin haber obtenido ántes licencia del mismo rey ó del gobernador del puerto, salvo que sean forzados á ello por temporal, ó para evitar algun riesgo inminente de mar; en cuyo caso se expondrán al gobernador del puerto, ó al primer magistrado del lugar, cuanto ántes fuere posible, las causas de la dicha arribada, y no subsistirán allí mas tiempo del que pareciere justo y conveniente al referido gobernador ó magistrado; ni intentarán contra los demas que se halláren en dicho puerto alguna hostilidad que pueda ser en perjuicio de cualquiera de los dichos reyes.

1713.

Confiscacion
de mercaderías
prohibidas
exportadas.

Concesiones à los pueblos y súbditos de ambos reyes, con algunas limitaciones.

Libertades
reciprocas para
ciertas personas,
sus embarcaciones
y efectos.

» 17º Ninguno de los sobredichos reyes aliados detendrá, impedirá ó arrestará en virtud de edicto ú órden general ó especial, ó per otra cualquiera causa, ni obligará á que éntre en su servicio á ningun comerciante, maestre de navío, piloto ó marinero, ni á sus embarcaciones, mercaderías, paños ú otros géneros pertenecientes á la otra parte durante su mansion er los puertos ó aguas del uno ó del otro, sin haberlo comunicado ántes con el otro rey, ó á lo ménos con los interesados y obtenido su consentimiento y aprobacion: lo que se ha de entender de modo que por este artículo de ninguna manera se frustren ó interrumpan las vias ordinarias de derecho y justicia conforme á razon y equidad.

Libre uso de armas defensivas y ofensivas » 48° Los comerciantes y súbditos de ambos reyes y sus factores y criados, como tambien sus navíos, maestres y marineros, así á la ida como á la vuelta, tanto por mar y otras aguas, como en las obras y puertos del uno y del otro, podrán traer y servirse de todo género de armas ofensivas y defensivas sin la menor obligacion de registrarlas; como tambien llevar consigo, si les pareciere, armas cortas por tierra y usar de ellas para su defensa particular, segun la costumbre del país.

Prohibiciones
recíprocas
de causar daños :
juez competente
en casos de pleitos.

» 19º Ningun capitan, oficial ó marinero de cualquier navío pertenecientes á los súbditos ó pueblos del uno ó del otro de los dos aliados, miéntras estuvieren en los reinos, dominios, tierras, provincias ó lugares de la obediencia de cualquiera de los dos. pondrá pleito ó causará daño ó perjuicio á los navíos, capitanes. oficiales ó marineros que supiere ser de su propio país ó súbditos de su rey con motivo del sueldo ó salario, ó con cualquier otro pretexto, ni podrán entrar ni ser admitidos al servicio ó bajo la proteccion del rey de España ó del de la Gran Bretaña ó bajo de sus banderas por ningun motivo: pero si se originase alguna controversia entre los comerciantes y los maestres de navíos, ó entre estos y los de la tripulacion, se remitirá su composicion al cónsul de la nacion respectiva; bien que á aquel que no quisiere someterse al arbitrio de dicho cónsul por no parecerle justa su sentencia, le será lícito apelar á los jueces ordinarios de su patria ó domicilio.

» 20° Para que los mercaderes y negociantes de los dominios del rev de la Gran Bretaña (vencidos todos obstáculos) puedan volver otra vez á Brabante. Flándes y demas provincias del País Bajo de la obediencia del rey católico con el fin de esta- del comercio ingles blecer el antiguo comercio, ha parecido conveniente que todas las leyes, edictos, estatutos, ordenanzas y actos por los cuales se prohibe llevar á Flándes y á las demas provincias sobredichas los paños y demas géneros de lana de fábrica de Inglaterra, de cualquier especie que sean, teñidos ó por teñir, batanados ó por batanar, sean de aquí en adelante revocados, rotos y anulados; y asimismo que se extinga toda contribucion, portazgo, imposicion ó costa impuesta y cargada sobre los paños y demas géneros de lana fabricados en Inglaterra, segun los antiguos tratrados y convenios entre los reyes de Inglaterra y los duques de Borgoña y los gobernadores de los Países Bajos; que de aquí en adelante no se impongan ó exijan con pretexto alguno ningunas cargas ó derechos de esta naturaleza por los paños ó géneros de lana sobredichos; como asimismo que los mercaderes y negociantes que traficaren en las referidas provincias ó en sus ciudades y villas, y sus criados, factores y apoderados usen y gocen de aquí en adelante de todos los privilegios, exenciones, inmunidades y beneficios de que gozaban antiguamente en cualquier tiempo, segun la fuerza y tenor de los tratados anteriormente ajustados entre los reyes de la Gran Bretaña y los duques de Borgoña y los gobernadores de los Países Bajos. Y se ha acordado que se nombren comisarios por el serenísimo rey de la Gran Bretaña, los cuales concurrirán con el marques de Castel-Rodrigo, ó con el que entónces fuere gobernador de las dichas provincias, ó con otros ministros que tengan suficiente poder para ello, y pesada la utilidad de ambas naciones, tratarán y resolverán amigablemente sobre todo lo arriba dicho. Y asimismo los comerciantes ingleses gozarán de mas amplios privilegios, inmunidades y exenciones acomodadas al presente estado de las cosas, segun pareciere convenir sobre este negocio por un tratado especial que se hará sobre él para la conveniencia y utilidad de los negociantes, y para la seguridad del mismo comercio.

1718.

Remocion de restricciones en favor en Flåndes.

Libertades
reciprocus
en países amigos
ó neutrales.

» 21º Los súbditos y moradores de los reinos y dominios que respectivamente están bajo la obediencia de los serenísimos reyes de España y de la Gran Bretaña podrán navegar y comerciar con toda seguridad y libertad en todos los reinos, Estados y países que están en paz, amistad ó neutralidad con el uno ó el otro de los dos.

Seguridades consiguientes. » 22º Los navíos ó súbditos de uno ú otro de los dichos reyes, de ningun modo interrumpirán con algun impedimento ó molestia esta libertad por razon de las hostilidades que al presente hay ó pudiere haber de aquí en adelante entre ambos y sus referidos reinos, provincias y Estados, ó alguno de aquellos que estuvieren en amistad ó neutralidad con el uno ó el otro de los dos.

Confiscacion de mercaderías de contrabando. » 23° En el caso de aprehenderse en los dichos navios las mercaderías prohibidas, llamadas de contrabando, que se declaran mas abajo, por los medios sobredichos, se sacarán del navío y serán denunciadas y confiscadas ante los jueces del almirantazgo, ú otros competentes; sin que por esta causa el navío y las demas mercaderías libres y permitidas que en él se encontráren, de ningun modo sean embargadas ni confiscadas.

Se determinan las mercaderias de contrabando » 24° Ademas de esto, para evitar en cuanto sea posible las diferencias que puedan ocurrir tocante á las mercaderías que se han de reputar por verdaderas y prohibidas ó de contrabando, se ha declarado y convenido que bajo de este nombre se comprenden todas las armas de fuego, como cañones, bombardas, morteros, petardos, bombas, granadas, salchichas, círculos empegados, cureñas, horquillas, banderolas, pólvora, mechas, salitre y balas; como tambien bajo el mismo nombre de mercaderías prohibidas se comprende todo género de otras armas, como picas, espadas, morriones, cascos, corazas, alabardas, fusiles y otras semejantes; y asimismo se prohibe bajo este nombre el trasporte de soldados y caballos y de sus jaeces, pistolas, fundas, tahalíes y otras fornituras para el servicio de la guerra.

Los efectos no determinados son libres. » 25° Asimismo para evitar todo motivo de dispusta y contestacion se ha asentado que bajo este nombre de mercaderías vedadas y de contrabando no sean comprendidos el centeno, trigo ú otros granos y legumbres, sal, vino, aceite, ni lo demas necesario para la manutencion de la vida, sino que quedarán libres como todas las demas mercaderías no declaradas en el artículo antecedente; cuyo trasporte será permitido aun á los lugares de enemigos, excepto á las ciudades y plazas sitiadas y bloqueadas.

> Otras mercaderias prohibidas.

1713.

» 26° Tambien se ha convenido y concluido que todo lo que se halláre cargado por los súbditos y habitantes de los dichos reinos y dominios de cualquiera de los dichos reyes de España y de Inglaterra en navíos de enemigos del uno ó del otro, aunque no sean mercaderías prohibidas, será confiscado con todo lo demas que se encontráre á bordo de dichos buques sin excepcion ó reserva.

> Nombramiento y jurisdiccion de los cónsules respectivos.

» 27° El cónsul que de aquí adelante residiere en los dominios del rey de España para el auxilio y proteccion de los súbditos del rey de la Gran Bretaña, será nombrado por este mismo rey, y tendrá y ejercerá la misma potestad y autoridad para el cumplimiento de su empleo que haya tenido hasta aquí cualquier otro cónsul en los dominios del rey católico; y recíprocamente los cónsules de España residentes en Inglaterra gozarán de la misma autoridad que hasta aquí se ha permitido en dicho reino á los cónsules de cualquier otra nacion.

en punto à religion.

» 28º Para que los derechos y reglamentos del comercio que Libertad reciproca se han establecido en tiempo de paz en favor de los comerciantes no queden infructuosos, lo cual sería muy de temer si se causase alguna molestia por caso de religion á los súbditos del rey de la Gran Bretaña que yan, vuelven y residen en los dominios y provincias del rey de España por razon de sus comercios ú otros negocios; y para que estos se hagan sin el menor debate, y los comerciantes puedan estar con seguridad y tranquilidad, el mencionado rey de España cuidará y atenderá con mucha vigilancia á que no se cause ninguna molestia ni agravio contra las leyes del comercio, así por mar como por tierra, á los súbditos del rey de la Gran Bretaña; ni se les haga la menor vejacion, ni se les mueva disputa alguna con motivo ó pretexto de religion miéntras no dieren algun escándalo pú-

blico, ó hagan alguna ofensa manifiesta: y el sobredicho rey de la Gran Bretaña, por las mismas, razones, cuidará por su parte con igual vigilancia de que los súbditos del rey de España no sean molestados ni inquietados por causa de religion, contra las leyes del comercio; con tal que no cometan algun público escándalo ú ofensa.

Derechos reciprocos en materia de pagos. » 29° Que los súbditos, pueblos y habitantes de ambos reyes no sean obligados de ninguna manera á vender ó dar sus mercaderías por monedas de cobre ó vellon dentro de los dominios, territorios, provincias ó colonias del uno ó del otro; ni á trocarlas por dinero ú otros cualesquier efectos contra su voluntad; ni á tomar el precio de lo vendido en otra especie que aquella que se hubiere ajustado, sin embargo de cualquier ley ó costumbre contraria á este artículo.

Libertad de residencia y de elegir cosas y almacenes. » 30° Los mercaderes de ambas naciones, sus factores, criados, familias, comisionados ú otros cualesquiera dependientes, como asimismo los maestres de navío, pilotos y marineros, vivirán y residirán libre y seguramente en los reinos y territorios de ambos reyes y en sus puertos y rios; y asimismo los pueblos y súbditos de un rey usarán con toda libertad y seguridad, dentro de cualesquiera dominios y territorios del otro, de las casas y habitaciones propias de su alojamiento, y de las lonjas y almacenes destinados á guardar sus géneros y mercancías; y las disfrutarán sin ningun impedimento por todo el tiempo que las hubieren alquilado ó ajustado.

Facultades reciprocas respecto á defensa de derechos » 31º Los habitantes y súbditos de ambos aliados podrán servirse y valerse en todos los lugares de la obediencia de cualquiera de los dichos reyes de los abogados, procuradores, escribanos, agentes, ministros y otras personas que les pareciere mas á propósito; á los cuales tambien podrán encargar sus pleitos con consentimiento de los jueces ordinarios cuando sea necesario y la parte litigante lo pidiere; y no se les obligará á manifestar á ningunas personas sus registros ó libros de cuentas, ni á darles copia de ellos, si no es que puedan servir de prueba para evitar ó terminar algun pleito; ni tampoco serán detenidos de ninguna manera bajo el nombre de embargo

ó secuestro, ni tomados violentamente á los dueños con ningun pretexto; y tambien será lícito y enteramente permitido á los súbditos de ambas partes escribir y poner los libros de cuentas y correspondencia que tuvieren en lengua española, inglesa, flamenca ú otra cualquiera que mas les acomodáre; sin que por esto puedan ser molestados ni pesquisados: entendiéndose tambien concedido por ambas partes todo lo que en otro tiempo se ha concedido á cualquier otra nacion tocante á. los libros de cuentas, comercio y correspondencia.

> de efectos embargados.

1713.

» 32º Si se embargaren ó secuestraren algunos bienes de Caso de restitucion cualquier persona por autoridad del tribunal dentro de los reinos y dominios de los aliados; y se reconociere que aquellos bienes, deudas ó créditos que se hallaren en poder de los reos pertenecen de buena fe á los pueblos ó súbditos del otro, de ninguna manera se podrán confiscar por autoridad de los referidos tribunales; sino que se deberán restituir en especie, si aun estuvieren en ser, á su legítimo dueño, pero sino se pagará su justo valor dentro de tres meses despues de este secuestro, segun el pacto y convenio que se hubiere hecho entre las partes.

> Custodia de bienes en casos de muerte.

» 33° Que los caudales y bienes de los súbditos del uno de los dos reyes que murieren en las tierras, países y dominios del otro, se guardarán intactos para los herederos ó demas sucesores por testamento ó abintestato, quedando salvo á cada uno su derecho privado y accion.

Inventario de bienes delados abintestato por súbditos de una de las dos partes en dominios de la otra.

» 34º Que los bienes y caudales de los súbditos del rey de la Gran Bretaña que murieren abintestato en los dominios del rey de España se inventariarán por el cónsul ú otro ministro público del rey de la Gran Bretaña, juntamente con sus papeles, escrituras, libros de cuentas y cualesquiera documentos, y se pondrán en manos de dos ó tres comerciantes nombrados por el dicho cónsul ó ministro para entregarlos á los dueños, herederos ó acreedores; y ni el consejo de cruzada, ni algun otro tribunal conocerá de los bienes de algun difunto ni se mezclará en ellos; lo cual tambien se practicará en Inglaterra en igual caso con los súbditos del rey de España.

1713.
Cimenterio
británico
en España.
Aviso previo
en caso

de hostilidades

- » 35° Se concederá y señalará sitio conveniente y cómodo para enterrar los cadáveres de los súbditos del rey de la Gran Bretaña, que murieren dentro de los dominios del de España.
- » 36° Si se origináre en adelante alguna diferencia entre los dichos aliados (lo que Dios no quiera) por la cual corra riesgo de interrumpirse el mutuo comercio y correspondencia, se dará aviso de ello con tiempo á ambas partes seis meses ántes de comenzar las hostilidades, para que cada uno pueda retirar recíprocamente sus mercaderías y caudales, sin que se cause entretanto ninguna molestia ó vejacion con la detencion ó embargo de sus bienes ó personas.

Libertad de ciertos bienes á la conclusion de este tratado. » 37º Todos los bienes y derechos ocultados ó secuestrados, muebles, raíces, rentas, acciones, deudas, créditos y otros semejantes que con previo conocimiento de causa y con la condenacion debida segun las leyes comunes, no hubieren entrado en el real erario al tiempo de la conclusion de este tratado, quedarán en la plena y libre administracion de los propietarios, sus herederos ó los que tuvieren su derecho; y determinarán y dispondrán de ellos como les pareciere, juntamente con todos sus frutos, rentas, réditos y utilidades. Y á los que hubieren ocultado estos bienes y derechos, como á sus herederos, no se les podrá causar con este motivo molestia alguna por el fisco; ántes bien los propietarios ó sus herederos, ó los que tuvieren su derecho, tendrán acciones, y si les pareciere, las intentarán sobre los bienes y demas cosas que les pertenecen por derecho, propiedad y dominio.

Fueros reciprocos en las personas y negocios. » 38° Se ha convenido y concluido, que los pueblos y súbditos de uno y otro de los aliados tendrán y gozarán en sus respectivas tierras, mares, puertos, radas, playas, territorios y lugares cualesquiera, los mismos privilegios, seguridades, libertades é inmunidades (así por lo que toca á sus personas como á sus negocios) que se han concedido ó en adelante se concedieren por cualquiera de los mencionados reyes al rey cristianísimo, á los estados generales de las Provincias Unidas del País Bajo, á las Ciudades Anseáticas, ó á cualquier otro reino ó Estado, por sus tratados ó por cédulas reales, con todos los requi-

sitos y cláusulas de estas concesiones, que obran en su beneficio y favor de un modo y forma tan ámplia y eficaz, para hacer que produzca todo su efecto el contrato ajustado y ratificado, como si estuviesen puestas é insertas á la letra en el dicho tratado.

Resarcimiento inmediato de perjuicios.

» 39° En caso que se mueva alguna diferencia sobre los dichos artículos tocantes al comercio por los oficiales del almirantazgo ú otras cualesquiera personas residentes en uno ú otro reino; despues que se haya dado la queja por la parte agraviada á Su real Majestad, ó á lo ménos á algun consejero real, el rey ante quien se presentáre cuidará de que sin dilacion se resarza el perjuicio, y de que todo tenga su ejecucion y debido efecto, como está arriba acordado. Y si con el tiempo se descubriesen algunos fraudes ó inconvenientes en órden al comercio y navegacion á que no se hubiese proveido y cautelado bastantemente por estos artículos, se podrán dar las demas providencias que de ambas partes parecieren convenientes, quedando entretanto el presente tratado en su fuerza y vigor (1).

Seguridades de cumplir este tratado; su promulgacion en forma.

» 40° Demas de esto se ha acordado y concluido que los dichos serenísimos reyes de España y de la Gran Bretaña guardarán sinceramente y de buena fe todos y cada uno de los capítulos convenidos y asentados en el presente tratado; y harán que sus súbditos y habitantes los observen y guarden; y no contravendrán á ellos directa ó indirectamente, ni consentirán que se contravenga por sus súbditos ó habitantes, y que ratificarán todas y cada una de las cosas arriba acordadas por cédulas ó despachos de ambas partes, extendidas y dispuestas en suficiente, válida y eficaz forma; y las entregarán recíprocamente ó harán entregar de buena fe y realmente dentro de cuatro meses contados desde la fecha de las presentes; y cuidarán de que la presente paz y amistad se publique cuanto

⁽¹⁾ Los excesos que se cometian por los súbditos de ambas coronas en las Indias occidentales, obligaron al nuevo tratado que se hizo en 18 de julio de 1670, por el cual se regló la navegacion á las respectivas colonias, como se verá en su lugar. (Coleccion de Abreu.)

ántes sea posible en los lugares y forma acostumbrados.

» En fe de todas y cada una de las cuales cosas, nos los sobredichos comisarios de los serenísimos rey y reina de España y el embajador extraordinario del serenísimo rey de la Gran Bretaña, hemos firmado el presente tratado de nuestra mano y sellado con nuestros sellos respectivos. En Madrid, á *** de mayo, año del Señor de 1667. — Juan Everardo Nidardo. — El duque y conde de Oñate. — El conde de Peñaranda. — Sandwich. »

Sigue el artículo 1 (1).

Continuacion

del artículo primero

del tratado.

Prometen mutuamente Sus reales Majestades que se guardarán y cumplirán de buena fe, y cuidarán en todo tiempo que sus ministros y oficiales y los demas súbditos guarden y cumplan todos y cada uno de los artículos de este tratado antecedente y cualesquier privilegios, concesiones, concordias y otros cualesquier beneficios de cualquier género á favor de los súbditos de una y otra parte que se contienen en dichos artículos, como tambien en las cédulas adjuntas, de manera que usen y gocen en adelante los súbditos de una y otra parte del efecto plenario de aquellas mismas cosas y de cada una de ellas, excepto tan solamente aquellas sobre las cuales para satisfaccion recíproca se hubiere dispuesto otra cosa en los artículos siguientes, como tambien de todas aquellas que se contienen en los dichos siguientes artículos. Demas de esto se confirma y ratifica nuevamente el tratado que para quitar disensiones, reprimir robos y establecer la paz en América entre las coronas de España y de la Gran Bretaña, se ajustó entre ellas el año de 1670 (2); con tal que no sea en perjuicio de otro contrato alguno, ú otro privilegio ó licencia que por Su Majestad Católica se hubiere concedido á la

⁽¹⁾ Se han suprimido todos les artículos de este tratado que no se refieren directa ó indirectamente á la Ámérica.

⁽²⁾ Le firmaron en Madrid el 18 de julio don Gaspar de Bracamonte y Guzman, conde de Peñaranda, consejero de Estado y presidente del de Indias, y don Guillermo Godolphin, enviado extraordinario del rey de Inglaterra Cárlos II. Contiene 16 artículos, dirigidos la mayor parte á resta-

reina de la Gran Bretaña ó á sus súbditos en el tratado de paz que nuevamente se ha concluido, ó en el contrato del asiento; y tambien sin perjuicio de otra cualquier libertad ó facultad ántes de ahora perteneciente, ó permitida, ó concedida á los súbditos de la Gran Bretaña.

blecer la paz entre las posesiones ultramarinas de las dos coronas y dictar reglas para evitar nuevos choques en lo sucesivo. Los únicos artículos notables son el 7º y 8º. Por el primero convino el rey de España, que el británico y sus sucesores • gozarán, tendrán y poseerán perpetuamente con • pleno derecho de soberanía, propiedad y posesion, todas las tierras, pro- vincias, islas, colonias y dominios situados en la India occidental ó en • cualquier parte de la América que el dicho rey de la Gran Bretaña y sus • súbditos tienen y poseen al presente. • No sabía entónces el gobierno español que durante las anteriores disensiones y paulatinamente habian ocupado los Ingleses varios distritos del continente americano y algunas importantes islas pertenecientes hasta entónces á la corona de España. Esta pagó bien caro la poco previsora lijereza con que estipuló la tal cláusula vaga y general. Promovió muchas y reñidas contiendas entre los dos gobiernos, y como era de esperar del flaco Cárlos II, la Inglaterra no solo conservó sino que extendió en adelante sus usurpaciones.

En el artículo 8º se acordó que cada monarca prohibiria severamente á sus súbditos comerciar en las posesiones de América pertenecientes al otro, y á los buques que navegasen hácia las mismas. Promesa inútil, y de la cual ningun fruto reportaron los Españoles; porque los Ingleses continuaron ejerciendo el contrabando y extendiendo sus dominios en nuestros vastos territorios de Ultramár. (Véase el tratado de 1670, tomo I, pág. 162.) CANTILLO.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LA GRAN BRETAÑA.

WEST.

1707. Tratado de comercio entre Ana, reina de Inglaterra, y Cárlos III, como rey de España; firmado en Barcelona el 10 de julio de 1707. Artículo secreto haciendo partícipes á los Ingleses en el comercio de la América española, con exclusion perpétua de los Franceses.

Este tratado, aunque ajeno de la presente colección, merece ser conocido por la luz que dá sobre las pretensiones comerciales de la Inglaterra en cambio de sus socorros al archiduque. Imposible parece que este se hubiera ligado á unas condiciones cuyo cumplimiento, sobre todo en los artículos 6º y el secreto, hubieran ocasionado una nueva guerra en aquel tiempo. — Cantillo.

DOCUMENTO.

Cárlos III, por la gracia de Dios, etc. Como el trato, navegacion y comercio establecido por muchos años entre los súbditos de Su Majestad Británica y los de los reinos de España se ha

interrumpido y turbado últimamente con motivo de la guerra, y deseando Su Majestad Católica y la Gran Bretaña renovar y . continuar el trato, navegacion y comercio, y establecer mas estrechamente y con mayor seguridad lo que por experiencia de muchos años se ha visto ser de mayor utilidad y ventaja á los dos reinos; Su Majestad Británica ha comisionado y nombrado al señor Stanhope, general de sus ejércitos y senador para enviado extraordinario y plenipotenciario cerca de Su Majestad Católica, y Su dicha Majestad Católica ha comisionado y nombrado al señor príncipe de Lichtenstein, caballero del Toison de oro y su caballerizo mayor, á don Manuel García Álvarez de Toledo y Portugal, conde de Oropesa y Alcandete, á don José Fole de Cardona, conde de Cardona, gran almirante de Aragon y del consejo privado de Su Majestad, para que juntos tratasen sobre las materias de comercio y navegacion; los cuales, autorizados con los plenos poderes necesarios, han ajustado y concluido el tratado y artículos siguientes.

1º — Está convenido y resuelto que se observará y mantendrá una paz estrecha y universal entre los reyes y reinos de la Gran Bretaña y España, sus herederos y sucesores y las dos naciones, Estados y señoríos de ambas coronas; y esta paz continuará desde hoy en adelante; ayudándose unos á otros con amor en toda clase de accidentes y lugares, y devolviéndose recíprocamente los buenos oficios de amistad y correspondencia.

2º — Todos los tratados de paz, comercio y navegacion hechos anteriormente entre las dos coronas, y principalmente aquellos de que se hará mencion en el presente, se considerarán como comprendidos en el mismo y serán observados cual si en él estuviesen copiados á la letra en todo aquello en que no sean contrarios unos á otros, ni á lo que se especificará mas ampliamente en los artículos siguientes. Del mismo modo se conservarán todas las gracias, franquicias y privilegios concedidos por el señor rey Felipe IV, de gloriosa memoria, á los súbditos de la Gran Bretaña, y serán reputados como incluidos en este tratado, lo mismo que en el de paz y comercio concluido y firmado el 23 de mayo de 1667, de tal modo que todos los

1707.

Firmado en 10 de julio .de 1707. Ratificado en 9 de enero de 1708.

Plenipotenciarios.

Paz estrecha y universal.

Confirmacion

de
tratados anteriores.
Franquicias,
privilegios, etc.

tratados, gracias y franquicias concedidas al comercio tendrán la misma fuerza y valor que si estuviesen aquí copiadas, porque se confirman por el presente artículo.

Libertad de prisioneros.

3º — En razon á que los tumultos y conmociones acaecidas en España han turbado su paz y tranquilidad, y que la reina de la Gran Bretaña y sus súbditos se han interesado en ellas con la mira solamente de apaciguarlas y asegurar las ventajas publicadas en todo este reino, y á que en esta ocasion ha babido muchos prisioneros de una y otra parte, y lo están aun, principalmente en América; con el objeto de que sean comprendidos en este tratado, se ha convenido que en virtud de esta paz todos los súbditos de ambas coronas, de cualquier estado ó condicion que sean, que hayan sido hechos prisioneros, tanto en América como en cualesquiera otra parte, serán puestos en libertad lo mas pronto que sea posible; y la reina de la Gran Bretaña, como tambien Su Majestad Católica, se comprometen á hacer expedir sus órdenes á los vireyes, gobernadores. ministros y oficiales en as Indias y en Europa, para que los citados prisioneros sean puestos en libertad y puedan embarcarse en los navíos ó embarcaciones que les sean enviadas al efecto, sin examinarlos ni detenerlos bajo ningun pretexto.

Piazo para el pago de ciertos derechos. 4º — Que todas las mercaderías ó efectos de todas clases y especies que los súbditos de la Gran Bretaña trasporten á España, por los que ántes de este tratado se acostumbraba á exigir derechos de consumo ú otros impuestos, en virtud de este artículo no estarán obligados á pagar los referidos derechos ó impuestos sino seis meses despues de que las mercaderías ó efectos hayan sido desembarcados, ó efectivamente vendidos, ó entregados á segunda mano.

Introduccion de manufacturas, etc de Marruécos en España. 5º — Está acordado que los súbditos de la Gran Bretaña podrán llevar y transportar á los dominios de España toda clase de mercancías, manufacturas y frutos procedentes de los dominios de Marruécos, con tal que sea bajo sus nombres y en sus bajeles; y estos efectos no sufrirán mas cargas ó tributos que los que se pagan ordinariamente, bien entendido que estas mercancías no serán trasportadas á aquellos por las guar-

niciones ó ciudades de África del dominio del rey de España.

6º - Que todos los comerciantes súbditos de la Gran Bretaña que hagan el comercio en España sean informados de los derechos que deban pagar por sus mercaderías; y para evitar las controversias y disputas que puedan nacer sobre el pago de los citados derechos ó cargas, Sus Majestades Británica y Católica nombrarán comisarios para formar una tarifa, arreglar y establecer los derechos que deban pagar toda clase de efectos y mercancías; y esta tarifa deberá hallarse formada dos meses despues de firmado este tratado, y Su Majestad Católica la hará publicar en todos sus Estados, y en virtud de este artículo tendrá la misma fuerza que si estuviera aquí inserta; bien entendido que los súbditos de la Gran Bretaña no estarán obligados á pagar otros derechos ó impuestos que los que se especifiquen en la citada tarifa, y Su Majestad Católica no podrá alterarlos bajo ningun motivo ni pretexto. En cuanto á las mercancías de que no se haga mencion en la tarifa referida, no se podrá exigir de ellas para cargas, derechos ó usos sino un 7 % de su valor principal. Para este efecto el comerciante, factor ó la persona á quien pertenezcan tales mercaderías, estará obligado á presentar bajo juramento la factura de compra de la mercancía, en virtud de la cual (que bastará y será tenida por documento auténtico) se pagará el precitado 7 %.

7º - En razon á que ha sido estipulado por el artículo 7º del tratado de 23 de mayo de 1667 que todos los bienes, efectos, por buques armados mercancías, navíos, embarcaciones y otras cosas que hayan sido trasportadas á los dominios ó plazas de la Gran Bretaña, y juzgadas y condenadas allí como buena presa en consecuencia de dicho artículo, serán reputadas como bienes y mercancías del producto de las islas de la Gran Bretaña; se ha convenido para lo sucesivo que todos los efectos y mercaderías de que se haya apoderado como presa un buque de guerra armado por la reina de la Gran Bretaña y por alguno de sus Estados, serán considerados sin ninguna diferencia como mercancías y efectos del producto de las Islas Británicas.

8º - Se ha convenido y dispuesto que Su Majestad Británica

1707. Comisarios para formar una torifa.

Presas hechas por la Gran Bretafia.

1707.
Convenio reciproco
de ratificar
ciertos actos.

y Su Majestad Católica confirmarán y ratificarán lo arriba expresado, principalmente los contratos, capitulaciones y artículos, concesiones y todos los demas convenios mencionados por sus despachos reales, sellados con sus sellos respectivos, firmados y escritos en buena y suficiente forma, canjeados y entregados á la par en el término de diez semanas despues de la fecha de este tratado; y en consecuencia nosotros los susodichos plenipotenciarios de la reina de la Gran Bretaña de una parte y de otra los de Su Majestad Católica, firmamos y sellamos los presentes artículos en Barcelona el 10 de julio de 1707. — Don Diego Stanhope. — Antonio Florian, príncipe de Lichtenstein. — El conde de Oropesa. — El gran almirante de Aragon.

Habiendo visto y considerado el sobredicho tratado le aprobamos, ratificamos y confirmamos en todos sus artículos, como hacemos por la presente por nos, nuestros herederos y sucesores, prometiendo y empeñando nuestra real palabra de guardar, cumplir y observar religiosamente todo lo contenido y estipulado en el presente tratado, sin consentir que por causa ni pretexto alguno se contravenga á él. Y para su mayor confirmacion y fuerza le firmamos de nuestra real mano y mandamos sellarle con nuestro gran sello. Dado en nuestra ciudad de Barcelona el 9 de enero de 1708. — Carlos, rey.

Registrado en la córte y cancillería de nuestra soberana y señora Ana, por la gracia de Dios, reina de la Gran Bretaña.

— Gortelose, su protonotario.

ARTÍCULO SECRETO.

Manera de constituir una compatitu en les Indias. Queriendo la reina de la Gran Bretaña y Cárlos III, rey de España, renovar y afirmar la alianza y amistad concluida, de modo que puedan resultar visiblemente en utilidad de los súbditos de ambas coronas las conveniencias y ventajas recíprocas, y que sus intereses comunes puedan cimentar una union indisoluble y perpétua entre ellos; y considerando que el medio mas oportuno y eficaz para este fin es el formar una compañía en las Indias mediante la cual puedan las vastas y ricas pro-

vincias del dominio de Su Majestad Católica proveer á las monarquías de la Gran Bretaña y de España los medios para tomar las medidas, y tener las fuerzas que se juzgáren suficientes para sujetar á sus enemigos y procurar una paz universal á sus súbditos; se ha acordado y estipulado en virtud de este artículo secreto, que la sobredicha compañía de comercio debe componerse de súbditos de la Gran Bretaña y de Españoles para el comercio de las Indias del dominio de Su Majestad Católica, y que se tomarán de una y otra parte las medidas mas oportunas y convenientes para este establecimiento; pero como al presente no es posible reglar las circunstancias necesarias de ella, porque el duque de Anjou posee actual é injustamente las provincias de España, que son los fundamentos principales del comercio y en donde residen las personas que tienen mas conocimientos y son mas á propósito para esto, se reserva la forma de fijar las condiciones bajo las cuales se debe establecer la dicha compañía de comercio en las Indias, hasta que Su Majestad Católica esté en posesion de la córte de Madrid; y sus Majestades Británica y Católica se obligan á tomar mútuamente las medidas que juzgáren convenientes para perfeccionar este negocio, facilitando las dificultades y embarazos que podrian impedirlo. Y en caso que la sobredicha compañía no pueda establecerse, lo que no se cree, se obliga Su Majestad Católica, v promete en su nombre y en el de los reyes sus sucesores, y quiere conceder y concede á los súbditos de Su Majestad Británica los mismos privilegios y libertades de un comercio libre en las Indias, de que gozan los Españoles súbditos de Su Majestad, bajo la suposicion de que darán fianzas de pagar los derechos reales y debidos á su corona, como lo hacen sus súbditos. Su Majestad Católica se obliga igualmente á que desde el dia que se haga la paz general, y por consecuencia se halle en posesion de las Indias pertenecientes á la corona de España, hasta el dia que se forme y establezca la dicha compañía, dará y es su voluntad dar, y da permiso á los súbditos de Su Majestad Británica para traficar libremente en todos los puertos y ciudades de las dichas Indias con diez navíos de quinientas tone-

Obligaciones
que contrae S. M. C.
en exsos
hipotéticos.

ladas cada uno, ó mas ó ménos navíos con tal que no excedan de cinco mil toneladas, y podrán traficar y vender en los dichos navíos, ó embarcaciones, en los puertos y plazas con toda franqueza todo género de mercaderías, como está permitido á los súbditos de Su Majestad Católica, traficar, transportar y vender, bajo la expresa condicion de pagar y satisfacer á la real hacienda de Su Majestad Católica los mismos derechos é impuestos que pagan los Españoles; de que los sobredichos navíos serán visitados en el puerto de Cádiz ó en otro que Su Majestad Católica nombráre en España; que deberán hacerse á la vela de este puerto hácia las Indias con la obligacion de volver allí para ser visitados de nuevo, sin detenerse en algun puerto de Portugal, Francia ó la Gran Bretaña, si no es en el caso de ser arrojados por alguna tempestad, y de que traerán testimonios ó certificaciones de los gobernadores ó ministros de Su Majestad Católica de los puertos ó plazas adonde hubieren abordado para manifestar que han cumplido puntualmente con lo que se determina en este artículo con aquella buena fe que la nacion inglesa ha observado siempre en sus tratados con España.

Su Majestad Católica quiere y promete que los diez navíos mencionados puedan ser convoyados de Europa á las Indias por los navíos de guerra que Su Majestad Británica juzgáre conveniente para su seguridad y proteccion. Pero estos navíos de guerra no podrán cargar ni transportar ningunas mercaderías. respecto de que no deben servir sino para convoyar y asegurar los sobredichos navíos de comercio. Su Majestad Católica declara igualmente que no se exigirá de ellos ningun indulto, donativo ó nueva imposicion por su comercio, contentándose con los derechos reales establecidos y acostumbrados, para cuyo efecto les hará Su Majestad entregar los despachos necesarios, á fin que sus ministros de España y de las Indias no los puedan molestar, ni turbar su comercio con ningun pretexto. y que antes bien les den todo el favor y ayuda que los dichos comerciantes les pidieren. Su Majestad Británica ofrece y promete por su parte, que los navíos de guerra que enviáre para servir de convoy á los del comercio á la ida y á la vuelta escoltarán á los navíos pertenecientes á Su Majestad Católica y á sus súbditos que quisieren aprovecharse de la ocasion, y que los asegurarán de la misma manera que podrian hacerlo si perteneciesen á Su Majestad Católica, y los capitanes de los dichos navíos de guerra estarán obligados á entregar los dichos efectos á las personas á quienes fueren consignados con cuidado, puntualidad y una justa cuenta para su descargo.

Y respecto de que es notorio y evidente á todo el mundo que las fuerzas con que la corona de Francia ha turbado á la Europa, han sido soportadas y mantenidas con los grandes tesoros que ha sacado y aun saca de las Indias de España, mediante la fraudulenta introduccion de las mercaderías y comercio que allí hacen sus súbditos; y conociendo sin duda que la exclusion de los Franceses en las Indias no es de poca consecuencia. y será de grande utilidad para los súbditos de la Gran Bretaña y de España; se ha convenido, acordado y concluido entre Sus Majestades Británica y Católica por sí y por todos los reves sus sucesores, desde ahora para siempre, que todos los Franceses súbditos de la corona de Francia serán enteramente excluidos, no solo de la sobredicha compañía de comercio, sino tambien de toda especie de tráfico en las Indias de Su Majestad Católica, sin poderle hacer directa ó indirectamente en sus nombres, ó en el de alguna otra persona. La reina de la Gran Bretaña y Su Majestad Católica se obligan en sus nombres y de los reyes sus sucesores y herederos, por lo que importa á los súbditos de las dos monarquías, á la paz universal y á la quietud de la cristiandad, á que no consentirán jamas por ningun artículo ó tratado de paz secreto ó público la menor cosa que pueda repugnar ó contradecir la exclusion establecida por este artículo de los súbditos de la corona de Francia de la sobredicha compañía, tráfico, comercio y navegacion en las Indias de Su Majestad Católica; y si Su Majestad Británica ó Su Majestad Católica ó alguno de sus herederos y sucesores reyes y reinas de la Gran Bretaña concediere ó permitiere por algun artículo ó tratado de paz secreto ó público, que los Franceses ó súbditos de la corona de Francia puedan traficar en las Indias pertenecien-

tes á la de España ó que tengan parte en la susodicha compañía, aquel que contreviniere, sea Su Majestad Británica ó sea Su Majestad Católica ó sus sucesores, no tendrán entónces derecho para pedir ó insistir sobre el cumplimiento de lo que se estipula en este artículo secreto, y por consiguiente la parte que le hubiere observado tendrá la libertad de elegir á su arbitrio, ó anular este artículo ó hacerle ejecutar como lo tuviere por mas conveniente.

El comisario
de S. M. B.
conviene
en el presente
artículo secreto.

Y el señor Stanhope, general de los ejércitos de Su Majestad Británica, senador de la Gran Bretaña, comisario y plenipotenciario nombrado por Su Majestad Británica para tratar y concluir todo lo que fuere conveniente á una mútua paz, alianza y comercio, segun resulta de sus plenos poderes insertos al fin de este tratado en nombre de la serenísima princesa Ana, reina de la Gran Bretaña; consiente y conviene en los artículos y condiciones ajustadas y expresas en el presente artículo secreto. Y nosotros Antonio Florian, príncipe del sacro romano imperio, etc., don Manuel Álvarez de Toledo Portugal, conde de Oropesa, etc., y don José Folc de Cardona, Enit y Borgia. conde de Cardona, etc., comisarios y plenipotenciarios del serenísimo príncipe Cárlos III, rey de España, para tratar y concluir el establecimiento de amistad, alianza y comercio entre la Gran Bretaña y España, como consta de las copias de sus plenipotencias insertas al fin de este tratado, hemos consentido y acordado en nombre de Su Majestad las condiciones contenidas en el artículo secreto, prometiendo como sus dichos plenipotenciarios que este artículo será aprobado, confirmado y ratificado por Su Majestad Británica y por Su Majestad Católica, y que las ratificaciones se harán y entregarán por ambas partes en el término de diez semanas, à contar desde la fecha del presente artículo. En fe de lo cual le hemos firmado y sellado en Barcelona el 10 de julio de 1707. — Don DIFGO STANHOPE. — ANTONIO FLORIAN, principe de Lichtenstein. - El conde de OROPESA. - El gran almirante de ARAGON.

El archiduque Cárlos le ratificó en Barcelona el 9 de enero siguiente.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Tratado de paz y amistad ajustado entre España y el Portugal en Utrecht á 6 de febrero de 1715. 1715.

Este fué el último de los tratados que se firmaron en el congreso de Utrecht. El rey de Portugal que, lisonjeado de las ventajas que se le ofrecieron, se habia unido á la gran alianza contra Felipe V, sentia firmar ahora una paz estéril, despues de los sacrificios hechos durante la guerra. En un principio elevó sus pretensiones, luego ya cedió algun tanto y se contentaba por último con la cesion de Badajoz y de la Colonia americana del Sacramento, negocio de que se hablará con extension en el tratado de 13 de enero de 1750. Pero léjos de estar dispuesto á complacerle el rey de España, sobre negarse á aquella cesion, exigia por su parte se le indemnizase del valor de varios buques que habia confiscado el gobierno portugues; y que con arreglo al artículo 8º del tratado de 1668 se pusiese en posesion de los bienes que tenian en Portugal varios naturales de aquel reino que al hacerse independiente se expatriaron, estableciendo su residencia en España. Estas y otras cuestiones hubieran diferido por mucho tiempo la paz entre ambos reyes, á no haber mediado la Inglaterra y rogádoles que procurasen conci-

Ceaion
de la colonia
del Sacramento
al Portugal,
Devolucion de bienea
á la España,

liar sus pretensiones. Así lo hicieron cediendo Felipe V en lo de la Colonia del Sacramento y el rey don Juan en la devolucion de bienes.

Caducided consiguiente del tratado provisorio de 1681. En virtud de esa cesion el tratado provisorio celebrado entre las dos coronas el 7 de mayo de 1681, quedó sin efecto. Los Portugueses entraron en posesion de la Colonia del Sacramento y del territorio vecino que debia extenderse solamente á un tiro de cañon. Pero entre el año de 1683, que se establecieron allí en virtud del citado tratado provisorio, y el año de 1705 en que la Colonia fué de nuevo ocupada por las armas españolas, los habitantes portugueses, apropiándose los territorios vecinos, trataron de conservarse en la fortaleza. El gobernador de Buenos Aires, despues de vanas protestas contra esos actos, tuvo que recurrir al fin á amenazas y á medidas militares, para forzar á los Portugueses á conservarse en los límites del territorio que se les habia cedido.

Disputas sobre la extension del distrito de la Colonia, La corte de Lisboa pretendia que ese territorio debia abrazar toda la costa setentrional del rio de la Plata. La de España afirmaba, por el contrario, que el distrito de la Colonia, segun el tratado de Utrecht, no se extendia mas allá del alcance del cañon de la plaza, y que los gobernadores de Buenos Aires habian impedido siempre la extension de esos límites, por mas que los Portugueses hubiesen tratado de engañar su vigilancia por incursiones en la campaña para sustraer ganados, y reclamando mayor extension de terreno.

Exigencia
del Portugues
Manuel Barboza
à este respeto;
negativo
del gobernador
de Buenos Aires.

El 4 de noviembre de 1716, el maestre de campo portugues Manuel Barboza persistió en la exigencia de que se le cediese mayor extension de territorio, fuese al Norte, ó al Este, sobre la costa del rio de la Plata; pidiendo ademas el retiro de las guardias españolas que se encontraban á cinco leguas de distancia de la Colonia, cerca de la Horqueta y del rio San Juan. El gobernador provisorio de Buenos Aires, don Baltasar García Ros, se negó con firmeza á esa exigencia, segun la órden formal del rey Felipe V, comunicada por real cédula el mismo año (1).

(1) Respuesta à la Memoria, etc. Esta orden sué reiterada en otras cédu-

Trató al mismo tiempo de hacer conocer la injusticia de esas pretensiones, demostrando que el territorio de una plaza era muy diverso al de una vasta region, que abrazaba mas de cien leguas de costa de la ribera setentrional del rio de la Plata hácia su embocadura, y de doscientas en el interior; que los Portugueses podrian ampararse á discrecion de vastas provincias, si hiciese retirar de la Horqueta y del rio San Juan las tropas destinadas á proteger las estancias y haciendas de mas de cuarenta establecimientos de Indios que dependian de la jurisdiccion de Buenos Aires, y distribuidas en una extension de mas de doscientas leguas de ancho y de trescientas de largo (1).

El 11 de octubre de 1716 el rey de España dirigió un despacho, datado de Buen Retiro, á Baltasar García Ros, gobernador de la ciudad de la Trinidad, de Buenos Aires y de las provincias del Rio de la Plata, ordenándole que pusiese á los Portugueses en posesion de la Colonia del Sacramento de acuerdo con el artículo 6º de este tratado de paz (2).

Dos años despues de celebrado este tratado, se envió una escuadra española para perseguir á los corsarios de diferentes naciones que infestaban los mares del Sur. Esta se apoderó, en el puerto de Montevideo, de un buque frances cuya tripulacion se ocupaba de cargar cueros, así como otro de la misma nacion que estaba con el mismo objeto á la entrada de Maldonado, siendo ambos conducidos á España y declarados buena presa. Esa sola decision bastaba, decian, para probar el incuestionable derecho de la España á la posesion de los dos puertos de Montevideo y Maldonado y á sus territorios respectivos.

En uno de los reconocimientos hechos por órden del gobernador de Buenos Aires, en el año de 1720, para impedir esos actos de piratería, se tomaron algunos Portugueses que trataban de establecerse en Montevideo, pero esas maniobras se re1715.

El rey ordena se dé posesion de la Colonia del Sacramento á los Portugueses.

> Derecho de la España à Montevideo y Maldonado.

Los Portugueses pretendian ese derecho.

las de 18 de marzo de 1724, de 12 de junio y 22 de julio de 1734, y de 17 de abril y 16 de agosto de 1736.

- (1) Respuesta, etc.
- (2) Respuesta, etc.

pitieron; y hácia fines de 1723 un buque de guerra portugues entró en aquel puerto, con tropas y artillería, para ocuparlo. Los Portugueses pretendian que los puertos de Montevideo y Maldonado pertenecian á la Colonia, segun el tratado de Utrecht, miéntras que los Españoles observaban que el primero estaba á una distancia de cuarenta leguas, y el segundo de setenta, y que las comarcas ó provincias que dependian de ellos tenian una extension de cien leguas, y confinaban con las siete aldeas de las Misiones situadas entre los rios Ibicuí y Uruguay. Agregaban que los que hacian el comercio en esos territorios, tenian permiso de las autoridades de Buenos Aires, y estaban obligados á dar á esa ciudad la tercera parte de sus beneficios en los cueros. Las matanzas ó cuereadas, establecidas en las costas de un rio ó un arroyo, tomaban el nombre de los súbditos españoles á quienes se habia acordado ese permiso. Es por eso que saliendo de Montevideo para ir á la costa del mar y á la Ensenada de Castilhos, se encuentran los nombres de Arroyo de Pando, de Solis Chico, Rio de Solis Grande, los Arroyos de Maldonado Grande, y Maldonado Chico, la Laguna de Rocha, el Arroyo de Chafarote, así nombrado segun un dragon español, y los Cerros de D. Cárlos Narváez y de Navarro (1).

Actos de usurpacion de los Portugueses. Cerca de 200 hombres desembarcaron y procuraron fortificarse, construyendo un reducto; el gobernador de Buenos Aires, don Bruno Zabala, instruido de este proyecto, despachó inmediatamente al capitan Alfonso de la Vega, para obligar al comandante portugues á retirarse del territorio bajo el dominio de España; pero rehusando este hacerlo, despues de varias comunicaciones de una y otra parte, se envió una fuerza imponente por mar y tierra, que obligó á los Portugueses á abandonar su puesto. Fortificaron en seguida ese puerto y el de Maldonado, y se les pobló en 1724 con algunas familias llevadas de la Península y de las islas Canarias.

Derecho siempre sostenido per los Españoles, Los Españoles insistian siempre en que todo el rio de la Plata y los terrenos situados en sus dos márgenes, compren-

⁽¹⁾ Respuests, etc.

diendo Montevideo y Maldonado en la ribera setentrional, pertenecian á la España por derecho de descubrimiento, conquista, posesion y ocupacion, y principalmente por estar comprendidos en la línea de demarcacion de las posesiones españolas en la América meridional. La Colonia del Sacramento no era, en su principio, segun ellos, sino un establecimiento clandestino fundado por los Portugueses en territorio de España (4).

En la carta del rey datada en Madrid el 27 de enero de 1720, y dirigida al brigadier Bruno Mauricio de Zabala, gobernador y capitan general de la ciudad de la Trinidad y de Buenos Aires, declara que el territorio de la Colonia del Sacramento está limitado á la distancia de un tiro de cañon de veinticuatro, de la plaza, y que ni los Portugueses ni ninguna etra nacion tenian el derecho de tomar posesion de los puertos de Maldonado y Montevideo, ni de fortificarse en ellos (2).

1715.

Limitacion del territorio de la Colonia del Sacramento.

DOCUMENTO.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

Sea notorio á todos los presentes y venideros, que hallándose la mayor parte de la cristiandad afligida por una larga y sangrienta guerra, ha sido Dios servido de mover los corazones del muy alto y muy poderoso príncipe don Felipe V, por la gracia de Dios, rey católico de España, y del muy alto y muy poderoso príncipe don Juan V, por la gracia de Dios, rey de Portugal, á un ardiente y sincero deseo de contribuir al universal reposo y asegurar la tranquilidad á sus súbditos, renovando y restableciendo la poz y buena correspondencia que habia ántes entre las dos coronas de España y de Portugal, para cuyo

Ajustado
el 6 de febrero.
Ratificado
el 2 y el 9
de marzo.

⁽¹⁾ Respuesta, etc.

⁽²⁾ Respuesta, etc. Véanse les tratades de 1750 y 1777, y las notes.

Plenipotenciarios.

efecto Sus dichas Majestades han dado sus plenos poderes á sus embajadores extraordinarios y plenipotenciarios, á saber: Su Majestad Católica al excelentísimo señor don Francisco Maria de Paula Téllez, Jiron, Benavides, Carrillo y Toledo, Ponce de Leon, duque de Osuna, conde de Ureña, marques de Peñafiel, grande de España de primera clase, camarero y copero mayor de Su Majestad Católica, notario mayor de los reinos de Castilla, clavero mayor en la órden y caballería de Calatrava, comendador de ella y de la de Usagre en la de Santiago, general de los ejércitos de Su Majestad, gentilhombre de su cámara y capitan de la primera compañía española de sus reales guardias de corps; y Su Majestad portuguesa, á los excelentísimos señores Juan Gómez de Silva, conde de Tauroca, señor de las villas de Tauroca, Lalim, Lazarim, Peñalva, Gulfar y sus dependencias, comendador de Villacoba, del consejo de Su Majestad y maestre de campo general de sus ejércitos, y don Luis de Acuña, comendador de Santa María de Almendra, y del consejo de Su Majestad Portuguesa: los cuales habiendo venido á Utrecht, lugar destinado para el congreso, y habiendo examinado recíprocamente sus plenos poderes, cuyas copias se insertarán al fin de este tratado, despues de haber implorado la divina asistencia, han convenido en los artículos siguientes.

Pas y amistad.

ARTÍCULO 1°. — Habrá una paz sólida y perpétua y una verdadera y sincera amistad entre Su Majestad Católica, sus descendientes, sucesores y herederos, todos sus Estados y súbditos, de una parte; y Su Majestad Portuguesa, sus descendientes, sucesores y herederos, todos sus Estados y súbditos, de la otra: la cual paz será observada firme é inviolablemente tanto por tierra como por mar, sin permitir que se cometa hostilidad alguna entre las dos naciones en ninguna parte y con ningun pretexto; y si, aunque no se espera, se llegase á contravenir en alguna cosa al presente tratado, este quedará no obstante en su vigor, y la dicha contravencion se reparará de buena fe sin dilacion ni dificultad, castigando rigurosamente á los agresores, y volviéndolo todo á su primer Estado.

ART. 2º. - En consecuencia de esta paz se olvidarán ente-

ramente todas las hostilidades cometidas hasta ahora; de suerte que ningun súbdito de las dos coronas tendrá derecho para pretender satisfaccion de los daños padecidos por las vias de justicia, ni por otra alguna; ni tampoco podrán alegar recíprocamente las pérdidas que hayan tenido durante la presente guerra, y olvidarán todo lo pasado como si no hubiese habido interrupcion alguna en la amistad que se establece al presente.

1715.
Caducidad
de acciones.

ART. 3°.— Habrá una amnistía para todas las personas, así oficiales como soldados y otros, que durante esta guerra ó con motivo de ella hubieren mudado de servicio; excepto para aquellos que hayan tomado partido, ó que se hayan empeñado en servicio de otro príncipe que no sea Su Majestad Católica ó Su Majestad Portuguesa: y solo aquellos que hayan servido á Su Majestad Católica ó á Su Majestad Portuguesa serán comprendidos en este artículo, los cuales lo serán tambien en el artículo 11 de este tratado.

Amnistía con ciertas excepciones.

ART. 4°.— Todos los prisioneros y rehenes serán restituidos prontamente y puestos en libertad de una parte y otra, sin excepcion y sin pedir cosa alguna por su trueque, ni por el gasto que hubieren hecho, como ellos satisfagan las deudas particulares que hubieren contraido.

Restitucion y libertad de prisioneros y rehenes.

ART. 5°.— Las plazas, castillos, ciudades, lugares, territorios y campos pertenecientes á las dos coronas, así en Europa como en otra cualquiera parte del mundo, se restituirán enteramente y sin reserva alguna; de suerte que los límites y confines de las dos monarquías quedarán en el mismo estado que tenian ántes de la presente guerra. Y particularmente se volverán á la corona de España las plazas de Albuquerque y la Puebla con sus territorios en el estado en que se hallan al presente, sin que Su Majestad Portuguesa pueda pedir cosa alguna á la corona de España por las nuevas fortificaciones que ha hecho aumentar en dichas plazas; y á la corona de Portugal el castillo de Noudar con su territorio, la isla de Verdejo y el territorio y Colonia del Sacramento.

Id. de plazas, castillos, etc.

ART. 6°. — Su Majestad Católica no solamente volverá á Su Majestad Portuguesa el territorio y Colonia del Sacramento, si-

1715.
S. M. C. restituye
la Colonia
del Sacramento.

tuada á la orilla septentrional del rio de la Plata, sino tambien cederá en su nombre y en el de todos sus descendientes, sucesores y herederos toda accion y derecho que Su Majestad Católica pretendia tener sobre el dicho territorio y colonia, haciendo la dicha cesion en los términos mas firmes y mas auténticos, y con todas las cláusulas que se requieren, como si estuvieran insertas aquí, á fin que el dicho territorio y colonia queden comprendidos en los dominios de la corona de Portugal. sus descendientes, sucesores y herederos, como haciendo parte de sus Estados, con todos los derechos de soberanía, de absoluto poder y de entero dominio, sin que Su Majestad Católica, sus descendientes, sucesores y herederos puedan jamas turbar á Su Majestad Portuguesa, sus descendientes, sucesores y herederos en la dicha posesion. En virtud de esta cesion, el tratado provisional concluido entre las dos coronas en 7 de mayo de 1681 quedará sin efecto ni vigor alguno. Y Su Majestad Portuguesa se obliga á no consentir que otra alguna nacion de la Europa, excepto la portuguesa, pueda establecerse ó comerciar en la dicha colonia directa ni indirectamente, bajo de pretexto alguno: prometiendo ademas no dar la mano ni asistencia á nacion alguna extranjera para que pueda introducir algun comercio en las tierras de los dominios de la España: lo que está igualmente prohibido á los mismos súbditos de Su Majestad Portuguesa.

Puede ofrecer por ella un equivalente. ART. 7°.— Aunque Su Majestad Católica cede desde ahora á Su Majestad Portuguesa el dicho territorio y Colonia del Sacramento, segun el tenor del artículo antecedente, Su Majestad Católica podrá no obstante ofrecer un equivalente por la dicha colonia que sea á gusto y satisfaccion de Su Majestad Portuguesa, y señalar para este ofrecimiento el término de año y medio, que empezará desde el dia de la ratificacion de este tratado, con la declaracion de que si este equivalente llega á ser aprobado y aceptado por Su Majestad Portuguesa, el dicho territorio y colonia pertenecerán á Su Majestad Católica como si no lo hubiese jamas vuelto ni cedido; pero si el dicho equivalente no llegase á ser aceptado por Su Majestad Portuguesa, Su dieha

Majestad quedará en posesion del dicho territorio y colonia, como está declarado en el artículo antecedente.

1715.

Ordenes
para la entrega
recíproca
de las plazas.

ART. 8°. - Se expedirán órdenes á los oficiales y otras personas á quien tocáre para la entrega recíproca de las plazas, tanto en Europa como en América, mencionadas en el artículo 5º. Y por lo que mira á la Colonia del Sacramento, no solamente enviará Su Majestad Católica sus órdenes en derechura al gobernador de Buenos Aires para hacer la entrega, sino que dará tambien un duplicado de dichas órdenes, con una prevencion tan precisa al dicho gobernador que no pueda bajo de pretexto alguno, ó caso no previsto, diferir la ejecucion, aunque no haya recibido todavía las primeras. Este duplicado, como tambien las órdenes que miran á Noudar y á la isla de Verdejo, se cambiarán con las de Su Majestad Portuguesa para la entrega de Albuquerque y la Puebla, por medio de comisarios que para este efecto se hallarán en los confines de los dos reinos; y la entrega de dichas plazas, así en Europa como en América, la harán en el término de cuatro meses, contados desde el dia del cambio recíproco de las dichas órdenes.

ART. 9°.— Las plazas de Albuquerque y la Puebla se volverán en el mismo estado en que están, y con igual cantidad de municiones de guerra, número de cañones y calibre de estos, como tenian cuando fueron tomadas, segun los inventarios que de esto se hicieron, y los cañones, municiones de guerra y provisiones de boca que se halláren de mas en dichas plazas, deberán ser conducidas á Portugal. Todo lo que se acaba de decir tocante á la restitucion de las municiones de guerra y cañones se entiende igualmente por lo que mira al castillo de Noudar y á la Colonia del Sacramento.

ART. 10°.— Los habitantes de las dichas plazas y de todos los demas lugares ocupados durante la presente guerra que no quieran quedarse en ellos, tendrán la libertad de retirarse y de vender y disponer á su gusto de sus bienes muebles é inmuebles, y gozarán de todos los frutos que hubiesen cultivado y sembrado, aunque las tierras y caserías sean traspasadas á otros poseederes.

Plazas de Albuquerque y la Puebla.

Libertad de los habitantes de plazas sitiadas. 1715.
Restitucion de bienes confiscados.

ART. 11°.— Los bienes confiscados recíprocamente con motivo de la presente guerra se restituirán á sus antiguos poseedores y á sus herederos, pagando estos ántes las mejoras útiles que hayan hecho en ellos; pero no podrán pretender jamas de las personas que han gozado hasta aquí los dichos bienes el valor de sus productos desde el tiempo de la confiscacion hasta el dia de la publicacion de la paz. Y á fin de que la restitucion de la propiedad de los dichos bienes confiscados pueda ejecutarse, las partes interesadas estarán obligadas á presentarse en el término de un año ante los tribunales á quienes toque, en donde dichas partes litigarán sus derechos, y sus causas serán juzgadas dentro del término de otro año.

Buenas presas.

ART. 12°.—Todas las presas hechas de una parte y otra durante el curso de la presente guerra, ó con ocasion de ella, serán juzgadas por buenas; y no quedará á los súbditos de las dos naciones algun derecho ni accion para pedir en tiempo alguno que las dichas presas se les vuelvan, atento á que las dos Majestades reconocen las razones que ha habido para hacer las dichas presas.

Confirmacion del tratado de 13 de febrero de 1668. ART. 13°. — Para mayor seguridad y validacion del presente tratado, se confirma de nuevo el que se hizo entre las dos coronas en 13 de febrero de 1668, el cual queda en su fuerza en todo lo que no fuere revocado por el presente tratado, y se confirma particularmente el artículo 8° de dicho tratado de 13 de febrero de 1668, como si estuviera inserto aquí palabra por palabra. Y Sus Majestades Católica y Portuguesa ofrecen recíprocamente dar sus órdenes para que se haga una pronta y entera justicia á las partes interesadas.

ld. del tratado de transaccion de 1701. ART. 14°. — Tambien se confirman y comprenden en el presente tratado los catorce artículos contenidos en el tratado de transaccion hecho entre las dos coronas en 18 de junio de 1701, los cuales quedarán todos en su fuerza y vigor, como si estuvieran insertos aquí palabra por palabra.

Reduccion de sumas y su pago per la España. ART. 15°.— En virtud de todo lo estipulado en la susodicha transaccion del asiento para la introduccion de negros, Su Majestad Católica debe á los interesados en el dicho asiento la

suma de doscientos mil escudos de anticipacion que los interesados prestaron á Su Majestad Católica con los intereses á ocho por ciento desde el dia del empréstito hasta el entero pago, lo que hace, contando desde 7 de julio de 1696 hasta 6 de enero de 1715, la suma de doscientos noventa y seis mil escudos, como tambien la suma de trescientos mil cruzados, moneda portuguesa, cuya reduccion asciende á ciento y sesenta mil escudos. Estas tres sumas se reducen por el presente tratado á una sola de seiscientos mil escudos, que Su Majestad Católica promete pagar en tres pagos iguales y consecutivos de doscientos mil escudos cada uno. El primer pagamento se hará al arribo de la primera flota, flotilla ó galeones que lleguen á España despues del cambio de las ratificaciones del presente tratado, y este primer pago será aplicado á los intereses debidos por el capital de los doscientos mil escudos de anticipacion; el segundo al arribo de la segunda flota, flotilla ó galeones, y este será por el capital de los doscientos mil escudos de anticipacion; y el tercero al arribo de la tercera flota, flotilla ó galeones, por los trescientos mil cruzados, valuados á ciento y sesenta mil escudos, y el resto de los cuarenta mil escudos de intereses. Las sumas necesarias para estos tres pagos podrán ser llevadas á Portugal en moneda acuñada, ó en barras de oro ó de plata: mediante lo cual la suma de doscientos mil escudos de anticipación no llevará intereses despues del dia de la firma del presente tratado; pero si Su Majestad Católica no paga la dicha suma al arribo de la segunda flota, flotilla ó galeones, los doscientos mil escudos de anticipacion llevarán intereses al ocho por ciento desde el arribo de la segunda flota, flotilla ó galeones hasta el entero pago de esta suma.

ART. 16°.— Su Majestad Portuguesa cede por el presente tratado, y promete hacer ceder á Su Majestad Católica todas las sumas debidas por Su Majestad Católica en las Indias de España á la compañía portuguesa del asiento para la introduccion de negros, excepto los seiscientos mil escudos mencionados en el artículo 15 de este tratado. Su Majestad Portuguesa cede tambien á Su Majestad Católica lo que los susodichos interesa-

Cesion y promesa por S. M. l'ortuguesa.

dos puedan pretender de la herencia de don Bernardo Francisco Marin.

Concesiones reciprocas en materia de comercio.

ART. 47°. — El comercio será generalmente abierto entre los súbditos de las dos Majestades con la misma libertad y seguridad que lo estaba ántes de la presente guerra : y en muestra de la sincera amistad que desean, no solamente restablecer, sino aumentar entre los súbditos de las dos coronas, Su Majestad Católica concede á la nacion portuguesa, y Su Majestad Portuguesa á la española, todas las ventajas en el comercio, y todos los privilegios, libertades y exenciones que han concedido hasta ahora y concederán en adelante á la nacion mas favorecida y mas privilegiada de todas las que trafican en las tierras de los dominios de España y de Portugal, lo cual, no obstante, no debe entenderse sino por lo que mira á las tierras situadas en Europa, respecto de que el comercio y la navegacion de las Indias están únicamente reservados á las dos solas naciones en las tierras de sus respectivos dominios en América; excepto lo que ha sido estipulado últimamente en el contrato del asiento de negros concluido entre Su Majestad Católica y Su Majestad Británica.

Prohibiciones reciprocas sebre introduccion del tabaco.

ART. 18°. - Y porque en la buena correspondencia que se establece se deben precaver los daños que pueden ser reciprocos, respecto de que en la concordia hecha entre las dos coronas en tiempo del rey don Sebastian, de gloriosa memoria, habiéndose declarado los casos en que los delincuentes deben ser vueltos de una parte y otra, y la restitucion de los robos, no se pudo comprender el tabaco, que no conocian cuando hicieron dicha concordia; y que no obstante está tan introducido y en uso, así en Portugal como en España, que se saca un gran producto de sus estancos; Su Majestad Católica se obliga á hacer que no puedan introducir en las tierras del reino de España y en ningunas otras de sus dominios el tabaco de Portugal, aunque haya sido trabajado ó molido en las dichas tierras ó reinos ó en otras partes; y á dar sus órdenes á fin de que todas las fábricas de tabaco portugues que se hallaren en los reinos y tierras de los arriba dichos dominios se destruyan, como

tambien las que se hagan de nuevo, imponiendo graves penas á los culpados en estos delitos, y encargando, no solamente á los oficiales de justicia, sino tambien á los de guerra, que hagan observar y ejecutar lo que queda arriba dicho. Y Su Majestad Portuguesa se obliga igualmente á mandar hacer la misma prohibicion y con las mismas circunstancias que Su Majestad Católica por lo que mira al tabaco de España en las tierras de Portugal y otras cualesquiera de sus dominios.

> para buques de guerra y mercantes.

1715.

ART. 19° .- Los navíos de las dos naciones, así de guerra Libertad de entrede como mercantes, podrán entrar reciprocamente en los puertos de los dominios de las dos coronas donde tenian costumbre de entrar por lo pasado, con condicion de que en los mayores puertos no haya á un mismo tiempo mas de seis naves de guerra, ni mas de tres en los puertos menores. Y en caso que un mayor número de naves de guerra de una de las dos naciones arribe delante de algun puerto de la otra, estas no podrán entrar en él sin el permiso del gobernador ó del magistrado. Pero si obligadas por la fuerza del temporal ó por alguna otra necesidad ejecutiva, dichas naves llegasen á entrar en él sin haber pedido el permiso para ello, estarán obligadas á dar luego parte de su arribada, y no podrán quedarse allí mas tiempo que el que les fuere permitido, teniendo gran cuidado de no hacer daño alguno ni perjuicio al dicho puerto.

> Sobre promulgacion de este tratado.

ART. 20°. - Deseando Sus Majestades Católica y Portuguesa el pronto cumplimiento de este tratado, principalmente por el reposo de sus súbditos, se ha convenido que tendrá toda fuerza y vigor inmediatamente despues de la publicacion de la paz; y que se hará la dicha publicacion en los lugares de los dominios de las dos Majestades lo mas presto que sea posible. Y si despues de la suspension de armas se hubiere cometido alguna contravencion, se dará satisfaccion de ella recíprocamente.

> Casos previstos, sobreviniendo un rompimiento.

ART. 21°. — Si por algun accidente (lo que Dios no quiera) hubiere alguna interrupcion de amistad, ó rompimiento entre las coronas de España y Portugal, en este caso se concederá á los súbditos de estas dos coronas el término de seis meses des-

pues del dicho rompimiento para retirarse y vender sus bienes y efectos, ó transportarlos adonde mejor les pareciere.

Garantias de este tratado. ART. 22°.— Y porque la difunta reina de Inglaterra, de gloriosa memoria, habia ofrecido ser garante de la entera ejecucion de este tratado, de su firmeza y duracion, Sus Majestades Católica y Portuguesa aceptan la sobredicha garantía en toda su fuerza y vigor para todos los presentes artículos en general, y para cada uno en particular.

Mas garantias.

ART. 23°. — Las mismas Majestades Católica y Portuguesa aceptarán tambien la garantía de todos los otros reinos, príncipes y repúblicas que en el término de seis meses quieran ser garantes de la ejecucion de este tratado, con condicion de que esto sea á satisfaccion de las dos Majestades.

l'romesas de los plenipotenciarios. ART. 24°. — Todos los artículos arriba escritos han sido tratados, acordados y estipulados entre los susodichos embajadores extraordinarios y plenipotenciarios de los señores reyes de España y Portugal, en nombre de Sus Majestades; y prometen en virtud de sus plenos poderes que los dichos artículos en general y cada uno en particular serán inviolablemente observados, cumplidos y ejecutados por los señores reyes sus amos.

Término para el cambio de satificaciones. ART. 25°.— Las ratificaciones del presente tratado dadas en buena y debida forma se cambiarán de una parte y otra dentro del término de cincuenta dias, que empezarán desde el de la firma, ó ántes si se pudiere.

En fe de lo cual, y en virtud de las órdenes y plenos poderes que nosotros los que abajo firmamos tenemos de nuestros amos el rey de España y el rey de Portugal, hemos firmado el presente tratado y hecho poner en él los sellos de nuestras armas. Fecho en Utrecht á 6 dias del mes de febrero de 1715 años. — El duque de Osuna.—Conde de Tarouca.—Don Luis Dacunha.

ARTÍCULO SEPARADO.

Por el presente artículo separado, que tendrá la misma fuerza y vigor que si estuviese inserto en el tratado de paz concluido hoy entre Sus Majestades Católica y Portuguesa, y que debe ser ratificado como el tratado mismo, se ha convenido por los embajadores extraordinarios y plenipotenciarios de ambas Majestades, que el comercio recíproco de las dos naciones se restablezca y continúe de la misma manera y con las mismas seguridades, libertades, exenciones, franquezas, derechos de entradas y salidas, y todas las demas dependencias como se hacía ántes de la presente guerra, miéntras no se arregle otra cosa, y se declare la conformidad en que debe correr el comercio entre las dos naciones. En fe de lo cual y en virtud de las órdenes y plenos poderes que nosotros los que abajo firmamos tenemos de nuestros amos el rey de España y el rey de Portugal, hemos firmado el presente artículo separado y hecho poner en él los sellos de nuestras armas. En Utrecht á 6 dias del mes de febrero de 1715 años. — El duque de Osuna. — El conde de Tarouca. — Don Luis Dacunha.

Tanto el tratado como este artículo fueron ratificados por el señor rey católico D. Felipe V en Buen Retiro á 2 de marzo de 1715; y por el señor rey de Portugal D. Juan en Lisboa el 9 de dicho mes y año.

1715.

Sobre
el restablecimiento
y continuacion
del comercio
re (proco.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

حلكلت

1715. Tratado explanatorio de los de paz y comercio ajustados entre España é Inglaterra en el año de 1713, concluido en Madrid en 14 de diciembre de 1715.

Concluido
el 14 de diciembre
de 1715.
Ratificado
el 23 de diciembre
de 1715
y el 24 de enero
de 1716.

Habiendo quedado aun despues de los tratados de paz y de comercio últimamente concluidos en Utrecht en 13 de julio y en 9 de diciembre de 1713, entre Su Majestad Católica y la difunta reina de la Gran Bretaña, de gloriosa memoria, algunas pequeñas diferencias tocantes al comercio y curso de él; y hallándose Sus Majestades Católica y Británica inclinados á mantener y cultivar una firme é inviolable paz y amistad, han hecho para lograr este saludable fin, concluir y firmar por los dos ministros, recíprocamente y en la debida forma á este fin calificados, los artículos siguientes:

Pago de derechos por vasallos ingleses. ART. 1°. — Los vasallos ingleses no estarán obligados á pagar mayores ú otros derechos por las mercaderías que introducen y extraen de diferentes puertos de Su Majestad Católica, que los que pagaban por las mismas en tiempo del rey Cárlos II, arreglados por cédulas y ordenanzas del referido rey ó sus predecesores. Y aunque el pié del fardo no esté fundado en ninguna ordenanza real, no obstante Su Majestad Católica declara, quiere

y manda que se observe al presente y en lo venidero como una ley inviolable: los cuales derechos se exigirán y sacarán ahora y en adelante con las mismas ventajas y favores de los referidos vasallos.

Confirmación

1715.

Art 2°.— Confirma Su Majestad Católica el tratado hecho por los comerciantes ingleses con los magistrados de Santander el año de mil y setecientos.

de un tratado.

ART. 3º.— Su Majestad Católica permite á los referidos vasallos recoger y tomar sal en la isla de *Fortudos*, habiendo gozado de esta licencia en tiempo del rey Cárlos II sin interrupcion alguna.

Permiso de recoger sal.

ART. 4°. — Los referidos vasallos no pagarán parte alguna mas de mayores ú otros impuestos que los que pagan los mismos vasallos de Su Majestad Católica en el mismo paraje.

Pago de iguales derechos.

Art. 5°. — Gozarán los dichos vasallos de todos y cualesquiera derechos, privilegios, franquezas, exenciones é inmunidades de que gozaron ántes de la última guerra en virtud de cédulas reales ú ordenanzas, y por los artículos del tratado de paz y comercio hecho en Madrid en el año de 1667, el cual se confirma plenamente aquí (1); y los dichos vasallos serán tratados en España de la misma forma que la nacion mas favorecida; y por consecuencia, pagarán todas las naciones los mismos derechos sobre las lanas y otras mercaderías que entraren ó sacaren por tierra de estos reinos, que pagaren los dichos vasallos sobre las mismas mercaderías que entraren ó sacaren por mar; y todos los derechos, privilegios, franquezas, exenciones é inmunidades que se concedieren ó permitieren á cualquier otra nacion, se concederán y permitirán á los referidos vasallos, y lo mismo se concederá, observará y permitirá á los vasallos de España en los reinos de Su Majestad Británica.

Derechos , privilegios, etc., recíprocos.

ART. 6°. — Y pudiendo haber habido innovaciones en el comercio, promete Su Majestad Católica aplicar de su parte todo el cuidado posible para abolirlas y hacerlas evitar por todos los medios en lo venidero; é igualmente Su Majestad

Promesas sobre abolicion de innovaciones.

⁽¹⁾ Se inserta en el de Utrecht de 9 de diciembre de 1718.

Británica promete aplicar todo el cuidado posible para abolir de su parte todas las innovaciones y evitarlas en lo venidero por todos medios.

Fuerza del tratado de Utrecht, con excepciones. ART. 7°.— El tratado de comercio hecho en Utrecht en 9 de diciembre de 1713 quedará en su fuerza, á excepcion de los artículos que se hallaren contrarios á lo que se ha concluido y firmado hoy, los cuales serán abolidos y de ninguna fuerza; y sobre todo los tres artículos llamados comunmente explanatorios y el presente serán aprobados, ratificados y cambiados de una y otra parte en el término de seis semanas, ó ántes si fuere posible. En fe de lo cual, y en virtud de nuestros plenos poderes, firmamos el presente. En Madrid á 14 de diciembre de 1715.

— El marques DE BEDMAR. — JORJE BUBB.

El rey católico D. Felipe V le ratificó en 24 de enero de 1716; habiéndolo ya hecho en 23 de diciembre de 1715 el rey británico.

- COLOREDOS

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

Tratado declaratorio de algunos artículos del asiento de negros que se pactó el 26 de marzo de 1716 con la Inglaterra, concluido en Madrid el 26 de mayo de 1716.

1716.

Despues de una larga guerra que afligió á casi toda la Europa y causó lastimosas consecuencias, viendo que su contitinuación podia causar mas, se convino con la reina de la Gran Bretaña, de gloriosa memoria, en detenerla por medio de una buena y sincera paz : y á fin de hacerla firme y sólida y mantener la union entre las dos naciones, se resolvió que el asiento de negros de nuestras Indias occidentales quedaria en lo venidero y por el tiempo expresado en el tratado del asiento á cuenta de la compañía real de Inglaterra. Y habiéndonos hecho hacer sobre esto la referida compañía varias representaciones por el ministro de la Gran Bretaña, las mismas que ha hecho ella al rey su amo, tocante á algunas dificultades que miran á ciertos artículos del mencionado tratado; y deseando nos, no solamente mantener la paz establecida con la nacion inglesa, sino conservarla y aumentarla con una nueva y perfecta inteligencia, ordenamos á nuestros ministros confiriesen sobre el expresado negocio del asiento con el ministro plenipotenciario de

Concluido
el 26 de mayo,
y ratificado
el 12 de junio.

la Gran Bretaña, á fin de que segun equidad se procurase convenir sobre los mencionados artículos, como de hecho se ha convenido por las declaraciones siguientes:

Declaraciones sobre el tratado de 26 de marzo de 1713.

ART. 1° .- En el tratado del asiento hecho entre Sus Majestades Católica y Británica en 26 de marzo de 1713 para la introduccion de los negros en las Indias por la compañía de Inglaterra y por el tiempo de treinta años, que deben empezar en 1º de mayo de 1713, se sirvió conceder Su Majestad Católica á la dicha compañía la gracia de enviar cada año, durante el dicho asiento, á las Indias un bajel de 500 toneladas, como se explica en dicho tratado; con condicion de que las mercaderías de que fuese cargado el expresado bajel anual, no se pudiesen vender sino es en el tiempo de la feria; y que si el bajel llegase á las Indias ántes que arribasen los bajeles de España, las personas destinadas por la dicha compañía estarian obligadas á descargar todas las mercaderías y á ponerlas en depósito en los almacenes del rey católico debajo de dos llaves y con otras circunstancias expresadas en el dicho tratado, en el interin que se podia venderlas al tiempo de la feria.

Seguridad pedida por la compañía en punto à feria.

ART. 2º. - De parte del rey británico y de la dicha companía se ha representado que la mencionada gracia concedida por el rey católico se concedió precisamente para indemnizar las pérdidas que la compañía hiciese en el asiento: de suerte que si se hubiese de observar la condicion de no vender las mercaderías sino es en el tiempo de la feria, y no haciéndose esta regularmente cada año, segun la experiencia lo ha hecho ver por lo pasado lo que podia suceder en lo venidero, en lugar de sacar provecho, la compañía perderia el capital de su dinero; pues se sabe muy bien que las mercaderías en aquel país no pueden conservarse mucho tiempo y particularmente en Portobelo. Por esta razon pide la compañía una seguridad de que la feria se hará cada año en Cartagena, en Portobelo ó en la Veracruz; y que se la advierta del uno de los tres puertos que se hubiere destinado para hacer en él la feria, á fin de que pueda hacer partir su bajel y que arribado que este sea á los mismos puertos, y no haciéndose la feria, pueda la compañía vender sus mercaderías despues de un cierto tiempo determinado, contándose desde el dia del arribo del bajel al puerto.

Declaracion

1716.

ART. 3°. — Queriendo Su Majestad Católica dar nuevas señales de su amistad al rey de la Gran Bretaña y afirmar la union y la correspondencia entre las dos naciones, ha declarado y declara, que se hará regularmente la feria cada año en el Perú ó en la Nueva España, y que se dará aviso á la corte de Inglaterra del tiempo preciso en que la flota ó galeones partirán para las Indias, á fin de que la compañía pueda hacer partir al mismo tiempo el bajel concedido por Su Majestad Católica; y en caso que la flota y galeones no hubieren partido de Cádiz en todo el mes de junio, será permitido á la compañía hacer partir su bajel, dando aviso del dia de la partida á la corte de Madrid ó al ministro del rey católico que estuviere en Lóndres; y en habiendo llegado á uno de los tres puertos de Cartagena, Portobelo ó la Veracruz, estará obligado á aguardar allí á la flota ó á los galeones cuatro meses, que empezarán desde el dia del arribo del dicho bajel; y expirado este término, será permitido á la compañía vender sus mercaderías sin obstáculo alguno; bien entendido, que en caso que este bajel de la compañía vaya al Perú, debe ir en derechura á Cartagena y á Portobelo, sin que pueda tocar en la mar del Sur.

ART. 4°. — La mencionada compañía ha representado asimismo que siendo incierto el número y precio de los negros que se deben comprar en África y que haciéndose esta compra con mercaderías que se deben trasportar á aquel país, y no debiendo exponerse á que falten las mercaderías para hacer el dicho comercio, puede suceder que las haya de sobra; de suerte que la compañía pide que las mercaderías que quedaren sin haberlas trocado con los negros, se puedan trasportar á las Indias; pues en otra forma se hallaria obligada á arrojarlas en la mar. Á este efecto ofrece la compañía para mayor precaucion poner en depósito las referidas mercaderías que hubiere de sobra en el primer puerto que se encontráre de Su Majestad Católica y en los almacenes reales para volverlas á tomar cuando el bajel volviere á Europa.

Transporte à las Indias de mercancias sobrantes en África. 1716.
Concesion de S. M. C. sobre esto.

ART. 5°. - Por lo que mira á este artículo en órden á que las mercaderías de sobra que no se hubieren empleado en la compra de negros y que por la falta de almacenes en África se deberán trasportar á las Indias para depositarlas en los puertos de Su Majestad Católica debajo de dos llaves, de las cuales se guardará la una por los oficiales reales, y la otra por el comisario de la dicha compañía; quiere Su Majestad Católica concederlo solamente en el puerto de Buenos Aires, porque desde África hasta dicho puerto de Buenos Aires no hay ninguna isla ni paraje del dominio del rey británico en donde los bajeles del asiento de negros pueda detenerse : lo que no sucede en la navegacion de África á los puertos de Carácas, Cartagena, Portobelo, Veracruz, Habana, Puerto Rico y Santo Domingo; pdes en las islas de Barlovento posee Su Majestad Británica las islas de las Barbadas, de Jamáica y otras en las cuales los expresados bajeles del asiento pueden detenerse, y dejar en ellos las mencionadas mercaderías de sobra, que no se hubieren trocado con los negros, para volverlas á tomar cuando volvieren á Europa. En esta forma se quita toda suerte de sospecha y se caminará de buena fe en este negocio del asiento, que es lo que se debe desear de una y otra parte, y aun lo que conviene. Estarán obligados los comisarios de la dicha compañía á hacer luego que el bajel llegue al puerto de Buenos Aires una declaracion de todas las dichas mercaderías á los oficiales de Su Majestad Católica; con la condicion de que todas las mercaderías que no se declarasen serán inmediatamente confiscadas y adjudicadas á Su Majestad Católica.

Representacion de la compañía sobre pagamento de ciertos derechos.

• .

ART. 6°. — Ha representado tambien á Su Majestad Católica la dicha compañía que se encuentra alguna dificultad en el pagamento de los derechos del año de 1713, estipulado y convenido en el tratado del asiento, en el cual se dice que el asiento debe empezar el dia 1° de mayo del dicho año; no obstante, habiendo hecho la compañía al mismo tiempo la compra del número completo de negros para tenerlos debajo de la proteccion de Su Majestad Católica hasta la firma del tratado, no se permitió la entrada de los dichos negros en las Indias, segun la cláusula

que se insertó en el artículo 18, es á saber, que no tendria lugar la ejecucion hasta la publicacion de la paz : de suerte que la compañía se halló obligada á hacerlos vender á las colonias británicas con una pérdida considerable. Y aunque la compañía no ha gozado de provecho alguno, ántes bien ha perdido por causa del referido artículo y de la cláusula inserta en el dicho tratado por los ministros de Su Majestad Católica; no obstante, queriendo dar la compañía muestras de su humildísimo respeto á Su Majestad Católica, se allana á pagar por el año de 1714 (se entiende desde 1º de mayo de dicho año en adelante) cediendo enteramente á la pretension de dos años, con condicion de que Su Majestad Católica se servirá conceder á la dicha compañía permision del bajel con las condiciones arriba explicadas, en el cual es Su Majestad interesado en la cuarta parte de la ganancia con el cinco por ciento de las otras tres partes: de suerte que la dicha compañía se obliga á pagar á la voluntad de Su Majestad Católica, luego que tenga una respuesta favorable, no solo los doscientos mil pesos del pagamento anticipado, sino tambien lo que se debe por los dos años; cuyas dos sumas juntas hacen el total de cuatrocientos sesenta y seis mil seiscientos y sesenta y seis pesos y dos tercios.

ART. 7°. — Habiendo hecho Su Majestad Católica atencion á la dicha representacion, se ha servido conceder, como concede, á la dicha compañía, que el dicho asiento empezará desde 1° de mayo de 1714; y en su consecuencia que la dicha compañía estará obligada á pagar los derechos de dos años que empezaron en 1° de mayo de 1714 y cumplieron en 1° de mayo de 1716, como tambien los doscientos mil pesos de anticipacion; cuya suma se obliga á pagar la compañía en Amsterdam, en Paris, en Lóndres ó en Madrid, toda entera ó repartida, segun fuere del agrado de Su Majestad Católica; y de la misma forma se harán en adelante los pagamentos por todo el tiempo que durare el dicho asiento; á los cuales pagamentos estarán obligados los bienes de la expresada compañía.

ART. 8°. — Por lo que mira al bajel anual que Su Majestad Católica ha concedido á la compañía y que no ha enviado á las

Concesion sobre esto à la compania.

Indemnizacion à la compañía por S. M. C. 1716

Indias en los tres años de 1714, 1715 y 1716, habiéndose obligado la compañía á pagar á Su Majestad Católica los derechos y las rentas de los tres años sobredichos, se ha servido Su Majestad indemnizar á la dicha compañía, concediéndola pueda repartir las mil y quinientas toneladas en diez porciones anuales, empezando desde el año próximo de 1717, y acabando en el año de 1727. De suerte que el bajel concedido en el tratado del asiento, en lugar de las quinientas toneladas, será de seiscientas y cincuenta (debiéndose reputar cada una de ellas, medida de dos pipas de Málaga, y del peso de veinte quintales, como es ordinario entre España é Inglaterra) durante los dichos diez años, con la condicion de que el dicho bajel será visitado y registrado por los ministros y oficiales de Su Majestad Católica que estuvieren en los puertos de la Veracruz, Cartagena y Portobelo.

Subsiste el asiento de 26 de marzo de 1713. ART. 9°. — El tratado del asiento hecho en Madrid en 26 de marzo de 1713 quedará en su fuerza á la reserva de los artículos que se hallaren contrarios á lo convenido y firmado hoy; los cuales serán abolidos y de ninguna fuerza, y la presente será presentada, aprobada, ratificada y trocada de una y otra parte en el término de seis semanas, ó ántes si es posible. En fe de lo cual, y en virtud de nuestros plenos poderes, firmamos la presente en Madrid á 26 de mayo de 1716. — El marques DE BEDMAR. — JORJE BUBB.

Su Majestad Católica don Felipe V aprobó y ratificó estos artículos en el Buen Retiro á 12 de junio del mismo año.

20

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

-ULLES

ARTÍCULOS PRELIMINARES

AJUSTADOS POR PARTE DEL REY DON JUAN V Y DON FELIPE V, REY DE ESPAÑA,

EN CONFORMIDAD DE LOS CUALES SE DEBIA CELEBRAR

EL TRATADO MATRIMONIAL DEL PRÍNCIPE DEL BRASIL DON JOSÉ

CON LA INFANTA DE ESPAÑA DONA MARIA ANA VICTORIA.

Artigos preliminares ajustados por parte de el rei o senhor D. João V e D. Filippe V, rei de Hespanha, na conformidade dos quaes se devia celebrar o tratado matrimonial do principe do Brazil ó senhor don José e a senhora infanta de Hespanha dona Maria Anna Victoria; assignados no real sitio de S. Ildefonso, a 7 de outubro de 1725 (1), ratificados por parte de Portugal em 13 e pela de Hespanha em 14 dos ditos mez é anno.

(Archivo da secretaria de estado dos negocios estrangeiros.)

Artículos preliminares que se ajustaron y firmaron por los plenipotenciarios del rey católico de España y del rey de Por-

Firmedos el 7 de octubre,

(1) N'esta mesma data assignaram-se, mutatis mutandis, os artigos prelimi-

1725.

tugal, conforme á los cuales se ha de celebrar el tratado matrimonial del muy alto y muy poderoso príncipe del Brasil D. José con la muy alta y muy poderosa infanta de España Da María Ana Victoria.

Época
y circunstancias
de los desposorios
y casamiento.

ART. 1. — Se ha ajustado que, con la gracia y bendicion de Dios, alcanzada primero dispensacion de nuestro muy santo padre el Papa, en razon de la proximidad y consanguinidad entre el muy alto y muy poderoso príncipe del Brasil D. José, y la muy alta y muy poderosa infanta Da María Ana Victoria, harán celebrar sus desposorios y matrimonio por palabras de presente, segun la forma prescripta por los sagrados cánones y constituciones de la Iglesia Católica, Apostólica, Romana, así que la dicha serenisima señora infanta haya llegado á la edad de doce años cumplidos, y despues que se haya fijado el tiempo entre la Majestad del rey católico y la Majestad del rey de Portugal, se harán los desposorios y casamiento en la corte de Su Majestad Católica; y por cuanto la dicha serenísima señora infanta tiene ya cumplida la edad de siete años y el serenisimo príncipe la de onze, se ajustó reciprocamente, que obtenida la referida dispensacion de nuestro muy santo padre el Papa, se harán luego en la corte de Su Majestad Católica los esponsales de futuro matrimonio, para lo que se darán los poderes y autoridad necesaria, así por el serenísimo príncipe del Brasil, como por el serenísimo rey de Portugal, su padre, al ministro ó persona que fuere mas de su agrado.

Dote que promete el rey católico. ART. 2. — El serenísimo rey católico promete y se obliga á dar y dará á la serenísima señora infanta Dª María Ana Victoria en dote y á favor del matrimonio con el serenísimo príncipe D. José, y pagará á la Majestad del rey de Portugal, ó á quien tuviere su poder y comision, la suma de quinientos mil escudos de oro del sol, ó su justo valor en la ciudad de Lisboa, y se entregará la dicha suma al tiempo de efectuarse el matrimonio.

nares para o casamento da infanta a senhora D. Maria Barbara, com D. Fernando, principe de Asturias.

ART. 3. — La Majestad del rey de Portugal se obliga á asegurar y asegurará el dote de la serenísima señora infanta D^a María Ana Victoria, en buenas rentas y asignaciones seguras, á satisfaccion de Su Majestad Católica ó de las personas que para este efecto nombráre al tiempo del pagamento, y remitirá luego á Su Majestad Católica los documentos de la dicha asignacion; y en el caso de disolverse el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la restitucion del dote, será este restituido á la serenísima señora infanta ó sus herederos y sucesores, que lograrán los réditos que importaren los dichos quinientos mil escudos de oro del sol, á razon de cinco por ciento, que se pagarán en virtud de las dichas asignaciones.

ART. 4. - Por medio del pagamento efectivo que se hará á la Majestad del rey de Portugal de los dichos quinientos mil escudos de oro del sol, ó su justo valor en el término que queda dicho, se dará por satisfecha la serenísima señora infanta, y se satisfará del dicho dote, sin que adelante pueda alegar otro algun derecho ni intentar otra alguna accion ó pretension, pretendiendo que la pertenecian ó puedan pertenecer otros mayores bienes raízes, derechos ó acciones por causa de herencias y mayores sucesiones, de Sus Majestades Católicas su padre y madre, ni de cualquier otra manera, y por cualquier causa ó título que sea, que lo sepa ó lo ignore, bien entendido que de cualquier calidad y condicion que fueren las cosas arriba dichas, debe quedar excluida de ellas; y ántes de efectuarse los desposorios hará renuncia en buena y debida forma y con todas las seguridades, formas y solemnidades que fueren requeridas y necesarias, la cual renuncia hará la serenísima señora infanta, ántes de estar casada por palabras de presente,

y la confirmacion luego despues de celebrar el matrimonio, y aprobará y ratificará juntamente con el serenísimo príncipe del Brasil con las mismas formas y solemnidades que la serenísima señora infanta hubiese hecho la sobredicha primera renuncia, y ademas con las cláusulas que se juzgaren mas convenientes y necesarias, y el serenísimo señor príncipe y la serenísima señora infanta quedarán y quedan así de presente como para

1725. Cômo la asegura el rey de l'ortugal.

Otras
particularidades
sobre el dote.

entónces obligados al cumplimiento y efecto de la dicha renuncia y ratificacion, en conformidad de los presentes artículos, y las sobredichas renuncias y ratificaciones serán habidas y juzgadas así presentemente como entónces por bien hechas y verdaderamente pasadas y otorgadas, y las dichas renuncias y ratificaciones se harán en la forma mas auténtica y eficaz que pudiera ser para que sean buenas y válidas, juntamente con todas las cláusulas derogatorias de cualquier ley, jurisdiccion, costumbres, derechos y constituciones á esto contrarias ó que impidiesen en todo ó en parte las dichas renuncias y ratificaciones; y para el efecto y validacion de lo que arriba queda dicho, la Majestad del rey católico y Su Majestad Portuguesa derogarán y derogan desde el presente sin alguna reserva, y entenderán y entienden así de presente como para entónces, tener derogadas todas las excepciones en contrario.

Anillos y joyas.

ART. 5. — La Majestad del rey de Portugal dará á la serenísima señora infanta dona María Ana Victoria, en su llegada al reino de Portugal, para sus anillos y joyas el valor de ochenta mil pesos, los cuales la pertenecerán sin dificultad despues de celebrado el matrimonio, de la misma suerte que todas las otras joyas que llevará consigo y serán propias de la dicha serenísima señora infanta y de sus herederos y sucesores ó de aquellos que tuvieren su derecho.

Atras.

ART. 6. — La Majestad del rey de Portugal asignará y constituirá à la serenísima señora infanta dona María Ana Victoria para sus arras veinte mil escudos de oro del sol al año, que serán asignados sobre rentas y tierras, de las cuales tendrá jurisdicion, y el lugar principal el título de ducado, de suerte que las dichas rentas y tierras lleguen hasta la dicha suma de veinte mil escudos de oro del sol cada año; de los cuales lugares y tierras así dadas y asignadas gozará la serenísima señora infanta por sus manos y por su autoridad y de las de sus comisarios y oficiales, y en las dichas tierras proveerá las justicias, y ademas de esto la pertenecerá la provision de los oficios como es cestumbre, entendiéndese que los dichos oficios no podrán ser dados sino á Portugueses de nacimiento, como tambien la

.....

administracion y arrendamiento de las dichas tierras conforme á las leyes y costumbres del reino de Portugal; y de la sobredicha asignacion entrará á gozar y poseer la serenísima señora infanta D' María Ana Victoria, luego que tuvieren lugar las arras para gozar de ellas toda su vida, sea que quede en Portugal ó se retire á otra parte.

1725.

ART. 7. - La Majestad del rey de Portugal dará y asegurará Gasto de cámara. á la serenísima señora infanta Dª María Ana Victoria para el gasto de su cámara y para mantener su estado y su casa, una suma conveniente tal cual pertenece á mujer de un tan gran príncipe y á hija de tan poderoso rey, asignándola en la forma y manera con que se acostumbra hacer en Portugal para semejantes manutenciones y gastos.

> Conduccion y recepcion de la infanta.

ART. 8. — Su Majestad Católica hará conducir en el tiempo que se ajustáre á su costa y gasto á la serenísima señora infanta Da María Ana Victoria, su hija, á la frontera y raya de Portugal, con la dignidad y cortejo que requiere una tan grande princesa, y será recibida de la misma suerte de parte de la Majestad del rey de Portugal, y tratada y servida con toda la magnificencia que conviene.

> Circunstancias previstas para el caso de divorcio.

ART. 9. — En el caso que se disuelva el matrimonio entre el serenísimo principe del Brasil y la serenísima señora infanta D' María Ana Victoria, y que esta sobreviva al dicho serenísimo príncipe, en este caso será libre á la dicha serenísima señora infanta quedar en Portugal, en el lugar que quisiere, ó volver á España ó á cualquier otro lugar conveniente, aunque sea fuera de Portugal, todas y cuantas veces bien le pareciere, con todos sus bienes, dote y arras, joyas, vestidos y vajilla de plata y cualesquier otros muebles, con sus oficiales y criados de su casa, sin que por cualquier razon ó consideracion que sea se la pueda poner algun impedimento ni embarazo á su partida, directa ó indirectamente, ni impedirla el uso y recuperacion de sus dichos dote, arras, y joyas ni otras asignaciones que se la hubiesen hecho ó debido hacer; y para este efecto dará la Majestad del rey de Portugal á Su Majestad Católica para la sobredicha serenisima señora infanta D' María Ana Victoria, su

hija, aquellas cartas y seguridades que fueren necesarias, firmadas de su propia mano y selladas con su sello, y desde ahora para entónces la asegurará y prometerá la Majestad del rey de Portugal por sí y por los reyes sus sucesores con fe y palabra real.

Súplica al sumo pontífice. ART. 10. — Su Majestad Católica y Portuguesa suplicarán á nuestro muy santo padre el Papa con el tratado que se hará en virtud de estos artículos, se sirva aprobarle y darle su bendicion apostólica, y asimismo aprobar las capitulaciones y las ratificaciones que hubieren hecho las referidas Majestades, y que hará la referida serenísima señora infanta, como tambien los actos y juramentos que se hicieren para su cumplimiento, insertándolos en sus letras de aprobacion y bendicion.

Promesa de ratificacion, ART. 11. — Los presentes artículos de matrimonio convenidos y ajustados entre los plenipotenciarios de ambas Majestades abajo firmados en virtud de sus respectivos plenos poderes, serán ratificados en buena y debida forma, serán trocados dentro de veinte dias, ó mas presto si fuere posible. En fe de lo cual los dichos plenipotenciarios firmaron de su propia mano estos artículos y los hicieron poner los sellos de sus armas. Fecho en este real sitio de San Ildefonso, á siete del mes de octubre de mil setecientos y veinte y cinco.

José da Cunha Brochado.

El marques de Grimaldo.

(L. S.)

(L. S.)

Antonio Guedes Pereira.

(L. S.)

PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

TRATADO MATRIMONIAL

DE DON JOSÉ, PRINCIPE DE BRASIL, Y DONA MARÍA VICTORIA, INPANTA DE ESPAÑA.

Tratado matrimonial do senhor don José, principe do Brazil, com a senhora dona Maria Anna Victoria, infanta de Hespanha, assignado em Madrid a 3 de setembro de 1727 e ratificado por parte de Portugal em 15, e pela de Hespanha em 14 dos ditos mez e anno.

1727.

(Archivo da secretaria de estado dos negocios estrangeiros.)

Tratado matrimonial acordado entre el comisario del rey de España D. Juan Bautista de Orendayn, marques de la Paz, de su consejo, y primer secretario de Estado y del despacho, y el embajador extraordinario del rey de Portugal don Rodrigo Annes de Sá Almeyda y Menezes, su muy amado y caro sobrino, de su consejo, gentilhombre de su cámara, marques de Abrántes, para el casamiento que debe efectuarse entre el muy

Firmado el 3, y ratificado el 14 y el 18 de setiembre.

13

alto y muy poderoso príncipe del Brasil don Joseph, hijo primogénito del muy alto, muy excelente y muy poderoso príncipe D. Juan Quinto, por la gracia de Dios, rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente y muy poderosa princesa D. María Ana de Austria, tambien por la gracia de Dios, reina de Portugal, y la muy alta y muy poderosa princesa D. María Ana Victoria, infanta de España, hija del muy alto, muy excelente y muy poderoso príncipe D. Felipe Quinto, por la misma gracia de Dios, rey de España, y de la muy alta, muy excelente y muy poderosa princesa D. Isabel Farnese, asimismo por la gracia de Dios, reina de España, segun los plenos poderes que han recibido los dichos ministros de la Majestad del rey católico, y de la Majestad del rey de Portugal, cuyas copias se insertarán al pié del presente tratado.

Consideraciones generales.

En nombre de la Santísima Trinidad, Padre, Hijo y Espíritu Santo, un solo Dios verdadero, á su honor y gloria, y por el bien recíproco de los pueblos, súbditos, y vasallos de uno y otro reino. Sea notorio á todos aquellos que las presentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que habiéndose firmado en el real sitio de San Ildefonso, á los siete dias del mes de octubre del año del nacimento de Nuestro Señor Jesucristo de mil setecientos y veinte y cinco, por el marques de Grimaldo, ministro y plenipotenciario de la Majestad del rey católico, y por Joseph de Acuña Brochado, y Antonio Guedes Pereira, ministros y plenipotenciarios de la Majestad del rey de Portugal, los artículos preliminares para el matrimonio que se debe efectuar del muy alto y muy poderoso príncipe del Brasil D. Joseph. hijo primogénito del muy alto, muy excelente y muy poderoso príncipe D. Juan Quinto, por la gracia de Dios, rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente y muy poderosa princesa Dª María Ana de Austria, tambien por la gracia de Dios, reina de Portugal; y la muy alta y muy poderosa princesa Dª María Ana Victoria, infanta de España, hija del muy alto, muy excelente y muy poderoso príncipe D. Felipe Quinto, por la misma gracia de Dios, rey de España, y de la muy alta, muy excelente y muy poderosa princesa D' Isabel Farnese,

asimismo por la gracia de Dios, reina de España; cuyos artículos fueron ratificados en el mismo real sitio de San Ildefonso, á catorce de octubre del mismo año de mil setecientos y veinte y cinco por la Majestad del rey católico, y por la Majestad del rey de Portugal en la corte de Lisboa occidental, á los trece del mismo mes de octubre del dicho año de mil setecientos y veinte y cinco.

Y por cuanto nos, como ministros y plenipotenciarios, ahora especialmente diputados, debemos reducir dichos artículos á un tratado formal, en virtud de los plenos poderes respectivos, que por Sus Majestades nos fueron concedidos, solo para este fin, en la forma que despues de este tratado serán copiados: habiéndolos visto y examinado, y hallándolos en buena y debida forma, convenimos lo siguiente:

ART. 1. — Se ha ajustado que con la gracia y bendicion de Dios, alcanzada primero dispensacion de nuestro muy santo padre el Papa, en razon de la proximidad y consanguinidad entre el muy alto y muy poderoso príncipe del Brasil D. Joseph, y la muy alta y muy poderosa infanta Da María Ana Victoria, harán celebrar sus desposorios y matrimonio por palabras de presente, segun la forma prescripta por los sagrados cánones y constituciones de la Iglesia Católica, Apostólica, Romana, así que la dicha serenísima señora infanta haya llegado á la edad de doce años cumplidos; y despues que se haya ajustado y fijado el tiempo entre la Majestad del rey católico, y la Majestad del rey de Portugal, se harán los desposorios y casamiento en la corte de Su Majestad Católica. Y por cuanto la dicha serenisima señora infanta tiene ya cumplida la edad de siete años, y el serenísimo príncipe la de onze, se ajustó recíprocamente, que obtenida la referida dispensacion de nuestro muy santo padre el Papa, se harán luego en la corte de Su Majestad Católica los esponsales de futuro matrimonio, para lo que se darán los poderes y autoridad necesaria, así por el serenisimo principe del Brasil, como por el serenisimo rey de Portugal, su padre, al ministro ó persona que fuere mas de su agrado.

Ajuste sobre dispensa de parentesco. 1727. Sobre dote. ART. 2. — El serenísimo rey católico promete y se obliga á dar y dará á la serenísima señora infanta Dª María Ana Victoria en dote, y á favor del matrimonio con el serenísimo príncipe D. Joseph, y pagará á la Majestad del rey de Portugal, ó á quien tuviere su poder y comision, la suma de quinientos mil escudos de oro del sol, ó su justo valor en la ciudad de Lisboa, y se entregará la dicha suma al tiempo de efectuarse el matrimonio.

Sobre su seguridad.

ART. 3. — La Majestad del rey de Portugal se obliga á asegurar y asegurará el dote de la serenísima señora infanta Dº María Ana Victoria, en buenas rentas y asignaciones seguras, á satisfaccion de Su Majestad Católica, ó de las personas que para este efecto nombráre al tiempo del pagamento, y remitirá luego á Su Majestad Católica los documentos de la dicha asignacion; y en el caso de disolverse el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la restitucion del dote, será este restituido á la serenísima señora infanta, ó sus herederos y sucesores, que lograrán los réditos que importaren los dichos quinientos mil escudos de oro del sol, á razon de cinco por ciento que se pagarán en virtud de las dichas asignaciones.

Su pagamento efectivo. Renuncias consiguientes.

ART. 4. — Por medio del pagamento efectivo que se hará á la Majestad del rey de Portugal de los dichos quinientos mil escudos de oro del sol, ó su justo valor en el término que queda dicho, se dará por satisfecha la serenísima señora infanta, y se satisfará del dicho dote, sin que en adelante pueda alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion ó pretension, pretendiendo que la pertenezcan, ó puedan pertenecer otros mayores bienes, razones, derechos, ó acciones por causa de herencias, y mayores sucesiones de Sus Majestades Católicas, su padre y madre, ni de cualquiera otra manera, y por cualquiera causa y título que fuere, ó sea, que lo sepa, ó lo ignore, bien entendido que de cualquiera calidad y condicion que fueren las cosas arriba dichas, debe quedar excluida de ellas; y ántes de efectuarse los desposorios hará renuncia en buena y debida forma, y con todas las seguridades, formas y solemnidades que fueren requeridas y necesarias, la cual renuncia hará la sere-

nísima señora infanta ántes de estar casada por palabras de presente, y la confirmará luego despues de celebrar el matrimonio, y aprobará y ratificará juntamente con el serenisimo príncipe del Brasil, con las mismas formas y solemnidades que la serenisima señora infanta hubiere hecho la sobredicha primera renuncia, y ademas con las cláusulas que se juzgaren mas convenientes y necesarias; y el serenísimo príncipe y la serenísima señora infanta quedarán y quedan, así de presente como para entónces, obligados al cumplimento y efecto de la dicha renuncia y ratificacion, en conformidad de los presentes artículos; y las sobredichas renuncias y ratificaciones serán habidas y juzgadas así presentemente como entónces por bien hechas, y verdaderamente pasadas y otorgadas, y las dichas renuncias y ratificaciones se harán en la forma mas auténtica y eficaz que pudiere ser, para que sean buenas y válidas, juntamente con todas las cláusulas derogatorias de cualquiera ley, jurisdiccion, costumbres, derechos y constituciones á esto contrarias, ó que impediesen en todo ó en parte las dichas renuncias y ratificaciones; y para el efecto y validacion de lo que arriba queda dicho, la Majestad del rey católico y Su Majestad Portuguesa derogarán y derogan desde el presente sin alguna reserva, y entenderán, y entienden así de presente como para entónces tener derogadas todas las excepciones en contrario.

ART. 5. — La Majestad del rey de Portugal dará á la serenísima señora infanta Da María Ana Victoria en su llegada al reino de Portugal, para sus anillos y joyas, el valor de ochenta mil pesos, los cuales la pertenecerán sin dificultad despues de celebrado el matrimonio, de la misma suerte que todas las otras joyas que lleváre consigo, y serán propias de la dicha serenísima señora infanta, y de sus herederos y sucesores ó de aquellos que tuvieren su derecho.

ART. 6. — La Majestad del rey de Portugal asignará y constituirá á la serenísima señora infanta Da Ana María Victoria para sus arras veinte mil escudos de oro del sol al año, que serán asignados sobre rentas y tierras, de las cuales tendrá jurisdiccion, y el lugar principal el título de ducado, de suerte que

1727.

Sobre anillos y joyas.

Sobre arras.

las dichas rentas y tierras lleguen hasta la dicha suma de veinte mil escudos de oro del sol cada año; de los cuales lugares y tierras así dadas y asignadas gozará la serenísima señora infanta por sus manos y por su autoridad, y de las de sus comisarios y oficiales, y en las dichas tierras proveerá las justicias, y ademas de esto la pertenecerá la provision de los oficios, como es costumbre, entendiéndose que los dichos oficios no podrán ser dados sino á Portugueses de nacimiento, como tambien la administracion y arrendamiento de las dichas tierras, conforme á las leyes y costumbres del reino de Portugal; y de la sobredicha asignacion entrará á gozar y poseer la serenísima señora infanta Dª María Ana Victoria, luego que tuvieren lugar las arras para gozar de ellas toda su vida, sea que quede en Portugal, ó se retire á otra parte.

Sobre gasto de câmara.

ART. 7. — La Majestad del rey de Portugal dará y asignará á la serenísima señora infanta D^a María Ana Victoria para el gasto de su cámara, y para mantener su estado y su casa, una suma conveniente, tal cual pertenece á mujer de un tan gran príncipe, y á hija de tan poderoso rey, asignándola en la forma y manera con que se acostumbra hacer en Portugal para semejantes manutenciones y gastos.

Sobre conduccion y recepcion de la infanta. ART. 8. — Su Majestad Católica hará conducir en el tiempo que se ajustáre á su costa y gasto á la serenísima señora infanta Da María Ana Victoria, su hija, á la frontera y raya de Portugal, con la dignidad y cortejo que requiere una tan grande princesa, y será recibida de la misma suerte de parte de la Majestad del rey de Portugal, y tratada y servida con toda la magnificencia que conviene.

Circunstancias en caso de divorcio. ART. 9. — En el caso que se disuelva el matrimonio entre el serenísimo príncipe del Brasil y la serenísima señora infanta D' María Ana Victoria, y que esta sobreviva al dicho serenísimo príncipe, en este caso será libre á la dicha serenísima señora infanta quedar en Portugal, en el lugar que quisiere, ó volver á España, ó á cualquier otro lugar conveniente, aunque sea fuera del reino de Portugal, todas y cuantas veces bien la pareciere, con todos sus bienes, dote y arras, joyas, vestidos,

y vajilla de plata, y cualesquiera otros muebles con sus oficiales y criados de su casa, sin que por cualquier razon ó consideracion que sea, se la pueda poner algun impedimento, ni embarazo á su partida directa ó indirectamente, ni impedirla el uso y recuperacion de sus dichos dote, arras y joyas, ni otras asignaciones, que se la hubiesen hecho, ó debido hacer; y para este efecto dará la Majestad del rey de Portugal á Su Majestad Católica, para la sobredicha serenísima señora infanta Da María Ana Victoria, su hija, aquellas cartas y seguridades que fueren necesarias, firmadas de su propia mano, y selladas con su sello, y desde ahora para entónces lo asegurará, y prometerá la Majestad del rey de Portugal por sí, y por los reyes sus sucesores con fe y palabra real.

ART. 10. — Sus Majestades Católica y Portuguesa suplicarán á nuestro muy santo padre el Papa con el tratado que se hará en virtud de estos artículos, se sirva aprobarle y darle su bendicion apostólica, y asimismo aprobar las capitulaciones y las ratificaciones que hubieren hecho las referidas Majestades, y que hará la referida señora infanta, como tambien los actos y juramentos que se hicieren para su cumplimiento, insertándolos en sus letras de aprobacion y de bendicion.

ART. 11.— Y en nombre del muy alto, muy excelente y muy poderoso príncipe D. Felipe Quinto, rey de España, y como su ministro comisario, actor y mandatario de la una parte, y en nombre del muy alto, muy excelente y muy poderoso príncipe D. Juan Quinto, rey de Portugal, y del muy alto y muy poderoso príncipe del Brasil D. Joseph, y como su embajador extraordinario plenipotenciario, y procurador de la otra; nos obligamos los mencionados ministros de Sus Majestades, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, y prometemos en fe y palabra de Sus Majestades, que los presentes artículos serán enteramente observados de una y de otra parte, cumplidos y ejecutados sin falta ó diminucion alguna, y que será el presente tratado por Sus Majestades ratificado, y dentro de quince dias, ó mas presto si fuere posible, serán trocadas las ratificaciones en buena y debida forma.

Dispensa y hendicion apostólica.

Obligaciones recíprocas de los ministros de Sus Majestades. En fe de lo cual los dichos ministros plenipotenciarios firmamos de nuestra propia mano dos ejemplares de este tratado, y les hicimos poner los sellos de nuestras armas. Hecho en Madrid á tres de setiembre de mil setecientos y veinte y siete.

El marques de LA PAZ.

Marques de Abrantes.

(L. S.)

(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

CONVENCION

ENTRE EL REY DON JUAN V Y DON FELIPE V, REY DE ESPAÑA, PARA LA RECÍPROCA ENTREGA DE DESERTORES.

Convenção entre el-rei o senhor D. João V e D. Filippe V, rei de Hespanha, para a reciproca entrega de desertores (1).

1728.

(Mss. da casa do Infantado, na bibliotheca do Rio de Janeiro.)

Artigos acordados entre o embaixador extraordinario e plenipotenciario d'el rei de Portugal, dom Rodrigo Annes de Sá em Medrid Almeida e Menezes, seu muito amado e presado sobrinho, do seu conselho, gentil-homem da sua camara, marquez d'Abrantes; e o commissario e plenipotenciario d'el rei de Hespanha, dom João Baptista d'Orendayn, marquez de la Paz, do seu conselho, primeiro secretario de Estado do despacho, para

(1) Veánse los tratados de 1681, 1701, 1718, 1715, 1750, 1777 y 1778, y las correspondientes notas.

a restituição reciproca dos desertores das tropas de húa e outra corôa.

Por ter mostrado a experiencia o grande damno que resulta ás tropas tanto de infantaria como de cavallaria e dragões da continua deserção, não só pela difficuldade das reclutas, mas pela perda das armas, e das fardas, querendo obviar este prejuizo de seu serviço, os mui altos, mui excellentes e mui poderosos príncipes, dom João o V pela graça de Deos rei de Portugal; dom Felipe V, pela mesma graça de Deos rei catholico de Hespanha, nos ordenárão conferissemos esta materia e nos authorisárão com seus plenos poderes, que serão copiados no fim destes artigos, e examinando-os nós e achando-os em boa e devida forma, tendo conferido o negocio, conviemos e acordamos os artigos seguintes:

Os soldados desertores serão prezos. ART. 1. — Que todos os desertores das tropas de húa e outra corôa soldados infantes de cavallo ou dragoens, que passarem a raya de húa para outra fronteira, com armas, cavallo e farda ou sem estas munições, logo que forem achados, serão prezos á ordem do general que governar as armas do lugar, ou pelos officiaes de guerra, ou pelos ministros de justiça, e esta diligencia se fará em hum e outro dominio, de boa fé, de tal sorte que a omissão que nella houver se impute a culpa ou seja aos officiaes de guerra ou ministros de justiça, e que juntamente com o soldado ou soldados desertores sejão mandados á ordem do dito general que governar a provincia as armas, farda e cavallo com sua sella, e tudo o mais que ao desertor ou desertores se achar, que possa pertencer ao serviço militar.

Escolta para remetter os desertores.

- ART. 2. Que logo que ao general que governar as armas de húa ou outra provincia constar da prizão do desertor ou desertores, os remetterá por hum official com a escolta que julgar conveniente ao general que governar as armas na provincia fronteira, partecipando-lhe por carta quando e donde forão achados os desertores e as demais circunstancias que delles tiver sabido.
- ART. 3. Que estes desertores assim restituidos ao serviço, que indevidamente largárão, não poderão ser punidos por este

crime em tempo algum com pena capital, nem com outra algua que chegue a efuzão de sangue ou mutilação dos membros; e quando a deserção for por haverem comettido outro algum delicto, ficará á prudencia dos generaes compôr o negocio, de tal sorte que da restituição se não possa seguir por causa do delicto algum dos castigos que fica declarado se não hão de dar pela mesma deserção.

1728.

Não poderão ser punidos com pena capital.

ART. 4. — Que o contheudo nos tres artigos antecedentes se Ordens necessarias executará pontual e exactamente de boa fé, não só nas rayas e para as restituições. fronteiras dos reinos de húa e outra Magestade em Europa, mas em todas as partes dos seus dominios, e especialmente se praticará todo o referido com os desertores que da Colonia do Sacramento na margem septentrional do rio da Prata passarem, ou seja para a parte da cidade e governo de Buenos Ayres, ou para as de Paraguay, Chili e Perú, e que para todas estas restituições se passarão as ordens necessarias, assim para os governadores das armas das provincias em Europa, como para os vicereis do Brasil e do Perú, e nomeadamente para os governadores da Colonia do Sacramento e da cidade de Buenos Ayres, para que a respeito da distancia se não retarde a execução deste ajuste.

ART. 5. — Que estes artigos serão ratificados por Suas Magestades dentro do termo de trinta dias, e antes se poder ser dentro de 30 diasem boa e devida fórma trocadas as ratificações, e juntamente com ellas os duplicados das ordens que se expedirão na conformidade do artigo antecedente para a devida execução do capitulado.

Ratificações

Art. 6. — Que estes artigos serão incorporados no tratado que Suas Magestades de húa e outra parte tem convindo se faça entre as duas corôas para terminar algúas duvidas pendentes que resultárão das capitulações da paz de Utrecht e de outras invocações, prohibições e alterações que se fizerão no commercio entre os subditos de hum e outro soberano, e que em quanto este tratado se não conclue, durarão e terão seu inteiro effeito os presentes artigos assim ratificados pelo espaço de hum anno, que se principiará a contar da data das ratificações; e

Alteracões no commercio. passado o referido anno ficarão estes artigos suspensos, e como se não forão feitos, e tornará a materia delles (que he a restituição dos desertores) aos termos que até o presente se acha, antes de se fazerem estes artigos, e elles ficarão reservados para o tempo em que o referido tratado se concluir para serem então de novo encorporados como fica dito no dito tratado.

E nós os sobreditos ministros plenipotenciarios nos obrigamos em virtude dos nossos plenos poderes e promettemos em fé e palavra de Suas Magestades, que os presentes artigos serão inteiramente observados de húa e outra parte sem falta ou variação algúa, mas com boa fé e sincera correspondencia.

Em fé de que os sobreditos ministros plenipotenciarios firmámos de nossa propria mão dous exemplares destes artigos, hum na lingua portugueza, outro na castelhana e lhe fizemos pôr os sinetes de nossas armas.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA, FRANCIA Y LA GRAN BRETAÑA.

حلالم

ARTÍCULOS SEPARADOS

Y DECLARACION RELATIVOS Á LA AMÉRICA ESPAÑOLA, ANEXOS AL TRATADO DE PAZ, UNION, AMISTAD Y ALIANZA DEFENSIVA ENTRE LAS CORONAS DE ESPAÑA, FRANCIA É INGLATERRA. AJUSTADO Y CONCLUIDO EN SEVILLA EL 9 DE NOVIEMBRE DE 1729.

ARTÍCULOS SEPARADOS.

1°. - Aunque conforme à los artículos preliminares se haya referido en el artículo 4º del tratado firmado hoy, que el co- Sedeclaran vigente mercio de la nacion inglesa en la América se restablecerá sobre el pié de los tratados y convenciones anteriores al año de 1725, sin embargo, para mayor claridad se declara por Sus Majestades Católica y Británica, aun mas en virtud del presente artículo, el cual tendrá la misma fuerza, y estará debajo de la misma garantía que el tratado firmado hoy, que bajo de esta denominacion general se incluyen los tratados de paz y de comercio concluidos en Utrecht en 13 de julio y 9 de diciembre del año de 1713, en los cuales se comprenden el tratado de 1667

los tratados que se expresan aquí.

hecho en Madrid, y las cédulas mencionadas en él; el tratado posterior hecho en Madrid en 14 de diciembre de 1715, como tambien el contrato particular nombrado comunmente del asiento para la introduccion de los esclavos negros en las Indias españolas, que se hizo en 26 de marzo del dicho año de 1713 en consecuencia del artículo 12 del tratado de comercio de Utrecht, é igualmente el tratado de declaracion tocante al del asiento hecho en 26 de mayo de 1716. Todos los cuales tratados en este artículo mencionados con sus declaraciones desde hoy, y aun durante el exámen de los comisionados tendrán toda su fuerza y vigor, y para su plena observancia mandará Su Majestad Católica expedir cuanto ántes, si ya no lo han sido, las órdenes y cédulas necesarias á sus vireyes, gobernadores y otros ministros á quienes pertenezca, así en Europa como en las Indias, á fin de que sin ninguna dilacion ó inter-

l'romesa deS. M.C.

pretacion las hagan observar y cumplir.

Asimismo promete Su Majestad Británica y se obliga á expedir las órdenes necesarias si faltáre alguna para volver á restablecer el comercio de los vasallos de la España en todos los países de su dominacion sobre el pié expresado en los referidos tratados, y para su exacta observancia y cumplimiento.

Restitucion de navios ó su estimacion. 2°. — En consecuencia de esto, todos los navíos y mercaderías y efectos que no hubieren sido aprehendidos ó embargados por causa de comercio ilícito, y que desde luego se justificare con pruebas y documentos auténticos haber sido detenidos, embargados ó confiscados en los puertos de España, así en Europa como en las Indias, y señaladamente el navío el *Principe Federico* y su carga, serán, si ya no lo han sido, restituidos inmediatamente en la misma especie los que aun se hallaren en ser, y en su defecto, su justo y verdadero valor, segun la estimacion que, si no se hizo en tiempo, se regláre sobre las informaciones auténticas que los propietarios presentáran á las justicias de los lugares y villas adonde se hubieren hecho los embargos, prometiendo Su Majestad Británica de su parte la recíproca para todos los embargos, confiscaciones ó detencion que pudieren haberse hecho contra el tenor de los dichos

tratados; conviniendo Sus dichas Majestades Católica y Británica, que en cuanto á semejantes embargos, confiscaciones ó detenciones de una y otra parte, cuya validacion no estuviere aun suficientemente aclarada, se remitirá la discusion y decision al exámen de los comisarios, para que se juzgue sobre el pié de los tratados arriba mencionados.

Los presentes artículos separados tendrán la misma fuerza que si estuviesen insertos palabra por palabra en el tratado concluido y firmado en este dia, serán ratificados de la misma manera, y las ratificaciones se trocarán en el mismo tiempo que las del dicho tratado.

En fe de lo cual, nos los ministros plenipotenciarios de Sus Majestades Católica, Cristianísima y Británica, hemos firmado los presentes artículos en virtud de nuestros plenos poderes, y hemos hecho poner los sellos de nuestras armas. Fecho en Sevilla, á 9 de noviembre de 1729. — El marques de LA PAZ. — Don José Patiño. — Brancas. — G. Stanhope. — B. Keene.

1729.

Firmado el 9 de noviembre de 1729.

Declaracion que nos los infrascritos ministros de Sus Majestades Católica y Británica hacemos en virtud de las órdenes con que nos hallamos de los reyes nuestros respectivos amos.

Como sea que se han dado quejas de que despues del arribo Promesa do S. M. C. de las órdenes de Su Majestad Católica á Cartajena en 22 de junio de 1728, y aun despues de firmado el tratado de Sevilla, se han continuado los actos de hostilidad por parte de los vasallos de Su Majestad Católica en América; y que los navíos y efectos de los vasallos de Su Majestad Británica han sido injustamente apresados y detenidos; lo que parece haberse practicado principalmente por navíos armados en corso, pertenecientes á particulares, bajo el pretexto especioso de embarazar el comercio clandestino é ilícito: Su Majestad Católica estando convenido por el tratado de Sevilla de hacer reparar cuanto ántes las

de hacer reparar pérdidas y deños.

pérdidas y daños que han padecido con ocasion de tales presas. promete y se empeña en consecuencia del mismo tratado y de la declaración correlativa, firmada en 6 de junio del año próximo pasado, á que sin dilacion se reparen plena y efectivamente en la debida forma los expresados daños, segun el tenor del tratado de Sevilla. Y á fin de evitar en adelante semejantes presas, promete ademas de esto Su Maiestad Católica, y se obliga á no permitir que sus vireves, gobernadores ú otros oficiales en la América, sea por patentes de ellos, ó en otra forma, se atrevan á esforzar, proteger ó autorizar tales prácticas perniciosas; y que ántes bien se les darán órdenes muy estrechas para hacer por su parte todo lo posible á embarazar sucedan semejantes casos, al fin que el comercio lícito y la navegacion de los vasallos de Su Majestad Británica á sus colonias y puertos se puedan ejercer libremente y sin molestia, en conformidad de los diferentes tratados hechos sobre este asunto.

Fianzas de armadores particulares.

Su Majestad Católica promete tambien y se obliga por la presente declaracion á que siempre que los armadores particulares, sea con el nombre de guarda-cóstas, ó en otra cualquier forma obtuvieren el permiso de armar para embarazar los contrabandos segun las leyes y ordenanzas de Indias que no estuvieren derogadas por los tratados, serán obligados á dar fianza ante los gobernadores de los puertos de donde salieren, de responder de todos los daños que pudieren causar injustamente; y que en defecto de fianza suficiente, los mismos gobernadores sean responsables de todo lo que sucediere : esperando Su Majestad Cátolica que por parte de Su Majestad Británica se darán reciprocamente las órdenes convenientes para que cesen las hostilidades que han experimentado las embarcaciones españolas despues del referido dia 22 de junio de 1728, y se reparen los daños y perjuicios que se hubieren recibido injustamente por los interesados españoles.

Promesas de S. M. Británica. Asimismo promete Su Majestad Británica prohibir y efectivamente embarazar que bajo cualquier pretexto los bajeles de guerra de Su Majestad Británica amparen, escolten y protejan las embarcaciones que cometen trafo ilícito en las costas de los dominios de Su Majestad Católica; y que los gobernadores de las colonias no fomenten ni protejan invasiones en los dominios de Su Majestad Católica. Y el rey católico promete ejecutar recíprocamente lo mismo por su parte, á fin de evitar por este medio todo motivo de queja que pueda perturbar la armonía de la buena correspondencia entre los individuos de las dos naciones.

En fe de lo cual, nos los referidos infrascritos ministros de Sus Majestades Católica y Británica hemos firmado la presente declaracion, y hemos hecho poner los sellos de nuestras armas. Fecho en Sevilla, á 8 de febrero de 1732. — El marques DE LA PAZ. — D. José PATIÑO. — B. KEENE.

4782.

Firmado el 8 de febrero de 1732.

14

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA. GRAN BRETAÑA Y LOS PAISES BAJOS.

-

1787. Convenio que se firmó en Paris por mediacion de los reyes Cristianísimo y Británico y Estados generales de las Provincias Unidas de los Países Bajos, para terminar ciertas diferencias entre las córtes de España y Portugal, á 15 de marzo de 1737(1).

Firmado el 18 de marso.

Origen
de la mediacion
de las
tres potencias.

La mediacion de estas tres potencias tuvo en su orígen por objeto detener las consecuencias que entre aquellas dos córtes pudiera producir el escandaloso hecho de un dependiente del marques de Belmonte, ministro de Portugal en Madrid, que arrancó de las manos de la justicia ante palacio mismo á un criminal. Justamente irritado Su Majestad Católica por una violacion tan pública de su soberanía, ordenó que á la fuerza se

(1) Habiéndose buscado sin fruto este convenio en los archivos de la secretaría de Estado y del despacho y de la embajada de España en Paris, el conde de Aranda, embajador en aquella corte, pidió al gobierno frances le facilitase una copia, si poseía dicho documento, como potencia mediadora que habia sido en esta ruidosa cuestion. El conde de Vergennes, ministro de negocios extranjeros, le envió el presente resúmen, que he traducido literalmente del frances. (CANTILLO, Coleccion de tratedos.)

prendiese en la casa misma del ministro á todos sus dependientes.

1787.

Resentido á su vez el monarca portugues, se creyó en el de-Represalias hechas ber de usar represalias con los criados del ministro español en Lisboa, señor de Capicelatro.

por el Portugal.

À consecuencia de estos sucesos, acaecidos por el mes de febrero de 1735, se retiraron los ministros de ambas córtes, considerándose estas en un completo estado de rompimiento, efecto de lo cual fueron los preparativos de defensa hechos en sus fronteras por el gobierno portugues.

Rompimiento.

Pero temeroso don José Patiño de las desgracias que pudiera ocasionar este rompimiento, insinuó á la Francia lo oportuno que sería su mediacion para terminar las desavenencias; y Portugal, que no lo anhelaba ménos, hizo igual proposicion al cardenal de Fleury por un agente que tenia en Paris.

Solicitase la mediacion de la Francia.

La Inglaterra y Holanda ofrecieron tambien su mediacion, pero habiendo declarado ántes que darian socorros al Portugal si España le atacase, y habiendo enviado ya el monarca británico una fuerte escuadra á los puertos y costas de Lisboa, la España manifestaba contentarse con la sola mediacion francesa, y rehusaba enteramente la de Inglaterra hasta tanto que retirase su escuadra. Este socorro produjo tambien en Portugal el efecto de mostrarse mas difícil al acomodamiento y á la aceptacion de la mediacion del rey Cristianísimo, que ántes habia solicitado. Al fin, las gestiones del ministerio frances en Madrid consiguieron que esta corte admitiese la mediacion de Inglaterra y Holanda, y Portugal la de Francia.

Las cortes de Madrid v de Lisboa admiten la mediacion.

Era ya el mes de octubre cuando las potencias mediadoras empezaron á tratar del modo de terminar este negocio, creyendo el ministerio español que deberia contentarse Su Majestad Católica con la satisfaccion de que se atribuyese la culpa al Portugal.

Se da principio á la mediacion.

Desde el principio de la negociacion habia asegurado el gobierno español al frances que por su parte no se cometeria hostilidad alguna contra el Pertugal, promesa que, aunque no dada por escrito, segun pedia la Inglaterra, se habia renovado

Promesa del gobierno español.

Apresamiento de dos buques portugueses.

despues de la aceptacion de la mediacion de las tres potencias.

Miéntras se discutia este punto y el de poner en libertad á los dependientes de los ministros español y portugues, se tuvo noticia de un suceso ocurrido entre súbditos de ambas naciones en Buenos Aires, habiendo sido apresados dos buques portugueses por dos fragatas españolas. A las quejas de la Inglaterra por este suceso se contestó de Madrid manifestando ignorar el hecho, pero que en caso de existir tales hostilidades se enviarian órdenes para suspenderlas, siempre que los Portugueses se mantuviesen tranquilos, y que en cuanto á los buques, era preciso saber si su apresamiento era resultado de haber hecho el contrabando.

No se paralizó la negociacion.

No paralizó este suceso el curso de la negociacion que activaba en Madrid el embajador de Francia, insistiendo en la libertad de los dependientes presos, y en que se admitiese una igualdad de culpa en los hechos á las dos córtes, lo que rehuso absolutamente la de Madrid.

Los mediadores firman una declaracion. El 4º de julio de 1736 se firmó en fin por los ministros de las tres potencias mediadoras una declaracion en que se estipuló la libertad de los presos, como medida hija de piedad recíproca por estos infelices; y en punto al hecho se atribuyó la culpa al Portugal despues de haber suavizado las expresiones.

En el mismo dia firmó el señor Patiño una contradeclaracion aceptando la satisfaccion que se ha expresado.

Al dia siguiente se discutieron entre los mediadores y el señor de Patiño, y este firmó los siguientes puntos :

- 1º Que se daria libertad en un mismo dia á los dependientes de los respectivos embajadores presos en Madrid y Lisboa.
- 2º Que se acreditarian al mismo tiempo los respectivos ministros en ambas córtes.
- 3º Que si hubiese acaecido alguna cosa en América, no habiendo la cuestion relativa al señor de Belmonte producido órden que tendiese al menor rompimiento, era cosa totalmente ajena del presente asunto, y que deberia arreglarse amistosamente entre las dos córtes por medio de sus respectivos ministros.

El embajador de Francia, M. de Vaulgrenant, remitió estos documentos, el 4 del mismo mes, á M. de Montagnac, cónsul y encargado de negocios de Francia en Lisboa, para presentarlos al gobierno portugues en union de los ministros ingles y holandes.

1737.
Remision
de estos documentos
à M. de Montaguac.

Pero en tanto que se solicitaba de esta corte la ejecucion de los puntos acordados, llegó la noticia de que en el mes de diciembre de 1735 se hallaba sitiada la Colonia portuguesa del Sacramento por el gobernador de Buenos Aires, á consecuencia de órdenes que se le habian enviado por el gobierno en un buque lijero que habia partido del Ferrol algunos meses despues del suceso del señor de Belmonte. El señor Patiño contestó á las quejas dadas por Mr. de Vaulgrenant, que aquellas órdenes eran relativas á puntos muy anteriores al suceso en cuestion y á la aceptacion de la mediacion de la Francia; por lo demas, que cuando Portugal observase los tratados y no violase sus estipulaciones, podria estar seguro que la España le dejaria tranquilo.

Noticia del sitio de la Colonia del Sacramento; sus efectos.

À las dificultades que para terminar el anterior negocio ofrecia este incidente, se añadió otro muy grave por el mes de agosto, en que el gobierno portugues interceptó un pliego que el cónsul Montagnac dirigia á Mr. de Vaulgrenant, en el cual se contenian cartas del príncipe y princesa del Brasil para Sus Majestades Católicas. La corte de Madrid miró este hecho como un nuevo insulto, y las potencias mediadoras se quejaron al monarca portugues pidiéndole una satisfaccion conveniente.

Otro incidente muy grave.

El ministro de Portugal en Holanda presentaba al mismo tiempo una memoria á los Estados generales, en la cual, despues de referir cuanto habian hecho los Españoles contra la Colonia portuguesa del Sacramento, declaraba que el rey su amo no aceptaba los puntos convenidos en Madrid por las potencias mediadoras.

Presentacion de una memoria.

Pero la España no parecia ménos resuelta á tomar un partido violento si el Portugal no aceptaba los dichos puntos convenidos y rehusaba dar una satisfaccion por la interceptacion de los pliegos.

Disposicion de la España. 1787. Eficacia de la negociacion. No obstante esta mala disposicion de las dos córtes, trabajaban en Paris los ministros de las de Inglaterra y Holanda en terminar las diferencias, para lo que se esforzaban en separar el asunto de Belmonte del de América. Fué tan eficaz su negociacion, en la que intervino muy poderosamente el cardenal de Fleury y el ministro portugues Acuña, que consiguieron poner de acuerdo á ambas córtes, ajustando y firmando al efecto en casa del mismo Fleury una convencion el 15 de marzo de 1737, que remitida á don Sebastian de la Cuadra, sucesor de Patiño, y á Lisboa, fué aprobada por Sus Majestades Católica y Portuguesa.

En ella se contenia:

Lo que ella contenia.

- 1º Que el 31 del mismo mes se pondrian en libertad los presos.
- 2º Que en dicho dia nombrarian embajadores las respectivas córtes de España y Portugal.
- 3º Que al mismo tiempo expedirian órdenes ambos gobiernos para que cesasen las hostilidades en la América.
- 4º Que los negocios permanecieran allí en el mismo estado que estuviesen al arribo de las órdenes.
- 5º Que la suspension de hostilidades duraria hasta que se ajustasen definitivamente entre España y Portugal sus diferencias con respecto á las Indias (1).
- (1) Se dió cumplimiento efectivamente en el término prescrito en los dos primeros puntos del convenio; y en el mes de mayo se despacharon buques de ambos gobiernos con las convenientes órdenes al gobernador de Buenos Aires y al de la Colonia del Sacramento para la acordada suspension de las hostilidades.



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

CONVENCION

FIRMADA EN PARIS

POR MEDIACION DE SS. MM. BRITÁNICA Y CRISTIANÍSIMA,

I POR LOS ESTADOS GENERALES DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DE LOS PÁISES BAJOS,

PARA ARREGLAR CIERTAS DIFERENCIAS ENTRE EL PORTUGAL Y LA ESPAÑA (1).

Convenção assignada em Paris, por mediação de Suas Magestades Britannica e Christianissima e pelos Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paises Baixos, para se ajustar certas differenças entre as côrtes de Portugal e Hespanha, a 16 de março de 1737 (2).

1787.

Resumo remettido pelo conde de Vergennes, ministro dos negocios estrangeiros de França, ao conde de Aranda, embaixador de Hespanha em Paris.

A mediação d'estas tres potencias (Francia, Gran-Bretanha e Paises Baixos) teve, na sua origem, por objecto detêr as conse-

- (1) He creido conveniente que haga parte de esta coleccion este extracto en portugues, no obstante estar precedido del extracto español del mismo tratado, para que puedan compararse ambos textos.
- (2) Por maiores diligencias que temos feito para encontrar, não diremos o original, mas sequer ao menos uma copia d'esta convenção, nada podemos

quencias que entre aquellas duas côrtes (Portugal e Hespanha)
podéra produzir o facto escandaloso de um criado do marquez
de Belmonte (1), ministro de Portugal em Madrid, que arrancou
das mãos da justica a um criminoso diante do palacio (2). Sua

conseguir, apesar de recorrer ao archivo da secretaria de Estado dos negocios estrangeiros, aos Mss. da Bibliotheca publica de Lisboa, ao archivo da Torre do Tombo, aos Mss. das casas do Sr. conde da Cunha e do Sr. marquez de Penalva. N'esta ultima especialmente, nas Negociações do conde de Tarouca, em Vienna, t. XII e XIII, encontra-se uma importante e extensa correspondencia, quasi toda original, sobre o occorrido com Pedro Alvares Cabral, senhor de Belmonte, embaixador de Portugal em Madrid, que deu motivo á sobredita convenção.

O Sr. Alexandre del Cantillo, na sua Collecção de Tratados de Hespanha, diz, tratando do assumpto, que tal convenção não se encontrava nem nos archivos do ministerio dos negocios estrangeiros em Madrid, nem nos da embaixada de Hespanha em Paris. Que tendo o conde de Aranda, embaixador de Sua Magestade Catholica n'aquella côrte, pedido ao governo francez uma copia d'aquelle documento, o conde de Vergennes, ministro dos negocios estrangeiros, remetteu-lhe o resumo que nós aqui damos em portuguez, e que tirámos da dita collecção do Sr. Cantillo. (CASTRO.)

Este resúmen se ha tomado de la coleccion de Castro, edicion de Lisboa, y se reproduce por la parte que se refiere al apresamiento de dos buques portugueses en el Rio de la Plata, y por el interes histórico que presenta el hecho del criado del marques de Belmonte.

- (1) Pedro Alvares Cabral, senhor e não marques de Belmonte.
- (2) Esta asserção não a consideramos de todo exacta; por quanto pelo seguinte officio do secretario de Estado Diogo de Mendonça Côrte Real dirigido ao conde de Tarouca, em 8 de março de 1735 (que existe em original nos Mss. da casa do Sr. marquez de Penalva) se acha referido aquelle successo de modo diverso.
- « Ainda que me persuado, que o ministro e plenipotenciario de Sua Magestade na côrte de Madrid terá informado a V. Exa do insulto commettido por ordem d'el rei catholico no dia 22 do mez passado dentro da caza do mesmo plenipotenciario, predendo-se com mão armada os seus criados; comtudo ordena-me Sua Magestade refira a V. Exa todas as circumstancias com que se cometteu aquelle insulto porque poderá ser, que o mesmo plenipotenciario, como se preparava para sair da côrte, o não podesse fazer com a individualidade conveniente.
- Domingo 20 de fevereiro ás 5 horas depois do meio dia, um homem montado em uma besta conduzido por alguns soldados e officiaes de justiça do logar de Alcovendas, tendo entrado pela porta de Alcalá e chegado á ponte pequena, que está no meio do passeio publico do Prado, onde se

Magestade Catholica, justamente irritado por uma violação tão publica da sua soberania, ordenou que á força se pren-

1737.

achava um numeroso povo e carroças, por ser dia de festa e principalmente por ser o ultimo domingo do carnaval; este tal homem assim preso gritou pedindo lhe acudissem, dizendo que tinha sido preso dentro de uma igreja e lhe tinham tirado da algibeira os papeis, que eram a sua defeza: o povo acudiu aos taes gritos, e no mesmo concurso se acharam quatro lacaios do plenipotenciario e muitos outros de differentes pessoas. Os soldados e a justiça do logar com pouca ou nenhuma resistencia, fingindo-se intimidados da multidão de povo et de tantos lacaios de differentes librés, desampararam o preso, que foi conduzido para casa do plenipotenciario por aquella multidão.

- » N'este tempo se achava o plenipotenciario no seu jardim com Mr. le chev Borec, ministro de Sua Magestade Sarda, onde um de seus criados lhe foi dar a noticia do que se tinha passado. Ordenou logo o plenipotenciario que se tirasse a libré aos seus lacaios, que se tinham achado n'aquella occasião; porém tornando-lhe o mesmo criado a dizer, que todos negavam terem-se achado n'ella, lhe ordenou que sendo isto assim, fossem todos lançados fóra sem excepção e promptamente sem detença alguma; e pelo que tocava ao criminoso, que não queria que ficasse em sua casa um só instante.
- Os quatro lacaios que se tinham achado na contenda, todos foram logo lançados fóra de casa do plenipotenciario, não obstante que dois d'elles não tinham feito outra coisa mais, que estarem presenciando o facto. O preso foi tambem lançado fóra de casa e o plenipotenciario escreveu ao governador do conselho de Castella nos termos mais proprios e convenientes, significande-lhe o seu grande desgosto de tudo que se tinha passado, e muito contra a sua attenção em respeito á justiça e ordens de Sua Magestade Catholica, accrescentando que tinha lançado fóra de sua casa os criados que se tinham achado n'aquella occasião, para que não podesse haver algum obstaculo no castigo que podessem ter merecido, como melhor constará da cópia inclusa do officio que passou ao dito governador do conselho, tendo com isto satisfeito á attenção devida ás justiças de Sua Magestade Catholica, porque o réo vinha preso por ordem do dito governador por um crime particular, e não pelos que pertencem ao Estado.
- » O que resultou da cortezania do plenipotenciario e de um signal tão authentico do seu obsequio para.com aquella côrte foi, que no dia de terça feira 22 do mesmo mez de fevereiro, um grande numero de soldados d'aquelles que se chamam los Blanquillos, conduzido por tres officiaes, assaltaram a casa do plenipotenciario com as bayonetas na arma e prenderam alguns dos seus criados, que se achavam na entrada e escada principal; e continuando com o insulto até ás suas antecamaras, chegaram a lançar mão de um dos seus pagens; e chegando o plenipotenciario a encontrar-se com os officiaes militares, lhes perguntou que ordens tinham para fazer uma tal

dessem, na propia casa do ministro, a todos os seus criados.

Resentido pela sua parte o monarcha portuguez, julgou do

violencia em sua casa: os quaes lhe responderam que tinham ordem de Sua Magestade Catholica para lançarem mão geralmente e sem excepção alguma de toda a gente, que se achava no serviço d'elle plenipotenciario e principalmente para metter nas cadeias publicas todos os seus criados de libré, e para buscar em todos os lugares da sua casa aquelles que não apparecessem. Perguntou o plenipotenciario ao official se trazia aquella ordem por escripto, e lhe respondeu que não, mas que o seu commissario lha tinha dado de palavra e que elles a vinham executar. Respondeu o plenipotenciario que, como elle não tinha ali outras armas que a immunidade do seu caracter, que via tão cruelmente ultrajado e violado, não tomava outro partido senão o de se retirar, por não ser testemunha de um tão inaudito procedimento.

- » Os soldados prenderam 17 criados do plenipotenciario, tanto dos de escada a baixo, como de outras espheras, e atando-os dois a dois, os conduziram pelas ruas mais publicas de Madrid e com a mesma libré até os metterem na cadeia.
- Esta é a fiel narração de um facto tão violento e inaudito que destroe interamente o direito das gentes e que rompeu tudo o que se tem por mais sagrado, ainda entre as nações mais barbaras, que, inspiradas só pela luz da rasão e da natureza, costumam guardar a immunidade dos ministros publicos.
- Logo que se executou o referido facto, mandou o plenipotenciario pór um coche com dois cocheiros emprestados e foi ao Pardo queixar-se d'este insulto que se lhe tinha feito, e achou a D. Joseph Patiño tão fóra de rasão, que ainda o plenipotenciario houve mister mais paciencia e moderação para ouvi-lo, do que para tolerar a desattenção que se lhe havia feito; porque lhe respondeu D. Joseph Patiño que, informado el rei catholico da insolencia que haviam commettido os seus criados na visinhança do seu palacio do Retiro, achava que toda a demonstração que se fizesse neste caso era pequena para soster o decoro da sua auctoridade real : e que de mais a mais elle plenipotenciario não podia allegar immunidade, porque não tendo caracter algum nem havendo entregue cartas credenciaes, não tinha que reclamar o direito das gentes. Ao que lhe respondeu o plenipotenciario que estimaria muito que o que elle dizia fosse assim porque lhe não seria tão sensivel a offensa da sua pessoa se a não visse unida ao seu caracter; e que pois elle D. Joseph Patiño estava tão mal informado de um facto tão notorio, como era em todas as suas secretarias, aonde estavam as copias das suas cartas credenciaes, pelas quaes se via manifestamente que elle era plenipotenciario de el rei de Portugal, não seria muito que tambem estivesse falto da informação da attenção com que elle havia obrado em todo este successo, do qual passava a ir dar conta á sua côrte.

seu dever usar de represalias com os criados do ministro hespanhol em Lisboa, Sr. de Capecelatro (1). 1787.

- > Vendo o dito plenipotenciario que se lhe dilatava a satisfação, determinou sahir da côrte de Madrid para um lugar chamado Caramanchel, informando primeiro por escripto aos ministros das côrtes estrangeiras de todo aquelle successo.
- » E sendo todo o sobredito presente a Sua Magestade, foi servido resolver que o plenipotenciario se queixasse do referido insulto e d'elle pedisse a devida satisfação por escrito, dizendo, que tendo dado conta a Sua Magestade do notorio successo de 22 de fevereiro, e de que por esta causa determinava sahir da côrte, fôra Sua Magestade servido approvar a sua resolução e ordenar-le que a executasse, se ainda o não tivesse feito e que logo pedisse a satisfação devida a uma acção tão violenta e que em tantas circumstancias offendeu a immunidade dos ministros publicos e o inalteravel direito das gentes; e que o referido lhe ordenava Sua Magestade avizasse ao ministro de el rei Catholico, para que representando-o assim a Sua Magestade Catholica, houvesse de ser tal a sua real resolução, que podesse reparar-se um tão grande excesso.
- » Mandou juntamente Sua Magestade avisar ao marquez de Capecelatro, embaixador de el rei Catholico n'esta côrte, que se abstivesse de vir ao Paço. Participo a V. Exa esta noticia, para que seja informado do succedido até ao presente, e para que quando por parte da côrte de Madrid se tenha narrado diversamente, possa affirmar que este é o facto verdadeiro.

Deus Guarde a V. Exca. Lisboa occidental, a 8 de março de 1735.

DIOGO DE MENDONÇA CORTE REAL. - Sr. conde DE TAROUCA.

(1) Da seguinte relação, que encontrámos nos Mss. da casa do Sr. Marquez de Penalva, se conhecerá o modo por que foram executadas as ordens de Sua Magestade.

Relação breve da fórma em que se executou a represalia nos criados do embaixador d'el rei catholico, em 13 de março de 1735.

Instando o marquez de Capecelatro, embaixador de el rei Catholico, por passaporte para transportar-se com sua familia para Aldêagalega, julgou Sua Magestade ser preciso fazer represalia nos criados do dito ministro pela injusta retenção dos do seu plenipotenciario em Madrid. Ordenou-se pois a um ajudante que passasse com um corpo de soldados a executar esta diligencia, e o dito official com mais dois tenentes e com sessenta soldados, pouco mais ou menos, pelas nove horas da manhãa do dia 13 de março, occupou todas as entradas da casa do embaixador, e passando a fazer apprehensão de todos os criados de libré e outros similhantes aos que se apprehenderam em casa do plenipotenciario de Sua Magestade (que era a ordem que levava), foi encontrado na primeira salla pelo embaixador, o qual lhe disse que se iam buscar algum homisiado o podiam fazer. O official respondeu que só jam a fazer uma apprehensão em alguns criados, e

1737.

Preparativos
de defeza
do governo
portuguez.

Em consequencia d'estes successos, occorridos no mez de fevereiro de 1735, retiraram-se os ministros de ambas as côrtes, considerando-se estas em completo estado de rompimento, por effeito do qual procedeu o governo portuguez aos preparativos de defeza nas suas fronteiras.

Mediação da França. Temendo porém D. José Patiño as desgraças que este rompimento podéra causar, insinuou á França quão opportuna seria a sua mediação para terminar as desavenças; e Portugal, que não o desejava menos, fez igual proposta ao cardeal de Fleury, por via de um agente que tinha em Paris.

Esquadra britannica em Lisboa. Inglaterra e Hollanda offereceram tambem a sua mediação, mas tendo antes declarado que dariam soccorros a Portugal se Hespanha o atacasse; e havendo já enviado o monarcha britannico uma grande esquadra a Lisboa, manifestou Hespanha que se contentava com a unica mediação franceza, e recusava inteiramente a de Inglaterra até que esta retirasse a sua esqua-

perguntando o embaixador de ordem de quem se fazia aquella diligencia, respondeu o official que de ordem do seu commandante, e sendo-lhe indicada a porta do quarto da embaixatriz e de outras casas interiores, o official não só se absteve de entrar n'ellas, maz poz salva-guarda para que nenhum soldado entrasse, protestando sempre, que se lhe offereceu occasião, que a sua diligencia se não encaminhava mais que a executar a represalia e de nenhuma sorte a violar o respeito devido á pessoa e casa do embaixador.

Prenderam-se doze criados inferiores e por menos averiguação (inevitavel em similhantes occasiões) succedeu que fosse preso sem sciencia dos officiaes, um gentilhomem do embaixador que se acha á porta, mas fazendo-se alto antes de chegar á prisão e perguntando os officiaes aos soldados, em cuja esquadra vinha o dito gentilhomem, que preso era aquelle e se era da condição dos que lhes mandaram que prendessem, vindo a conhecer que era diverso, fizeram publicamente escusas ao gentilhomem do erro que se tinha commettido contra a intenção de quem os mandava e ordenaram que fossem presos os que o tinham commettido; perguntando ao mesmo gentilhomem se se dava assim por satisfeito, ao que respondeu que o estava. Os presos foram conduzidos a pé sem irem atados, mas sómente levados pelo canhão da casaca por um soldado cada um até á cadeia publica do Limoeiro, aonde se ordenou que fossem accommodados sem máu trato algum, livrandoos das enchovias e outros lugares similhantes.

O embaixador embarcou perto das tres horas depois do meio dia para Aldéagallega. (CASTRO.)

dra. Este socorro produziu tambem em Portugal o effeito de mostrar-se este mais difficil ao accommodamento e á aceitação da mediação d'el rei Christianissimo, que antes havia solicitado. Por fim conseguiram as diligencias do ministerio francez em Madrid que esta côrte admittisse a mediação de Inglaterra e Hollanda, e Portugal a de França.

Era já o mez de outubro quando as potencias mediadoras começaram a tratar do modo de terminar este negocio, crendo o ministerio hespanhol que Sua Magestade Catholica deveria contentar-se com a satisfação de que se attribuisse a culpa a Portugal.

Desde o principio da negociação havia o governo hespanhol assegurado ao francez que pela sua parte não se commetteria hostilidade alguma contra Portugal, promessa, que posto não fosse dada por escripto, segundo o pedia Inglaterra, se havia renovado depois da aceitação da mediação das tres potencias.

Em quanto se discutia este ponto e o de pôr em liberdade os Navios portuguezes criados dos ministros hespanhol e portuguez, tevese noticia de um successo occorrido entre subditos de ambas as nações em Buenos-Ayres, tendo sido apresados dois navios portuguezes por duas fragatas hespanholas. As queixas de Inglaterra por este successo, respondeu-se de Madrid manifestando ignorar-se o facto; mas que no caso de existirem taes hostilidades se enviaria ordem para as suspender, sempre que os Portuguezes se conservassem tranquillos; e que em quanto aos navios era preciso saber se o seu apresamento era resultado de terem feito o contrabando (1).

Este successo não paralisou o curso da negociação que activava em Madrid o embaixador de França, insistindo pela liberdade dos criados presos, e para que se admittisse uma igualdade de culpa nos factos ás duas corôas, o que a de Madrid recusou absolutamente.

No 1º de julho de 1736 assignaram por fim os ministros das tres potencias mediadoras uma declaração, em que se estipulou

1737.

apresados.

Liberdade dos presos.

(1) Véase la nota del tratado de 1715, entre S. M. C. y Su M. Fidelísima.

a liberdade dos presos, como medida filha de reciproca piedade para com estes infelizes, e em quanto ao facto, attribuiu-se a culpa a Portugal, depois de se têr suavisado as expressões.

No mesmo dia assignou o Sr. Patiño uma contra-declaração aceitando a satisfação que se refere.

No dia seguinte discutiram-se entre os mediadores e o Sr. Patiño, e este assignou os puntos seguintes:

- 1° Que se daria liberdade, no mesmo dia, aos criados dos respectivos embaixadores, presos em Madrid e Lisboa.
- 2º Que seriam acreditados, ao mesmo tempo, os respectivos ministros de ambas as côrtes.
- 3º Que se houvesse acontecido alguma cousa na América, não tendo a questão relativa ao senhor de Belmonte produzido motivo que tendesse ao menor rompimento, era cousa totalmente alheia ao presente assumpto, e que deveria ajustar-se amigavelmente entre as duas côrtes por meio de seus respectivos ministros.

O embaixador de França Mr. de Vaulgrenant remetteu estes documentos, no dia 4 do mesmo mez, a Mr. de Montagnac, consul e encarregado de negocios de França em Lisboa, para os apresentar ao governo portuguez juntamente com os ministros inglez e hollandez.

O Sacramento sitiado.

Porém, em quanto que se solicitava d'esta côrte a execução dos pontos accordados, chegou a noticia de que no mez de dezembro de 1735 se achava sitiada a Colonia portugueza do Sacramento pelo governador de Buenos-Ayres, em consequencia de ordens que o governo lhe havia enviado por uma embarcação ligeira que tinha saído do Ferrol, alguns mezes depois do successo do senhor de Belmonte. O Sr. Patiño contestou ás queixas feitas por Mr. Vaulgrenant, que aquellas ordens eram relativas a pontos muito anteriores ao successo em questão, e á aceitação da mediação da França; e em quanto ao mais, que quando Portugal observasse os tratados e não violasse as suas estipulações, podia estar seguro que Hespanha o deixaria tranquillo.

Às difficuldades que para terminar este negocio offerecia este

incidente, acresceu outro muito grave no mez de agosto, em que o governo portuguez interceptou um despacho que o consul Montagnac dirigia a Mr. de Vaulgrenant, no qual se continham cartas do principe e princeza do Brazil para Suas Magestades governo portuguez. Catholicas. A côrte de Madrid viu n'este facto um novo insulto, e as potencias mediadoras queixaram-se ao monarcha portuguez, pedindo-lhe uma satisfação conveniente.

1737. Despachos interceptados pelo

O ministro de Portugal na Hollanda apresentava ao mesmo tempo uma memoria aos Estados Geraes na qual, depois de referir quanto tinham feito os Hespanhoes contra a Colonia portugueza do Sacramento, declarava que el rei seu amo não aceietava os pontos concordados em Madrid pelas potencias mediadoras.

Porém Hespanha não parecia menos resoluta a tomar um partido violento, se Portugal não aceitava os ditos pontos concordados, e recusava dar uma satisfação pela intercepção dos despachos.

Não obstante esta má disposição das duas côrtes, trabalhavam em París os ministros das de Inglaterra e Hollanda para terminar as differenças, fazendo esforços por separar o assumpto de Belmonte do de America. Tão efficaz foi a sua negociação. na qual intervieram mui poderosamente o cardeal de Fleury e o ministro portuguez Cunha, que conseguiram pôr ambas as côrtes de accordo, ajustando-se e assignando-se para aquelle fim, em casa do mesmo Fleury, uma convenção a 15 de março de 1737 (1), a qual, sendo remettida a D Sebastian de la Cuadra, successor de Patiño, e a Lisboa, foi approvada por Suas Magestades Catholica e Portugueza.

N'ella se continha:

- 1° (2) Que no dia 31 de mesmo mez se poriam em liberdade os presos;
- (1) Esta convenção tem a data de 16 de março, segundo se vê de não pequeno numero de documentos originaes.
- (2) Na Relação do Sitio da Nova Colonia do Sacramento, por Silvestre Ferreira da Silva, impressa em Lisboa por Francisco Luiz Ameno, no anno de 1748, encontram-se pag. 102 os seguintes :

Negociações para terminar as differenças.

2º Que no dito dia nomeariam embaixadores as respectivas côrtes de Hespanha e Portugal;

Suspensão de hostilidades.

- 3º Que ao mesmo tempo expediriam ordens ambos os governos para que cessassem as hostilidades na America;
- 4º Que os negocios permanecieram ali no mesmo estado em que estivessem á chegada das ordens;
- 5º Que a suspensão de hostilidades duraria até que se ajustassem definitivamente entre Hespanha e Portugal as suas differenças relativamente ás Indias,

Deu-se effectivamente cumprimento no termo prescripto aos dois primeiros pontos da convenção; e no mez de maio despacharam-se navios de ambos os governos com as convenientes ordens ao governador de Buenos-Ayres e ao da Colonia do Sacramento, para a suspensão de hostilidades convencionada.

Artigos de que se conveio em Paris a 16 de março de 1737, para o ajustamento das differenças entre as duas córtes de Portugal e Castella.

- I. Soltar-se-hão os presos de uma e outra parte aos 31 de março do presente anno de 1737.
- No dito dia 31 de março nomearão as côrtes respectivas de Portugal e Castella os seus embaixadores.
- III. Ao mesmo tempo se expedirão de uma parte e de outra ordens para fazer cessar as hostilidades na America.
- IV. As cousas ficarão n'ella na mesma situação, em que se acharem ao tempo em que as ditas ordens lá chegarem.
- V. Esta cessão de hostilidades durará até que se ajustem as disputas entre as duas côrtes de Portugal e Castella.

سعب

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y GRAN BRETAÑA.

Convencion ajustada y concluida en el Pardo el 14 de enero de 1739, entre las coronas de España y de Inglaterra, para satisfacer reclamaciones pendientes de los dos países.

1789.

El verdadero objeto y resultado mas comun de los tratados, es restablecer la paz entre dos naciones por medio del arreglo de sus mútuas diferencias y de nuevas obligaciones que mantengan la armonía en lo venidero. Sin embargo, el actual convenio entre España é Inglaterra, por una irregularidad poco frecuente, léjos de haber estrechado la amistad de estos países, ocasionó entre ellos una encarnizada guerra de nueve años.

Firmada el 14 de enero.

Esta convencion ocasionô una guerra de nuevos años.

Verdad es que empezada esta en fines de 1739, á consecuencia de las disputas relativas al comercio y posesiones de ultramar, se complicó muy luego por los nuevos intereses y alianzas No se transijieron á que dió márgen el fallecimiento del emperador Cárlos VI, acaecido el 20 de octubre del siguiente año. La guerra generalizóse la paz de Aquisgran. entónces en Europa, y entre la gravedad de las cuestiones suscitadas por la sucesion de los Estados austríacos y el encarnizado furor con que se ventilaron, quedó olvidado el orígen y causas del rompimiento de las córtes de Madrid y Lóndres hasta la paz de Aquisgran, que transigió á un tiempo estas y

Origen y complicaciones del rompimiento. esas diferencias

1739.
Arregio
de estas cuestiones
en 1748.

las otras diferencias. Se dará pues aquí una idea de las que mediaban entre los reyes de España é Inglaterra ántes de la presente convencion, como asimismo de la lucha que sostuvieron en América, debiendo buscarse el desenlace y arreglo de estas cuestiones en el tratado de 18 de octubre de 1748.

Los Españoles obraban como dueños del continente é islas de las Indias. Fundados los reyes de España en el descubrimiento y otros derechos que dimanaban de concesiones pontificias, no solo se consideraban dueños del continente é islas de las Indias Orientales, sino que se creían autorizados para prohibir la navegacion de aquellos mares á los súbditos extranjeros, y con mayor razon el ejercicio de todo género de comercio en los establecimientos ultramarinos. Esta idea era mas fácil de concebir que de ejecutar. Los Portugueses, cuyo genio emprendedor en el siglo xv los habia llevado por otra parte á no ménos útiles que gloriosos descubrimientos, llegaron á encontrarse con los Españoles, precisamente en el centro mismo del continente americano. Habian fundado, pues, la colonia del Brasil que, reunida mas tarde con el Portugal á la monarquía española, entró en igual sistema restrictivo que las demas posesiones hispanoamericanas.

Piratas y corsarios fraudulentos en las regiones americanas. La falta de un conocimiento exacto de aquellas playas y la fuerza marítima de España detuvo toda tentativa de los extranjeros durante los reinados de los dos primeros monarcas de la casa de Austria. Pero en la decadencia del poder español á principios del siglo xvii, y conocido ya el camino de las regiones americanas, se poblaron sus mares de piratas y corsarios que tan pronto ejercian el tráfico fraudulento con las posesiones españolas, como expiaban y hacian víctima de sus robos las expediciones que tornaban á la Península.

Establecimiento de colonias inglesas, francesas y holandesas en ellas. Era expuesto, incierto y no muy lucrativo este ejercicio. Necesitaban los extranjeros, para darle fuerza y seguridad, tener establecimientos en la América que sirviesen como punto de apoyo á sus empresas comerciales y de refugio á los corsarios. Los Ingleses, Franceses y Holandeses fundaron sucesivamente varias colonias. Los primeros se apoderaron de Jamáica, una de las islas que rodean el golfo mejicano, y con el aliciente de

la corta del palo de campeche, extendieron sus establecimientos á la bahía de este nombre en la provincia de Yucatan, llevándolos paulatinamente hasta Hondúras y Mosquítos.

El agitado y pendenciero reinado de Felipe IV habia dado todas las facilidades necesarias para estas y otras usurpaciones. En el de su hijo casi siempre se mantuvieron unidas las córtes de Madrid y Lóndres. Dos años despues de la muerte de aquel monarca, vino á España, como plenipotenciario del rey de Inglaterra, el conde de Sandwich, quien firmó con el de Peñaranda, á 23 de mayo de 1667, el tratado de paz que se inserta en el de Utrecht. Como el flaco gobierno del rey menor necesitaba la alianza y cooperacion del monarca inglés para resistir las tentativas del de Francia, dió oidos á los ruegos de su plenipotenciario, que buscaba ya la sancion ó reconocimiento de la corte de Madrid con el fin de legitimar sus viciosas. adquisiciones de ultramar. Díjose pues en el tratado, que se hacian extensibles á los Ingleses los privilegios concedidos en la América á los Holandeses por el de Múnster de 30 de enero de 1648. En este último no se habla una palabra de semejantes privilegios, aunque sí se reconocen como legítimas las adquisiciones hechas por los súbditos de las Provincias Unidas de los Países Bajos en las islas y continente del Nuevo Mundo. Infiérese, pues, que la Gran Bretaña buscó en el tratado de 1667 este modo indirecto de que España declarase tambien la legitimidad de sus establecimientos. Pero en cuanto al tráfico y navegacion, se reservó terminante y exclusivamente á los súbditos de cada nacion en sus respectivos dominios ó posesiones.

Sin embargo de la amistosa inteligencia que reinaba entre las dos naciones, los súbditos ingleses continuaban extendiendo sus usurpaciones y ejercitando sobre todo un extenso contrabando en los dominios ultramarinos de España. El gobierno de Madrid, para reprimir este tráfico fraudulento, tenia en aquellos mares un gran número de guarda-cóstas, que obrando á veces con arreglo á instrucciones, y en otras segun el capricho y circunstancias, no solo visitaban y declaraban de comiso los buques británicos que cogian haciendo el comercio con los Es-

1789.

El conde de Sandwich y Peñaranda firman un tratado de paz en 1667.

Los súbditos ingleses continuaban el contrabando en los dominios ultramarinos.

pañoles, sino que con frecuencia se entregaban á actos violentos é ilegales.

Guillermo Godolphin, nuevo negociador. Esto dió lugar á sérias quejas del gobierno ingles y á mútuas recriminaciones de ambas córtes. Cárlos II envió á la de Madrid un nuevo negociador para transigir las diferencias. Era el caballero Guillermo Godolphin: en su plenipotencia se halla una cláusula notable que prueba la astucia con que el gabinete de Lóndres procuraba halagar á doña Mariana de Austria, tutora y regenta del reino de su hijo Cárlos II.

Amistad y confederacion estrechas. « Por cuanto ninguna cosa puede haber mas conveniente, dice el monarca británico, y conforme á la inclinacion natural de nuestro ánimo, á las razones fundamentales de nuestra corona y á los prudentes ejemplares de nuestros predecesores, que cultivar incesantemente una amistad y confederacion estrecha y muy constante con la corona católica, con la cual ha manifestado una larga experiencia que han florecido maravillosamente en todas partes y tiempos las dos naciones británica y española, así en el comercio y utilidades del tráfico con que se han enriquecido recíprocamente, como en la fama y reputacion de sus fuerzas, con que siempre han causado terror á los enemigos propios y comunes, etc. »

Se firmó en Madrid el tratado de 18 de julio e 1670.

El caballero Godolphin consiguió traer las negociaciones á buen término, firmando en Madrid, juntamente con el conde de Peñaranda, el tratado de 18 de julio de 1670, cuyo objeto fué a restablecer la buena inteligencia y amigable correspondencia, interrumpida muchos años há en la América, entre Españoles é Ingleses. » Compúsose este documento de 16 articulos, destinados los seis primeros á poner término á las disensiones, restitucion de ciertas presas y libertad de los súbditos prisioneros. El 7º es el mas digno de atencion, porque llegó á ser en lo sucesivo orígen de innumerables contestaciones entre las dos coronas. La de España aseguró por él al rey británico el dominio de todos los territorios que poseía en la actualidad en la América. Ignoraban los ministros del rey católico que en aquel inmenso continente, extensas costas é innumerables islas, los Ingleses habian formado sigilosamente establecimientos.

cuya existencia ni aun se sospechaba. La indisculpable generalidad con que se extendió el artículo, quiso enmendarse mas tarde, publicando el gobierno español en 7 de junio de 1689 una real cédula que designaba como posesiones inglesas la Barbada, la Nueva Inglaterra, una parte de San Cristóbal, el Canadá y la Jamáica. Pero el gobierno ingles rehusó sujetarse á esta limitacion, pretendiendo que sus dominios alcanzaban extension mas grande.

Los restantes artículos del tratado de 1670 consagraron el principio de la libertad de los mares de América para la navegacion de unos y otros súbditos; pero prohibiendo mútuamente el tráfico en sus respectivas posesiones, y para que no degenerase en fraude la proteccion y hospitalidad que se mandaba dispensar á los buques y navegantes que por tormentas ó averías arrivaren á sus puertos, dictábanse varias reglas prohibiendo en tales casos el desembarque de mercancías, ó mandó hacerlo con ciertas precauciones que evitasen su venta fraudulenta.

Si al formar las antecedentes estipulaciones tenian las dos córtes un sincero deseo de componer las diferencias de sus súbditos de América, equivocáronse en los medios. Aquellas fueron ineficaces. Los Ingleses continuaron haciendo el comercio ó contrabando, los Españoles no desperdiciaron ocasion de mostrarles su antipatía; pero el gobierno de Madrid tenia mas tolerancia, pues si bien publicó tres ordenanzas de corso en 31 de diciembre de 1672, 27 de setiembre del siguiente año y 22 de febrero de 1674, para estimular con privilegios á los armadores, y fijar las condiciones y parte de presas que debieran tener los que le hiciesen en América, sus guarda-cóstas se conducian con harta moderacion en las vistas y apresamiento de buques británicos. El último vástago de la casa de Austria necesitaba la amistad del monarca inglés en Europa: hubiera sido irregular hostilizar á sus súbditos en ultramar.

Mal avezados, llegaron pues estos al siglo xvIII, en que no solo el trono español cambió de dinastía, sino tambien se adoptaron en Madrid máximas de gobierno enteramente diversas 1739.

En él se
consagró
el principio
de libertad
de los mares
de América,
para la navegacion
de subditos
respectivos.

Tres ordenanzas de corso. 1789.
Ereccion
de una
compañía mixta
de Ingleses
y Españoles.

del anterior reinado. Que uno de los principales objetos que llevó la Inglaterra al tomar parte en la guerra de sucesion, fué apoderarse del comercio de la América española, conócese fácilmente en el cuidado con que miró este punto en sus transacciones, ya reconociendo al principio como legítimos los derechos del archiduque, ya contribuyendo despues muy activamente en Utrecht à afirmar la corona en las sienes de Felipe V. En el primer caso estipuló con el Austríaco el tratado de comercio de 1707, en cuyo artículo secreto no solo se provectaba la ereccion de una compañía mixta de Ingleses y Españoles en la América para hacer el comercio entre aquellas posesiones y la metrópoli, sino que en extremo generoso el archiduque. desde luego otorgaba á la reina Ana el privilegio de enviar cada año á las colonias españolas diez navíos con cinco mil toneladas de géneros para traficar en ellas : obligándose al mismo tiempo á excluir perpetuamente á los Franceses de semejante comercio.

Privilegio de la reina Ana.

Establecimiento en Lóndres de la compañía del mar del Sud.

Perdida la causa del archiduque, no se perdieron las esperanzas de los Ingleses, ni se enfriaron sus conatos de extender el comercio en la América española. Ya que las circunstancias no habian consentido la creacion de la compañía ántes proyectada, no por eso dejó de establecerse en 1710 en Lóndres la que se llamó de la mar del Sud, alcanzando su gobierno que Felipe V la confiase, en 26 de marzo de 1713, el asiento para la introduccion de esclavos en sus posesiones de ultramar. privilegio apreciable que hasta entónces habian explotado otros países con crecidas utilidades, segun queda dicho en otra parte. No se limitó la Inglaterra á los beneficios de este contrato, ántes bien procuró á su sombra multiplicar las expediciones fraudulentas. Semejante conducta provocó medidas de rigor, y que el gobierno de Madrid estableciese buques guarda-cóstas, cuya comision se desempeñó con harta violencia, señaladamente desde 1718 hasta 1721, en que las dos naciones se estrecharon por medio de una paz tan efimera como poco sincera. Las violencias, quejas y recriminaciones aparecieron de nuevo en 1726, y parecia que tendrian término con el tratado de Sevilla

de 1729, en cuyos artículos 4°, 5° y 6° se procuró transigir las diferencias, señaladamente con el nombramiento de una comision mixta, á cuyo fallo se sujetasen los dos gobiernos. La comision debia pronunciar: 1º sobre mútua restitucion de presas; 2º acerca de los abusos que decian haberse introducido en el comercio de América, y 3º respecto de otras muchas cuestiones de límites y quejas de los respectivos súbditos. Reuniéronse los comisarios en Madrid, pero no pudieron concluir un arreglo, porque al mismo tiempo que el gobierno inglés exigia una indemnizacion de ciento ochenta mil libras esterlinas, el de España, negándose á satisfacer mas cantidad que el tercio de aquella suma, reclamaba por su parte otra de setecientos setenta y cinco mil duros.

1789.

Comision mixta. sobre que debia pronunciar.

tados los ánimos de las dos naciones : la inglesa por las trabas que sufria su comercio á consecuencia del derecho de visita que una indemnizacion los guarda-cóstas españoles ejercian con el mayor rigor en sus buques mercantes, y en la Península se alzaba el grito, no solo por el contrabando sino tambien por actos inhumanos á que alguna vez se entregaban los piratas en las colonias hispanoamericanas. Roberto Walpoole, primer ministro de la Gran Bretaña, temiendo justamente los males que una guerra produciria al tráfico de los súbditos ingleses, procuraba calmar allí los ánimos, miéntras que M. Keene le ayudaba en sus miras conciliadoras, buscando medios de transaccion cerca del gobierno de Madrid. Seguíase una negociacion en Lóndres por el plenipotenciario español don Tomas de Geraldino, la cual dió por resultado un convenio en que este representante prometió

Continuaron pues las cosas en el mismo estado, aunque irri- El plenipotenciario español ofrece á la Inglaterra de l. 140,000.

Rehusó el gabinete español ratificar el convenio, no tanto quizá por la cantidad estipulada, como por un principio de justa indignacion á las injurias y amenazas que se oían diariamente en el parlamento contra los Españoles. Hízose allí la mocion de que el gobierno inglés intimase al de Madrid que inmediatamente se abstuviese de ejercer el derecho de visita. Apro-

á nombre del rey católico indemnizar los daños del comercio inglés con una suma de ciento cuarenta mil libras esterlinas.

> La España no ratifica el convenio en que se estipuló esa indemnizacion.

bóse en la cámara de los lores por un solo voto, pero los comunes la desecharon, aunque por muy corta mayoría. Aprovechó este momento el ministro Walpoole, y no obstante la contradiccion del de negocios extranjeros, duque de Newcastle, que opinaba por la guerra, pudo alcanzar que M. Keene concluyese en el Pardo con don Sebastian de la Cuadra el presente convenio de 14 de enero de 1739.

Conclusion del presente tratado.

Puntos reservados à la decision de una comision. Basta el mas lijero exámen para conocer que semejante estipulacion era mas un paliativo que específico radical. Fuera de
las noventu y cinco mil libras esterlinas que prometió entregar
el rey de España al de Inglaterra como saldo ó balance de los
débitos que se calcularon en favor de la corona y súbditos británicos, deducida la suma de las indemnizaciones que reclamaba
el gabinete de Madrid, las demas cuestiones de derecho de visita, de límites en la Florida y Carolina, de los privilegios que
por tratados reclamaba el comercio y navegacion inglesa en
América y finalmente sobre adjudicacion ó devolucion de presas, quedaron á la decision de una comision que debia instalarse en esta corte; como si estos delegados pudiesen tener la
fuerza necesaria para vencer dificultades ante las cuales habian
retrocedido los respectivos gobiernos.

Organizase

Compúsose la comision por parte de España de los consejeros de Indias don José Quintana y don Estéban José de Abaria, y el rey británico nombró á su plenipotenciario don Benjamin Keene y á don Abrahan Castres, cónsul general de Inglaterra en Madrid. Miéntras la comision se entretenia en infructuosas conferencias, habia llegado el convenio á Lóndres, donde fué recibido con un grito unánime de reprobacion. La compañía de la mar del Sud, que habia creido quedar absuelta del pago de los alcances que tenia en favor de España por el asiento de negros, hallóse con una declaracion positiva del gobierno de Madrid concebida en los términos siguientes:

S. M. C. se reserva la facultad de suspender el aciento de negros. α Don Sebastian de la Cuadra, consejero y primer secretario de Estado de Su Majestad Católica y su ministro plenipotenciario para la convencion que se trata con el rey británico, de órden de su soberano y en consecuencia de las repetidas me-

morias y conferencias que han mediado con don Benjamin Keene, ministro plenipotenciario de Su Majestad Británica, y de haber convenido en ellas con recíproco acuerdo, en hacer la presente declaración, como medio esencial y preciso para vencer tan debatidas disputas y que se pueda firmar la mencionada convencion, declara formalmente que Su Majestad Católica se reserva íntegro el derecho de poder suspender el asiento de negros y expedir las órdenes necesarias á su ejecucion, en el caso de que la compañía no se sujete á pagar dentro de un breve término las setenta y ocho mil libras esterlinas que ha confesado deber del derecho de esclavos, segun la regulacion de cincuenta y dos peniques por peso y de los útiles del navío la Real Carolina; é igualmente declara que bajo la validacion y vigor de esta protesta, se procederá á firmar la citada convencion y no en otro modo; porque en este firme supuesto, y sin que por motivo ni pretexto alguno quede eludido, se ha allanado á ella Su Majestad Católica. El Pardo á 10 de enero de 1739. — Don Sebastian de la Cuadra, »

Por mas que el ministro Walpoole trabajó para sosegar al pueblo inglés, no pudo conseguir otra cosa que la aprobacion del convenio en una cortísima mayoría del parlamento. Y aun arrastrado este por la opinion general, vióse precisado al mismo tiempo á conceder al gobierno considerables subsidios para prepararse á la guerra contra España, caso que esta rehusase definitivamente acceder á las demandas que se le hicieren. Hiciéronse en efecto aprestos para la guerra, y la escuadra del almirante Haddock se presentó en las aguas de Gibraltar con el fin de dar fuerza á aquellas reclamaciones.

Tan insolente manera de negociar exaltó el amor propio de los Españoles y cerró la puerta á toda transaccion. La corte de Madrid contestó con demandas á demandas. Léjos de allanarse á suprimir el derecho de visita, exigió que terminantemente le reconociesen los Ingleses: suspendió la ejecucion de la convencion y el pago de las nuevecientas cincuenta mil libras esterlinas hasta que la compañía del Sud no cancelase sus obligaciones, y aun amenazó suspender el asiento y tomar otras me-

1789.

Aprobacion del convenio por el parlamento inglés.

Reconocimiento del derecho de visita exigido por la España á la Inglaterra.

didas hostiles, si la escuadra británica no se retiraba de sus aguas.

La Inglaterra declara la guerra à la España en 1739. La Inglaterra por fin hizo una declaracion de represalias el 20 de agosto del mismo año de 1739 y publicó la guerra á España en 30 del siguiente octubre. El 28 de noviembre respondió la corte de Madrid con iguales declaraciones y un extenso manifiesto en que recapitulaba los actos de piratería é inhumanidad de los contrabandistas ingleses en América, y las injustas y soberbias pretensiones de su gobierno. Pero el golpe mas sensible para este fué la prohibicion rigurosa que se hizo en España de todo objeto de sus manufacturas, y la multitud de corsarios que se armaron contra los buques mercantes de Inglaterra; si se ha de dar crédito á las relaciones oficiales de Madrid, en dos años apresaron dichos corsarios mas de cuatrocientos de estos buques, cuyos cargamentos se estimaron en un millon de libras esterlinas.

Expediciones inútiles y ruinoses á la Inglaterra.

Las empresas de Inglaterra se dirigieron casi exclusivamente contra las posesiones españolas de ultramar, por la doble razon de privar á la metrópoli de aquellas rentas y abrir mercados al comercio británico. Por fortuna sus expediciones le fueron tan inútiles como ruinosas. El almirante Vernon zarpó de Jamáica con nueve buques de línea, ademas de otros menores, y su primer tentativa sobre la Guáira se malogró completamente. Apoderóse despues de Portobelo, cuyos habitantes habian retirado ya sus efectos mas preciosos. Con escasísimo botin abandonaron pues los Ingleses esta plaza. Reforzados en 1740 con la formidable escuadra de 21 navios de línea que condujo á aquellos mares sir Chaloner-Ogle, emprendió Vernon á principios del siguiente año la conquista de Cartagena. Estaba bien fortificada, defendíala el valiente don Sebastian de Eslava, virey de Nueva Granada; pero cuando el arrojado esfuerzo de los sitiadores les daba una fundadísima esperanza de salir con su empresa, cuando la corte de Lóndres celebraba con regocijos y demostraciones públicas la victoria, y se esperaba con temores en Madrid el desenlace de un suceso de tanto influjo en el resto de la América, por la situacion é importancia de aquel pueblo,

sus heróicos defensores, auxiliados por el clima y la division que se introdujo en las tropas inglesas, las rechazaban y obligaban á reembarcar con gran pérdida y quebranto.

1739.

Todavía quiso Vernon hacer nuevos ensayos sobre Panamá, El almirante Pernon cuya plaza se abstuvo de embestir, temeroso de los refuerzos que la enviaba el virey del Perú; y de Cuba adonde entró con un respetable cuerpo de tropas de desembarco, fué echado sin que hubiese podido afirmarse en ningun punto de la isla.

foé arrojado de Cuba.

Mas dichoso el comodoro Anson, que con una flotilla de tres El comodoro Anson. buques habia sido destinado á cruzar sobre las costas del Perú y de Chile, pudo entrar en la ciudad de Païta, retirándose con preciosos despojos, que se aumentaron despues con el navío de Acapulco, Nuestra Señora de Covadonga, la mas rica de las presas que hayan entrado en puertos británicos.

Las desgraciadas expediciones de Vernon habian costado á la Inglaterra la pérdida de mas de veinte mil hombres. Enflaquecida la escuadra y ya muy inferior á la combinada de España y Francia, que posteriormente se presentó en aquellos mares, mantúvose casi siempre estacionada durante el resto de la guerra, á que dió fin el tratado de Aquisgran de 18 de octubre de 1748, cuyos artículos 5°, 9° y 16° son relativos al arreglo de las diferencias de España é Inglaterra sobre sus posesiones é intereses de ultramar. (CANTILLO.)

El tratado de Aquisgran pone fin á la guerra.

DOCUMENTO.

Como las diferencias movidas de algunos años á esta parte entre las dos coronas de España y de la Gran Bretaña á causa de la visita, fondeo y presas de bajeles, embargos de efectos, demarcacion de límites y otros perjuicios alegados por una y otra parte, así en las Indias occidentales como en otras partes, son tan graves y de tal naturaleza que si no se procurase atajarlas enteramente ahora y precaucionar el que no se repitan

Firmado en 14 de cnero. Ratificado el 18 y el 24 id.

en lo futuro, podrian originar un entero rompimiento entre las enunciadas coronas: Su Majestad el rey de España y Su Majestad el rey de la Gran Bretaña, no deseando otra cosa tanto como continuar y fortalecer la buena correspondencia que tan felizmente ha subsistido, han considerado por conveniente el autorizar con sus plenos poderes, es á saber: Su Majestad Católica á don Sebastian de la Cuadra, caballero del órden de Santiago, del consejo de Estado y su primer secretario de Estado y del despacho; y Su Majestad Británica á don Benjamin Keene, su ministro plenipotenciario cerca de Su Majestad Católica, los cuales, despues de haber exhibido ante todas cosas sus plenos poderes, y conferenciado juntos, convinieron en los artículos siguientes:

Plenipotenciarios.

Arbitrio
para el arreglo
de las pretensiones
respectivas.

ART. 1°. — Como esta antigua amistad tan apetecible y necesaria para el interes recíproco de las dos naciones y particularmente para su comercio, no puede establecerse con un fundamento durable, á ménos que no se procure, no solo ajustar y arreglar las pretensiones para la reparacion recíproca de los daños ya padecidos, sino hallar principalmente un medio de obviar semejantes motivos de queja para en adelante, y apartar absolutamente y para siempre todo lo que pueda darlos, se ha convenido en trabajar incesantemente con toda la aplicacion y diligencia imaginables para llegar á un fin tan apetecible : y á este efecto se nombrarán respectivamente por parte de Sus Majestades Católica y Británica, inmediatamente despues de haber firmado la presente convencion, dos ministros plenipotenciarios que se juntarán en Madrid dentro del término de seis semanas. que han de contarse desde el dia del cambio de las ratificaciones, para conferir y reglar enteramente las pretensiones respectivas de las dos coronas, así por lo que mira al comercio v navegacion en América y en Europa, y á los límites de la Florida y Carolina, como por lo tocante á otros puntos que piden tambien determinacion, todo segun los tratados de los años de 1667, 1670, 1713, 1715, 1721, 1728 y 1729, incluso el del asiento de negros y la convencion de 1716. Y se ha convenido asimismo en que los plenipotenciarios así nombrados comenzarán sus conferencias seis semanas despues del cambio de las ratificaciones, y las finalizarán en el término de ocho meses.

ART. 2°. — La demarcacion de los límites de la Florida y Carolina, que segun lo convenido últimamente debia decidirse por comisarios de una y otra parte, será del mismo modo cometida á los dichos plenipotenciarios para conseguir un ajuste mas sólido y efectivo, y durante el tiempo de la discusion de este negocio, quedarán las cosas en los referidos territorios de la Florida y Carolina en la situacion en que están al presente, sin aumentar sus fortificaciones, ni ocupar nuevos puestos: y á este fin harán expedir Su Majestad Católica y Su Majestad Británica las órdenes necesarias inmediatamente despues de firmada esta convencion.

ART. 3°. — Despues de haber considerado debidamente los créditos y pretensiones de las dos coronas y de sus respectivos súbditos, para la reparacion de los daños padecidos de una y otra parte, y todas las circunstancias que tienen conexion con esta importante dependencia, se ha convenido que Su Majestad Católica hará pagar á Su Majestad Británica la suma de noventa y cinco mil libras esterlinas por saldo ó balance que se ha reglado como debido á la corona y súbditos de la Gran Bretaña despues de deducidos los créditos de la corona y súbditos del de España, á fin de que la referida suma, juntamente con el importe de lo que se ha reconocido deberse por parte de la Gran Bretaña á la España por sus pretensiones, pueda emplearse por Su Majestad Británica para la satisfaccion, descuento y paga de los créditos de sus súbditos sobre la corona de España; bien entendido, no obstante, que no se podrá pretender que este descuento recíproco se extienda ó alcance en ningun modo á las cuentas ó diferencias que están por reglar entre la corona de España y la compañía del asiento de negros, ni á ningunos contratos particulares ó privados que puedan subsistir entre cada una de las dos coronas ó sus ministros con los súbditos de la otra, ó entre súbditos y súbditos de cada nacion respectivamente; á excepcion no obstante de todas las pretensiones de esta clase mencionadas en el plan presentado en Sevilla por los

1789.

Y para demarcar los límites de la Florida y Carolina.

S. M. C. pagará à S. M. B. un balance de 95,000 libras esterlinas.

comisarios de la Gran Bretaña y comprendidas en la cuenta de daños padecidos por los súbditos de la referida corona formada últimamente en Lóndres, y especialmente las tres partidas puestas en aquel plan, que se hallan en una sola en esta, é importan ciento y diez y nueve mil quinientos y doce pesos, trece reales y tres cuartillos de plata; y los súbditos de una y otra parte tendrán el derecho y libertad de recurrir á las leyes, ó de tomar otras medidas convenientes para hacer cumplir las sobredichas obligaciones, del mismo modo que si no existiese la presente convencion.

Deduccion de pagos à cuenta. ART. 4°. — El valor del navío nombrado la Paca de Lana, que fué apresado y conducido al puerto de Campeche el año de 1732, del Leal Cárlos, del Despacho, del Jorge y del Principe Guillermo, que fueron llevados á la Holanda el año de 1737, y del San Jáime á Puerto-Rico en el mismo año, habiendo sido comprendido en la valuacion hecha de las pretensiones de los súbditos de la Gran Bretaña, del mismo modo que otros muchos apresados ántes, si sucediese que en consecuencia de las órdenes expedidas por la corte de España para su restitucion se hubiese ejecutado esta en el todo ó en parte; las sumas así recibidas se deducirán de las noventa y cinco mil libras esterlinas que se deben pagar por la corte de España segun lo arriba estipulado; bien entendido que no se retardará por esta razon la paga de las noventa y cinco mil libras esterlinas, salva la restitucion de lo que haya sido antecedentemente recibido.

ART. 5°. — La presente convencion se aprobará y ratificará por Su Majestad Católica y por Su Majestad Británica; y las ratificaciones se entregarán y canjearán en Lóndres dentro del término de seis semanas, ó ántes si pudiere ser, contándose desde el dia de la firma.

En fe de lo cual nosotros los abajo firmados ministros plenipotenciarios de Su Majestad Católica y de Su Majestad Británica, en virtud de nuestros poderes hemos firmado la presente
convencion, y hecho poner el sello de nuestras armas. Fecho
en el Pardo, á 14 de enero de 1739. — Don Sebastian de La
Cuadra. — B. Keene.

Felipe V ratificó este tratado el 15, y Jorge II el 24 de dicho mes de enero de 1739.

1789:

PRIMER ARTÍCULO SEPARADO.

En consecuencia de haberse resuelto en el primer artículo de la convencion firmada hoy dia de la fecha por los ministros plenipotenciarios de España y de la Gran Bretaña que se nombrarán respectivamente por parte de Sus Majestades Católica y Británica inmediatamente despues de firmada la referida convencion, dos ministros plenipotenciarios que han de juntarse en Madrid dentro de seis semanas contadas desde el dia del canje de las ratificaciones; las dichas Majestades á fin de que no se pierda tiempo en alejar con un solemne tratado que debe concluirse á este efecto todo motivo de queja en lo sucesivo, y en establecer así entre las dos coronas una perfecta buena inteligencia y una durable amistad, han nombrado y nombran por sus ministros plenipotenciarios, por las presentes, es á saber : Su Majestad Católica á don José de la Quintana, consejero en el supremo de Indias y á don Estéban José de Albaria, caballero de la órden de Calatrava, superintendente de las contadurías del mismo consejo y su consejero en él; y Su Majestad Británica à don Benjamin Keene, ministro plenipotenciario de la expresada Majestad cerca de Su Majestad Católica, y á don Abrahan Castras, cónsul general de Su Majestad Británica en la corte de Su Majestad Católica, á los cuales se instruirá inmediatamente para comenzar las conferencias. Y habiéndose resuelto en el artículo 3º de la convencion firmada hoy dia de la fecha que la suma de noventa y cinco mil libras esterlinas se debe por parte de la España como saldo ó balance á la corona y súbditos de la Gran Bretaña, despues de deducidas las pretensiones de la corona y súbditos de España, Su Majestad Católica hará pagar en Lóndres en dinero en el término de cuatro meses, que han de contarse desde el dia del canje de las ratificaciones, ó ántes si es posible, la referida cantidad de noventa y

Plenipotenciarios para el arreglo de las pretensiones reciprocas. cinco mil libras esterlinas á las personas autorizadas por parte de Su Majestad Británica para recibirla.

Este artículo separado tendrá la misma fuerza que si hubiese sido inserto palabra por palabra en la convencion firmada hoy: se ratificará del mismo modo y se canjearán las ratificaciones al propio tiempo que las de la dicha convencion. En fe de lo cual, nosotros los abajo firmados, ministros plenipotenciarios de Su Majestad Británica y de Su Majestad Católica, en virtud de nuestros plenos poderes, habemos firmado el presente artículo separado, y hecho poner el sello de nuestras armas. Fecho en el Pardo, el dia 14 de enero 1739. — Sebastian de la Cuadra. — B. Keene.

ARTÍCULO SEGUNDO SEPARADO.

Restitucion del bajel Suceso.

Como los abajo firmados ministros plenipotenciarios de Sus Majestades Británica y Católica han firmado hoy, en virtud de los plenos poderes expedidos á este efecto por los reyes sus amos, una convencion para reglar y ajustar todas las pretensiones de una y otra parte de las coronas de España y de la Gran Bretaña, respectivas á los embargos, presas de bajeles, etc., y á la satisfaccion del saldo ó balanza que se debe por esto á la corona de la Gran Bretaña, se ha declarado que el bajel nombrado el Suceso, apresado en 14 de abril de 1738 al salir de la isla de la Antigua por un guarda-cóstas español que le llevó à Puerto Rico, no está comprendido en la convencion mencionada: y Su Majestad Católica promete que el dicho bajel y su carga se restituirán inmediatamente ó su valor á los propietarios legítimos. Bien entendido que ántes de la restitucion del referido bajel el Suceso, darán en Lóndres los interesados á satisfaccion de don Tomas Geraldino, ministro plenipotenciario de Su Majestad Católica, fianzas de estar á lo que se decidiere en este asunto por los ministros plenipotenciarios de Sus dichas Majestades, nombrados para reglar y finalizar segun los tratados las disputas pendientes entre las dos coronas. Y Su Majestad Católica conviene en cuanto pendiere de sí en la remision del

expresado navío el Suceso al exámen y decision de los plenipotenciarios: é igualmente ofrece Su Majestad Británica en cuanto pendiere de sí remitir á la decision de los plenipotenciarios el bergantin Santa Teresa, arrestado en el puerto de Dublin en Irlanda el año de 1735. Y los dichos abajo firmados ministros plenipotenciarios declaran por las presentes, que el tercer artículo de la convencion firmada hoy no se extiende, ni se entenderá extenderse á ningunos bajeles y efectos que puedan haber sido apresados ó tomados despues del dia 10 de diciembre de 1737, ó que puedan ser tomados ó apresados de aquí adelante; en los cuales casos se hará justicia segun los tratados, como si no existiese la sobredicha convencion; pero entendiéndose esto solamente en cuanto á la indemnizacion ó paga de los efectos tomados ó presas hechas, porque la decision del caso ó casos que puedan acaecer así, deberá ir á los plenipotenciarios por quitar cualquier pretexto ó discordia, para que lo determinen segun los tratados.

Este artículo separado tendrá la misma fuerza que si hubiese sido inserto palabra por palabra en la convencion firmada hoy: se ratificará de la misma manera, y las ratificaciones se canjearán al propio tiempo que la referida convencion. En fe de lo cual nosotros los abajo firmados ministros plenipotenciarios de Su Majestad Británica y de Su Majestad Católica, en virtud de nuestros plenos poderes, habemos firmado el presente artículo separado, y hecho poner el sello de nuestras armas. Fecho en el Pardo, el dia 14 de enero de 1739. — Sebastian de la Cuadra. — B. Keene.

El canje de las ratificaciones de ambas córtes, tanto del tratado como de los dos artículos separados, se hizo en Lóndres el 25 de tabrero del citado año.

20

1739.

Bergantin Santa Teresa.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

1750. Tratado de límites en las posesiones españolas y portuguesas de América, concluido entre ambas coronas.

El tratado de Utrecht no cortó las desavenencias de las dos cortes. ¿ Quién no hubiera creido que el tratado de Utrecht cortaria las desavenencias de las córtes de Madrid y Lisboa por el deslinde de sus posesiones en América, y que despues de tantos actos y explicaciones quedarian afianzadas las resoluciones de aquel famoso congreso, en el que habian tomado parte las grandes potencias europeas? Pero devuelta la Colonia del Sacramento á los que se creían con derecho para ocuparla, se convirtió en un vasto depósito de mercaderías extranjeras, destinadas á fomentar el contrabando en los dominios de Su Majestad Católica. Continuaban tambien las agresiones en el territorio oriental, y el comandante de la Colonia que debia mantenerse en el alcance de un tiro de cañon, por ser los límites estipulados, los atropellaba descaradamente.

Instrucciones
sobre
el tiro de cañon
de la Colonia
del Sacramento.

Entretanto eran perentorias las instrucciones que la corte de Madrid daba á este respecto al gobernador de Buenos Aires. α Os ordeno, escribia á don Bruno Mauricio de Zavala, que lo era en aquella época, envieis un oficial de vuestra satisfaccion, para que reconozca si la pieza con que se dispare es de á 24 y

de las ordinarias, sin refuerzo particular; que no se le dé mas carga que la que corresponde á su calibre, ni permita se sirvan de otra pólvora que la ordinaria con que se acostumbra servir el cañon, y que el tiro se dispare de punta en blanco, y no por elevacion, etc. (1). »

El teson con que los Portugueses llevaban adelante sus usurpaciones, obligó al gobernador Salcedo á poner sitio á la Colonia para contenerlas; y no desistieron ambas córtes de hostilizarse, hasta que la paz de Europa, ajustada en Aquisgran, las indujo á terminar su contienda, procediendo al reconocimiento de sus límites en América.

Pero en vez de dejar esta cuestion intacta en manos de los facultativos, la acometieron diplomáticamente los plenipotenciarios, y fijaron los puntos directores de la línea de demarcacion, sin tener noticias exactas de las localidades; así es que se equivocaron en varios detalles que hicieron impracticable la ejecucion del tratado.

Á su oscuridad se agregó la resistencia que se organizó contra la cesion de los pueblos situados en la márgen oriental del Uruguay, como indemnizacion acordada á la corte de Portugal por la que ella hacía á la España de sus derechos sobre la Colonia del Sacramento.

Los jesuitas fueron acusados de haber despertado el fuego de la insurreccion en las poblaciones que debian ser entregadas á los Portugueses, exagerando los perjuicios que inferia á la corona la pérdida de las misiones orientales del Uruguay. Estos conceptos, vertidos con calor en una Memoria hábilmente redactada por el P. Lozano, produjeron una viva impresion en la audiencia de Chárcas y en el virey de Lima, que la recomendaron á la consideracion del rey. Pero ya era imposible retroceder, y la rebelion de los Guaranís, que, segun se dijo, eran capitaneados por sus doctrineros, no dejaba mas arbitrio que hacer uso de la fuerza para sujetarlos.

(1) Cédula de 27 de enero de 1720, publicada por el marques de Grimaldi al fin de su respuesta á la Memoria de Souza Coutiño.

1750.

La paz de Aquisgran puso fin å las contiendas.

Los
plenipotenciarios
hacen impracticable
la ejecucion
del tratado.

Los jesuitas provocan la insurreccion. 1750. Cárlos III El carácter que tomó esta guerra, y el del general Gómez Freyre de Andrade, comisario portugues, tan fecundo en ardides para entorpecer la ejecucion del tratado, lo invalidaron de hecho, ántes que lo anulase Cárlos III, en 1761, poco despues de su elevacion al trono.

Es un documento histórico importante. Sin embargo de haber quedado en proyecto, este ajuste es un documento importante para la historia de los Estados del Plata, por ser el punto de arranque de la demarcacion de límites entre las dos coronas, y como el programa de los grandes trabajos geodésicos que se emprendieron despues en las fronteras del Brasil y Paraguay (4).

DOCUMENTO.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

Firmado
el 13 de en•ro;
ratificado
en febrero
del mismo.

Los serenísimos reyes de España y Portugal, deseando eficarmente consolidar y estrechar la sincera y cordial amistad que
entre sí profesan, han considerado que el medio mas conducente para conseguir tan saludable intento es quitar todos los
pretextos y allanar todos los embarazos que puedan en adelante alterarla, y particularmente los que pueden ofrecerse con
motivo de los límites de las dos coronas en América, cuyas
conquistas se han adelantado y mantenido con incertidumbre
y duda, por no haberse averiguado hasta ahora los verdaderos
límites de aquellos dominios, ó el paraje donde se ha de imaginar la línea divisoria que habia de ser el principio inalterable
de la demarcacion de cada corona. Y considerando las dificultades inaccesibles que se ofrecerán, si se hubiere de señalar

(1) DE ARGELIS, Coleccion de obras y documentos, etc., publicada en Buenos Aires.

ALEJANDRO DEL CANTILLO. Tratados de pas y de comercio de España, pablicados en Madrid.

Comte DE GARDEN. Histoire générale des traités de paix, publicada en Paris.

esta línea con el conocimiento práctico que se requiere; han resuelto examinar las razones y dudas que se ofrecen por ambas partes, y en vista de ellas concluir un ajuste con recíproca satisfaccion y conveniencia.

Pretensiones reciprocas.

· Por parte de la corona de España se alegaba, que habiéndose de imaginar la línea norte sur á 370 leguas al poniente de las islas de Cabo Verde, segun el tratado concluido en Tordesíllas á 7 de junio de 1494, todo el terreno que hubiere en las 370 leguas desde las referidas islas hasta el paraje donde se habia de señalar la línea, pertenece á la de Portugal, y nada mas por esta parte, porque desde ella al occidente se han de contar los 180 grados de la demarcacion de España; y aunque es así que por no estar declarado desde cuál de las islas de Cabo Verde se han de empezar á contar las 370 leguas, se ofrece la duda y hay interes notable con motivo de estar todas ellas situadas al este-oeste con la diferencia de cuatro grados y medio, tambien lo es que aun cediendo España y consintiendo en que se empiece la cuenta desde la mar occidental (que llaman de San Antonio) apénas podrán llegar las 370 leguas á la ciudad del Pará y demas colonias ó capitanías portuguesas fundadas antiguamente en las costas del Brasil; y como la corona de Portugal tiene ocupadas las dos riberas del rio Marañon ó de las Amazónas, aguas arriba hasta la boca del rio Jabarí, que entra en él por la márgen austral, resulta claramente haberse introducido en la demarcacion de España todo lo que dista la referida ciudad de la boca de aquel rio, sucediendo lo mismo por lo interior del Brasil con la internacion que ha hecho esta corona hasta Cuyabá ó Matogroso.

Por lo que mira á la Colonia del Sacramento, alegaba que, segun los mapas mas exactos, no llega con mucho á la boca del rio de la Plata el paraje donde se deberia imaginar la línea, y por consiguiente la referida Colonia con todo su territorio cae al poniente de ella y en la demarcacion de España, sin que obste el nuevo derecho con que la retiene la corona de Portugal en virtud del tratado de Utrecht, respecto de haberse capitulado la restitucion por un equivalente; y aunque la corte de España

le ofreció dentro del término señalado en el artículo 7°, no le admitió la de Portugal, por cuyo hecho quedó prorogado el término, siendo como fué proporcionado el equivalente, y el no haberle admitido fué mas por culpa de Portugal que de España.

Por parte de la corona de Portugal se alegaba que habiéndose de contar los 180 grados de su demarcacion desde la línea al oriente, quedando para España los otros 180 grados al occidente, y debiendo cada una de las naciones hacer sus descubrimientos y colonias en los 180 grados de su demarcacion, con todo eso se halla, segun las observaciones mas exactas y modernas de astrónomos y geógrafos, que empezando á contar los grados al occidente de dicha línea, se extiende el dominio español en la extremidad asiática del mar del Sur muchos mas grados que los 180 de su demarcacion, y por consiguiente tiene ocupado mucho mayor espacio que lo que puede importar cualquier exceso que se atribuía á los Portugueses, por lo que tal vez habrán ocupado en la América meridional al occidente de la misma línea, y principio de la demarcacion española.

Tambien se alegaba, que por la escritura de venta con pacto de retrovendendo, otorgada por los procuradores de las dos coronas en Zaragoza á 22 de abril de 1529, vendió la corona de España á la de Portugal todo lo que por cualquiera via ó derecho le perteneciese al occidente de otra línea meridional imaginada por las islas de las Velas, situadas en el mar del Sur á 17 grados de distancia del Maluco, con declaracion, que si España consintiese y no impidiese á sus vasallos la navegacion de dicha línea al occidente, quedaria luego extinguido y resuelto el pacto de retrovendendo, y que cuando algunos vasallos de España, por ignorancia ó por necesidad, entrasen dentro de ella y descubriesen algunas islas y tierras, perteneceria á Portugal lo que en esta forma descubriesen. Que sin embargo de esta convencion fueron despues los Españoles á descubrir las Filipinas, y con efecto se establecieron en ellas poco ántes de la union de las dos coronas, que se hizo en el año de 1580, á cuya causa cesaron las disputas que esta infraccion suscitó entre las dos naciones; pero habiéndose despues decidido, resultó de las condiciones de la escritura de Zaragoza un nuevo título para que Portugal pretendiese la restitucion ó el equivalente de todo lo que ocuparon los Españoles al occidente de dicha línea, contra lo capitulado en la referida escritura.

En cuanto al territorio de la márgen septentrional del rio de la Plata, alegaba, que con motivo de la fundacion de la Colonia del Sacramento, se movió una disputa entre las dos coronas sobre límites, esto es, si las tierras en que se fundó aquella plaza estaban al oriente ó al occidente de la línea divisoria determinada en Tordesíllas, y miéntras se decidia la cuestion, se concluyó provisionalmente un tratado en Lisboa á 7 de mayo de 1681, en el cual se concordó que la referida plaza quedase en poder de los Portugueses, y que en las tierras disputadas tuviesen el uso y aprovechamiento comun con los Españoles; que por el artículo 6º de la paz celebrada en Utrecht entre las dos coronas á 6 de febrero de 1715 cedió Su Majestad Católica toda la accion y derecho que podia tener al territorio y Colonia, dando por abolido en virtud de esta cesion el dicho tratado provisional; que debiendo en fuerza de la misma cesion entregarse á la corona de Portugal todo el territorio de la disputa, pretendió el gobernador de Buenos Aires satisfacer únicamente con la entrega de la plaza, diciendo que por el territorio, solo entendia el que alcanzase el tiro de cañon de ella, reservando para la corona de España todas las demas tierras de la cuestion, en las cuales se fundó despues la plaza de Montevideo y otros establecimientos; que esta inteligencia del gobernador de Buenos Aires fué manifiestamente opuesta á la que se habia ajustado, siendo evidente que por medio de una cesion no debia quedar la corona de España de mejor condicion que lo que ántes estaba en lo mismo que cedia; y que habiendo quedado por el tratado provisional ambas naciones con la posesion y asistencia comun en aquellas campañas, no hay interpretacion mas violenta que suponer, que por medio de la cesion de Su Majestad Católica pertenecian privativamente á su corona; que

1750.

tocando aquel territorio á Portugal por título diverso de la línea divisoria determinada en Tordesíllas, justo es por la transaccion hecha en el tratado de Utrecht, en que Su Majestad Católica cedió el derecho que le competia por la demarcacion antigua, debia aquel territorio independiente de las cuestiones de la línea cederse enteramente á Portugal, con todo lo que en él se hubiese nuevamente fabricado, como hecho en suelo ajeno. Finalmente, que suponiéndose que por el artículo 7º del dicho tratado de Utrecht se reservó Su Majestad Católica la libertad de proponer un equivalente á satisfaccion de Su Majestad Fidelísima por el dicho territorio y Colonia, con todo eso, como há muchos años que se pasó el plazo señalado para ofrecerle, ha cesado todo pretexto y motivo, aun aparente, para dilatar la entrega del mismo territorio.

Vistas y examinadas estas razones por los dos serenísimos monarcas, con las réplicas que se han hecho de una y otra parte, procediendo con aquella buena fe y sinceridad que es propia de príncipes tan justos, tan amigos y parientes, deseando mantener á sus vasallos en paz y sosiego, y reconociendo las dificultades y dudas que en todo tiempo harán embarazosa esta contienda, si se hubiese de juzgar por el medio de la demarcacion acordada en Tordesillas, ya porque no se declaró desde cuál de las islas de Cabo Verde se habia de empezar la cuenta de las 370 leguas, ya por la dificultad de señalar en las costas de la América meridional los dos puntos al sur y al norte, de donde habia de principiar la línea, ya por la imposibilidad moral de establecer con certidumbre por en medio de la misma América una línea meridiana, y ya por otros muchos embarazos casi invencibles que se ofrecerán para conservar sin controversia ni exceso una demarcacion regulada por líneas meridianas, y considerando al mismo tiempo que los referidos embarazos tal vez fueron en lo pasado la ocasion principal de los excesos que de una y otra parte se alegan y de los muchos desórdenes que perturbaron la quietud de sus dominios, han resuelto poner término á las disputas pasadas y futuras, y olvidarse y no usar de todas las acciones y derechos que puedan

pertenecerles en virtud de los referidos tratados de Tordesíllas, Lisboa y Utrecht, y de la escritura de Zaragoza ó de otros cualesquiera fundamentos que puedan influir en la division de sus dominios por línea meridiana; y quieren que en adelante no se trate mas de ella, reduciendo los límites de las dos monarquías á los que se señalarán en el presente tratado, siendo su ánimo que en él se atienda con cuidado á dos fines: el primero y mas principal es que se señalen los límites de los dos dominios, tomando por término los parajes mas conocidos, para que en ningun tiempo se confundan ni den ocasion á disputas, como son el orígen y curso de los rios y los montes mas notables; el segundo, que cada parte se ha de quedar con lo que actualmente posee, à excepcion de las mútuas cesiones que se dirán en su lugar; las cuales se ejecutarán por conveniencia comun. Y para que los límites queden en lo posible ménos sujetos á controversias.

Para concluir y señalar los límites han dado los dos serení- Plenipotenciarios. simos reyes á sus ministros de una y otra parte los plenos poderes necesarios, que se insertarán al fin de este tratado, á saber: Su Majestad Católica á Su Excelencia el señor don José de Carvajal y Lancáster, su gentil-hombre de cámara con ejercicio, ministro de Estado y decano de este consejo, gobernador del supremo de las Indias, presidente de la junta de comercio y moneda, y superintendente general de las postas y correos de dentro y fuera de España; y Su Majestad Fidelísima á Su Excelencia el señor D. Tomas de la Silva y Téllez, vizconde de Villanueva de Cerveira, del consejo de Su Majestad Fidelísima y del de guerra, maestre de campo general de sus ejércitos, y su embajador extraordinario en la corte de Madrid: los cuales, despues de haber conferido y tratado la materia con la debida circunspeccion y exámen, bien instruidos de la intencion de los dos serenísimos reyes sus amos, y siguiendo sus órdenes,

ARTÍCULO 1º. — El presente tratado será el único fundamento y regla que en adelante se deberá seguir para la division y límites de los dominios en toda la América y Asia, y en su vir-

se han conformado en el contenido de los artículos siguientes:

1750.

Este tratado e la única regla bre limites.

tud quedará abolido cualquiera derecho y accion que puedan alegar las dos coronas con motivo de la bula del papa Alejandro VI, de feliz memoria, y de los tratados de Tordesíllas, de Lisboa y Utrecht, de la escritura de venta otorgada en Zaragoza, y de otros cualesquiera tratados, convenciones y promesas; que todo ello, en cuanto trata de la línea de demarcacion, será de ningun valor y efecto, como si no hubiera sido determinado, quedando en todo lo demas en su fuerza y vigor; y en lo futuro no se tratará mas de la citada línea, ni se podrá usar de este medio para la decision de cualquiera dificultad que ocurra sobre límites, sino únicamente de la frontera que se prescribe en los presentes artículos, como regla invariable y mucho ménos sujeta á controversias.

Propiedad de las islas Filipinas y otras. ART. 2°. — Las islas Filipinas y las adyacentes que posee la corona de España la pertenecerán para siempre, sin embargo de cualquiera pretension que pueda alegarse por parte de la corona de Portugal con motivo de lo que se determinó en el dicho tratado de Tordesíllas, y sin embargo de las condiciones contenidas en la escritura celebrada en Zaragoza á 22 de abril de 1529, y sin que la corona de Portugal pueda repetir cosa alguna del precio que se pagó por la venta celebrada en dicha escritura, á cuyo efecto Su Majestad Fidelísima, en su nombre y de sus herederos y sucesores, hace la mas ámplia y formal renuncia de cualquiera derecho y accion que pueda tener por los referidos principios, ó por cualquiera otro fundamento á las referidas islas, y á la restitucion de la cantidad que se pagó en virtud de dicha escritura.

Pertenencias portuguesas.

ART. 3°. — En la misma forma pertenecerá á la corona de Portugal todo lo que tiene ocupado por el rio Marañon ó de las Amazónas arriba, y el terreno de ambas riberas de este rio hasta los parajes que abajo se dirán, como tambien todo lo que tiene ocupado en el distrito de Matagroso, y desde este paraje hácia la parte del oriente y Brasil, sin embargo de cualquiera pretension que pueda alegarse por parte de la corona de España, con motivo de lo que se determinó en el referido tratado de Tordesíllas, á cuyo efecto Su Majestad Católica, en su

nombre y de sus herederos y sucesores, se desiste y renuncia formalmente de cualquiera derecho y accion, que en virtud del dicho tratado ó por otro cualquiera título pueda tener á los referidos territorios.

1750.

Linea divisoria.

- ART. 4°. Los confines del dominio de las dos monarquías principiarán en la barra que forma en la costa del mar el arroyo que sale al pié del monte de los Castillos Grandes, desde cuya falda continuará la frontera, buscando en línea recta lo mas alto ó cumbres de los montes, cuyas vertientes bajan por una parte á la costa que corre al norte de dicho arroyo, ó á la laguna Merin ó del Miní, y por la otra á la costa que corre de dicho arroyo al sur ó al rio de la Plata: de suerte que las cumbres de los montes sirvan de raya al dominio de las dos coronas, y así seguirá la frontera hasta encontrar el orígen principal y cabeceras del rio Negro, y por encima de ellas continuará hasta el orígen principal del rio Ibicuí, siguiendo aguas abajo de este rio hasta donde desemboca en el Uruguay por su ribera oriental, quedando de Portugal todas las vertientes que bajan á la dicha laguna ó al rio grande de San Pedro, y de España, las que bajan á los rios que van á unirse con el de la Plata.
- ART. 5°. Subirá desde la boca del Ibicuí por las aguas del Uruguay hasta encontrar la del rio Pepirí ó Pequirí, que desagua en el Uruguay por su ribera occidental, y continuará aguas arriba del Pepirí hasta su orígen principal, desde el cual seguirá por lo mas alto del terreno hasta la cabecera principal del rio mas vecino, que desemboca en el grande de Curistuba, que por otro nombre llaman Iguazú, por las aguas de dicho rio mas vecino del orígen del Pepirí, y despues por las del Iguazú ó rio grande de Curistuba continuará la raya hasta donde el mismo Iguazú desemboca en el Paraná por su ribera oriental, y desde esta boca seguirá aguas arriba del Paraná hasta donde se le junta el rio Igurey por su ribera occidental.
- ART. 6°. Desde la boca del Igurey continuará aguas arriba hasta encontrar su orígen principal, y desde él buscará en línea recta por lo mas alto del terreno la cabecera principal del

Su continuscion hasts el desembocadero del Ygurey en el Paraná.

Continúa hasta la boca del rio Jaurú.

rio mas vecino que desagua en el Paraguay por su ribera oriental, que tal vez será el que llaman Corriéntes, y bajará con las aguas de este rio hasta su entrada en el Paraguay, desde cuya boca subirá por el canal principal que deja el Paraguay en tiempo seco, y por sus aguas hasta encontrar los pantanos que forma este rio, llamados la laguna de los Xaráyes, y atravesando esta laguna hasta la boca del rio Jaurú.

Sigue hasta mas abajo de la confluencia de los rios Guaporé y Mamoré.

ART. 7°. - Desde la boca del rio Jaurú por la parte occidental seguirá la frontera en línea recta hasta la ribera austral del rio Guaporé, en frente á la boca del rio Sararé, que entra en dicho Guaporé por su ribera setentrional; con tal que si los comisarios que se han de despachar para el arreglamento de los confines en esta parte, en vista del país hallaren entre los rios Jaurú y Guaporé otros rios ó términos naturales por donde mas cómodamente, y con mayor certidumbre, pueda señalarse la raya en aquel paraje, salvando siempre la navegacion del Jaurú, que debe ser privativa de los Portugueses, y el camino que suelen hacer de Cuyabá hácia Matogroso; los dos altos contratantes consienten y aprueban que así se establezca, sin atender á alguna porcion mas ó ménos de terreno que pueda quedar á una ó á otra parte. Desde el lugar que en el márgen austral del Guaporé fuere señalado por término de la raya, como queda explicado, bajará la frontera por toda la corriente del rio Guaporé hasta mas abajo de su union con el rio Mamoré, que nace en la provincia de Santa Cruz de la Sierra y atraviesa la Mision de los Mójos, y forman juntos el rio llamado de la Madera, que entra en el Marañon ó Amazónas por su ribera austral.

Coutinúa hasta la boca mas occidental del Japurá. ART. 8°. — Bajará por las aguas de estos dos rios ya unidos hasta el paraje situado en igual distancia del citado rio Marañon ó Amazónas, y de la boca del dicho Mamoré, y desde aquel paraje continuará por una línea este-oeste hasta encontrar con la ribera oriental del rio Jabari que entra en el Marañon por la ribera austral, y bajando por las aguas del Jabari hasta donde desemboca en el Marañon ó Amazónas, seguirá aguas abajo de este rio hasta la boca mas occidental del Japurá, que desagua en él por la márgen setentrional.

ART. 9°. — Continuará la frontera por en medio del rio Japurá y por los demas rios que se le junten y se acerquen mas al rumbo del norte, hasta encontrar lo alto de la cordillera de montes que median entre el rio Orinoco y el Marañon ó de las Amazónas, y seguirá por la cumbre de estos montes al oriente hasta donde se extienda el dominio de una y otra monarquía. Las personas nombradas por ambas coronas para establecer los límites, segun lo prevenido en el presente artículo, tendrán particular cuidado de señalar la frontera en esta parte, subiendo aguas arriba de la boca mas occidental de Japurá, de forma que se dejen cubiertos los establecimientos que actualmente tengan los Portugueses á las orillas de este rio y del Negro, como tambien la comunicacion ó canal de que se sirven entre estos dos rios; y que no se dé lugar á que los Españoles con ningun pretexto ni interpretacion puedan introducirse en ellos, ni en dicha comunicacion, ni los Portugueses remontar hácia el rio Orinoco, ni extenderse hácia las provincias pobladas por España, ni en los despoblados que la han de pertenecer segun los presentes artículos, á cuyo efecto señalarán los límites por las lagunas y rios, enderezando la línea de la raya cuanto pudiere ser hácia el norte, sin reparar al poco mas ó ménos del terreno que quede á una ó á otra corona, con tal que se logren los expresados fines.

ART. 10°. — Todas las islas que se hallasen en cualquiera de los rios por donde ha de pasar la raya, segun lo prevenido en los artículos antecedentes, pertenecerán al dominio á que estuvieren mas próximas en tiempo seco.

ART. 11°. — Al mismo tiempo que los comisarios nombrados por ambas coronas vayan señalando los límites en toda la frontera, harán las observaciones necesarias para formar un mapa individual de toda ella, del cual se sacarán las copias que parezcan necesarias, firmadas de todos, y se guardarán por las dos córtes, por si en adelante se ofreciere alguna disputa con motivo de cualquiera infraccion, en cuyo caso y en otro cualquiera se tendrán por auténticas y harán plena prueba; y para que no se ofrezca la mas leve duda, los referidos comisarios pondrán

1750.
Terminacion
de la ligea.

Adjudicacion de islas fluviales:

Observaciones para formar un mapa.

nombre de comun acuerdo á los rios y montes que no le tengan, y lo señalarán todo en el mapa con la individualidad posible.

ART. 12°. — Atendiendo á la conveniencia comun de las dos naciones, y para evitar todo género de controversias en adelante, se han establecido y arreglado las mutuas cesiones contenidas en los artículos siguientes.

Cesion que hace el Portugal. ART. 43°. — Su Majestad Fidelísima, en su nombre y de sus herederos y sucesores, cede para siempre á la corona de España la Colonia del Sacramento y todo su territorio adyacente á ella en la márgen setentrional del rio de la Plata hasta los confines declarados en el artículo 4°, y las plazas, puertos y establecimientos que se comprenden en el mismo paraje, como tambien la navegacion del mismo rio de la Plata, la cual pertenecerá enteramente á la corona de España; y para que tenga efecto, renuncia Su Majestad Fidelísima todo el derecho y accion que tenia reservado á su corona por el tratado provisional de 7 de mayo de 1681, y la posesion, derecho y accion que le pertenece y pueda tocarle en virtud de los artículos 5° y 6° del tratado de Utrecht de 6 de febrero de 1716, ó por otra cualquiera convencion, título ó fundamento.

ld. la España.

ART. 44°. — Su Majestad Católica, en su nombre y de sus herederos y sucesores, cede para siempre á la corona de Portugal todo lo que por parte de España se halla ocupado, ó que por cualquiera título ó derecho pueda pertenecerle en cualquiera parte de las tierras que por los presentes artículos se declaran pertenecientes á Portugal desde el monte de los Castillos Grandes y su falda meridional y ribera del mar hasta la cabecera y orígen principal del rio Ibicuí, y tambien cede todos y cualesquiera pueblos y establecimientos que se hayan hecho por parte de España en el ángulo de tierras comprendido entre la ribera setentrional del rio Ibicuí y la oriental del Uruguay, y los que se puedan haber fundado en la márgen oriental del rio Pepirí, y el pueblo de Santa Rosa y otros cualesquiera que se puedan haber establecido por parte de España en la ribera oriental del rio Guaporé. Y Su Majestad Fidelísima cede en la

misma forma á España todo el terreno que corre desde la boca occidental del rio Japurá, y queda en medio entre el mismo rio y el Marañon ó Amazónas, y toda la navegacion del rio Iza; y todo lo que se sigue desde este último rio al occidente con el pueblo de San Cristóbal, y otro cualquiera que por parte de Portugal se haya fundado en aquel espacio de tierras, haciéndose las mútuas entregas, con las calidades siguientes.

ART. 15°. - La Colonia del Sacramento se entregará por parte de Portugal, sin sacar de ella mas que la artillería, armas, pólvora y municiones, y embarcaciones del servicio de la misma plaza, y los moradores podrán quedarsé libremente en ella, ó retirarse á otras tierras del dominio portugues con sus efectos y muebles, vendiendo los bienes raíces. El gobernador, oficiales v soldados llevarán tambien todos sus efectos v tendrán la misma libertad de vender sus bienes raíces.

ART. 16°. - De los pueblos ó aldeas que cede Su Majestad Misioneros é Indios. Católica en la márgen oriental del rio Uruguay saldrán los misioneros con los muebles y efectos, llevándose consigo á los Indios para poblarlos en otras tierras de España, y los referidos Indios podrán llevar tambien todos sus bienes muebles v semovientes y las armas, pólvora y municiones que tengan; en cuya forma se entregarán los pueblos á la corona de Portugal, con todas sus casas, iglesias y edificios, y la propiedad y posesion del terreno. Los que se ceden por Sus Majestades Católica y Fidelísima en las márgenes de los rios Pequirí, Guaporé y Marañon, se entregarán con las mismas circunstancias que la Colonia del Sacramento, segun se previene en el artículo 14º, y los Indios de una y otra parte tendrán la misma libertad para irse, ó quedarse del mismo modo y con las mismas calidades que lo podrán hacer los moradores de aquella plaza; solo que los que se fueren perderán la propiedad de los bienes raíces, si

ART. 17°. — En consecuencia de la frontera y límites determinados en los artículos autecedentes, quedará para la corona de Portugal el monte de los Castillos Grandes con su falda me- foca al Portugal. ridional, y le podrá fortificar, manteniendo allí una guardia,

los tuvieren.

1750.

Entrega de la Colonia del Sacramento.

El monte de los Castillos Grandes

pero no podrá poblarle, quedando á las dos naciones el uso comun de la barra ó ensenada que forma allí el mar, de que se trató en el artículo 4°.

Comunidad reciproca de navegacion de los rios. ART. 18°. — La navegacion de aquella parte de los rios por donde ha de pasar la frontera, será comun á las dos naciones, y generalmente donde ambas orillas de los rios pertenezcan á una de las dos coronas, será la navegacion privativamente suya, y lo mismo se entenderá de la parte de dichos rios, siendo comun á las dos naciones donde lo fuere la navegacion, y privativa donde lo fuere de una de ellas la dicha navegacion. Y por lo que mira á la cumbre de la cordillera que ha de servir de raya entre el Marañon y Orinoco, pertenecerán á España todas las vertientes que caigan al Orinoco, y á Portugal las que caigan al Marañon ó Amazónas.

Prohibicion recíproca de comerciar en la frontera.

ART. 19°. -- En toda la frontera será vedado y de contrabando el comercio entre las dos naciones, quedando en su fuerza y vigor las leyes promulgadas por ambas coronas que de esto tratan, y ademas de esta prohibicion ninguna persona podrá pasar el territorio de una nacion al de la otra por tierra ni por agua, ni navegar en el todo ó parte de los rios que no sean privativos de su nacion ó comunes con pretexto ni motivo alguno, sin sacar primero licencia del gobernador ó del superior del terreno donde ha de ir, ó que vaya enviado del gobernador de su territorio á solicitar algun negocio, á cuyo efecto llevará su pasaporte, y los transgresores serán castigados, con esta diferencia: si fueren aprendidos en territorio ajeno serán puestos en la cárcel y se mantendrán en ella por el tiempo de la voluntad del gobernador ó superior que les hizo aprehender; pero si no pudiesen ser habidos, el gobernador ó superior del terreno donde entren formará un proceso con justificacion de las personas y del delito, y con él requerirá al juez de los transgresores para que los castigue en la misma forma: exceptuándose de las referidas penas los que navegando en los rios por donde va la frontera fuesen constreñidos á llegar al territorio ajeno por alguna urgente necesidad, haciéndola constar; y para quitar toda ocasion de discordia, no será lícito levantar ningun género

de fortificacion en los rios cuya navegacion fuese comun, ni en sus márgenes, ni poner embarcaciones de registro, ni artillería, ni establecer fuerza que de cualquiera modo pueda impedir la libre y comun navegacion. Ni tampoco será lícito á ninguna de las partes visitar, registrar ni obligar á que vayan á sus riberas las embarcaciones de las opuestas, y solo podrán impedir y castigar á los vasallos de la otra nacion si aportaren á las suyas, salvo en caso de indispensable necesidad, como queda dicho.

ART. 20°. — Para evitar algunos perjuicios que podrán ocasionarse, fué acordado que en los montes donde en conformidad de los precedentes artículos quede puesta la raya en sus cumbres, no será lícito á ninguna de las dos potencias erigir fortificacion sobre las mismas cumbres, ni permitir que sus vasallos hagan en ellas poblacion alguna.

ART. 21°. — Siendo la guerra ocasion principal de los abusos y motivo de alterarse las reglas mas bien concertadas, quieren Sus Majestades Católica y Fidelísima que si (lo que Dios no permita) se llegase á romper entre las dos coronas, se mantengan en paz los vasallos de ambas establecidos en toda la América meridional, viviendo unos y otros como si no hubiese tal guerra entre los soberanos, sin hacerse la menor hostilidad por sí solos, ni juntos con sus aliados. Y los motores y caudillos de cualquiera invasion, por leve que sea, serán castigados con pena de muerte irremisible, y cualquiera presa que hagan será restituida de buena fe integramente. Y asimismo ninguna de las dos naciones permitirá el cómodo uso de sus puertos, y ménos el tránsito por sus territorios de la América meridional á los enemigos de la otra cuando intenten aprovecharse de ellos para hostilizarla; aunque fuese en tiempo que las dos naciones tuviesen entre sí guerra en otra region. La dicha continuacion de perpétua paz y buena vecindad no tendrá solo lugar en las tierras é islas de la América meridional entre los súbditos confinantes de las dos monarquías, sino tambien en los rios, puertos y costas, y en el mar Océano, desde la altura de la extremidad austral de la isla de San Antonio, una de las de Cabo 1750.

Otra prohibicion.

Paz
entre los
vasallos reciprocos
en la
América del Sur,
aun
en caso de guerra
entre
ambas naciones.

т. п. 17

Verde hácia el sur, y desde el meridiano que pasa por su extremidad occidental hácia el poniente; de suerte que á ningun navío de guerra, corsario ú otra embarcacion de una de las dos coronas sea lícito, dentro de dichos términos, en ningun tiempo atacar, insultar ó hacer el mas mínimo perjuicio á los navíos v súbditos de la otra, y de cualquiera atentado que en contrario se cometa se dará pronta satisfaccion, restituyéndose integramente lo que acaso se hubiese apresado, y castigándose severamente los transgresores. Otro si, ninguna de las dos naciones admitirá en sus puertos y tierras de dicha América meridional navíos, ó comerciantes amigos ó neutrales, sabiendo que llevan intento de introducir su comercio en las tierras de la otra, y de quebrantar las leyes con que los dos menarcas gobiernan aquellos dominios. Y para la puntual observancia de todo lo expresado en este artículo se harán por ambas córtes los mas eficaces encargos á sus respectivos gobernadores, comandantes y justicias; bien entendido que aun en caso (que no se espera) que haya algun incidente ó descuido contra lo prometido ó estipulado en este artículo, no servirá eso de perjuicio á la observancia perpétua é inviolable de todo lo demas que por el presente tratado queda arreglado.

Nembramiento reciproco de comisarios. ART. 22°. — Para que se determinen con mayor precision y sin que haya lugar á la mas leve duda en lo futuro, en los lugares por donde debe pasar la raya en algunas partes que están nombradas y especificadas distintamente en los artículos antecedentes, como tambien para declarar á cuál de los dominios han de pertenecer las islas que se hallen en los rios que han de servir de frontera, nombrarán ambas Majestades cuanto ántes comisarios inteligentes, los cuales visitando toda la raya ajusten con la mayor distincion y claridad los parajes por donde ha de correr la demarcacion, en virtud de lo que se expresa en este tratado, poniendo marcas en los lugares que les parezca conveniente, y aquello en que se conformáren será válido perpétuamente en virtud de la aprobacion y ratificacion de ambas Majestades; pero en caso que no puedan concordarse en algun paraje, darán cuenta á los serenísimos reyes para decidir

la duda en términos justos y convenientes, bien entendido que lo que dichos comisarios dejaren de ajustar no perjudicará de ninguna suerte al vigor y observancia del presente tratado, el cual independiente de esto quedará firme é inviolable en sus cláusulas y determinaciones, sirviendo en lo futuro de regla fija, perpétua é inalterable para los confines del dominio de las dos coronas.

Fijacion de dia para hacer ciertas entregas.

ART. 23°. — Se determinará entre las dos Majestades el dia en que se han de hacer las mútuas entregas de la Colonia del Sacramento con el territorio adyacente, y de las tierras y pueblos comprendidos en la cesion que hace Su Majestad Católica en la márgen oriental del rio Uruguay, el cual dia no pasará del año despues que se firme este tratado, á cuyo efecto luego que se ratifique pasarán Sus Majestades Católica y Fidelísima las órdenes necesarias, de que se hará cambio entre los dichos plenipotenciarios, y por lo tocante á la entrega de los demas pueblos ó aldeas que se ceden por ambas partes, se ejecutará al tiempo que los comisarios nombrados por ellas lleguen á los parajes de su situacion, examinando y estableciendo los límites, y los que hayan de ir á estos parajes serán despachados con mas brevedad.

Declaracion sobre las cesiones hechas en este trutado.

ART. 24°. — Es declaracion, que las cesiones contenidas en los presentes artículos no se reputarán como determinado equivalente unas de otras, sino que se hacen con respecto al total de lo que se controvertia y alegaba, ó que recíprocamente se cedia, y á aquellas conveniencias y comodidades que al presente resultaban á una y otra parte, y en atencion á esta se reputó justa y conveniente para ambas la concordia y determinacion de límites que va expresada, y como tal la reconocen y aprueban Sus Majestades en su nombre y de sus herederos y sucesores, renunciando cualquiera otra pretension en contrario, y prometiendo en la misma forma que en ningun tiempo y con ningun fundamento se disputará lo que va sentado y concordado en estos artículos, ni con pretexto de lesion ni otro cualquiera pretenderán otro resarcimiento ó equivalente de sus mútuos derechos y cesiones referidas.

1750.
Convenio respecto
á garantías.

ART. 25°. — Para mas plena seguridad de este tratado convinieron los dos altos contratantes de garantirse recíprocamente toda la frontera y advacencias de sus dominios en la América meridional, conforme arriba queda expresado, obligándose cada uno á auxiliar y socorrer al otro contra cualquiera ataque ó invasion, hasta que en efecto quede en la pacífica posesion y uso libre y entero de lo que se le pretendiese usurpar; y esta obligacion, en cuanto á las costas del mar y países circunvecinos á ellas, por la banda de Su Majestad Fidelísima se extenderá hasta las márgenes del Orinoco de una y otra parte. y desde Castillos hasta el estrecho de Magallánes; y por la parte de Su Majestad Católica se extenderá hasta las márgenes de una y otra banda del rio de las Amazónas ó Marañon, y desde el dicho Castíllos hasta el puerto de Sántos. Pero, por lo que toca á lo interior de la América meridional, será indefinida esta obligacion, y en cualquiera caso de invasion ó sublevacion, cada una de las dos coronas ayudará y socorrerá á la otra hasta ponerse las cosas en el estado pacífico.

Perpetuidad de este tratado. ART. 26°. — Este tratado con todas sus cláusulas y determinaciones será de perpétuo vigor entre las dos coronas, de tal suerte que aun en caso (que Dios no permita) que se declaren guerra, quedará firme é invariable durante la misma guerra, y despues de ella, sin que nunca se pueda reputar interrumpido ni necesite de revalidarse; y al presente se aprobará, confirmará y ratificará por los dos serenísimos reyes, y se hará el cambio de las ratificaciones en el término de un mes despues de su data, ó ántes si fuere posible.

En fe de lo cual, y en virtud de las órdenes y plenos poderes que nos los dichos plenipotenciarios habemos recibido de nuestros amos, firmamos el presente tratado y lo sellamos con el sello de nuestras armas. Dado en Madrid, á 13 de enero de 1750.

— José de Carvajal y Lancáster. — El vizconde Tomas de La Silva y Téllez.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.



TRATADO

ENTRE SS. MM. CATÓLICA Y FIDELÍSIMA,

PARA DETERMINAR LAS INSTRUCCIONES PARA LOS COMISARIOS DE LAS DOS CORONAS
EN LA DEMARCACION DE LOS LÍMITES RESPECTIVOS EN LA AMÉRICA MERIDIONAL,

EN EJECUCION DEL TRATADO DE LÍMITES (1).

Tratado (2), pelo qual os ministros plenipotenciarios de Suas Magestades Fidelissima e Catholica ajustaram, e determinaram as instrucções, que haviam de servir de governo aos commissarios das duas corôas na demarcação dos limites respectivos na America meridional, em execução do tratado de limites.

1751.

(Colecção de noticias para historia e geographia das Nações ultramarinas, t. VII, pag. 3.)

Em nome da Santissima Trindade.

Os serenissimos reis de Portugal e Hespanha, tendo concluido felizmente o tratado de limites dos seus dominios na America,

Assignado em Madrid, a 17 de janeiro de 1751.

- (1) Este tratado no existe en las colecciones de tratados españoles que se han consultado.
 - (2) Tanto este tratado como os subsequentes, feitos em consequencia do

assignado em Madrid a 13 de janeiro do anno de 1750, e ratificado em forma; e desejando que se estabeleça a fronteira com a maior individualidade, e precisão, de sorte que no tempo adiante não baja lugar, nem motivo para a mais leve disputa, concordarão pelo artigo 22 do dito tratado, que se nomeassem commissarios por ambas as partes, para que ajustem com a maior clareza as paragens por onde ha de correr a raia e demarcação, segundo e conforme se expressa no referido tratado e artigo: e depois reconhecendo a demasiada extensão do terreno que se ha de reconhecer e demarcar, se conformaram, em que vão duas tropas de commissarios, huns pelo rio Maranhão, ou Amazonas, e outros pelo rio da Prata; aos quaes tem outorgado os poderes, que se porão no fim desta instrucção, nomeando cada um pela sua parte pessoas de confiança, intelligencia e zelo, para que concorrendo com os da outra estabeleçam os limites na forma ajustada: E querendo que se execute com a união, e boa fé correspondente á sinceridade das suas intenções, resolveram instruir aos referidos commissarios do que hão de executar na pratica dos casos, que se podem prevenir, dando-lhes tambem regras e norma para que elles per si decidão os que não estejam prevenidos, a cujo effeito nós abaixo assignados ministros de Suas Magestades Fidelissima e Catholica, usando dos plenos poderes que nos tem conferido para o tratado principal, sua execução e complemento, bem instruidos das intenções dos serenissimos reis nossos amos, temos concordado nos presentes artigos, que os commissarios das duas corôas que hão de ir pelo rio da Prata observarão em tudo, e por tudo.

Lugar das conferencies. ARTÍCULO 1. — Os commissarios portuguezes passarão a algum dos lugares do districto do Rio Grande de S. Pedro; e os Hespanhoes navegarão em direitura a Buenos Ayres. Logo que

tratado de limites das conquistas, de 13 de janeiro de 1750, são tirados de um manuscripto, que, da parte do Sr. conde de Lavradio, apresentou o Sr. cardeal patriarcha D. Francisco de S. Luiz á Academia real das sciencias e por esta mandados publicar nas suas noticias ultramarinas. (CASTRO.)

cheguem os de uma nação ao seu destino avisarão da sua chegada aos da outra, advertindo-lhes o tempo em que pouco mais ou menos poderão estar promptos para passar a Castilhos Grandes (que será o lugar das conferencias entre uns e otros) regulando a sua jornada conforme as noticias que lhes communicarem na resposta. E considerando que os commissarios de ambas as partes não poderão chegar ao mesmo tempo senão por casualidade, e que por não haver communicação entre aquellas colonias, será mui difficil que saibão uns dos outros, avisarão os primeiros que chegarem ao governador, da paragem aonde hão de ir os segundos, para que o ponha na noticia d'estes, e dêem aviso aos primeiros, na forma prevenida n'este artigo.

ART. 2. — Ao mesmo tempo entregarão os Portuguezes as ordens de Sua Magestade Fidelissima ao governador da Colonia do Sacramento, para que prepare a evacuação d'essa praça, e seus postos, e estabelecimentos do rio da Prata; e os Hespanhoes entregarão ao governador de Buenos Ayres, ao provincial da Companhia de Jesus da provincia do Paraguai, e ao superior das missões, que têem nas margens do rio Uruguai e Paraná, as ordens que se lhes dirigirão por parte de Sua Magestade Catholica para que preparem a evacuação do territorio e povos da margem oriental do rio Uruguai com a brevidade possivel, procurando uns e outros tomar antecipadas noticias do tempo pouco mais ou menos em que poderá estar preparada uma e outra evacuação, para ajustar depois o dia em que se hão de fazer as mutuas entregas.

ART. 3. — Antes de partir cada tropa do seu primeiro destino para Castilhos Grandes, tomará cada uma no seu territorio noticia das escoltas, Indios de serviço, viveres, armas, pertrechos e munições que se poderão tirar, e em que tempos, para que juntos depois os commissarios de ambas as partes regulem o numero e quantidade de que necessitem, e a paragem, e modo da sua conducção, o que executarão os governadores em virtude do aviso que lhes communicará o commissario principal da sua nação, para cujo effeito lhes dirigirão Suas Magestades as órdens correspondentes, prevenindo-se o que se ha de tirar,

1751.

Ordens
para a mutua
evacuação
do territorio.

Modo da conduccão.

de que todos necessitem, das paragens donde o haja, e o que se ha de remetter com relação certificada pelos governadores, pela qual se justifique a importancia do principal, e sua conducção, para que acabado de fazer o estabelecimiento dos limites se ajuste a conta do que se houver supprido por cada uma das partes, e se pague o excesso em dinheiro de contado (1).

Construcção de uma casa demadeira con duas entradas. ART. 4. — Logo que se acharem juntos em Castilhos Grandes farão edificar uma casa de madeira, ou tenda de campanha situada em terreno dos dous dominios, conforme o ajustado no tratado, a qual ha de servir para as conferencias; n'ella haverá duas entradas oppostas, de sorte que os commissarios de cada nação entrarão pelo terreno pertencente ao seu soberano: haverá dentro d'ella uma mesa redonda com duas cadeiras para os commissarios principaes, ficando com as costas para a porta por onde ha de entrar cada um.

Se para a mais prompta expedição das materias que hão de tratar n'esta casa quizerem os commissarios principaes admittir ás conferencias os segundos e terceiros, o poderão fazer, e n'este caso augmentarão o numero de cadeiras com a mesma disposição, dando a figura á mesa em fórma que estejam sentados uns defronte dos outros, e os principaes no meio (2).

Ceremonial.

ART. 5. — Nestas conferencias, e nas mais visitas de urbanidade, e concorrencias em que possão sobrevir alguns embaraços sobre ceremonial, ou preferencia, não darão logar a disputas, nem queixas, antes procurarão conformar-se, como se fossem vasallos de um mesmo soberano, tendo entendido que n'isto se não interessa a honra das duas corôas que unicamente attendem ao fim principal, que é a execução do tratado.

Mutuas entregas.

- ART. 6. Se com as noticias, que hão de tomar do tempo pouco mais ou menos em que poderá estar preparada a evacuação das praças, povos e estabelecimentos que se cedem por am-
- (1) Este artigo se acha modificado para valer sómente na fórma que depois se estipulou pelo artigo 3º do supplemento que foi assignado em Madrid a 17 de abril deste presente anno de 1751. (CASTRO.)
- (2) Esta clausula se acha modificada e ampliada pelos artigos 1° e 2° de supplemento.

bas as partes, como se lhes adverte no artigo 2º desta instrucção, não tiverem bastante segurança para assignar o dia fixo, em que se hão de fazer as mutuas entregas, mandará cada um dos commissarios ao terreno que se lhe cede e hade pertencer ao seu soberano, conforme o tratado, pessoas que examinem se está tudo prompto, e prevenido para a entrega; e com estas noticias assignarão o dia fixo, em que se hade executar de uma e outra parte, dando tempo commodo, e prevenindo as ordens necessarias, a fim de que os respectivos moradores possão recolher os seus fructos pendentes, e transportar os bens moveis e semoventes que quizerem levar consigo (1).

ART. 7. — E porquanto os dois serenissimos monarchas querem que os moradores das terras que reciprocamente se hão de entregar sáiam com o menos detrimento que for possivel n'aquellas cousas que não quizerem, ou não podérem transportar, ajustarão os commissarios principaes o modo mais conveniente, para que as mesmas pessoas que vão a reconhecer se se preparão as mutuas entregas, com o se disse no artigo antecedente, possão tomar por seus justos preços o que lhes pareça util para o serviço de uma e outra corôa; compensando-se o valor de que se tome em uma parte, com o que se tomar na outra, e pagando-se o excesso pela corôa que ficasse devedora, para cujo effeito se cotejarão as relações do que se houver tomado por uma e outra parte; e ficará por conta das mesmas corôas satisfazer aos seus proprios vassallos a sua importancia. E em attenção de que na Colonia do Sacramento, e nos mais estabelecimentos do rio da Prata, que ha de entregar a corôa de Portugal, haverá muitos mais moveis difficeis de transportar

1751.

Moveis difficeis de transportar, comprados pelos preços em que se ajustarem.

(1) Este artigo se acha ampliado pelos Artigos separados, pelo que pertence ás diligencias que devem preceder para se prepararem as entregas; e quanto ao effeito das mesmas entregas ha de ser na conformidade dos artigos 14º e 15º do presente tratado. E por isso no artigo 36º d'elle não se extenderam as duas Magestades o termo das entregas a todo o anno de 1751, mas tambem concederão faculdade aos commissarios principaes para prorogarem o mesmo termo, se assim for necessario para as referidas diligencias que devem preceder ás mutuas entregas. (CASTRO.)

que nos povos do rio Uruguai, que ha de entregar a de Hespanha, e que estes ou os mais d'elles não poderão ser uteis para o serviço de Sua Magestade Catholica, o commissario principal de Hespanha avisará a Buenos-Ayres e a Montevideo para que acudão os que quizerem a comprar o que lhes queirão vender os visinhos da Colonia, e dos referidos estabelecimentos pelos preços em que se ajustarem. Porém serão exceptuados desta venda entre particulares os generos que se encontrem de commercio, pois querendo seus donos vendê-los, se ajustarão e tomarão por parte de Sua Magestade Catholica, pelos preços justos, e correntes, sem que de nenhum outro possam esclar-se (?) n'estas compras; e tambem se exceptuão desta disposição as armas, artilheria, e munições de guerra que as duas corôas tenhão nos dominios que cedem, conforme o estipulado nos artigos 15° e 16° (1).

Astronomos, engenheiros, e geografos. ART. 8.—Despacharão os commissarios principaes tres tropas de commissarios subalternos, astronomos, engenheiros, e geographos, com seus capellães, cirurgiões, escoltas e a gente de serviço en que concordarem, conforme o pedir o paiz por onde hão de passar, nomeando cada um aos que hão de ir pela sua parte, para que unidos os das duas nações vão a reconhecer a fronteira desde Castilhos Grandes até á boca do rio Jaurú, em conformidade do tratado, e desta instrucção. Levará cada tropa dous exemplares do tratado, impresso nos dous idiomas, um mappa da parte dos confins, que toque a cada uma reconhecer, e passaportes firmados pelos dous commissarios.

Destinações das trea tropas de commissarios. ART. 9. — A primeira tropa reconhecerá desde Castilhos Grandes até á entrada do rio Ibicui no Uruguai, como se prescreve no artigo 4º do tratado. Á segunda tocarão os confins que correm desde a boca do Ibicui até á paragem que no lado oriental do Paraná fica defronte da boca do rio Igurei, conforme ao artigo 5º. E á terceira os que restam desde a boca do Igurei até ao rio Jaurú na forma prevenida pelo artigo 6º.

⁽¹⁾ Isto é do tratado de limites das conquistas que vai impresso em pertuguez e castelhano.

ART. 10. — E porquanto em alguns mappas se acha mudado o nome e situação do rio Igurei, determinado para servir de fronteira na margem occidental do Paraná, se declara que ha de servir de fronteira o primeiro rio caudaloso que desagua no Paraná da banda do Poente, acima do salto grande do mesmo Paraná. E ainda que este rio se não chama Igurei, se notará por confim com o nome que tiver, ou se lhe porá nome de commum acordo; e desde a boca d'elle procederá a terceira tropa a assignalar os límites até á boca do rio Jaurú, como fica dito (1).

1751. Determinação dos limites.

ART. 11. — Quando esta terceira tropa chegar á boca do referido rio, que se suppõe ser o Igurei, deixará n'elle um signal o mais visivel que poder ser, ou amontoando pedras, ou cortando a certa altura as arvores, para que os commissarios da segunda tropa, que hão de vir marcando a fronteira pela banda opposta do Paraná, quando chegarem a avistar aquelle signal, conheçam que está acabado o trabalho da porção que lhes toca.

Born do rio Jaurú : trabalho da porção.

ART. 12. - A terceira tropa, que ha de deixar este signal, e Marcar a fronteira seguir para cima as agoas daquelle rio que se tem pelo Igurei, logo que chegar á origem principal d'elle, buscará as fontes mais visinhas, que correm para o Paraguai, ou d'ellas se forme o rio que em varios mappas vem com o nome de Corrientes, ou seja outro qualquer que n'aquella paragem tenha o seu principio, e por estas agoas abaixo tenha a mesma tropa a marcar a fronteira até ao rio de Paraguai. E se declara que este rio que se tem por Corrientes não é o conhecido com este nome, que entra no rio da Prata, acima da cidade de Santa Fé, entre os rios Arias, e o de Santa Luzia, mas sim outro diverso que ao norte do tropico de Capricornio desagua no rio Paraguai, que conforme a carta manuscrita que se entregará ao commissario portuguez, discorre da banda do sul do rio Tepaú.

até ao rio de Paraguai.

(1) Este artigo e os mais que se seguem até o artigo 13º inclusivé, se acham modificados pela convenção assignada em 17 de janeiro e ratificada por el rei N. S. em 12 de fevereiro d'este presente anno. (CASTRO.)

1751. Partida das tropas. ART. 13. — As tres referidas tropas partirão para as suas destinações, a primeira da praia de Castilhos Grandes; a segunda embarcada pelo rio Igurei acima; a terceira tambem embarcada pelo rio da Prata, e pelo Paraná até ao salto grande.

Entrega das aldeas.

ART. 14. — Pelo que pertenece á fórma da evacuação, e entrega das aldeias que el rei catholico cedeu á corôa de Portugal na margem oriental do rio Uruguai, e a evacuação, e entrega que ha de fazer esta corôa da Colonia do Sacramento, e dos mais portos e estabelecimentos do rio da Prata, observarão de accordo o que foi estipulado nos artigos 15º e 16º do referido tratado. E por quanto no artigo 16º do mesmo tratado foi estipulado que os missionarios, e Indios das povoações da margem oriental do Uruguai, as evacuarão totalmente para se irem aldear em outras terras do dominio hespanhol, procurarão que esta evacuação se effectue antes do dia das entregas. E concordarão os commissarios principaes um termo certo, durante o qual poderão demorar-se nas povoações cedidas, para que, passado elle, sejão constrangidos a saír antes da effectiva entrega da Colonia, a cujo effeito tomará o commissario as noticias que necessite do P. provincial dos jesuitas do Paraguai, ou do superior das suas missões.

Livre transito.

ART. 15. — Os moradores da Colonia que, ao tempo da entrega da dita praça e na evacuação d'ella, quizerem mudar-se para qualquer logar dos dominios de Sua Magestade Fidelissima, obterão livre transito pelos dominios da corôa de Hespanha, dandolhes pasaportes, e todo o auxilio que pedirem, com tanto que paguem a despeza que fizerem. E os moradores que depois do dito dia da entrega ficarem na Colonia, se considerarão d'alli em diante vassallos de Hespanha (1).

Distribuição dos viveres, acampamentos, sentinellas, etc.

- ART. 16. Formarão os ditos commissarios um regimento que deverão observar as tres tropas, e n'elle comprehenderão
- (1) Os artigos 14º e 15º ordenados para se fazerem as reaes e effectivas entregas, depois de terem precedido as diligencias previas que ficam estipuladas pelos artigos 6º e 7º do presente tratado, e pela outra convenção intitulada Artigos separados. (CASTRO.)

Povações cedidas.

todos os casos praticos que possão occorrer, dando regra para a distribuição dos viveres, caça e pesca, formação dos ranchos, acampamentos, sentinellas, marchas e mais operações em que hão de concorrer os commissarios de ambas as nações com as tropas unidas. O governo economico da tropa de cada nação ha de ir separadamente encarregado ao commissario que for nomeado por commandante d'ella. E no caso de guerra com os Indios barbaros, commandará ambas as escoltas o commandante de semana elegido, como se dirá no artigo 18°.

Art. 17. — O official commandante de cada escolta terá o governo militar dos soldados da sua nação, cuidará privativamente de tudo que toca á disciplina, alojando as duas escoltas separadas, e marchando do mesmo modo. Em quanto a tomar a direita ou a esquerda nas marchas, e mais pontos de honra militar em que possa offerecer-se disputa sobre preferencia, disporão que sirvão as escoltas por turno em o posto mais honroso, mudando-se todos os dias.

ART. 18. - Em caso de guerra com os Indios, mandará as duas escoltas o commandante, que esteja de semana, portuguez ou hespanhol, ficando com o mando absoluto (só para este caso de guerra, ou suspeita bem fundada d'ella) o commandante de qualquer das duas tropas, a quem tocar a semana por seu turno, e as tropas tomarão o posto que lhes toque pelo turno do seu dia, como fica dito, e se deitarão sortes para saber que commandante e escolta ha de principiar o turno, desde o primeiro dia da sua união.

ART. 19. — E para que não haja reparo na pratica do que fica determinado pelo artigo antecedente, procurarão Suas Magestades servirão por turno. que os commandantes das escoltas levem igual gráo, e prohibirão que nenhum d'elles se possa fundar na maior antiguidade de patente, nem tomar outro pretexto para pertender o mando das duas escoltas, senão que precisamente hajam de servir por turno como fica dito. Porém attendendo que em caso de morte, e por outros accidentes póde succeder que o commandante de uma tropa seja de inferior gráo ao commandante da outra, querem Suas Magestades que quando isto succeda se observe

1751.

Disciplina das escoltas.

Commandante

Os commandantes

litteralmente o que se determina por esta instrucção, sem que commandante de maior gráo deixe de subordinar-se, ainda que toque o turno, ao de gráo inferior, devendo considerar que no mando e titulo são iguaes, ainda que o não sejam no gráo.

Commandante
da escolta
sera ás ordens
do commissario
principal.

ART. 20.—É declaração, que o governo e mando militar das escoltas, e o turno para o caso de guerra que pelos artigos antecedentes ha de tocar aos commandantes d'ellas se ha de entender, quando o commissario principal da tropa não seja militar, pois se o for terá as faculdades prevenidas pelos ditos artigos, e o commandante da escolta estará ás suas ordens: e tambem se declara que o commissario principal de Hespanha dará passaportes com salvo conducto ás tropas que hão de passar pelos dominios desta corôa, mandando que lhe assistão com tudo quanto necessitem; e que os que se excusarem ou causarem alguma vexação serão gravemente castigados, a cujo effeito dará Sua Magestade Catholica as ordens correspondentes (1).

Jurisdicção dos commissarios principses.

Art. 21. — Pelo que toca aos delictos se procederá com esta differença: dos que se commetterem entre individuos das suas nações se formará o processo summariamente com a assistencia dos commissarios de ambas, e se remetterá aos dous commissarios principaes para que determinem, e façam executar a pena correspondente. Se o delicto for leve os castigarão os commissarios da tropa donde succeda, impondo aos réos pena de ordenança ou outra arbitraria em falta d'ella. E para que não haja duvida nem reparo, concedem os dous serenissimos reis aos seus commissarios principaes toda a jurisdicção, que por direito se requer, e a hão de exercer com todos os individuos das tropas, e dependentes da expedição, assim em materias criminaes, como civis, de que se possam fazer causas durante a dita expedição, e em quanto estiverem unidos, com faculdade de impôr, e fazer executar até pena de morte, sem admittir appellação nem recurso, em os casos que peçam prompto castigo para escarmento; e a de que possam, e devam subdelegar nos

⁽¹⁾ Os artigos 18°, 19° e 20° se acham tambem modificados, e reduzidos aos precisos termos do artigo 4° do dito supplemento.

commissarios principaes que hão de ir em cada tropa, porém se lhes adverte a todos, que quando chegue o caso de julgar qualquer causa criminal ou civil entre individuos das duas nações, se dispão de todo o affecto natural e julguem com a mesma imparcialidade aos estranhos que aos propios, attendendo unicamente á justiça, ao socego das tropas, e ao bom successo da empreza, pois do contrario se daráo Suas Magestades por mui mal servidos.

Juizes adjuntos.

1751.

Arr. 22. — Se o delicto se commetter entre individuos de uma nação, o castigará o seu commissario com os juizes adjuntos que lhe tiver determinado o commissario principal. E se o delicto for militar, o castigará o seu commandante, quando não seja militar o commissario.

ART. 23. — Para que os commissarios de cada tropa tenhão Castigo de delictos. regra certa por onde governar-se, incluirão os commissarios principaes no sobredito regimento um titulo de leis penaes, em que se determine o castigo que se ha de impôr a qualquer que fira, mate, ou aggrave a outro por obra, ou por palabra, conforme á gravidade do excesso. E antes da partida das tropas se farão publicar as ditas penas, e o encargo que hão de levar os commissarios para que as fação executar severamente. Porém aos mesmos commandantes se advertirá secretamente que não fação executar pena de morte, nem outra de sangue se não virem que não ha outro remedio mais que o de uma prompta execução para evitar alguma desordem gravissima, ou perturbação entre as duas nações, tendo presente que em desertos tão distantes não póde haver motivo mais poderoso para incitar os animos a algum grave excesso do que ver justiçar os seus companheiros. Pelo que encarregarão muito particularmente aos commissarios das tropas, que em todos os casos em que não for indispensavelmente necesario o prompto castigo, remettão os réos, como fica advertido no artigo 21°.

ART. 24. - Sem embargo do que fica determinado nos artigos antecedentes, querem Suas Magestades que se os commissarios principaes reconhecerem, que alguma das providencias referidas para o governo das tropas, remessas dos réos, e cas-

Facultades necessarias para reprimir

tigo de delictos póde têr na pratica alguns inconvenientes, attendendo á qualidade e situação dos paizes, resolvão o que lhes parecer mais conveniente para reprimir os excessos, e conservar a paz e união que tanto desejão Suas Magestades, para cujo effeito lhes concedem todas as facultades necesarias.

Distincção dos costumes, plantas, rios, montes, e observações physicas, etc. ART. 25.— Na sobredita ordenança incluirão os capitulos seguintes. Que os commissarios, geographos e mais pessoas intelligentes de cada tropa, vão apontando os rumos e distancias da derrota, as qualidades naturales do paiz, os habitantes, e seus costumes, os animaes, plantas, fructos, e outras producções; os rios, lagoas, montes, e outras circumstancias dignas de noticia, pondo nomes de commum accordo aos que o não tiverem para que venham declarados nos mappas com toda a distincção, e procurarão que o seu trabalho não só seja exacto pelo que toca á demarcação da raia e geographia do paiz, mas tambem proveitoso pelo que respeita ao adiantamento das sciencias, historia natural, e ás observações physicas e astronomicas.

Noticias exactas.

ART. 26. — Que o cuidado de apontar todas as referidas noticias se distribua entre differentes pessoas de ambas as nações conforme á sua capacidade e propensão, a fim de que as fação mais exactas, e com menos trabalho.

Verificação das posições. ART. 27. — Que quotidianamente á hora do meio dia tomem os geographos e astronomos de ambas nações a altura do sol, e apontem a variação da agulha, e de noute quando o tempo e outras circumstancias o permittirem, fação as observações astronomicas para determinar as longitudes, e verificar as mais posições das terras.

Vertentes das agoas. Linha da raia ART. 28. — Que em toda a fronteira, onde ella não for terminada por rios, ou por cumes dos montes, e vertentes das agoas, que forão declarados no tratado deixem postos ou marcos, ou signaes que lhes parecerem mais proprios, e perduraveis, para que em nenhum tempo se possa duvidar da situação da linha da raia, ou seja levantando montes de terra, ou de pedra, ou assentando os marcos lavrados que se remettem onde os julgarem precisos para maior clareza. E quando subirem pelos rios por onde o tratado determina a raia, ao encontrar

· dois braços que se venham unir ao mesmo rio, sempre seguirão para cima o que for mais caudaloso. E igualmente aonde a raia for assignalada conforme o tratado por un rio abaixo, se succeder encontrar-se este dividido em dois braços, deverá continuar a fronteira pelo mais caudaloso.

4754.

ART. 29. — Que todos os dias nas horas de descanso se Diarios assignados. ajuntem e compilem as ditas noticias em dois diarios que se hão de remetter ás duas côrtes, assignados e certificados pelos commissarios astronomos e geographos de ambas as nações.

> Reconhecimento das frontciras.

Arr. 30. — Que estes astronomos e geographos vão tambem todos os dias formando de commum accordo o mappa determinado no artigo 11º do tratado, incluindo n'elle o paiz por onde passa a raia, e tudo quanto alcançarem com a vista, e de que tiverem noticias fidedignas; porém distinguirão no mappa por meio de uma linha o que registrarem com os seus olhos, d'aquillo que alcançarem por estimativa ou por informações, advertindo que tudo o que toca á fronteira o hão de reconhecer por si mesmos. D'este mappa irão fazendo dois exemplares diariamente, sem deixar nunca esta operação para o dia seguinte. E acabada a demarcação de cada tropa se tirarão os exemplares que ajustarem entre si os commissarios principaes, assignados e certificados pelos commissarios astronomos e geographos de ambas as nações para se remetterem ás duas côrtes ao fim expressado no dito artigo 11°. E para que estes mappas sejam mais intelligiveis e claros, advertirão os commissarios principaes que se formem todos debaixo de uma escala ou petipé, que no espaço de uma pollegada de pé de rei de Paris comprehenda a vigesima parte de um grau do circulo do equador, que se reputa pouco mais ou menos de duas mil e novecentas toezas parisienses, seis mil e quinhentas varas hespanholas, e vinte seis mil palmos ou duas mil e seiscentas braças portuguezas. O mesmo vai prevenido aos commissarios da parte do norte, a fim de que as medições de uma parte correspondam ás da outra.

ART. 31. — Que os commissarios evitem controversias sobre a demarcação, especialmente se forem por objectos de pouca

T. II.



1751.

Mappas separados
em caso
de controversias,
ou de duvida.

importancia, antes decidam logo entre si as duvidas que occorrerem, porque não é a intenção de Suas Magestades que se deixe imperfeita parte alguma da obra sem causa muito urgente, nem deverão fazer caso de alguma pequena porção de terreno, com tanto que a raia fique assentada pelos limites naturaes mais visiveis e perduraveis. Porém quando absolutamente não poderem concordar-se por ser muito importante a materia da duvida, se formarão mappas separados do sitio onde se disputar com papeis assignados pelos commissarios astronomos e geographos de ambas as partes, em que expliquem as rasões da sua duvida, e se remetterão ás duas côrtes para decidirem amigavelmente a questão. E sem embargo d'ella proseguirá a tropa, estabelecendo a fronteira no que restar.

Determinação do caminho da fetirada. ART. 32. — Álem das referidas advertencias, incluirão os commissarios principaes no regimento todas as mais que julgarem convenientes para a mais commoda expedição das tropas, e para conservar a quietação, união e bom governo d'ellas; e determinará cada commissario aos da sua nação o caminho por onde se hão de retirar acabada a demarcação que lhes toca.

Conducção

ART. 33. — Porão o maior cuidado no apresto e conducção dos viveres, para se acudir pontualmente com elles ás referidas tropas, nos tempos e paragens que se determinarem.

Marcos lavrados.
Falda meridional
de
Castilhos Grandes.

ART. 34. — Os dois commissarios principaes reconhecerão e demarcarão juntamente o logar onde na praia do mar principiam a dividir-se os dois dominios, pondo ali um dos marcos lavrados que vão destinados para este effeito. Do dito marco, como de ponto fixo, passarão a reconhecer e demarcar tambem da mesma sorte a falda meridional do monte de Castilhos Grandes, discorrendo por ella e pondo de commum consentimento os mais que forem necessarios dos referidos marcos nas paragens que lhes parecerem mais opportunas até os cumes dos montes, que tomarão para seu governo, sem attenção a rumos, desde os logares mais superiores, onde tem seus principios as vertentes das aguas que descem dos referidos cumes, a saber: por parte dos dominios de Portugal para a banda da lagoa Me-

rim; e pela parte dos dominios de Hespanha para a banda do rio da Prata. Igualmente continuarão em reconhecer e demarcar pessoalmente todo o restante da raia que se segue até onde commodamente a poderem visitar, e lhes parecer que se faz preciso acompanhar a primeira tropa. E como a enseada de Castilhos Grandes ha de servir para caso commum de ambas as nações, a farão sondar, reconhecendo e notando não só a sua capacidade, mas tambem as ilhas ou escolhos da mesma enseada com toda a exacção e miudeza.

Estabelecimentos do Rio da Prata,

1751.

ART. 35. — Se for compativel com a pratica e execução do que por esta instrucção se encarrega aos commissarios principaes, que o nomeado por Sua Magestade Fidelissima passe pessoalmente a receber dos Hespanhoes o territorio oriental do rio Uruguai, e o commissario momeado por Sua Magestade Catholica vá receber dos Portuguezes a Colonia e estabelecimentos do rio da Prata, o executarão assim, encarregando o seu governo á pessoa que Suas Magestades nomearem, e em falta d'esta nomeação interinamente a quem lhes pareça. E se não poderem passar com a sua pessoa, mandarão outra da sua confiança para que em seu nome receba os ditos povos e estabelecimentos. Em todo o caso procurarão desembaraçar-se do que devem executar em Castilhos Grandes, e resolverão de commum accordo o logar ou paragem que lhes pareça mais opportuno dos dois dominios, para onde hão de mudar a sua residencia e viver juntos para remetter os viveres e dar providencia das novidades e accidentes que occorrerem ás tropas, advertindo-as do logar ondo hão de residir (1).

ART. 36. — E porquanto não é possivel executar as mutuas entregas no termo de um anno assignado pelo artigo 23º do tratado, por causa da precisa dilação que tem havido para o despacho d'esta expedição, e attendendo aos muitos preparos que hão de preceder a execução das ditas mutuas entregas; têem Suas Magestades determinado prorogar o referido termo

O termo
de um anno
para executar
as entregas
está prorogado.

(1) Este artigo se acha tambem modificado e reduzido aos precisos termes do artigo 5º do Supplemento. (CASTRO.)



por todo o anno de 1751 por meio de um acto formal (1) assignado pelos ministros das duas corôas, e ratificado por ambos os soberanos. Porém sem embargo d'isso desejam que se executem antes se for possivel. E se por alguns accidentes de mar ou de terra não se poderem fazer as entregas em todo o referido anno, concedem Suas Magestades faculdade (2) aôs commissarios principaes para que o proroguem não mais que pelo tempo preciso para executa-las; porque é sua intenção que nenhuma cousa suspenda a execução do tratado.

Troca das ratificações. ART. 37. As embarcações que conduzirem os commissarios estarão á ordem dos principaes, e logo que se executarem as referidas entregas despacharão a que melhor lhes pareça com essa noticia, e por ella remetterão os presos para as duas côrtes, ou variarão esta disposição conforme ás ordens que lhes communique; e depois de finda toda a obra se retirarão todos aos seus destinos.

Tudo o que se contém n'esta instrucção se executará como n'ella se determina; e agora se approvará, confirmará e ratificará pelos dois serenissimos reis, e se fará a troca das ratificações no termo de um mez ou antes se for possivel. É declaração que se os ditos commissarios acharem difficuldade em algum dos pontos d'esta instrucção, ou discorrerem modo de executalos com mais facilidade, ou se acharem inconveniente na pratica de algum ou de alguns d'elles, em todos e em qualquer d'estes casos, resolverão e executarão o que lhes parecer melhor, com tanto que se consiga o principal fim que é executar o tratado com sinceridade e boa fé, sem interpretação, nem escusa como cenvem ao serviço de Suas Magestades.



⁽¹⁾ Este acto é o que se assignou em 17 de janeiro e se ratificou por el rei N. S. em 12 de fevereiro, e por el rei Catholico em 18 de abril d'este presente anno.

⁽²⁾ Esta difficuldade se preveniu attendendo-se ás difficuldades e diligencias que hão de preceder as mutuas entregas; e é por isso relativa aos artigos 6°, 14° e 15° do presente tratado, e a outra convenção intitulada Artigos separados.

Em fé do que, e em virtude das ordens e poderes que temos dos reis nossos amos, firmámos a presente instrucção e a sellámos com o séllo de nossas armas. Madrid, 17 de janeiro de 1751.

1751.

Bisconde Thomaz da Silva Telles. José de Carvajal y Langáster.



ESPAÑA Y PORTUGAL.

ARTÍCULOS SEPARADOS SOBRE EL TRATADO PRECEDENTE.

1751. Artigos separados do tratado concluido e assignado em dezesete de janeiro d'este presente anno de 1751, sobre as instrucções dos respectivos commissarios, que devem passar ao sul da America.

(Collecção de noticias para a historia e geographia das nações ultramarines, t. VII, pag. 31 (1).)

Assignados em 17 janeiro e ratificados por S. M. F. em 8 e por S. M. C. em 18 de maio. ARTÍCULO 1. — Por se considerar com a religião, boa fé e amizade reciprocas que tem feito as inviolaveis regras das duas Magestades contratantes, que dependendo a entrega e segurança da Colonia do Sacramento e seus adjacentes unicamente da obediencia de um governador, que ha de executar sem duvida,

(1) Estos artículos, como el tratado anterior, no están en las colecciones españolas consultadas.

فستنعد يور

nem replica ó que lhe for ordenado; e dependendo a entrega e segurança do territorio e aldeias da margem oriental do Uru- Segurança pacifica guai da cooperação de tantos e tão numerosos Indios armados. que por cualquier falsa apprehensão poderiam resistir á dita entrega, pretextando a sua resistencia com a persuasão de lhes ser necessario recorrerem á côrte; n'estas justas considerações para que o tratado dos limites e cessões seja n'esta parte executado tão inviolavelmente como é da sua natureza e da intenção dos dois augustos contratantes, Sua Magestade Catholica comminará assim o seu principal commissario, como aos governadores de Buenos Ayres e Montevideo, e todos os mais officiaes e vassallos que tem n'aquella parte, e aos mais Indios, da sua real indignação, se forem remissos na dita entrega e segurança pacifica das aldeias e territorio cedido á corôa de Portugal; e se de boa fé, sem demoras, escusas ou interpretações não fizerem evacuar, e não evacuarem e entregarem todo o referido territorio e suas aldeias no dia que lhes for determinado para esse effeito, de sorte que ali se possam estabelecer e ficar perpetuados os vassallos de Sua Magestade Fidelissima.

ART. 2. — Em ordem aos mesmos fins determina também Sua Magestade Catholica ao dito commissario principal, governadores e oficiaes dos seus dominios n'aquella parte, que sem fazerem, nem admittirem replica, excusa ou demora alguma, empreguem todos os meios effectivos, e até o da força das armas inclusivè, se necessario for, para que em causa commum, com o principal commissario e officiaes de Sua Magestade Fidelissima fazerem evacuar as ditas aldeias e territorio e fazerem tudo de paz e justo titulo aos vassallos de Sua Magestade Fidelissima que ali devem estabelecer-se e perpetuar-se na referida fórma.

ART. 3. — E para que a este respeito cesse todo o pretexto de duvida na America, Sua Magestade Catholica ordena effectivamente aos ditos seus commissarios, governadores e oficiaes, que ainda quando os Indios e habitantes das aldeias e territorio opponham sobre a prompta evacuação d'ellas e d'elle duvidas taes, que aos mesmos commissarios, governadores e officiaes hespanhoes pareça que são dignas de se remetterem á decisão

1751. das aldeas e territorio cedido ao Portugal.

Empregar a força das armas para a evacuação.

Pacifica e perpetua posse.

de Sua Magestade Catholica, até n'este caso sejam obrigados a fazerem evacuar as ditas aldeias e territorio, e a metterem na pacifica e perpetua posse de tudos os vassallos de Sua Magestade Fidelissima na sobredita fórma.

Approvações,

ART. 4. — Estes artigos separados farão tambem parte integrante dos tratados a que devem ajuntar-se, e se approvarão, confirmarão e ratificarão ao mesmo tempo pelos dois respectivos monarchas.

Em fé do que e em virtude das ordens e plenos poderes, que nós abaixo assignados recebemos de nossos amos el rei Fidelissimo de Portugal e el rei Catholico de Hespanha, concluimos e assignámos os presentes quatro artigos separados, para em todo o tempo e em todo o caso fazerem parte integrante e individual do tratado, por nós abaixo assignados no mesmo dia de hoje, e lhe fizemos pôr o sello de nossas armas. Feito em Madrid, a dezesete de janeiro de mil setecentos cincoenta e um.

Bisconde Thomaz da Silva Telles. José de Carvajal y Langáster.



ESPAÑA Y PORTUGAL.

NEW

TRATADO

DE PROROGACION DEL TÉRMINO DE ENTREGA.

Tratado da prorogação do termo das entregas para se estenderem a todo o anno presente de mil setecentos cincoenta e um.

1751.

(Collecção de noticias para a historia e geographia das nações ultramarinas, t. VII, pag. 34 (1).

Porquanto não tem sido possivel concluir as disposições que eram precisas para que, em conformidade do artigo 23º do tratado de limites celebrado n'esta côrte em 13 de janeiro proximo passado entre os serenissimos reis nossos amos, se executassem no termo de um anno as mutuas entregas do territorio e Colonia do Sacramento e suas adjacencias cedidas por Sua Magestade Fidelissima á corôa de Hespanha, e do territorio e povoações cedidas por Sua Magestade Catholica á corôa de Portugal

Assignado em 17 de janeiro, e ratificado por S. M. F. e por S. M. C. em 18 de abril.

Prorogação do termo de um anno, para que se possam fazer as entregas.

(1) Véanse las notas precedentes.

Variações sobre os nomes e situações dos montes, rios. na margem oriental do Uruguai, antes se julga indispensavel que além do dito tempo será necessario algum mais para se poderem executar commodamente e sem grande detrimento dos moradores; nós abaixo assignados, em virtude dos poderes que para esse effeito recebemos dos mesmos serenissimos reis nossos amos, e que communicámos e reconhecemos reciprocamente, conviemos e ajustámos que fique prorogado o termo por todo o anno de mil setecentos cincoenta e um, para que dentro d'elle se possam fazer as ditas entregas; bem entendido que os commissarios de ambas as corôas e mais pessoas, que hão de concorrer para a execução das mesmas entregas, deverão fazer quanto estiver da sua parte para evitar demoras, e para que não venha a sêr necessario todo o espaço de tempo que se concede; sendo a intenção de Suas Magestades que as ditas entregas se executem quanto antes for possivel.

Esta convenção será ratificada pelos serenissimos reis nossos amos no termo de tres semanas da data d'ella, ou antes se poder ser; e se guardará de ambas as partes pontualmente. Em fé do que assignámos, e lhe fizemos pôr o séllo das nossas armas. Feita em Madrid, a dezesete de janeiro de mil setecentos cincoenta e um.

CARGO -

Bisconde Thomaz da Silva Telles. José de Carvajal y Langáster.

تقعه ج

ESPANA Y PORTUGAL.

TRATADO

SOBRE LA INTELIGENCIA DE LAS CARTAS GEOGRÁFICAS,

PARA SERVIR DE GOBIERNO

A LOS COMISARIOS ENCARGADOS DE LA BRUARCACION DE LÍMITES DEL BRASIL.

Tratado sobre a intelligencia das cartas geographicas, que devem servir de governo aos commissarios que hão de marcar os limites do Brazil.

1751.

(Collecção de noticias para a historia e geographia das naçoes ultramarinas, t. VII, pág. 36) (1).

Nós abaixo assignados ministros plenipotenciarios de Suas Magestades Fidelissima e Catholica, em virtud dos plenos poderes que nos havemos communicado e reconhecido reciprocamente á nossa satisfacção: declarâmos que por quanto nos havemos governado por uma carta geographica manuscripta,

Assignedo
em 17 de janeiro
de 1751,
e ratificado
por S. M. F.
em 12 de fevereiro,
e por S. M. C.
em 18 de abril.

(1) Como los precedentes, este tratado no hace parte de las colecciones españolas consultadas. Véanse los tratados anteriores de 1750 y 1751.

para formar esse tratado e as instrucções para a sua execução: por esta rasão se ha de entregar uma copia d'ella a cada tropa de commissarios de cada soberano, para seu governo, firmadas todas por nós, pois por ella e conforme a ella vão explicadas todas as expressões. Declarâmos assim mesmo, que ainda que pelas noticias de ambas as côrtes, temos por mui provaveis todas as cousas, como se notam na dita carta; convindo tambem em que alguns dos territorios demarcados não os têem andado pessoas que hoje vivam, e que outros foram tirados de cartas de pessoas fidedignas e que os têem corrido, porém tal vez com pouca pericia, para fazer a demonstração no debuxo, pelo que podem haver algumas visiveis variações sobre o terreno, assim nas situações dos montes, como nas origens e correntes dos rios, e ainda nos nomes de alguns d'elles, porque lh'os costumam dar differentes cada nação da America ou por outras casualidades: Querem e têem convindo os soberanos contratantes. que qualquer variação que haja não impida o curso da execucão, mas sim que prosiga conforme pelo tratado se manifesta o animo e intenção de Suas Magestades em todo elle, e mais particularmente nos artigos 7°, 9°, 11° e 22°, segundo o qual se executará tudo pontualmente. E nós os ditos ministros plenipotenciarios o declarâmos assim, em nome de nossos soberanos e em virtude das suas ordens e plenos poderes, e o firmâmos. Esta declaração será ratificada no mesmo tempo e praso, que a de prorogação de termo, e as instrucções, e se dará copia d'ella aos commissarios de ambos os soberanos. Feita em Madrid. aos dezesete de janeiro de mil setecentos cincoenta e um.

> Bisconde Thomaz da Silva Telles. José de Carvajal y Langáster.

> >

ESPAÑA Y PORTUGAL.

SUPLEMENTO Y DECLARACION DEL TRATADO

POR EL CUAL SE REGULARIZARON LAS INSTRUCCIONES DE LOS COMISABIOS QUE PASARON A SUD-AMÉRICA.

Supplemento, e declaração do tratado pelo qual se regularão as instrucções dos commissarios que devem passar ao sul da America.

1751.

(Coleoção de noticias para a historia e geographia das nações ultramarinas , t. VII, pág 26.) (1).

Porquanto se achou que o tratado acima escripto necessitava de sèr supprido e declarado, para assim se evitarem algumas duvidas e embaraços que o tempo futuro podia trazer em uma demarcação de paizes tão vastos, o que deve ser praticado em logares tão remotos, nos quaes não poderá haver facil recurso na religião e providencia das duas Magestades contratantes : em 18 do dito mes. Os mesmos dois respectivos plenipotenciarios convieram mais

. Assignado em Madrid em 17 de abril de 1751 : ratificado por S. M. F. em 8 de maio, e por S. M. C.

(1) Lo mismo que los anteriores, este tratado no está comprendido en las colecciones españolas consultadas. Véase lo tratado de 1750 y los siguientes.

de commum accordo em que o tratado acima escripto se ampliasse e declarasse pelos artigos abaixo expressos para fazerem parte integrante do mesmo tratado na maneira seguinte.

Conferencias entre os dois commissarios principaes. ART. 1. — A respeito do artigo 4º se declara que as conferencias serão tidas sómente entre os dois commissarios principaes, sem n'ellas entrarem os segundos e terceiros commissarios de nenhuma das partes.

Entrevista na casa de madeira. ART. 2. — No mesmo artigo 4º do referido tratado se acrescenta que a entrevista que os dois referidos commissarios principaes tiverem pela primeira vez na casa de madeira ou tenda de campanha de que ali se trata, ficará tendo logar da primeira visita entre elles.

Conducções dos viveres.

ART. 3. — O artigo 3º do mesmo tratado se declara, para valer na maneira seguinte: Os dois respectivos commissarios principaes porão o maior cuidado em prevenir os viveres, conducções, a gente de serviço e mais aprestos para as tropas dos commissarios subalternos, de que abaixo se fallará, informando-se cuidadosamente das paragens e tempos, que será conveniente remettè-los, e fazendo as prevenções necessarias para que se não experimente a menor falta n'esta materia para que tudo esteja prompto ao primeiro aviso, e se mande onde convier segundo depois concordarem nas suas conferencias. E darão as ordens necessarias aos governadores e capitães mores seus subalternos, para pôrem promptos os soldados indios e negros de serviço que hão de acompanhar as ditas tropas, determinando-lhes de commum accordo os mesmos dois commissarios principaes o respectivo numero de gente de guerra e serviço, armas e petrechos que se hão de mandar para a escolta e commodidade de cada uma das sobreditas tropas, como lhes é determinado no artigo 8º do mesmo tratado acima escripto.

Prevenções necessarias.

Armas e petrechos,

Respectivas tropas.

ART. 4. — Os artigos 18°, 19° e 20°, da dita convenção acima escripta, se conveio em que para maior brevidade e clareza fossem reduzidos aos precisos termos das palavras seguintes: Entre as pessoas que compozerem cada uma das respectivas tropas os dois commissarios principaes nomearão qual deve ser o commandante de toda ella, attendendo ás graduações das

Gradusções das patentes. patentes, quando não haja nomeação expressa de cada uma das duas Magestades contratantes pelo que lhe pertencer. No caso de morte ou impedimento, determinarão tambem por ordem os officiaes que devem ir substituidos no mando das referidas tropas.

Nomesção dos commissarios.

1751.

E considerando-se que os dois commissarios que vão nomeados em segundo e terceiro logar pelos dois respectivos monarchas hão de ir nas segundas e terceiras tropas, como principaes; Sua Magestade Fidelissima e Sua Magestade Catholica concedem aos seus commissarios principaes, Gomes Freire de Andrade e marquez de Val de Lirios, todo o poder e faculdade necessaria para nomearem nas referidas duas tropas os primeiros e segundos commissarios, quando não forem individualmente nomeados por ambas ou por alguma das ditas Magestades; pedindo e requerendo os ditos Gomes Freire de Andrade e marquez de Val de Lirios aos governadores e officiaes dos respectivos dominios da America, que para o dito fim remettam ás suas ordens os sujeitos, que para elle lhes parecerem mais aptos e mais experimentados, os quaes se não poderão escusar debaixo de nenhum pretexto.

ART. 5. — O artigo 35º da dita convenção acima escripta se declarou, e reduziu tambem aos termos conteudos nas palavras seguintes:

Os commissarios principaes nomearão governadores.

Se for compativel com a pratica e execução das diligencias conteudas n'estas ordens acharem-se os dois commissarios principaes desoccupados ao tempo das entregas do territorio oriental do Uruguai e suas povoações, e da Colonia do Sacramento e seus adjacentes, passarão pessoalmente a recebê-las nomeando em uma e outra parte os governadores que lhes parecerem, se Suas Magestades Fidelissima e Catholica não tiverem expressamente nomeado.

E se não poderem passar pessoalmente aos ditos logares mandarão d'elles pessoas de sua confiança, com as quaes se passem os actos das entregas, e que depois d'ellas fiquem governando, em quanto Suas ditas Magestades não derem outras providencias nos referidos governos. Porém os mesmos dois commissa-

Necessarios mantimentos das tropas.

rios principaes procurarão em todo o caso desembaraçar-se assim da expedição das referidas tres tropas, como do mais que devem executar em Castilhos Grandes para mudarem as suas residencias; a saber: Gomes Freire de Andrade primeiro para a Colonia e depois para as aldeias que foram cedidas á corôa de Portugal no territorio da parte oriental do Uruguai; e o marquez de Val de Lirios para Buenos Ayres, Santa Fé, Corrientes ou missões que têem d'aquella parte os padres da companhia de Jesus: para que ambos os ditos dois commissarios principaes fiquem assim mais expedidos para proverem nas novidades e accidentes que occorrerem, e para remetterem os necessarios mantimentos ás tropas, ás quaes advertirão sempre dos logares das suas residencias para recorrerem a ellas em qualquer contingencia.

Porquanto os dois referidos ministros plenipotenciarios, usando de seus plenos poderes, os convieram e firmáram em Madrid, aos dezesete de abril de mil setecentos cincoenta e um.

Bisconde Thomaz da Silva Telles. José de Carvajal y Langáster.



ESPAÑA Y PORTUGAL.

Termos assignados em Madrid, a 12 de julho de 1751, pelos plenipotenciarios de Suas Magestades Fidelissima e Catholica, nas costas da carta geographica, que serviu para se ajustar o tratado de limites das conquistas de 13 de janeiro de 1750.

Da terceira evidencia do Compendio analytico e demonstrativo dos notorios erros de facto, com que os governadores de Buenos Ayres têem pretendido excusar na côrte de Madrid as violencias, as hostilidades e ultimamente a guerra que o general don João Joseph de Vertiz declarou contra os governadores portuguezes do sul do Brazil pelo manifesto por elle publicado em 5 de janeiro de 1774, deprehende-se o seguinte:

Que nos principios das conferencias que precederam o ajuste e conclusão do tratado de limites das conquistas assentaram os dois ministros plenipotenciarios Thomás da Silva Telles, embaixador de el rei Fidelissimo, e don Joseph de Carvajal y Lancaster, ministro de Estado de el rei Catholico, que seria impraticavel procederem no grave negocio da sua commissão em quanto não examinassem e reduzissem a uma carta demonstrativa, quaes eram os paizes, que até então se achavam occupados

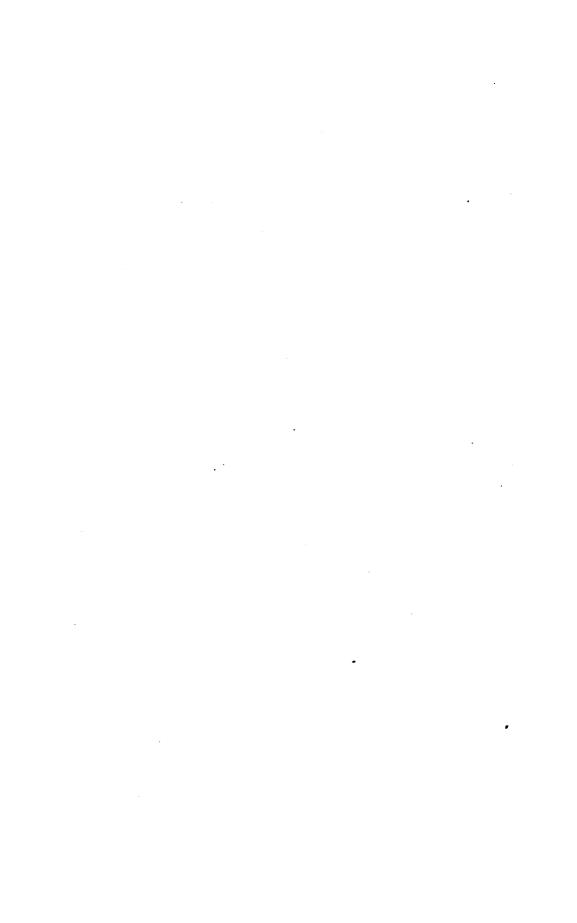
1751.

19

pelos vassallos de cada uma das duas corôas interessadas, para sobre as demonstrações da mesma carta negociarem e concluirem o que cada uma d'ellas devia largar ou receber : Que com effeito se havia formado a dita carta por engenheiros, geographos e pessoas peritas e bem informadas de ambas as nações : Oue sobre ella haviam continuado os ditos plenipotenciarios as suas conferencias: Que depois de haver sido por ambos bem vista e conferida a mesma carta, fôra de commum accordo approvada e concordada entre os mesmos respectivos plenipotenciarios para servir de guia e de base ao dito tratado de limites. cuja conclusão fazia o seu objecto: Que a dita carta fora legalisada e perpetuada pelos mesmos dois plenipotenciarios com termos nas costas d'ella lavrados em portuguez e em hespanhol. pelos dois respectivos secretarios; foram os ditos termos assignados pelos mesmos plenipotenciarios e munidos com os sêllos das suas armas, para perpetua memoria da authenticidade da referida carta e para se guardar nos archivos dos dois monarchas contratantes: Que finalmente nos papeis da secretaria de Estado de Lisboa, por onde se expedem os negocios estrangeiros, deviam precisamente existir dois dos duplicados, assim como os outros dois com elles trocados se deviam achar na competente secretaria de Estado da côrte de Madrid (1).

(1) Coleccion de CASTRO, tomo III, páged114.

الكائر مال



DOCUMENTO.

(Archivo da secretaria de Estado dos negocios estrangeiros, « Instrucções para Lendres » — 1776

1º serie.)

Termo lavrado no idioma portuguez.

1751.

Esta carta geographica, que ha de ficar no real archivo de Portugal, como outra semelhante, que ha de ficar no archivo real de Hespanha, é a de que se serviu o ministro plenipotenciario de Sua Magestade Fidelissima para ajustar o tratado da divisão dos limites na America meridional, assignado em 13 de janeiro de 1750. E porque na dita carta se acha uma linha vermelha, que assignala e passa pelos logares por onde se ha de fazer a demarcação, que por ser anterior ao tratado de limites que se fez depois, não vae conforme com elle em passar do pé do monte de Castilhos Grandes, a buscar as cabeceiras do rio Negro e seguir por elle até entrar no rio Uruguay, devendo buscar a origem do rio Ybicui conforme o dito tratado, se declara que a dita linha só serve em quanto ella se conforma com o tratado referido. E para que a todo o tempo assim conste, nós abaixo assignados, ministros plenipotenciarios de Sua Magestade Fidelissima e de Sua Magestade Catholica lhe puzemos as nossas firmas, e sellos de nossas armas. Madrid, 12 de julho de 1751.

Linha vermelba de demarcação.

Bisconde Thomaz da Silva Joseph de Carvajal y
Telles. Langaster.

MANGER COLORS

-

DOCUMENTO.

(Archivo da secretaria de Estado dos negocios estrangeiros, « Instrucções para Londres » — 1776
1° serie.)

Termo lavrado no idioma hespanhol.

Esta carta geográfica (1) es copia fiel y exacta de la primera sobre que se formó y ajustó el tratado de límites señalado en 13 de enero de 1750. Y porque en la dicha carta se halla una línea encarnada, que señala, y pasa por los lugares por donde se va hacer la demarcacion, se declara que la dicha línea solo sirve en cuanto ella se conforma con el tratado referido, y para que en todo tiempo conste, nos los ministros plenipotenciarios de Sus Majestades Católica y Fidelísima lo firmamos y sellamos con el sello de nuestras armas. En Madrid, á 12 de julio de 1754.

1751.

Joseph de Carvajal y

Visconde Thomas da Silva

LANCASTER.

TELLES.

(1) Hace parte del tomo tercero de la citada coleccion de tratados de Portugal del señor Castro.



ESPAÑA Y PORTUGAL.

Instrucção dada pelos commissarios principaes de Suas Magestades Fidelissima e Catholica, aos commissarios seus subalternos, para a demarcação de limites na America.

(Collecção de noticias para a historia e geographia das nações ultramarines, t. VII, peg. 38.) (1).

1758.
Assignada na ilha
de Martim García,
a 30 de maio
de 1783.

Instrucção, que nós os commissarios principaes de Sua Magestade Fidelissima e de Sua Magestade Catholica, Gomes Freire de Andrade e marquez de Val de Lirios, temos accordado e firmado para governo dos commissarios da terceira partida de demarcação, o sargento-mór engenheiro, José Custodio de Sá e Faria, e D. Manoel Antonio de Flores, tenente coronel e capitão de fragata da real armada, para que se executem como aqui se prescrevem.

Delictos e castigos.

ART. 1. — Considerando que os naturaes d'este paiz não permittem por seus costumes e genios o ser governados com as regras que conviria e desejam ambos os soberanos, para ter bem assegurado o socego das tropas; os commissarios da terceira

⁽¹⁾ Este tratado, como los anteriores, no hace parte de las colecciones españolas consultadas. Véanse los que lo preceden desde el de 1750 à 1778.

partida procurarão conformar-se em quanto seja possivel com os artigos 21°, 22°, 23° e 24° da instrucção, que tratam de delictos e castigos; porém concedemos-lhes faculdade para que nos casos em que acharem alguns inconvenientes, executem o que lhes parecer mais prudente, com a melhor união e conformidade, que é o que recommendam os dois soberanos contratantes.

Obrigações dos cosmographos.

1758.

ART. 2. — Porão os commissarios o maior cuidado em ajustar-se aos artigos 25°, 26°, 27°, 28°, 29°, 30° e 31° da mesma instrucção, que tratam da obrigação que compete aos cosmographos, porque ambas as Magestades recommendam que o trabalho que fizerem seja não só exacto, senão tambem proveitoso ao adiantamento das sciencias.

Subir por o rio Paraguai, e Correntes.

ART. 3. - Subirá agora a partida pelo rio Paraguai sem demorar-se para colher as aguas da lagoa no seu estado natural: Logo que cheguem á Assumpção, tomará o commissario de Sua Magestade Catholica os melhores praticos do paiz que ha de marcar, e os informes mais seguros sobre a especie de embarcações que necessita para proseguir sua viagem, atravessar a lagoa e entrar depois pelo rio Correntes; e assegurado de que ha mister outras lanchas menores, que as que agora leva, ou algumas canoas, as pedirá ao governador do Paraguai para a tropa do seu cargo, e para a de Sua Magestade Fidelissima, deixando as que agora levam ao cuidado do mesmo governador, e previstos das cousas que lhes forem precisas, marcharão sem demora. Para pôr o marco de marmore que levam na bôca do rio Jaurú, temos escripto nós Gomes Freire de Andrade ao capitão general do Cuyabá que faça saír algumas canoas armadas até á bôca do rio Tacoari para que ajudem a esta precisa faina, e que ao mesmo tempo tragam alguns bastimentos; porém se quando chegarem ali as não acharem, enviará o commissario de Sua Magestade Fidelissima a embaração menor e mais ligeira ao sobredito capitão general com as cartas que leva para que de logo a providencia, que lhe havemos prevenido; e se por nenhum modo for absolutamente possivel passar o marco pela lagoa para o collocar em a bôca do Jaúru donde esta destino,

Collocar o marco de marmore no boca do rio Jaurú.

Marco em a bôca do rio Correntes.

para cujo fim devem ambos os commissarios applicar todo o seu zêlo e actividade, procurarão deixar outro signal o mais sensivel e perpetuo que seja possivel; e concluido tudo o que ali têem que fazer, darão volta conduzindo outra vez o marco, e o collocarão em a bôca do rio Correntes.

Origens do Juarú. ART. 4. — Entrarão pelas aguas d'este rio e subirão por ellas, buscando a sua cabeceira principal, desde cuja paragem proseguirão demarcando o pedaço do terreno, que ha no intermeio desde ella até á do rio Igurei; e como esta a ha de buscar a segunda partida subindo pelas suas aguas, o que devem fazer os commissarios da terceira, é que quando cheguem ás ditas origens do Juarú baixem pelas margens do braço, que os informarem, ou vejam, que é o mais caudaloso, até donde achem já formado o rio, e ali deixarão bastantes signaes, para que a segunda partida reconheça o trabalho que houverem feito, e possa proseguir em busca da origem principal para collocar o marco; e acabada esta diligencia se retirarão pela mesma paragem ao rio Correntes, e darão volta á Assumpção, onde acharão as ordens do que devem executar; e se não as acharem se retirarão a Buenos Ayres.

Os commissarios
se assistirão
mutuamente.

ART. 5. — O commissario de Sua Magestade Catholica proverá de charque ao de Sua Magestade Fidelissima para toda a tropa do seu cargo, segundo havemos accordado nós os commissarios principaes; e em tudo o mais que houverem mister um e outro, e se assistirão mutuamente como está prevenido em as instrucções.

Vanguarda do primeiro die. ART. 6. — A ordem que observarão em a marcha as embarcações das duas nações será a seguinte: O primeiro dia de marcha lançarão sorte os dois primeiros commissarios para saber a qual deve tocar a vanguarda o primeiro dia, e sabido isto proseguirão depois alternando; isto é, que um dia a leve uma nação, e outro a outra; porém se isto não se poder observar pontualmente, ou já porque lhes pareça mais proprio e necessario que vão adiante os praticos do rio e do paiz, ou por algum outro inconveniente, não fundarão reparo na sua execução, antes farão boamente o que seja possível e se conforme mais

com a conveniencia commum e commodidade da viagoin.

1753.

Mappa feito
a primeiro partida.

ART. 7. — Havendo-se reconhecido em o mappa que ha feito a primeira partida, que a escala prescripta no artigo 30º das instrucções é muito grande para formar a de um paiz tão dilatado, que encherá muito papel; e tendo-nos feito presente os cosmographos, que conviria reduzi-la á ametade, que é a dez pollegadas por grau, temos assentado em permitti-lo em attenção ás rasões sobreditas: e os primeiros commissarios da terceira partida o preverão assim aos cosmographos, advertindo-lhes sobre tudo não faltem á maior clareza, que é o que se necessita e se conforma com a intenção dos dois soberanos.

Em fé do qual, nós os sobreditos commissarios principaes o firmámos e sellámos com o sello grande de nossas armas. Ilha de Martim Garcia, a trinta de maio de mil setecentos cincoenta e tres.

Gomes Freire de

Marquez de Val de

ANDRADE.

LIRIOS.

Additamento á mesma instrucção acima escripta.

Se no tempo em que se ha de pôr o marco em bôca do rio Jaurú principiarem as aguas da lagoa a crescer ou diminuir, de tal conformidade que vejam ser-lhes difficil ou impossivel o retirar-se se se detiverem a colloca-lo; n'este caso os dois commissarios o entregarão ao official do Cuiabá, que se achará ali, segundo os avisos que havemos já feito áquelle capitão general nós Gomes Freire de Andrade, para que fique a seu cargo inteiramente a perfeita collocação, tomando as precauções necessarias para que se verifique que se poz na paragem que se lhe

Collocação dos marcos. signalar; porém procurarão comtudo os commissarios que se ponha a base antes de se retirarem.

Em fé do qual, nós os sobreditos commissarios principaes o firmámos de nossa mão. Ilha de Martim Garcia, a trinta e um de maio de mil setecentos cincoenta e tres.

Gomes Freire de

Marquez DE VAL DE

ANDRADE.

LIRIOS.



ESPAÑA, PORTUGAL Y LOS CACIQUES.

Convenio de suspension de armas entre Gomes Freire de Andrade y los Caciques.

1754.

(Coll. dos breves pontificios e leis regias.)

À los catorce dias del mes de noviembre de mil setecientos cincuenta y cuatro, en este campo del Rio Jacuí, en donde está campado el ilustrísimo y excelentísimo señor Gomes Freire de 414 de noviembre Andrade, gobernador y capitan general de la capitanía del Rio de Enero y Minas Generales con las tropas de S. M. F. para auxiliar las de S. M. C. á fin de evacuar los siete pueblos de la ' márgen oriental del Uruguay, que se ceden á nuestra corona en virtud del tratado de límites de las conquistas, vinieron á la presencia del dicho excelentísimo señor general, D. Francisco Antonio, cacique del pueblo de S. Angel, D. Cristóbal Acatú y D. Bartolo Candiú, caciques del pueblo de S. Luis, y D. Francisco Guacú, corregidor, que acabó en dicho pueblo de S. Luis, y por ellos fué dicho les permitiese el dicho señor que se retirasen á sus pueblos en paz sin hacerles daño, ni tampoco seguirles ni aprisionarlos, y á sus mujeres é hijos, pues ellos

en el campo del Rio Jacui,

no querian guerra con los Portugueses; y respondiéndoles el dicho señor general y mas oficiales abajo firmados, que ellos se hallaban en este ejército por órden de su soberano, aguardando que la caballada y boyada del ejército de que es general el señor D. Joseph de Adonaique fuese en estado de volverá seguir el camino, que por falta de pastos fué obligado á retroceder, y que en teniendo órden del dicho señor general como mandante, que era de todo, se avanzarian, por lo que no determinaban retirarse. ántes si fortificarse en el paso en que estaban : lo que oido por los dichos caciques, y demas Indios, que presentes estaban, pidieron por Dios les concediese tiempo para su recurso, y aguardaban que S. M. C. mas bien informado de su miserable estado y vida aplicase su real piedad con tal remedio que sirviese de alivio á su miseria, y que caso de que S. M. C. y su general no oyesen sus ruegos, y se metiesen otra vez en campaña, quedaban ciertos que los Portugueses los seguian en cumplimiento de las reales órdenes de su soberano, lo que oido por el dicho señor general, respondió no determinaba perder un paso de lo en que se hallaba su ejército; pero queriendo tener con ellos la piedad que rogaban, les permitia de treguas el tiempo que mediase hasta que el ejército de S. M. C. nuevamente marchase á la campaña, siendo con las cláusulas siguientes: Que se retirararian luego los caciques con los oficiales y soldados á sus pueblos, y el ejército portugues sin hacerles daño ú hostilidad alguna pasaria el rio Pardo, conservándose de una parte y otra en entera paz, hasta determinacion de los dos soberanos Fidelísimo y Católico, ó bien hasta que el ejército español salga á campaña, porque en saliendo, el ejército portugues precisamente ha de seguir las órdenes del general de Buenos Aires : v para que no se suscite duda alguna, se declara es la division interina del rio de Viamam por el Guaybá arriba hasta adonde le entra el Jacuí, que es este en que nos hallamos campados, siguiéndole hasta su nacimiento por el brazo que corre de suroeste. À lo que en esta division de rios queda á la parte del norte no pasará ganado ó Indio alguno, y siendo encontrados se podrá tomar el ganado por perdido y castigar los Indios que fueren hallados; y de la parte del sur no pasará Portugues, y siendo hallado alguno será castigado por los caciques y demas justicias de dichos pueblos en la misma forma; excepto los que fueren mandados con cartas de una ú otra parte, porque estos serán tratados con toda fidelidad. Y de como así lo prometieron ejecutar tanto el dicho excelentísimo señor general por su parte como los referidos caciques por la suya, lo firmaron todos y juraron á los santos Evangelios en que pusieron sus manos derechas en mano del reverendo padre Thomas Clarque, y yo Manoel da Silva Neves, secretario de la expedicion que lo escribí.

Gomes Freire de Andrade.—D. Martin Joseph de Echaure.

D. Miguel Angelo de Blasco. — Francisco Antonio Cardoso de Menezes e Sousa. — Thomaz Luiz Ozorio. — D. Cristóbal Acatú. — Bartolo Candiú. — Francisco Antonio. — Fabian Naguaeu. — Santiago Pindo.

4754.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

DEMARCACION DE LÍMITES.

NOTICIA HISTÓRICA.

1756.
Trabajos
de los primeros
demarcadores.

Los trabajos de los primeros demarcadores fueron inmensos, y si no pueden eclipsar los que se emprendieron despues, tienen el mérito de haberlos preparado, dejando muchos é importantes materiales para perfeccionarlos.

Escasez

é imperfeccion
de los primeros
datos

Ántes de la mitad del siglo pasado, ninguna tentativa se habia hecho para reconocer la frontera interior de los dominios españoles y portugueses en el Nuevo Mundo; y en los largos debates sobre la direccion que debia darse al meridiano de demarcacion, los negociadores torturaban el sentido de la famosa bula de Alejandro VI, para hallar lo que mas favorecia las miras particulares de sus coronas, que se limitaban entónces á la posesion de las Molucas. La geografía, que aun no contaba con el auxilio de los viajeros, ni con la cooperacion de los astrónomos, era explotada académicamente por los sabios, que buscaban sus datos en los historiadores y poetas.

La imperfeccion de este método se ocultaba bajo el lujo de una erudicion clásica, y solo empezó á manifestarse en las descripciones parciales de América, tan escasa de monumentos y tradiciones para fundar conjeturas. Los misioneros, cuyas obras hubieran podido arrojar alguna luz sobre la topografía de estas regiones, no inspiraban confianza, por la facilidad con que divulgaban las especies mas absurdas y ridículas. Sea que concentrasen su atencion en la instruccion de sus neófitos, sea que, entregados á los estudios de humanidad, desdeñasen los demas ramos del saber, lo cierto es que no tomaron parte alguna en los progresos que al principio de la pasada centuria empezaron á hacer las ciencias naturales.

Esta indiferencia privó á los demarcadores de un poderoso auxilio. En cualquier otro país hubieran hecho acopio de globos y cartas para consultarlos; pero ¿ dónde los hallarian los comisarios de 4750? Ningun trabajo de este género existia sobre el Paraguay, y los únicos mapas que habian publicado los Texeiras en el siglo xvII, eran tachados, no solo de inexactitud sino de falsedad, por la intencion que se les suponia de haber querido favorecer las usurpaciones de los Portugueses.

Con esta falta de recursos se presentó el marques de Valdelírios á la ejecucion de aquel tratado, teniendo sin embargo que encargar á sus cólegas de ponerse en contacto con los misioneros para adquirir las noticias mas seguras del país: no quedando otro árbitro para orientarse en un territorio dilatado, donde la falta de comunicaciones imposibilitaba los reconocimientos, ó cuando ménos los aislaba.

Estos obstáculos, y los que los comisarios portugueses oponian al buen éxito de la empresa, la malograron completamente; sin mas fruto para las ciencias que los trabajos preliminares de los demarcadores, que á nadie aprovecharon, por el empeño que se tuvo de ocultarlos.

Los ensayos que publicamos ahora pueden dar una idea de su importancia y del mérito personal de sus autores. Este mérito resaltaba mucho mas en los comisarios españoles por la lealtad con que desempeñaron su cargo; y entre ellos descuella 1756.

Mapes.

El marques de Valdelírios.

Se malogró la empresa.

Comisarios españoles.

D. Manuel A. de Flóres, oficial distinguido de la real armada y descendiente de una de las principales familias de Andalucía.

Orden à D. Manuel A. de Flôres. El estado de decadencia á que se halló reducida la marina española en el reinado de Fernando VI desalentaha á los jóvenes aspirantes, que preferian cualquier otro destino para acreditar su celo; y ninguno mas á propósito que la demarcacion de límites proyectada en América, por la analogía de estos trabajos con los estudios náuticos: así es que Flóres miró como un premio la órden que le fué comunicada de acompañar al marques de Valdelirios en su mision del Rio de la Plata.

Grandes talentos que despliega.

Puesto en frente de la partida demarcadora del Paraguay, en la que recaía todo el peso de esta vasta tarea, no solo por la desmembracion que debia hacerse de una parte del territorio de Misiones, sino por las contestaciones á que daban lugar las usurpaciones de los Portugueses, el jóven marino desplegó todos los talentos de un diplomático, dirigiendo con igual acierto la question política y las operaciones facultativas.

Documento que lo comprueba.

El documento que publicamos no es mas que un oficio de contestacion, y sin embargo; cuántos datos nuevos, cuántas noticias importantes, cuántas ideas luminosas resaltan en cada página de este escrito! Algunos de sus párrafos contienen mas materiales para la historia de estos países que todas las demas obras juntas.

Los que versan sobre los primeros ensayos de poblacion en Cuyabá, y la comunicacion interior de las provincias litorales del Brasil con los establecimientos portugueses de Matogroso por el Tieté, no dejan nada que desear al lector mas descontentadizo, y en pocos renglones agotan la materia, por la claridad y el método con que la tratan.

Obra sobre el Paraguay.

En uno de estos artículos, el autor de la Carta anuncia otros trabajos, hechos ó proyectados: entre ellos una Descripcion de la provincia del Paraguay y su mapa. Por mayores que hayan sido nuestras diligencias, nos ha sido imposible descubrir estos documentos, y hemos perdido hasta la esperanza de encontrarlos.

Los trabajos de demarcación fueron mas bien suspendidos

que terminados en 1760, y Flóres volvió á España para presenciar la humillacion de la marina española en la guerra de 1761. Estos desastres lo alejaron para siempre de una carrera que habia abrazado con entusiasmo, y lo pusieron en otro camino, que lo llevó rápidamente á los honores y á la fortuna. Nombrado en 1775 virey de la Nueva Granada, ocupó este destino hasta el año de 1783, en que regresó á Europa para pasar poco despues á Méjico á reemplazar al conde de Gálvez en aquel vireinato. Reunia entónces los títulos de teniente general de la real armada, de comendador de la Lopera, en la órden de Santiago, y de gentilhombre de la cámara del rey.

1756.
Suspendiéronse
los trabajes
de demarcacion,
en 1760.

Empleos y dignidades que obtuvo Flóres.

Elevándose de este modo á las primeras dignidades de Estado, no trepidó en desprenderse del mando, para no estorbar el casamiento de uno de sus hijos con una riquísima Mejicana, cuyos enlaces eran prohibidos á los que pertenecian á familias influyentes en el país, por los cargos que ejercia alguno de sus miembros. Este hijo, conocido despues con el nombre de Casa-Flóres, lo tuvo en Buenos Aires de una señora Correntina, con quien casó durante su morada enestas provincias (4).

Rasgo de su desprendimiento del mando.

CARTA DE FLÓRES.

Muy señor mio,

1. Al tiempo de partir de la isla de Martin García á ejecutar la demarcacion de la línea divisoria de límites entre las dos coronas de España y Portugal, desde el salto grande del Paraná hasta la boca del rio Jaurú, ademas de las instrucciones públicas que habian de servir en comun con los Portugueses, mis correspondientes, me entregó V. S. una carta instructiva, con fecha 30 de mayo de 1753, que abraza várias órdenes del

Referencia à instrucciones que se le dieron.

(1) PEDRO DE ANGELIS, Coleccion de obras y documentos, etc.

rey, y cuyo cumplimiento toca solamente á la partida de mi cargo.

Cumplimiento de ciertas órdenes. Ahora que he concluido mi viaje es cuando puedo dará V.S. cuenta de él y satisfacer á las órdenes, así públicas como privadas de Su Majestad. Por el diario de la demarcacion habrá visto Vuestra Señoría el modo con que procuré cumplir con las primeras, y por esto se enterará V. S. de los medios de que me valí para el cumplimiento de las segundas.

Método para exponer mejor. Para evitar confusion, me ha parecido vaciar el contexto de cada párrafo, y en su consecuencia la respuesta á cada uno de sus puntos: pero como hay algunos que solo sirven de prevencion, para casos que podian suceder y no se verificaron, de cuyo número son los párrafos 5, 6 y 7, los pasaré en silencio por evitar lo prolijo y dilatado.

Instruccion contenida en carta secreta 2. En el párrafo primero de la carta-instruccion secreta de S. M. en que manda, « que si la tropa que ha de llegar hasta la boca del Jaurá tuviese forma del que pasen algunos de mis súbditos á las minas de Cuyabá, bien sea por estar enfermos ó con otro pretexto que no cause sospecha, procurarán los que pasen informarse por menor del número de Portugueses que allí habitan, riquezas de sus minas, calidades del terreno y frutas que produce. A cuya fin los instruirá el comisario principal de la tropa, encargándoles mucho el secreto y advirtiéndolos la sagacidad y arte con que han de portarse. »

Noticias oportunas.

3. Como esta averiguacion pide el secreto, sagacidad y arte que ordena el artículo citado, desde que nos unimos las dos partidas para la demarcacion, procuré, sin manifestar cuidado, sacar de los Portugueses las noticias que me parecian oportunas; aprovechándome de las muchas ocasiones que me proporcionó el espacio de cuatro meses que tardamos en llegar á la Asuncion, caminando y acampando siempre juntos, y tuve la precaucion de apuntar lo que sacaba en limpio de ellas, para verificar por su conformidad las que me podian servir á formar idea.

Contribuyeron con prudencia y secreto á la misma adquisicion, no solo en esta mas tambien en otras ocasiones, les des

oficiales cosmógrafos de S. M., don Atanasio Baranda y don Alonso Pacheco, á quienes sin descubrir las órdenes privadas que tenia, encargué como conveniente al acierto de nuestra comision, el que procurasen por su parte indagar las noticias que pudiesen conducir al asunto. En la provincia del Paraguay, hallé varios Portugueses que, perseguidos de las justicias de San Pablo y Cuyabá por diferentes delitos, se habian avecindado en ella y algunos tenian mujeres é hijos nacidos en el Paraguay. De estos, con el semblante de curiosidad en saber los acaecimientos de sus vidas, me informaba, tomando las noticias que podian convenir á mi intento: y por ellos conocí desde luego lo distante que estaba Cuyabá del camino que debíamos hacer á la boca del Jaurú, y que no habia allí otros médicos que unos ignorantes curanderos; de suerte que, en caso de enfermedad, léjos de ir nosotros á buscar auxilio en aquella villa, debian los de ella venir á solicitar su remedio en la buena disposicion de cirujanos y botica que nosotros teníamos. Y siendo este pretexto el mas seguro, y aun el único que en aquella distancia podia dar lugar á enviar á ello algunos sugetos de mi partida, empecé á desconfiar de su logro y adquirir por otros caminos las noticias del temperamento, habitantes, minas, etc., de aquel país, que preveía no podria hacer reconocer por alguno individuo de la partida.

4. La venida en diez y nueve canoas portuguesas que, como verá V. S. en el diario de la demarcacion, bajaron de Cuyabá con víveres para su partida, y se mantuvieron mes y medio en nuestra compañía, me facilitó la adquisicion de lo que deseaba, y para hacerlo con seguridad, me encaminé á la ingenua confesion de mas de 150 hombres, entre Indios, mestizos, mulatos y negros, que vogaban en ellas, procurando no descubrir en mis conversaciones el cuidadoso deseo de averiguar lo interior del terreno, sino haciéndolas rodar como casuales, y propias de los dilatados caminos y mansiones que piden largo tiempo para concluirse. Las noticias que de estos adquiria, las confrontaba despues con mis apuntes secretos, y con las que oí al oficial que mandaba las canoas, en quien no conocí la mejor

1756.

Cooperacion de dos oficiales cosmógrafos.

Investigaciones cautelosas.

reserva, ni hallé, en cuanto me dijo, discordancia con lo que sabía por otros conductos.

Materiales encontrados

Finalmente hallé suficientes materiales en un Italiano, llamado Juan Bautista Campani, de edad de 35 años, que habia estado en España, de donde pasó á Lisboa, y allí se acomodó con algunos Alemanes mineros que de aquella vinieron al Perú. Este se apartó de ellos, porque se frustró el fin de su viaje, con no hallar las minas de plata en cuya busca vinieron; y habiendo subido por el rio de la Madera á Matogroso, donde vivió dos años, pasó á Cuyabá donde estuvo mas de uno, y bajó en las canoas que vinieron á la boca del Jaurú: de aquí pasó al Paraguay, y al presente mora en estos contornos. La conformidad entre sí de estas noticias, indagadas con el mayor escrúpulo, preguntadas separadamente á tan diversos sugetos de tantas naciones, por varios modos, en diferentes tiempos, y confrontadas con las que habia adquirido en el Paraguay, y que ratifiqué dos años despues, me ha servido de fundamento para el juicio que expongo en la descripcion siguiente.

Descubrimiento de granos de oro por P. N. Cabral.

5. Descripcion geográfica de la Villa Real del Buen Jesus de Cuyabá; su territorio y minas. - El año de 1724, Pascal Moréira Cabral, natural de la villa de Sorocaba, junto á San Pablo, habiendo salido con una partida de gente á hacer sus correrías de Indios infieles, para venderlos en las minas generales (tráfico antiguo de estos moradores, á que dan el nombre de Malocas). descubrió en los arroyos que bañan las tierras, á la parte del poniente del rio Cuyabá, algunos granos pequeños de oro, y menudo polvo del mismo metal, con el que volvió á su país, dando noticias de su hallazgo y señas nada equívocas de la riqueza que prometia el terreno. La nueva de este descubrimiento movió á dos hermanos, Juan y Lorenzo Lenié, conocidos por famosos corsarios de Indios y descubridores del campo, á emprender este viaje, llevando los aperos necesarios para la labor. y personas inteligentes para la cata ó prueba de las nuevas minas: las que trabajaron por algun tiempo, y fueron sobradamente recompensadas con la abundante copia que de este precioso metal les ministró pródiga la tierra. Volvieron contentos de su suerte á la ciudad de San Pablo de donde habian partido; pero hallaron en breve el último suplicio á que los condenó la justicia de la ciudad de Sántos, en pena de enormes delitos que la prosperidad les hizo cometer. El mayor fué ahorcado y el menor muerto de un tiro en su prision. Miguel Sutil, vecino de la jurisdiccion de San Pablo, convencido de la riqueza de la tierra por el buen éxito de los dos viajes antecedentes, se resolvió á poblarla y establecerse en ella: para cuyo fin llevó gente y esclavos, provistos de los instrumentos propios á la labranza y beneficio de las minas y colocó sus ranchos en el mismo sitio que hoy ocupa la villa.

6. Finalmente Rodrigo César de Menéses obtuvo, por los años de 1729, facultad de formar una villa en aquel país, y á la fama de su riqueza acudieron varios Portugueses presentándose para pobladores con sus familias y esclavos.

Condújolos Menéses, en calidad de gobernador de la nueva poblacion que iba á hacer; y luego que llegó reconociendo que el sitio que ocupaban los ranchos del Sutil era el mas acomodado para su fin, por la vecindad del rio Cuyabá, fundó en él, con los nuevamente venidos y con los ya establecidos, la villa con el título de Villa Real del Buen Jesus de Cuyabá. Repartió las tierras entre los moradores, las que se extendieron trabajando cada uno las minas del territorio que le tocó en parte; y siendo el provecho que estas dejaban mayor que el costo de su trabajo, acudieron otras gentes de San Pablo, lo que hizo muy cursado el camino de esta ciudad. Parece que á los nuevos habitadores, que vinieron despues de la reparticion de las tierras vecinas al rio y arroyos inmediatos, llegó á faltar la comodidad, por la escasez de agua para los lavaderos : único modo que tienen de sacar el oro desperdiciado, el polvo menudo que queda en las bateas mezclado de tierra y que nosotros recogemos con azogue. Por esta causa se echaron á buscar hácia el oeste otros terrenos que no padeciesen esa falta, y hallaron el año de 1732 la sierra que hoy esta poblada con el nombre de Matogroso. Fué descubierta por varios, de quienes el principal era Fernández Antonio Abreu; se pobló inmediatamente como real de minas, 1756.

Rodrigo César de Meneses.

> Fundacion de Villa Real del Buen Jesus de Cuyabá.

reserva, ni hallé, en cuanto me dijo, discordancia con lo que sabía por otros conductos.

Materiales encontrados

Finalmente hallé suficientes materiales en un Italiano, llamado Juan Bautista Campani, de edad de 35 años, que habia estado en España, de donde pasó á Lisboa, y allí se acomodó con algunos Alemanes mineros que de aquella vinieron al Perú. Este se apartó de ellos, porque se frustró el fin de su viaje, con no hallar las minas de plata en cuya busca vinieron; y habiendo subido por el rio de la Madera á Matogroso, donde vivió dos años, pasó á Cuyabá donde estuvo mas de uno, y bajó en las canoas que vinieron á la boca del Jaurú: de aquí pasó al Paraguay, y al presente mora en estos contornos. La conformidad entre sí de estas noticias, indagadas con el mayor escrúpulo, preguntadas separadamente á tan diversos sugetos de tantas naciones, por varios modos, en diferentes tiempos, y confrontadas con las que habia adquirido en el Paraguay, y que ratifiqué dos años despues, me ha servido de fundamento para el juicio que expongo en la descripcion siguiente.

Descubrimiente de granos de oro por P. N. Cabral.

5. Descripcion geográfica de la Villa Real del Buen Jesus de Cuyabá; su territorio y minas. - El año de 1724, Pascal Moréira Cabral, natural de la villa de Sorocaba, junto á San Pablo. habiendo salido con una partida de gente á hacer sus correrías de Indios infieles, para venderlos en las minas generales (tráfico antiguo de estos moradores, á que dan el nombre de Malocas). descubrió en los arroyos que bañan las tierras, á la parte del poniente del rio Cuvabá, algunos granos pequeños de oro, y menudo polvo del mismo metal, con el que volvió á su país, dando noticias de su hallazgo y señas nada equívocas de la riqueza que prometia el terreno. La nueva de este descubrimiento movió á dos hermanos, Juan y Lorenzo Lenié, conocidos por famosos corsarios de Indios y descubridores del campo, á emprender este viaje, llevando los aperos necesarios para la labor. y personas inteligentes para la cata ó prueba de las nuevas minas : las que trabajaron por algun tiempo, y fueron sobradamente recompensadas con la abundante copia que de este precioso metal les ministró pródiga la tierra. Volvieron contentos corte de Lisboa de un modo muy diferente. En el mismo año erigió en capitanías generales los tres puertos de Cuyabá, Matogroso y Sierra del Paraguay, con sus terrenos adyacentes, nombrando por capitan general al hidalgo D. Antonio Rollin de Moura, que se embarcó inmediatamente con una compañía de 80 hombres, y sus tres oficiales, capitan, teniente y alférez, con otros sugetos para varios empleos; llevó consigo quince piezas de artillería pequeñas, unas de cuatro libras de bala y las demas pedreros, municiones de guerra, herramientos, oficiales de albañil, carpinteros, etc. Estableció primero su morada en Cuyabá; pero conociendo que era mas necesaria su presencia en Matogroso, se trasladó á este : reconoció que el sitio era enfermizo y de malas calidades, por lo que, dejando las habitaciones de los mineros en la punta de la sierra donde están los beneficios, determinó formar una nueva poblacion para residencia del capitan general y demas ministros, poniendo en Cuyabá un teniente del gobernador con el título de teniente general, como se usa en nuestros dominios. Fundó esta con el nombre de Villa Bella el año de 1752, en las tierras bajas, cerca del confluente ó union de los rios Sarare y Guaporé, que unidos desaguan en el de la Madera.

Fundacion de Villa Bella.

en 1751.

Establecimiento de una guardia ецгорев.

8. El aliciente de los diamantes de que carecen Cuyabá y Matogroso, y goza la sierra del Paraguay, atraía á muchos de los vecinos de las otras poblaciones, que abandonando sus primeros establecimientos intentaban fijarse en ella : lo que obligó de prohibir se trabajase en esta sierra, poniendo para su custodia una guardia de un cabo y seis soldados europeos, la que aun se mantenia el año de 1753. Dista esta guardia de Cuyabá como 30 leguas.

de la villa.

9. La villa de Cuyabá está en 15° y 47' de latitud austral, su Latitud y longitud longitud 320° y 7' del meridiano de Tenerife, declinacion de la aguja al norueste 9º 4'. Situámosla así respecto de nuestras observaciones hechas en la boca del Jaurú y curso del rio de Paraguay, sitios los mas inmediatos, adonde pudimos llegar, de aquella poblacion; y valiéndonos tambien de las noticias itinerarias que adquirimos, juzgo que será corta y de ninguna

1756. Ereccion

generales.

de tres capitantes

monta la diferencia á su verdadera posicion. El término de la villa por la parte del este se extiende hasta los despoblados del camino real, que va de las minas generales á los Goyaces en el sur, fenece en los dilatados bañados que forman parte de la laguna de los Xaráyes y llegan á unirse con las del rio Tacuarí: por el oueste acaba en el rio Paraguay, y por el norte en la sierra de aquel nombre. En todo el terreno contenido en los dichos términos no hay mas poblacion que las haciendas y beneficios pertenecientes á los vecinos de la villa, los que no se extienden á mas de veinte leguas en contorno de ella.

ituacion de la villa. sus calles. casas, etc.

10. Está situada la villa en una suave loma, á un cuarto de legua del rio Cuyabá, que le dió su nombre; entre el fin de aquella y de este hay bañado. Sus casas, en número de 150, son bajas, reducidas y cubiertas de teja; forman tres calles, que corren casi de este á oeste : la del medio es mucho mas grande que las colaterales, y se comunican por medio de otras travesías. Es abierta sin cerco ni aun de estaquería; su artillería se reduce á ocho piezas entre pedreros y cañoncitos de cuatro libras de bala. Tiene una sola iglesia, servida por un vicario clérigo, á quien ayudan algunos religiosos franciscanos. El edificio, cuyas paredes son de adobe ó ladrillo sin cocer y el techo de teja, es correspondiente al corto número de sus pobladores. que se reducen á quinientos blancos poco mas ó ménos, y hasta mil hombres entre mestizos, mulatos, negros é Indios esclavos. De estas castas y de los blancos hay formados cuerpos de milicia, bien armados de escopetas, cuchillos de monte y algunas espadas entre los últimos. Está muy introducido el uso del puñal ancho ó rejon, arma traidora que carga todo hombre, y que es causa de desgracias en muertes y heridas frecuentes, á que

Cuerpos de milicis.

da lugar la facilidad de ejecutarlas. 11. Los Portugueses tienen por amigos á los Indios Buroros. nacion valiente, que repartida en pequeñas porciones ocupa los términos de Cuyabá, y es enemiga capital de los Cayapos, con quienes está en continua guerra. Los Cayapos son Indios de á pié, pero vagantes y grandes flecheros : desde el camino de los

Goyases hasta Cuyabá, hacen frecuentes correrías con robos y

Buroros enemigos de los Cayapos.

muertes de muchos Portugueses, á quienes hacen cruel guerra estos, por órden de su corte, reduciendo á esclavitud á los prisioneros que toman de ellos.

1756.

Nacion de Indios Perésis.

Entre Cuyabá y Matogroso, en la sierra del Paraguay, hubo en otro tiempo una nacion de Indios, llamados Perésis: pero hoy está del todo destruida, y los pocos que han quedado reducidos á esclavos y aumentan la poblacion de aquellas villas. Los Payaguas, corsarios bárbaros, bien conocidos en las provincias del Paraguay, por los males que en ellas han causado, habitan el rio de este nombre, y viven continuamente en canoas en cuyo manejo son muy diestros. Se extienden hasta las vecindades de Cuyabá, y no son ménos enemigos nuestros que de los Portugueses, á los que hacen grandes y repentinos daños en su tránsito por el rio Paraguay y sus tributarios desde aquella villa á San Pablo: por esta causa están declarados por esclavos sus prisioneros. Se puede contar, no sin razon, entre los mas terribles enemigos que tengan los Portugueses, mas de 300 entre negros, esclavos y otras castas que se han refugiado, huyendo de sus amos, en los espesos bosques y asperezas inmediatas á Cuyabá. Estos, armados de escopetas, pólvora, balas y otras armas, se defienden obstinadamente en el bosque contra los que solicitan su aprehension, y se puede temer que, aumentados, intenten hacer correrías contra sus antiguos dueños, si no han empezado ya á ejecutarlas.

12. El temperamento da la poblacion, en que puede entrar todo lo que abraza la capitanía general, es cálido y húmedo en extremo, enfermo y propenso á la diarrea, que en los meses de verano causa una peste anual, de que mueren muchas personas. La medecina de que usan es tan bárbara y peligrosa como la misma enfermedad, ministrándola unos curanderos ignorantes sin mas regla que el uso, y sin ninguna excepcion, aunque sean varios los síntomas. Se adolece tambien mucho de calenturas, tercianas, cuartanas y sus semejantes.

· 13. Los alimentos de que usa esta gente no son delicados, pero sí abundantes. Produce la tierra gran porcion de maíz, arroz, batatas y algunos legumbres, plátanos, piñas y algunas

Temperamento de la capitania general.

Alimentos

frutas silvestres. Recogen tabaco que benefician, torciéndolo del modo que lo hacen en el Brasil.

Pesca y caza.

El rio les provee abundantemente de pesca y los bosques de caza; aquella es la misma especie de pescados que se encuentran en la provincia del Paraguay; de esta la principal son los mótus (llamados en Nueva España faisanes), pavos de monte v otras aves comunes: los monos de que abundan mucho son muy gratos á su paladar. Crian con facilidad cerdos y gallinas. estas de un tamaño que excede lo regular. El ganado vacuno y lanar no se cria bien, aunque hay alguno traido de Góyas: ni les hace falta, porque les agrada ménos que el tocino cocido con legumbres, plato el mas ordinario y mas regalado, no solo en este país, sino en toda la América portuguesa. No tienen salinas, y la sal necesaria para el consumo de toda la capitanía general la traen de San Pablo, y á esta de Lisboa. El terreno es propio para la cria de mulas y caballos. Los que necesitan para el tráfico, los traen del Brasil, donde tampoco son abundantes, y esto hace que un mal caballo valga 100 pesos dobles.

Minas abundantes de oro.

14. Pero el fruto sín comparacion mas estimable, y que conserva estas poblaciones, á pesar de su mal temperamento. es el oro que producen sus minas abundantes. No me fué possible averiguar, aun á poco mas ó ménos, la porcion que anualmente se saca en toda la capitanía general, porque en cuantos hombres traté en el curso del viaje, no halle ninguno que tuviese la noticia necesaria en el asunto: ni es tan fácil poderlo conseguir; porque sacándose el oro en distintos parajes, en várias partidas, y por diferentes personas, era necesario para la noticia recurrir á las contadurías reales, donde se llevan la razon de los quintos que pagan al rey : y aun esta no sería tan fija, por los fraudes que se cometerian en la manifestacion como sucede entre nosotros. La voz general y segura es que los quintos suben á una cantidad bien crecida, y es preciso que la porcion que se extrae de las minas sea mayor. Las de Matogroso se trabajan con comodidad y utilidad, porque tienen el agua inmediata para los lavaderos: no sucede lo mismo con las de Cuyabá, que la tienen mas distante y aun algunas están sin labor por la escasez de agua. Trataban de conducirla del rio de Motúcas á unas minas muy ricas, distantes siete leguas de él, lo que conseguido aumentaria mucho el erario del rey y de los particulares. El oro de Cuyabá examinado por nuestros ensayadores, su ley es de 22 quilates, y un grano su mezcla de plata: el de Matogroso aseguran es mas subido.

e 1756.

El oro de Cuyabá cs de 22 quilates.

Comercio de esta provincia con el Brasil.

15. Concluiré la respuesta de este primer párrafo con la noticia del comercio que hace esta provincia con el Brasil, y modo en que este se practica. De San Pablo, adonde desde Sántos y otros puertos traen en caballerías los efectos de Europa, los conducen en las mismas hasta Arara y Tabuaba, que es el embarcadero sobre el rio Añemby ó Tiete, distante cuatro ó cinco dias de camino. En este sitio se embarcan en canoas, algunas de ellas tan grandes que cargan hasta 300 arrobas y mas : lleva cada una siete hombres, dos á popa que las gobiernan con palas, y cinco á proa que vogan con el mismo instrumento; para cuyo manejo dejan en los extremos el preciso hueco, ocupando todo el centro con los géneros de comercio, que se reducen á sedas, lanas, lino, aceite, vino, herramientas, etc.; y con los víveres para el viaje, que consisten en harinas de mandioca y maiz, tocino, aguardiente de caña, habichuelas, polvo y municion para cazar. Por el tiempo cómodo, á que llaman mozon, y es en los meses de invierno, sale una flota de estas canoas, que baja por el Añemby ó Tiete hasta la embocadura de este en el rio Paraná; en cuyo tránsito tardan 25 dias. Es este muy trabajoso, porque está sembrado de saltos ó arrecifes, y algunos tan elevados que es preciso descargar las canoas y pasarlas, igualmente que su carga, á hombros de la gente, repitiendo mas ó ménos veces esta maniobra segun el caudal del rio.

16. De la boca del Tiete en el Paraná, que la estimamos por la latitud de 19° 20', siguen las aguas de este, y á los dos dias encuentran en su ribera occidental, por los 20° 11', la boca del rio Pardo, por el que suben con grande trabajo, á causa de su rapidez, y de los muchos saltos que superan con increible fatiga, tardando 40 á 45 dias, segun es mas ó ménos violenta la corriente, hasta llegar á un sitio conocido bajo el nombre de

Sitio denominado Camapuan de Cuyabá.

Camapuan, que estimamos en la latitud de 18° 58'; es una aldea formada por una familia portuguesa que para comodidad de los viajantes se estableció en este lugar con crecido número de esclavos. Hallan en ellas carros en que transportar las canoas y efectos, y se proveen de legumbres, gallinas, patos, cerdos, vacas y otros frutos que lleva bien la tierra, de cuya venta vienen al dueño considerables ganancias. En el rio Camapuan se vuelven á embarcar, y siguiendo sus aguas por tres ó cuatro dias, entran en el otro tambien pequeño, llamado Cuchiy, el que navegan en seis dias, hasta salir al Tacuarí: viéndose obligados á varar fuertemente por el poco fondo y lo angosto de estos dos riachos. El Tacuarí es un rio grande que desagua en el rio Paraguay por tres bocas, cuya latitud observamos, la del sur en 19° 11', la del medio en 19° 7', y la del norte en 19° 3'. Lo navegan aguas abajo en ocho ó diez dias : corre por tierras anegadizas que se juntan con los bañados de la laguna de los Xaráyes, y por esto varía su caudal en los tres brazos de su embocadura. Antiguamente salian las canoas portuguesas por la boca del medio, pero hoy navegan la del sur.

Paraguay Gazi o grande : Mini o pequeño.

17. Puestos ya en el rio Paraguay, navegan por dos dias, hasta llegar al extremo de una grande isla formada por dos brazos del mismo rio, que separados antecedentemente en la latitud de 18° 30', se vuelven á unir en los 19° 1'. De estos dos brazos, el mayor ó madre, llamado Paraguay Gazú, ó grande, queda á la izquierda; entran por el menor que llaman Mini ó pequeño: brazo angosto, pero de bastante agua, y tardan seis dias en navegarlo, hasta el lugar en que se separa del mayor. Se ha experimentado que la direccion de la corriente en este brazo menor no es constante, sino que unas veces sigue al sur, segun el curso del Paraguay Gazú, y otras al contrario. La causa de esta variedad consiste en que, siendo la tierra de su ribera oriental muy baja y extendida por todo el tramo de ella, se recoge en el rio, al tiempo de las grandes lluvias, copiosa cantidad de agua, que detiene la corriente que este trae del norte, la que es muy lenta, particularmente cuando por falta de lluvias en la sierra no hay crecientes : y así, rebalsada el agua, toma la

direccion contraria que le comunican los desagües de las lagunas, que en los recodos del rio miran al norte, venciendo á las pocas que miran al sur.

1756.

de las noticias mas seguras.

- 18. Desde la reunion de los dos Paraguayes gastan dos dias Itinerarios sacados de la boca del rio Cheané, que observamos en la latitud 18° 8', y es un brazo del rio de los Porrudos, cuya boca principal está mas al norte en 17º 55'. Tardan cuatro dias en navegar el Cheané hasta entrar en el rio de los Porrudos : siguen aguas arriba de este, rompiendo con gran trabajo su corriente que es muy rápida, y gastan cuatro dias hasta el lugar en que descarga en el rio Cuyabá, por el que suben, y llegan á los doce dias á la villa de su nombre. De esta villa hacen el viaje por tierra á Matogroso, atravesando los rios Paraguay y Jaurú. Gastan en él quince dias, cinco de Cuyabá al paso del rio Paraguay, el que observamos en 16º 10', cinco de este al paso del Jaurú, y cinco de aquí á Matogroso. En el mapa de la demarcacion que hizo la tercera partida, se reconoce el camino que hacen las flotas, desde la boca del rio Tiete en el Paraná, hasta la boca del de Porrudos en el rio Paraguay: y por este itinerario, sacado de las mas seguras noticias, se ve que desde San Pablo á Cuyabá gastan de tres á cuatro meses, ya mas, ya ménos, segun las comodidades ó embarazos de la marcha; y por la porcion de canoas, que regularmente es de 30 á 40, se puede asegurar que nunca tardan ménos de cuatros meses. La vuelta la absuelven en dos tercios ménos del tiempo que consumen en la ida.
- 19. Cada peon ó vogador de los cinco que dije ántes iban á Salario de los vogas. proa, ganan por semana una octava de oro en polvo, que es la octava parte de la onza. Los que gobiernan las canoas y administran la hacienda, ganan ménos, y á todos se les da racion de víveres, pólvora y municion para cazar. Padecen en estos viajes muchas enfermedades por la variedad de temperamentos é incomodidades indispensables en tan dilatados despoblados en que no tienen recurso.

Pero lo que se oirá con admiracion, y es no ménos cierto, es que en tan caudalosos rios, hay ocasiones en que la falta de de agua potable en agua potable hace perecer muchas gentes. Esto sucede cuando

Falta algunas ocasiones.

se recogen á sus caudales las aguas de los rios Paraná, Paraguay é intermedios, despues que, con las grandes crecientes, inundaron sus orillas, extendiéndose muy adentro de las tierras: y es que, al retirarse aquellas aguas, arrastran tras si cuanta inmundicia encuentran de nidos de pájaros, camas de tierras, inmensa porcion de animales de todos tamaños, muertos ántes ó ahogados por la misma inundacion, y finalmente el pescado que la creciente anterior arrojó á tierra: todos estos, corrompidos por la fuerza del sol tan grande en este clima, infestan las aguas de modo que no hay sed tan atrevida que no ose pasarlas.

Otras desgracias.

20. Padecen otras muchas desgracias, ya por volcárseles á menudo las canoas, con las impetuosas carreras que en los rápidos arrecifes ó salto tienen los rios Pardo y Tiete, ya por la sublevacion de su propia gente, que mal acondicionada y peor disciplinada, se desbarata con facilidad, y ya finalmente por las incursiones de los Indios Payaguas, que emboscados en las riberas puntas les acometen de improviso y matan cuantos pueden. Para obviar este riesgo, llevan ahora un convoy de una ó dos canoas armadas en guerra con pedreros y gente de armas; estas en la estacion vienen de Cuyabá á esperar la flota en el Taguazú, y la convoyan hasta la villa haciendo lo mismo á su retorno. Obligalos á esta precaucion la pérdida que los años pasados tuvieron por haber dado aquellos Indios con la flota que regresaba de Cuyabá, cargada de oro perteneciente al rey y á los particulares comerciantes, la que robaron completamente con muerte de muchos Portugueses. Llevaron una gran porcion de este oro á la Asuncion y la vendieron por la quinta parte ó ménos de su valor: y hoy se ve en aquella ciudad, entre otros, un conocido caudal que la compra ó permuta de este oro formó á su dueño, á quien acudieron primero los Indios ignorantes de lo que traían y hubo facilidad de hacerse de gran porcion.

Precies
de los
efectos europeos
en Cuyabá
y Matogroso.

21. Parece excusado entrar en la individualidad de los precios que tendrán los efectos de Europa en Cuyabá y Matogroso, pues por lo dicho se conoce que deben ser muy crecidos; y haciendo una prudente regulacion de sus costos desde Lisboa, pa-

rece deben ser por el ménos un cincuenta por ciento mas caro que en la Asuncion.

1736.

22. En el párrafo 2º de la citada carta instructiva me expone V. S. el artículo 7º de la mencionada instruccion secreta de S. M., en que ordena lo siguiente : « Tomará la misma tropa las noticias que pueda de la calidad del terreno y clima de mis dominios situados en la banda occidental del rio Paraguay, desde la boca del que se le junta por la oriental, y ha de servir de frontera aguas arriba del Paraguay : averiguando con particular cuidado cuánto dista este rio de la mision del San Rafael á la mas cercana de los Indios Chiquitos. »

Arciculo
de una
instruccion secreta
de S. M.

23. Y porque el párrafo 9º de la citada carta instructiva abraza este mismo punto, lo coloco en este lugar, para satisfacer á los dos. Dice V. S. en él: « Tambien me tiene encargado el excelentisimo señor Carvajal que procure averiguar la comunicacion del Rio de la Plata con las misiones de los Chiquítos por el Pilcomayo: para esta diligencia tengo escrito al provincial de la compañía que dé órden á alguno de los misioneros que hay en las referidas misiones, bien instruido de todo el país, para que dentro de seis meses poco mas ó ménos salga á encontrar á V. á la laguna de los Xaráyes, á fin de que tome V. las noticias mas seguras para que pueda tentar este descubrimiento y para adquirir las demas que he manifestado en el capítulo antecedente, ni omita V. diligencia alguna que no impida su principal encargo. »

de la citada carta instructiva-

24. En cumplimiento de estas órdenes, procuré á mi llegada á la provincia del Paraguay recoger todas las noticias que me sirviesen para venir en conocimiento de la boca occidental del rio de este nombre; persuadido de que ni yo ni otro alguno de mi partida podria internar en él en nuestra navegacion al Jaurú; así por no demorar esta y la demarcacion, punto que hubiera sido muy contestado por los Portugueses mis correspondientes, como por no tener guia, ni el menor rastro, á excepcion de alguno que creía hallar en los archiwos de la Asuncion, pero reconocidos estos encontré que la incuria y abandono han sido tan completos que no se conserva memoria, ni

Noticias sobre la boca occidental del rio Paraguay.

aun del camino que en otro tiempo hacian al Perú con tanta frecuencia los moradores de la provincia del Paraguay. Estos desde sus poblaciones miran de algunos años á esta parte la banda opuesta del rio como un golfo interminable de tierra en que se pierde todo rumbo, y no se fija impune la huella. Así se ha visto que en algunas entradas á que ha obligado la necesidad de castigar á los Indios del Chaco, sus fuertes é importunos enemigos, cuando mas se han apartado del rio 10 á 12 leguas.

Prevencion al provincial de la compañía.

25. Con la advertencia que V. me hace de que habia escrito al P. provincial de la compañía previniéndole diese orden á alguno de los misioneros de Chiquitos, bien instruido del interior del país, para que saliese dentro de seis meses á mi encuentro, procuré ir con cuidado, creyendo poderle hallar en algun sitio de la ribera occidental del rio de Paraguay; pero no lo encontré, ni con señal ó marca por donde poderme persuadir que hubiese estado ántes. Es cierto que las noticias que por este medio se hubieran podido adquirir habrian contribuido mucho al conocimiento que deseaba; pero en su defecto me procuré valer de las que en algunos escritos han dado los PP., de lo que daban los Portugueses que vinieron de Cuyabá, y con mas seguridad de lo que pudimos reconocer por el alcance de la vista, puesta en los topes de los palos de las embarcaciones y sobre los mayores árboles. En el diario de la demarcacion se halla todo lo que fué reconocido por nosotros, á excepcion de algunas reflexiones que juzgué omitir allí, por darlas ahora en respuesta de la carta instructiva de Vuestra Señoría; y para mejor inteligencia de esta empezaré por el Pilcomayo, para seguir por órden el curso del rio Paraguay.

Entrada por el Pilcomayo, en 1722 26. En el mapa que levantamos de la provincia del Paraguay, se ve una de las bocas del Pilcomayo colocada bajo de este nombre, porque los prácticos del rio dijeron era este el que tenia, aunque ninguno habia entrado por ella, como ni por otra llamada el Araquay por el P. Lozano, que no conocimos cuál fuese. El año de 1722 entraron por este rio los PP. Gabriel Patiño y Lúcas Rodríguez, de la compañía de Jesus, con

algunos vecinos del Paraguay é Indios Guaranís, é internaron por él hasta cerca de la falda de la sierra del Perú. Su diario manuscrito, que tengo en mi poder, sirvió sin duda al P. Lorenzo para sacar parte de la descripcion que en el lugar citado hace de este rio, por lo que la omito. Otros PP. de la misma companía intentaron, algunos años despues, hacer segunda entrada, pero no hallaron la boca del Pilcomayo en el Paraguay capaz de navegar en las embarcaciones que llevaban, á causa de la gran porcion de yerba y ramazon que la cegaba, por cuyo motivo se volvieron. Nosotros entramos en la que en nuestro mapa tiene aquel nombre : la encontramos de mucho fondo, suficiente ancho para barcos grandes, poca corriente, y desembarazada de yerba y ramazon.

del rio Paraguay.

27. La ribera occidental del rio Paraguay, frente de la boca La boca occidental del Ipane Guazú, que segun el tratado é instrucciones generales tomamos por el de Corriéntes, y demarcamos por frontera como los Portugueses en la latitud austral de 23° 38', es baja y anegadiza en las crecientes de los rios, llena la maciega y el bosque. Sigue en esta forma hasta la latitud de 22º 6', en que se encuentra el pequeño cerro de Galvan, cuya falda baña el rio Paraguay cuando está crecido. Desde este se eleva sensiblemente el terreno hasta los 21°, y de trecho en trecho se ven varios cerros tambien pequeños, que denotan ser la tierra inmediata interior alta y libre de las inundaciones del rio. En este espacio habitaban los Guanas y Mbayas, nacion de Indios bárbaros y enemigos muy perjudiciales de los vecinos del Paraguay, por lo que reservo las noticias que de ellos tengo para cuando trate de aquella provincia. Por el intento presente basta saber que estos Guanas son Indios laboriosos y de industria, cultivan la tierra y siembran tabaco, mandioca, batatas y otras legumbres, y principalmente el maíz, de que hacen dos cosechas al año. Tienen mucho algodon y miel silvestre, crian ovejas de lana basta, caballos y ganado vacuno, lo que hace ver que el terreno que habitan es bueno para poblaciones, igualmente que el interior, ocupado por otras naciones bárbaras, que hacen continua guerra á los Guanas.

Guanas y Mbaysa.

Cria de animalea.

1756. Barrancas.

28. Desde 24º basta 20º no se halla cerro alguno, ni loma alta; pero en tal cual paraje de la orilla hay barrancas, que no supimos si las cubria el agua en las regulares crecientes. El terrano es blando, cubierto de pasto, maciega y bosque espeso de árboles y palmas delgadas, las que se ven por las dos orillas de este rio, desde su boca ó union con el Paraná hasta el Janrú.

Cerros pequeños. Sierra seguida y escarpada.

29. En la latitud de 20° se vuelven á ver cerros pequeños, de espacio en espacio, lo que denota haber cerca alguna tierra elevada; y es así que caminando mas adelante, se continúan las lomas y cerros mas repetidos, hasta que en 19º 30' se encuentra una cordillera ó sierra seguida, unida y escarpada. El principio de esta sierra puede servir de marca para conocer la boca del rio Mbotetey, que en dicha latitud desagua en el Paraguay, en el que estuvo en otro tiempo Xerez, fundada con nombre de ciudad, aunque en su mayor pujanza no pasó de pequeña aldea. Sus origenes, que son varios, están inmediatos á los otros rios que descargan en el Paraná; á distancia de

Saltos & sprecifes.

ocho dias de navegacion, hajando hácia su boca en el Paraguay, tiene saltos ó arrecifes: pero en este espacio es limpio, y su corriente tal que lo que se baja en ocho dias se sube en veinticuatro. En las dos orillas del rio Paraguay, desde el Inenaguazú hasta el Jaurú, ne hallamos boca mayor, ni ann igual á la de Mbotetey.

de San Fernando; su descripcion.

30. La sierra referida, á que puse el nombre de San Fernando, y bajo de él se colocó en el mapa y diario de la demarcacion, empieza por unas lomas pequeñas, pero unidas, sin otros rebajos que las cañadas de sus vertientes; su loma se eleva y vuelve áspera y escabrosa; su cumbre es toda de picos y puntas de piedra que la hacen árida, escarpada y de difícil ascenso por el lado del rio; en su pié y bosque de su falda tiene bosque delgado. Las excavaciones que hicieron en ella las lluvias en el tiempo que la costeamos, nos descubrieron que su interior era de tierra colorada, aunque en su pié por la parte que la baña el rio, vimos arena negra y pedernales. Hay en ella aquellas piedras bien conocidas en varias partes de esta América, que sin visible agente revientan con estrépito; su exterior es semejante al de las piedras blancas comunes, aunque algo esféricas; el interior que al reventar se divide en distintas partes que terminan en punta, guardando cada una figura piramidal, es de diversos colores, violado mas ó ménos claro, rojo blanco y pardo. El estampido que hacen al reventar es tan parecido al que causa un cañon cuando se dispara, que al oir las primeras creimos que fuese tiro de las embarcaciones que debian venir de Cuyabá.

31. No sé si fué por estas señales ó por otras que quizá observaron los Portugueses de Cuyabá, inteligentes en catear minas de oro y conocer las que tienen diamantes, que me aseguraron unánimemente y sin disfraz, que esta sierra tenia las mas seguras señas de ser abundante de uno y otro. Con ménos antecedentes debia hacerse la prueba en algun sitio de ella, y la hubiera yo tentado á tener comodidad para ello.

Pero me faltaba lo principal: no tenia conmigo hombre que fuese inteligente, ni aun que hubiese visto jamas el oro en las minas, y mucho ménos los diamantes. Valerme de los Portugueses, cuando no se podia ocultar cualquiera hallazgo que se hiciese, era ponerlos en la tentacion de que á vueltas de la distancia y despoblado en que está aquello, intentasen posible dejar la compañía y conserva de la partida portuguesa. Era forzoso que conviniesen en la demora necesaria para esta prueba, y ellos jamas entraron en partido de emplearnos en otra cosa que no fuese la demarcacion precisa. Nosotros gastamos cuarenta y cinco dias, desde la Asuncion hasta el principio de la sierra: en cualquiera tiempo que se intente, se podrá concluir la averiguacion y viaje en tres meses.

32. En las cañadas de estas sierras de San Francisco hay bosques de que se pueden sacar maderas buenas para fábricas y tiene piedras de várias calidades para el mismo uso. Las lomas que forman el principio de ella, tienen leña de espinillo, que es la mejor de estas comarcas, y abunda de pastos propios para la cria de los caballos. Estos pastos se extienden por los bañados que hay entre las lomas y el rio, y son muy buenos para criar vacas. Juzgo que la punta de lomas, frente del Mbotetey,

1756:

Minas de oro y diamantes.

Falta de hombres expertos en minas-

Maderas y piedras buenas para fábricas.

es un sitio muy acomodado para una poblacion, poniéndola en el interior sobre algun rio que desagüe en el Paraguay, con lo que se tendria la comunicacion por agua con la Asuncion. Dije que la poblacion debia colocarse en el interior, porque sobre el mismo rio Paraguay, que en esta parte es frontera, no se puede poblar por el artículo 19 del tratado de límites. Desde el pueblo establecido en este lugar se podria entrar en las labores y beneficio en la sierra, ya por tierra, ya por el mismo rio Paraguay, que la va faldeando hasta la latitud de 47° 33'; en que sigue el rio al norte, pero juzgamos, por el alcance de nuestras vistas puestas en alto, que continúa por mas de quince leguas.

Legunes en el Paraguey.

33. Aunque dije que el rio Paraguay va faldeando la sierra desde 19° 30' hasta 17° 39', no se ha de entender que siempre van unidos: hay sitios en que se aparta de ella, dejando espacios no muy grandes, como se ve en el mapa de la demarcacion, y en estos se forman algunas lagunas chicas. Las grandes, como la Manioré, Caracaras y Yabá, están cercadas de la sierra con bocas pequeñas al rio. La laguna Manioré, que he dicho está rodeada de la sierra con algunas quebradas suaves, tiene su boca en el rio Paraguay en 18º 12' de latitud, por la ribera oriental 18° 8', desemboca el rio Cheané de que he hablado en la relacion del viaje que desde San Pablo se hace á Cuyabá. La boca de este la conocen los prácticos por dos cerros de la sierra de San Fernando que están sobre la laguna Manioré: á los que por ser iguales é imitar en su figura á los pechos de la mujer. llaman las tetas de Manioré. Esta laguna es la que hallaron los PP. Patricio Fernando y Juan Bautista Xandra, cuando desde las misiones de los Chiquitos salieron á buscar comunicacion con el Paraguay.

Otra laguna.

34. En 17º 55' se ve la boca de la otra laguna, llamada Caracaras, nombre de una ave de rapiña conocida en todas estas provincias: está tambien cercada de la sierra, y en frente desagua en el rio Paraguay por su ribera oriental el rio de los Porrudos de que hablé en la relacion ya citada. Mas arriba, en la latitud de 17º 48', se encuentra la boca de la laguna Yabá, la mayor de las que vemos; tiene de circúito cinco leguas, y está

igualmente cercada de la sierra. Lo mas áspero de esta es la parte de sud y sudoeste, la boca al este por el norte y nor-oeste la bordan pequeños cerros, unidos casi en forma de lomas, sin cañadas profundas ni puntas de piedra en su cima.

1756.

35. Pasada la boca de la laguna Yabá siguiendo por arriba Canal de cien varas. el curso del rio Paraguay, se ve que esta inclina alguna cosa hácia el este y la sierra, vuelve al oeste noroeste, desviándose para no volverse á unir. En el lugar de la separacion de sierra y rio se estrecha este tanto que queda un canal de solas cien varas, pero con diez varas de fondo; y se descubre por ambos lados del rio, en todo el espacio que alcanza la vista puesta en alto, un bañado seguido, cubierto de bosques en muchos de paragues y los intermedios de maleza alta. Nos dijeron los Portuguases que los bañados del lado oriental del rio se extendian por muchas leguas tierra adentro, hasta comunicarse con los del Tacuarí, y que en tiempo de lluvias é inundaciones, que suceden regularmente por los meses de febrero y marzo, se atravesaban en canoas, haciendo juicio que los bañados de la banda occidental sean en todo sem ejantes á los de la oriental; tuvimos á todos estos pantanos por la laguna de los Xaráyes, que con nombre se lee en el artículo 6º del tratado de límites.

Atravesamos estos pantanos que siguen al norte, hasta la la- Sierra de San José. titud de 16° 48', en que se ven los cerros de la Morguera por la parte occidental del rio, y por la oriental empieza la sierra de San José, que continúa hasta mas arriba de la boca del rio Jaurú. Esta sierra en que terminan por el este los pantanos, se da la mano con la del Paraguay, donde están los orígenes del rio de este nombre, por los 14º 20' de latitud segun la estimamos por las distancias y noticias que nos dieron los Portugueses que las habitan.

Punta de sierra.

36. Sirven tambien de límites á los referidos pantanos, por la parte del norte, las tierras altas por donde corre el rio Jaurú, término de nuestras demarcaciones, en cuya boca, 16º 25', se colocó el marco de mármol. De un punto encima de la sierra de San José, frente de la boca del Jaurú, demarcamos, como á diez leguas de distancia al oeste-norte-oeste y nor-oeste, una punta

de sierra que es ya tierra alta unida á la sierra, donde están los beneficios de minas de Matogroso, segun nos dijeron los Portugueses que vinieron de Cuyabá.

Portugueses de Cuyabá. 37. Estos de quienes he hecho repetida mencion en esta carta por las noticias que de ellos pude sacar, me dijeron que el rio Jaurú, que corre nor-oeste sud-este, tiene á diez dias de navegacion aguas arriba de su boca, que son tres é cuatro de vuelta, un salto ó arrecife, en que hay una pequeña aldea que sirve de venta para hospedar y proveer de viveres y cabalgaduras á los pasajeros que van y vienen de Cuyabá á Matogroso, al que tardan desde este sitio cinco dias por tierra, porque no hay camino por agua.

Pueblo de San Rafael.

38. Muchos de ellos, que habian estado en Matogroso y tenian conocimiento del terreno, me aseguraron unánimes, como voz general y constante en aquel pueblo, que el de San Rafael, mision de Chiquitos, estaba inmediato á uno de tres cerros poco distantes entre sí, pero á bastante distancia de Matogroso, de cuyo terreno el mas elevado se veía al sud-oeste. El intermedio entre este pueblo y aquellos cerros es llano, tierra baja anegadiza y bosque. Dijeron que en el año de 1740 habia ido á San Rafael un Portugues, llamado Antonio Piñéiro, con diez y seis personas á la ida, y por hallarla sin agua, ni rumbo cierto, no pudo hacer juicio de la distancia; pero á la vuelta, asegurado del camino que tomó en derechura, tardó trece dias, desde el pueblo al arrecife del Jauru. Con estas noticias, sirviéndonos de fundamento para nuestra derrota del rio Paraguay, concluimos con prudente juicio, que San Rafael dista del marco 55 1/2 leguas casi este-oeste y 54 de la erilla del rio Paraguay, por el paralelo de 46° 41' que corta la sierra de San Fernando.

Juan Bautista Campani. 39. Juan Bautista Campani, Italiano, de quien hice mencion en el párrafo 4º de esta, me dió, entre otras noticias, la que el año pasado de 1752 envió el actual capitan general de Cuyahá ocho Portugueses á una montaña situada mano izquierda del rio Guaporé, despues de su union con el Sarare, con el fin de que reconociesen sus minerales; que velvieron estos al cabo de un mes, y trajeron 16 octavae de oro en granes grueses como

de arroyo y de la misma ley que el de Matogroso, que he dicho es superior al de Cuyabá. Queda esta montaña en nuestres términos.

1756.

Párralo de la carta instructiva.

- 40. El párrafo 3º de la carta instructiva de V. S. dice así : e Estando informado V. de los hechos que han pasado en la evacuacion de los pueblos, y de las ideas que siguen los PP.. por los cuales se ve es muy sensible sa entrega, como lo tiene estipulado el rey: prevengo à V. que es muy de temer el que interesen tambien en esta queja á los Indios de los pueblos del Parana, cayo alboroto retardaria la ejecucion del tratado. Que saceda este caso ó que no suceda, conviene al servicio del rey en que V. haga las mas exactas diligencias para averiguar las cosas que han dispuesto los PP. y su modo de pensar de este asunto. >
- 44. La distancia en que los pueblos del Paraná están de las poblaciones de Españoles del Paraguay, y mas que todo la falta de comunicación que tienen estos con aquellos, porque no les es permitido entrar en ellos ni hacer comercio alguno sin licencia de los PP., hace tan raras las noticias que de estos pueblos se tienen en la provincia, que no me fué posible saber lo que en ellos pasaba, ni averiguar si los Indios de las dos bandas del rio Paraná hacian comun la causa de la mudanza de los del Uruguay, y mucho ménos indagar las disposiciones y el modo de pensar de los PP. en el asunto : no habiendo quien pudiese dar un testimonio que mereciese, no digo firme, mas ni aun probable asenso. Todo lo que oi en la materia era producido por los PP., que en sus conversaciones procuraban justificar su conducta, y desvanecer las sospechas que contra ellos habia; dando por falsos cuantos discursos se hiciesen ménos ventajosos á su opinion.
- 42. De los pueblos guaranís inmediatos á la provincia pude Noticias adquiridas adquirir seguras noticias y examinarlos por mí mismo. Supe (en el tiempo que estuve en la Asuncion, y reconoci despues en el viaje que por setiembre del año de 1755 hice al rio Tebicuary, con motivo de levantar lo que me faltaba del plano de la provincia, el que tambien lo fué para poder entrar en los pueblos

de los Indios Guaranta

de Nuestra Señora de Fe, San Ignacio Guazú y Santa Rosa, situados en la ribera meridional de dicho rio, á que me convidaron con instancia los PP.), que estos pueblos y el de Santiago, inmediato á ellos, estaban sosegados : supe tambien que se habian mantenido sin altercacion, á lo ménos ruidosa, ántes v durante el tiempo que el ejército del rey hizo la primera campaña por el Uruguay. Pero es de notar que estos cuatro pueblos, únicos que hacen comercio con los vecinos del Paraguay, de cuyo trato hablaré en la descripcion de la provincia, son frecuentados por estos, y su inmediacion les sirve del mas fuerte freno para impedir una revolucion que intentasen hacer : por lo que juzgo procurarian mantenerlos en quietud, aun cuando la rebelion fué general con los demas. Á los pueblos del Paraná no me pareció prudente el pasar, porque estando retirados y en la incertidumbre de su quietud, era necesario llevar del Paraguay la escolta suficiente para el resguardo de la partida en caso que estuvieran alborotados, lo que tal vez se hubiere tomado por motivo de la revolucion.

Párrafo de la carta instructiva. 43. En el parráfo 4° de su carta instructiva, dice V. S.: α Por la representacion que me ha hecho el gobernador del Paraguay, he comprendido que los Padres le han ganado el camino, porque sigue el mismo sistema que demuestran las mismas representaciones que han formado aquellos, de que V. ya tiene noticia. Procurará V. indagar si son los PP. los que han formado ó tienen alguna parte en dicha carta, para la cual sírvale á V. de gobierno el que el P. Cardiel hizo un viaje con el gobernador del Paraguay por el rio de este nombre hasta mas arriba de la boca del de Corriéntes, lo que está manifestando intimidad con el P., ó que sigue el sistema que le han propuesto.»

El padre Cardiel.

44. Con la prevencion que para mi gobierno me hace V. S. de que el P. Cardiel habia acompañado al gobernador del Paraguay en el viaje que este hizo por el rio de este nombre, procuré, para tomar mejor mis medidas, informarme de la verdad y circunstancias de este hecho; y supe con toda certidumbre que era falsa la noticia que á V. S. dieron de haber llevado tal

compañero el gobernador, porque en el viaje que, con motivo de castigar la insolencia de los Indios Payaguas, hizo este por el rio arriba, no llevó al P. Cardiel, ni mas eclesiástico que un fraile franciscano que tiene en su casa de capellan.

1756.

Referencia de D. Jaime San Just.

- 45. El mismo D. Jaime San Just, en várias conversaciones que tuvieron, me refirió que los PP. Jesuitas habian solicitado con instancia que él y los dos cabildos eclesiástico y secular firmasen y remitiesen al rey una representacion hecha por el P. Cardiel, cuyo intento era hacer ver á S. M. los daños que se le seguian del establecimiento de la línea divisoria en los términos que prescribe el tratado, y proponer un medio que, sin perjuicio de alguna de las partes, pudiese contentar á las dos córtes de Madrid y Lisboa. Para el logro de esta idea, dispusieron los PP. un banquete á una legua y media de esta ciudad, en una casa que, para el fin de dar los ejercicios de San Ignacio, les dejó por prenda de su gratitud el Sr. González Melgarejo, cuando de prebendado de aquella iglesia pasó de obispo á la de Santiago de Chile: fueron convidados el gobernador y algunos canónigos, y de sobremesa se sacó un plano formado por el P. Cardiel, y la representacion hecha por el mismo, para que, vista por los convidados, la firmasen. Pero el gobernador remitió el conocimiento para la ciudad, por lo que no se concluyó allí cosa alguna. Me añadió que habia encontrado en la representacion cosas tan impropias, que abiertamente se opuso á su remision, lo que hizo entender á los capitulares de entre ambos cabildos, de modo que del secular ninguno quiso firmarla y del eclesiástico lo hicieron uno ó dos fuera de cabildo, el que no permitieron los otros se juntase para este fin. Toda esta relacion la averigué despues por otras vias tan seguras que no me quedó duda ninguna de su certidumbre.
- 46. Viendo el gobernador que la representacion particular que habia hecho á V. S. debia inducirme alguna sospecha sobre su intencion y conducta, me aseguró que el motivo que le habia obligado á hacerla, fué cumplir con una órden general, que mandaba á los gobernadores de Indias, que siempre que hallen inconvenientes en la ejecucion de alguna providencia de la

Motivo de una representacion particular.

córte, les representen: por cuya causa le pareció debia expener á V. S., como comisario principal, los que creyó podria tener la línea divisoria; pero que en esta había procedido con tal cautela, que no lo había visto persona alguna desconfiada: valiéndose para hacerla escribir de un mozo comerciante, á quien la dictó con el seguro de que estaba para salir de la provincia, y de que por su corta capacidad no podria entender, y ménos encomendar á la memoria punto alguno de dicha sepresentacion.

Lo que puedo asegurar à V. S., y le que mis compañeros pueden tambien certificar, es que en los acxilios de que mi partida y la pertuguesa necesitaron, y en las providencias que dependieron de su mano y facultades, no pudimos notar tibieza alguna, ântes bien hizo ver una diligancia y actividad que nos satisfize à nosotros, igualmente que à los Portugueses; quedando en tedos comun el concepto de que, sin su eficacia y celo, hubiera sido muy difícil el poder concluir la demarcacion, segun los embarazos y dificultades que ofrecian las distancias y las pocas providencias que permitia la pobrena del país.

Encargo del Excmo. Sr. D. José de Carvajal.

- 47. En el párrafo 8º me advierte V. S. que repite el encargo que hizo el Exomo. Sr. don José de Carvajal, para que averigue los dominios de S. M. por una y otra parte del rio de la Plata, la calidad del país, su clima, fratos que produce, número y especie de habitadores, situacion de sus chaeras, cultura y tráfico que tienen, ganados y calidad de sus lomas y demas cosas concernientes al comercio y aumento de elles. La puntual satisfaccion de todo lo que ordena este artículo, pide una larga descripcion y noticia de la provincia del Paraguay, lo que me baria extender demasiado en esta carta, por ouya causa me he propuesto tratarla separadamente. Tengo juntos bastantes materiales, y he empezade á trabajar en ordenarlos para que parezcan con la claridad y método convenientes; pero no he tenido lugar de concluir para que vayan en la ocasion del próximo aviso que V. S. despacha.
- 48. El párrafo 40° y últime de la carta instructiva de V. S. me ordena, que no sole precure en la Asuncion adquirir las

mas seguras noticias del país que he de andar y los mejores prácticos de él, sino que haga la misma diligencia por lo que toca á la partida. El diario de la demarcacion y lo que en esto llevo dicho, harán ver á V. S. las noticias que adquirí y los prácticos que tuve para mi viaje. Por lo que toca á la segunda partida, ni en la Asuncion, ni en toda la provincia se encuentra hombre alguno que haya andado, ni aun visto la orilla del Paraná mas arriba del último pueblo de las Misiones hácia el Salto Grande; no tienen noticia del terreno, porque no se extienden un paso adelante de los yerbales.

1756. Párrafo último de la carta instructive.

49. He respondido á la carta instructiva de V. S. á mi propartida de la isla de Martin García; pero ademas de ella recibí en el Paraguay otra, fecha en Buenos Aires, 15 de agosto de 1753, en que á las órdenes de la precedente afiade V. S. otro encargo emanado de S. M., cuyo cumplimiento me recomienda V. S. como de la mayor importancia: por lo que puse todo esmero y la mayor diligencia afin de poderle dar la mas plena satisfaccion. Los asuntos de esta y lo que en su respuesta he de decir tienen tanta conexion con los de la antecedente, á cuyos párrafos es preciso referirme á menudo, que me pareció unida á ella para mayor comodidad.

Otra carta instructiva, de 15 de agosto de 1753.

50. Cuatro son los puntos que contiene la citada carta de V. S. que, vaciada á la letra, dice así: « Que procure observar qué sitios ventajosos hay en toda la frontera por donde los Portugueses puedan en adelante introducir su navegacion y comercio; y si tendrán maderas con que fabricar embarcaciones, con las cuales puedan bajar por los rios que desaguan en el Paraguay y Paraná. Qué distancias y dias de camino habrá, no solo de sus poblaciones à las nuestras, sino tambien desde la raya. Qué cualidad de terreno, clima y sitios en que puedan poblarse y fortificarse. Qué parajes oportunos haya para contenerlos. »

Cuatro puntos que contiene la citada carta.

51. Por mucho que yo me entendiese en la rennion de circunstancias precisas á satisfacer la mayor parte de los asuntos que abrazan estos cuatro puntos, no conseguiria hacerlo con de la demarcacion. tanta claridad, como remitiéndome al plan de la demarcacion

Necesidad de tener á la vista el plan

que entregué à V. S. para remitir à la córte; porque con sola la inspeccion de este se forma cabal idea del terreno y sus partes; se ven en él los rios y caminos conocidos; se notan las distancias de la línea à nuestras poblaciones, y las que hay entre los puntos principales: por esto será conveniente tenerlo à la vista, para la mejor inteligencia de esta respuesta.

Saltos y arrecifes encontrados por los Paulistas.

52. Viniendo al primer punto, digo : que los orígenes de varios rios que descargan en el Paraná por su ribera oriental, están inmediatos á las poblaciones que tienen los Portugueses en el Brasil: por alguno de ellos (y hoy lo hacen desde S. Pablo por el Añemby ó Tiete), pueden bajar al Paraná, y seguir sus aguas hasta la boca de alguno de los que por su banda occidental desciende en él encima del Salto Grande; y subiendo por él, desembarcar en el paso del camino real que va á la villa del Curuguatí, y á las campañas de Xerez, llamadas así por haber estado allí la ciudad de este nombre, hoy arruinada. No há muchos años que hicieron este viaje los Paulistas, corsarios de Indios, subiendo por el rio de Amambay, en el que hallaron, ántes de llegar á su interseccion con el camino real, dichos saltos y arrecifes que salvaron por tierra; y guiados del mismo camino, llegaron á los términos de Curuguatí, de donde se volvieron sin hacer cosa notable.

Conduccion al Salto Grande del Paraná. Pueden tambien del Paraná subir por el rio Igatimí, que es el término de la línea y el mas inmediato á Curuguatí, hasta encontrar con el mismo camino real. La escuadra de trece canoas grandes, que desde San Pablo vino á este paso para conducirnos al Salto Grande del Paraná, tardó 94 dias, como se ve en el diario de la demarcacion. Tiempo ántes lo habian hecho los Paulistas, de quienes se habló antecedentemente, que no queriendo entrar por el Amambay que ya conocian, subieron por el Gatimí, venciendo, con bastante trabajo, los arrecifes que por espacio de siete leguas tiene, y que se dió noticia en el diario ya citado. Hicieron por tierra el camino que les faltaba para llegar á los términos del Curuguatí, y se establecieron en una campaña, que conocen los vecinos bajo del nombre de la Tapera de los Portugueses.

Sembraron algunas semillas, y se mantuvieron allí, hasta que, recelosos de una corrida de gente que mandó hacer el gobernador del Paraguay para desalojarlos con noticia que tuvo de su establecimiento, huyeron á sus canoas, y se volvieron sin haber parecido mas. Despues de esta expulsion, salen por órden de la córte todos los años los vecinos ó milicias de Curuguatí á reconocer las campañas, para impedir á los Portugueses que se establezcan en estos términos que, hasta la determinacion de la frontera por el tratado de límites, han tenido por indefinidos, y será muy conveniente que continúen en dicha práctica, para que vean la raya que conocen bien aquellos vecinos : porque á este fin saqué cincuenta de los principales, que me acompañaron y sirvieron de escolta en mis viajes para la demarcacion.

1756.

Expulsion de los Paulistas.

53. El camino real, por donde hacen los Curuguatines estas corridas, alcanza hasta las inmediaciones de Camapuan; y aunque nunca llegaron á este sitio despues que los Portugueses se poblaron en él, anduvieron tan cerca, que en várias ocasiones llegaron á ver los humos que creyeron fuesen de los Indios Montaraces, ignorando que pudiesen los Portugueses tener establecimiento en aquel paraje tan inmediato. Por esto se ve que subiendo por el rio Pardo á Camapuan, como lo hacen hoy en su navegacion á Cuyabá, pueden por el mismo camino real, ó por otro nuevo que pueden abrir con el tiempo, venir por tierra á Curuguatí: y en otros casos harán el viaje con mas ó ménos brevedad, segun el rio que tomen, avíos y disposiciones que tengan.

Extension del camino real.

54. Siguiendo por algunos de los rios que descienden al Paraguay, cargando por tierra las canoas, hasta echarlas en alguno de los rios que descargan en este, como el Tacuarí, que es el que hoy navegan para Cuyabá, el Mbotetey que alguna vez han navegado, ú otro á excepcion del Ipané-Guazú, que quedó demarcado por frontera á causa de los grandes y temibles precipicios que este tiene al despeñarse por la montaña de Amambay, como se ve en el diario de la demarcacion.

Algunos rios tributarios del Paragusy.

55. Puestos en el rio Paraguay, que baña la provincia de este nombre, si siguen sus aguas abajo llegarán á la ciudad de la

1756.

Puntos

á que se llega
por el Paraguay,
aguas abajo.

Asuncion, capital, y única de ellas que está situada en su orilla oriental; y continuando adelante, pueden llegar á la ciudad de Corriéntes, situada en el confluente de los rios Paraguay y Paraná, y aun extenderse hasta Santa Fe y Buenos Aires. Y si entran por los rios Pilcomayo y Bermejo, pueden ir hasta las cabeceras del Perú: lo que tambien pueden hacer si, desembarcando en la ribera occidental del rio Paraguay, se internasen por tierra en las misiones de Chiquítos y Chaco. El mismo camino podrian hacer, si de Cuyabá ó Matogroso saliesen al rio Paraguay.

Se puede llegar al Paraná por el rio de Iguazú. 56. Finalmente desde la villa de Curitibá, poblada hoy por los Portugueses, pueden venir al Paraná por el rio conocido bajo el nombre de Iguazú, ó rio grande de Curitibá, ó por otro alguno de los que descargan en él, mas abajo del Salto Grande del Paraná, y fuera de los precipicios y violentas corrientes que hace este por espacio de treinta leguas segun noticias antiguas. La segunda partida de demarcacion, á quien toca el reconocimiento de esta, podrá examinarla, que nuestro plan no se extiende á tanto porque solo reconocimos doce leguas mas abajo que su precipicio.

Posibilidad de entrar por varios tributarios del Paraná. Puestos en esta parte del Paraná pueden entrar por alguno de los muchos rios que desaguan en él por la ribera occidental, cuyas cabeceras reconocimos al poniente del camino real que va de la Asuncion á Curaguatí: ó, desembarcándose en la misma ribera, atravesar por tierra los yerbales de Corema, pertenecientes á los pueblos de misiones Guaranís, situados á unas y otras bandas del Paraná y por ellos salir al dicho camino real.

Maderas para fabricar embarcaciones 57. He indicado todos los caminos, ya próximos, ya remotos, por donde pueden venir los Portugueses, desde el Brasil á nuestras poblaciones: dejando los inconvenientes y precisos embarazos que en los viajes é introduccion de comercio han de tener, de que se ha dicho parte en los párrafos 45 y 16 y se volverá á tratar despues, paso ahora á decir de las maderas que pueden tener para fabricar embarcaciones con que poder bajar por los rios. Se puede asegurar como absolutamente cierto que

nunce les faltaron madenes á propósito para caneas, ya un poco mas arriba, ya un poco mas abajo del lugar en que las necesiten: porque estas vastas y espaciosas campañas están redeadas de espesos hosques y las orillas de los caudalesos rios que las bañan cubiertas de encumbrados y corpulentos árbolos. y seria cosa may rara que en tanta multitud no los encontrasen acomodados para cano as.

1756.

Cálculo - de las distancias por el tiempo y no por leguas.

58. El aegundo punto pide las distancias y dias de camino que habrá no solo desde las poblaciones de los Portugueses á las nuestras sino tambien desde la raya. Antes de romper á este punto, debo advertir que las gentes que trafican por estas campañas y rios, no entienden absolutamente de leguas para medir las distancias : cuentan estas únicamente por los dias que tardan, y de este modo me valdré para determinar las que no hubiese yo andado; pero las que he caminado señalaré por leguas, y serán las que hay que andar por los rios y caminos, cuyo número tal vez no se hallará en el plano, sino algo ménos; porque en él no se pueden expresar con precision las vueltas y recodos que es necesario hacer en los caminos conocidos y abierios. Tambien me parece advertir que aunque en los dias de camino que se pusieron en el viaje de San Pablo á Cuyabá (§ 18) se tomó un medio entre el mas corto y el mas largo y lo mismo se ha hecho con otros; pero siempre se debe tener consideración con el tiempo, disposicion y número de las embarcaciones que vengan : pues siendo pocas y bien dispuestas, pueden abreviar mas de lo asignado, y por el contrario siendo muchas, como vienen por lo comun por el temor de los Indios, se demoran mas.

59. Desde San Pablo á la hoca del Tiete en el Paraná tardan Diversas distancias 30 dias. La escuadra de trece canoas que vino al rio Gatimí, que sirve de frontera, para conducirnos al Salto Grande, tardó 81 dias hasta el paso de él. De este paso, del de Gatimí á Curuguatí, hay 30 leguas de espesos bosques, en que tardamos seis dias á caballo, y con cargas. De Curuguatí á la Asuncion hay 80 leguas, las 40 de despoblado. De esta á la boca del Ipané-Guazú en el rio Paraguay, que es la raya por esta parte, 50 le-

medidas así.

guas. De Cuyabá á la Asuncion tardan 27 dias. De Matogroso á la boca del Jaurú tardan 9 dias, y 26 que tardamos nosotros de esta á la Asuncion, son 35 dias. Desde la villa de Curitibá no sé los dias que gastan al Paraná, y lo podrá averiguar mejor la segunda partida; pero desde la orilla de este, adonde desemboca el Iguazú, ó rio Grande de Curitibá, hasta el camino real de la Asuncion á Curuguatí, hay de 50 á 60 leguas, segun noticias antiguas, aunque no hay quien las haya andado, como noté en el párrafo 48.

Sobre
el terreno y clima
del país
e los Portugueses.

60. En el tercer punto se pide la calidad del terreno y clima del país que queda á los Portugueses, y los sitios en que puedan poblarse y fortificarse. Empezaré por las orillas de los rios grandes Paraná y Paraguay, para tratar despues del terreno comprendido entre ellos. Las dos riberas oriental y occidental del Paraná son bajas y anegadizas, por cuya causa están sujetas á las perjudiciales inundaciones que referí en el párrafo 10, su temperamento malsano, propenso á tercianas y demas fiebres periódicas, y por tanto poco acomodado para poblaciones. Los que tuvieron los Españoles encima del Salto Grande y que abandonaron despues, hacen ver la poca comodidad que ofrecen. Nosotros no pudimos registrar el país, ni se hubiera convenido en permitirlo ó hacerlo la partida portuguesa sin una especial necesidad.

Descripcion
de la
ribera oriental
del rio Paraguay.

61. La ribera oriental del rio Paraguay desde la boca del Ipané-Guazú, que sirve de lindero para arriba, se describió en el diario de la demarcacion. Por lo general, es baja y anegadiza, su temperamento caliente, húmedo y malsano, conforme en todo al que acabamos de describir, y por lo mismo desproporcionado para poblarse, aun cuando en el artículo 19 del tratado de límites no fuese prohibido hacerlo en todo lo que sea raya. Puede ser que en el interior del país, sobre alguno de los rios que desaguan en el Paraguay, encuentren algunos sitios que tengan mejor disposicion, y creo les sería conveniente un fuerte en el interior de alguna de las rocas del Tacuarí, para defender de los insultos de los Indios Payaguas á sus flotas, que van y vienen de San Pablo á Cuyabá.

62. Solo me resta hablar del terreno que abrazan los dos rios Paraná y Paraguay. Este consiste en una loma de tierra elevada, que se termina por el sur en la montaña de Maracayú: corre la montaña casi este-oeste, desde el Salto Grande del Paraná hasta cerca del rio Paraguay, al norte del rio Xejuí, que nace de su falda meridional y al sur de la línea divisoria, formada por los rios Gatimí é Ipané.

1756.
Terreno
que abrazan
los rios
Paraná y Paraguay.

La loma corre al norte, pero tan extendida hácia el oriente, que llega hasta cerca de los rios Paraná y Paraguay, que reciben las aguas que de las lluvias y de sus copiosos manantiales despiden desde su comedio á uno y otro lado, con bella distribucion: formando de trecho en trecho varios rios navegables con canoas grandes de 200 y 300 arrobas de carga. Por el norte no pude saber adónde iba á terminarse; pero por noticias seguras sé que va con esta misma disposicion hasta Camapuan, y ciñéndome hasta este sitio, tiene 100 leguas norte-sur y 60 este-oeste. Sospecho, no sin racional fundamento, que se extiende hasta las tierras altas de los Goyaces.

Ningun mineral se uncontró en una dilatada loma.

- 63. Con particular extension solicité saber si esta dilatada loma contiene minas de oro, plata ó piedras preciosas : á este fin registré todos los papeles y memorias antiguas que se hallan en el archivo del Paraguay, entre los que estaba la fundacion de la arruinada Xerez; procuré examinar á los viejos del país y á todos los que podian tener noticia del terreno; pero no hallé luz, ni aun sospecha de que hubiese mineral alguno. En cuanto nosotros anduvimos por él y por la sierra de Amambay, metiéndonos continuamente en los arroyos y rios, por gozar en el baño del mas delicioso y único refrigerio para el calor, no encontramos el menor indicio, ni los Portugueses que nos acompañaban, entre quienes habia conocedores, les oí que la tierra tuviese las señas que les sirven de guia para las catas y pruebas. Bien pudiera ser estudio; pero es difícil que entre tantos fuesen todos tan recatados que no se les escapasen algunas palabras, y mas en un asunto que es el principal objeto de sus conversaciones alegres y llenas de esperanzas.
 - 64. El temperamento de este país hago juicio que con corta

т. и.

1756.
Uniformidad
del temperamento
del país.

variacion sea uniforme en todas partes, y el mismo que el de Camapuan, cuya situacion describí en el párrafo 16, cálido y húmedo, pero sano. La tierra colorada y arenisca en su primer capa, pero la segunda piedra de lajas blanquecina, cuya disposicion hace que sea abundante de manantiales y fuentes de aguas muy claras y delgadas, porque resumiéndose al momento que caen de las nubes por la capa de arena, evitan la evaporacion y resolucion que obran el sol y el aire en la superficie; é introduciéndose por los intrínsecos que dejan las arenas, llegan con facilidad á las piedras, por las que se filtran y recogen en otras que por sus rajos ó aberturas dan lugar á que las aguas destiladas en suficiente cantidad corran, y al primer rebajo del terreno se formen caños. Todos estos campos, como en otra parte he notado, están cubiertos de espesos bosques, cuya madera es muy buena para quemar y para fabricar. Será abundante la tierra de maíz, mandioca, batatas y otras legumbres, como lo es Camapuan; pero el trigo, creo no lo lleve bien, ó que sean escasas sus cosechas, como sucede en Curuguatí.

Defectos en los terrenos de los Portugueses.

• 65. Aunque la abundancia y delicadeza de las aguas, la copia de maderas para fábricas y demas producciones de que acabo de hablar, ofrezcan á los Portugueses comodidad para formar poblaciones en este terreno, les faltan otros alimentos que principalmente los muevan á emprenderlas. El defecto de minas que he notado no es el menor, siendo su inquisicion el defecto primero de sus cuidados; pero sobre todo los puede retraer de esta idea la poca proporcion para crias de mulas y caballos, de que tanto necesitan para su tráfico. Tengo por cierto que estas no han de probar bien en este terreno, porque, siendo en todo semejante al territorio de Curuguatí y sus términos, en estos no se crian bien; y por mas que sus vecinos deseen con ansia y pongan su mayor cuidado en conservar las crias de animales de carga y de alimento, las logran muy escasas; y la causa es que en todo este terreno carecen de una tierra salitrosa, que llaman el barrero, sin la que no viven ni se conservan los caballos, mulas y todo animal que pace en los campos de Gatimi y Amambay. Reconocimos nosotros, y tambien los Portugueses,

el daño que ocasiona en los animales esta falta, por los de carga que llevamos del Paraguay para nuestros viajes.

1756.

Perniciosa influencia

- 66. El otro mal inevitable, que á mi ver debe impedir el procreo y alimentos de los animales, es la persecucion anual de algunes insectos. que por la primavera les hacen los enjambres de mosquitos y mariposas de que se cubre la atmósfera. Sube á tanto el daño que reciben, que mueren muchos en la estacion; ya de hambre, porque ocupados del cuidado de sacudirse de tan importunos huéspedes, no atienden ó no tienen lugar de comer; ya ahogados, agitados y rabiosos, porque introduciéndoles por la boca, narices y demas orificios se arremolinan unos con otros, para defenderse de estos enemigos, que aunque pequeños en el particular, son grandes en la multitud. Á nosotros nos fué objeto de sorpresa y de compasion ver en la primavera que allí estuvimos, que no fué de las abundantes en insectos, á nuestras tropas de mulas y caballos andar en rueda muy juntos, formando un remolino, sin parar, ni atreverse á bajar la cabeza para morder una rama del buen pasto que tienen á sus piés. De esto y de otras particularidades hablaré con mas extension, cuando trate de la provincia del Paraguay.
- 67. No puedo omitir una lijera reflexion, que es decisiva y oportuna para el terreno de que hablo. Há como cien años que se despobló Xerez y otros lugares, de Españoles y de Indios que estaban en estos campos: con el descarrio de los dueños quedaron esparcidos algunos toros, vacas y caballos paciendo á su libertad, sin que hubiese quien los sujetase á rodeo ni ciñese á determinado lugar. ¿Qué aumento no se deberia esperar de ellos si el terreno fuese á próposito para crias? El multíplico que vemos en las pampas de Buenos Aires y en la banda opuesta donde el desórden que ha habido en las matanzas apénas ha sido capaz de consumirlas del todo, nos puede responder de su número; pero no quiero que fuese el procreo con este exceso, me contento de mucho ménos. Al cabo de cien años, sin haber quien matase alguno, ¿ qué porcion no deberíamos hallar? Pues en las corridas que dije ántes hacen anualmente los Curuguatines, apénas encuentran algun toro que comer : y aun saliendo expresa-

Reflexion decisiva y oportuna.

mente á buscar ganado en la esperanza de una buena recogida á que les ha movido el hallazgo de uno ú otro, se han vuelto sin encontrar aun los precisos para comer en pocos dias 60 ú 80 hombres. Y nosotros en cuatro meses que anduvimos por estos caminos, registrando bosques y prados para nuestros fines, no vimos uno : esto prueba indudablemente la poca proporcion del terreno para crias.

Escases de la cria de ciertos animales.

68. Es cierto que los Indios Mbayas, que habitan las orillas del rio Paraguay, crian caballos y vacas, como se ve en el diario de la demarcacion; mas en tan corta cantidad, que escasamente tienen los que necesitan para su uso, ni hay aquella porcion que sea bastante á proveer otros países, y para largos viajes que los consuman y aniquilen. La prueba es, que estos Indios Mbayas vienen á hurtar á los de Curuguatí los pocos caballos y ganado que logran, y no se expondrian á venir, con riesgo de sus vidas, á robar aquello de que abundasen. No sé si hácia Camapuan, en las tierras bajas por donde corre el Tacuarí, habrá los barreros ó tierras salitrosas que necesitan estos animales para su aumento y conservacion; y aunque los haya, no faltará la plaga de insectos que los arruina.

Parajes

para contener

å los Portugueses.

69. En el cuarto y último punto pide los parajes oportunos para contener à los Portugueses. Por lo que hasta aquí he dicho se ve que la provincia del Paraguay es la frontera, y digámoslo así, la guardia avanzada que tiene el rey para contener en esta parte las irrupciones que pueden hacer los Portugueses : por este caso es preciso que se lleve toda la atención y que se aprecie el mérito de su situacion, para darle el fomento y resguardos que necesita, por cualquiera de los caminos enunciados en el punto primero que vengan los Portugueses, desde el Brasil ú otro de los establecimientos que hoy tienen, ó que pueden formar en adelante. Si vienen por el Paraná, ya sea por arriba, ya sea por abajo de su Salto Grande, ántes de llegar á las misiones de los Guaranís, que están á una y otra banda de él, han de llegar precisamente á Curuguatí ú otros términos; y si pasan al rio Paraguay, ha de ser navegando por él que se introduzcan en nuestras poblaciones; por esto me parece reducir á dos los

puntos para contenerlos, que son la villa de Curuguatí y la navegacion del rio Paraguay.

1756.

Gente llamada Perbateros.

70. La villa de Curuguatí es de nuestras poblaciones la que Villa de Curuguatí. sale mas hácia la frontera; dista de ella, por la parte mas inmediata, que es el paso de Gatimí, treinta leguas, que nosotros anduvimos en seis dias. El camino es casi todo de bosques espesos, y por ahora único, aunque se pueden abrir otros, pero con bastante trabajo, por las espesuras y abundancia de las arboledas, y porque han de pasar por la cordillera de Maracayú, cuyo bosque causa mas embarazo que su aspereza. En las inmediaciones de la villa están esparcidos los que van á coger, tostar y moler la yerba llamada del Paraguay, que es de un uso tan extenso en las provincias del Rio de la Plata y Perú. Esta gente, á que dan el nombre de yerbateros por su ejercicio, se divide en cuadrillas, que van donde saben que hay mejores árboles, rozan el bosque y plantan la oficina para su trabajo; cada una de estas oficinas se puede reputar por una guardia avanzada y oculta. Son muchas los que hay al rededor de Curuguatí, y las que ménos se alejan, que son las que van al norte hácia la frontera, se extienden hasta la cordillera de Maracayú, distante como doce leguas de la villa, y pasarian adelante, si el temor de los Indios infieles que pueblan estos bosques no los contuviesen.

71. El segundo resguardo para contener á los Portugueses y Segundo resguardo embarazarles la introduccion en las provincias del Paraguay, Rio de la Plata y Perú, consiste en impedirles la navegacion del rio Paraguay, mas abajo del rio Ipané, que es la frontera, distante 50 leguas de la Asuncion, que cubre la boca de los dos rios navegables, el Pilcomayo y Bermejo, que bajan del Perú. Ya se sabe que el modo mejor de impedir la navegacion en los rios es fortificar las angosturas por donde pasan, reducidos á estrecho cauce. El rio Paraguay, en el espacio comprendido entre la Asuncion y el Ipané-Guazú, tiene varios parajes en que el ancho de su canal cae todo bajo del alcance de la artillería; y para contener á los Pavaguas, hay hoy en dos sitios semejantes dos fuertecillos de estacas, el uno llamado el Castillo de Arecu-

para contener A los Portugueses.

tacuá, diez ó doce leguas al norte, y el otro llamado el de la Angostura, á igual distancia al sud de la Asuncion, con uno ó dos cañones cada uno, muy mal servidos, y peor manejados. Pero como cualquiera entrada, ya de Portugueses, ya de Indios. se ha de hacer en canoas, objetos muy chicos para la bala rasa, y de difícil acierto por ser tan movibles, sería conveniente que no en una sola sino en las dos orillas se fortificase, manteniendo la comunicacion por medio de embarcaciones bien armadas. Las buenas y várias calidades precisas para fortificar bien un paso, piden un exámen mas prolijo del terreno que el que yo pude hacer navegando; por esto no puedo señalar este ó el otro sitio determinado: pero sé que hay diferentes, y que sería conveniente que el que se eligiese tuviera comunicacion por tierra con las poblaciones de la provincia, y estuviese en paraje que asegurára la navegacion, que en balsas y canoas hacen los que con la yerba bajan de Curuguatí por el rio de Xejuy al rio Paraguay, y por este á la Asuncion.

Fines de la colocacion de fuertes.

72. La colocacion de fuertes en una y otra orilla del rio Paraguay, y la comunicacion de estos por medio de embarcaciones bien armadas, cuya habilitacion y armamento pudiera hacerse con grande comodidad en la capital, donde hay proporcion de maderas, y la presencia del gobernador para reparar el descuido v abandono que con notable daño de los vecinos ha habido hasta ahora, puede producir el logro de varios fines. 1º El de contener á los Portugueses para que no se extiendan de los términos que les quedan por el tratado de límites; 2º el de reprimir y castigar la insolencia de los Payaguas, Indios los mas traidores, pérfidos y perjudiciales de cuantos hay en la América, de cuya dureza es una prueba real la tradicion constante en la provincia, que desde la conquista y poblacion de ella, no hay ejemplar de que alguno haya abrazado la religion cristiana. Estos, fiados en la segura retirada que rio arriba tienen en sus canoas, hacen y han hecho á los Españoles daños imponderables, y que no se pueden oir sin horror. Finalmente, se conseguiria el refrenar á los Indios del Chaco, que desde la banda occidental pasan á la opuesta, á nado, si los Payaguás no lo

pasan en canoas, que es lo regular, y de robar los ganados y caballos con muerte de los desdichados ganaderos y otros pasajeros que encuentran en los caminos; repasando el rio, se hallan con seguridad.

1756.

Muchos de estos daños se evitarian si el uso del arma de fuego, á que tanto horror tiene el Indio, y á la que principalmente se debió la conquista del vasto imperio americano, tuviese mas extension. Pero el dolor es, que hay sobrada gente que la pueda manejar, y que el subido precio á que se vende una escopeta, y lo caro que cuesta la pólvora, hacen que absolutamente ignoran su manejo, y que sufran con daño los insultos de que se verian libres con proveerles de armas y municiones, y con ejercitarlos á tirar al blanco, en que ellos mismos se adiestrarian proponiendo cortos premios al mas industrioso, ó haciendo punto de emulacion el acierto. De esto hablaré largamente en la descripcion de la provincia.

73. He satisfecho, en el modo que me ha sido posible, á la órden de S. M. contenida en los cuatro puntos antecedentes. Concluiré esta respondiendo á las últimas expresiones de V. S., que á la letra dicen así: « Y supuesto que V. conocerá por la naturaleza de estas prevenciones el fin á que pueden mirar, y la mucha conveniencia que nos tendrá la adquisicion de tales noticias, no me detengo en encargarle estrechamente el mayor cuidado en esto. »

Respuesta å las últimas expresiones del gobernador.

74. El fin á que entiendo se dirigen estas sábias y prudentes prevenciones, es conocer la naturaleza del comercio que pueden hacer los Portugueses, y medios de que puedan valerse para ejecutarlo. Atento á este fin, expondré á V. S. el juicio que he formado en virtud del conocimiento que tengo del país, y las noticias que he adquirido de lo que no pude por mí. El fundamento de mi juicio se veria claramente, supuesta la descripcion de la provincia del Paraguay, sus producciones y frutos; y allí lo trataré con extension, contentándome por ahora en dar una breve idea de él.

Fin & que estas se dirigen.

75. Me parece excusado hablar del comercio de ropa, que por el rio Paraguay pueden hacer los Portugueses desde San

Pablo, Cuyabá y Matogroso con la provincia, porque los embarazos, gastos y pérdidas inevitables que, hasta salir al rio Paraguay, originan en los transportes de los géneros de comercio que se llevan desde San Pablo, ya las distancias, ya los arrecifes y saltos de los rios Tiete, Pardo, Camapuan, etc., de que traté en los párrafos quince y diez y seis hasta su conclusion en el 21, hacen ver que el costo que en la Asuncion deben tener los efectos traidos por esta via, ha de ser tan crecido que con un 50 por º/o de ménos valor puedan comprar sus vecinos los que sin tanto riesgo ni gasto les van desde Buenos Aires. Ménos cuenta les tendrá el pasar con ellos á nuestras ciudades de Santa Fe y Buenos Aires: porque al mismo tiempo que en ellas disminuye el precio de los géneros de España, que de la última se llevan á las otras, se aumenta el costo de los que conduzcan los Portugueses, ya por la mayor distancia, ya por los riesgos de ser decomisados; no pudiendo tener pretexto legítimo para extenderse hasta ellas.

Dificultades
con que tropezarian
les Portagueses.

Mas infelices considero que serian las introducciones que intentasen hacer ellos en el Perú; pues, por cualquiera parte que se tome la distancia, es con exceso mayor, y el viaje por unos países despoblados y faltos de víveres, llenos de Indios enemigos, y expuestos á cada paso á los descaminos que les pueden hacer en los lugares nuestros por donde pasen, de los que solo podrán librarse corrompiendo con regalos á los que están encargados de su custodia: y esto recarga el precio en el género, tanto mas cuanto mas repetidos sean los pasos que deben dar; en que tambien se debe tener consideracion con las dificultades é inconvenientes que en el retorno han de experimentar.

Desvent-jas de comerciar los Portugueses por ciertos parajos. 76. Excluido, por de ninguna ventaja para los Portugueses, el comercio por el rio Paraguay, resta examinar qué utilidad les produciria el que desde San Pablo, ú otra de las poblaciones que tienen en la costa del mar, pudiesen hacer por el Paraná con las provincias del Paraguay; para esto pedia yo el conocimiento y noticia de la provincia. En ella, señor, viven sus naturales como nuestros primeros padres, entre quienes el uso del oro y de la plata era desconocido: no tienen metales algunos

ni piedras preciosas, y aun la moneda que de otras partes se pudiera llevar no tiene curso. Su comercio todo se hace por permutacion, dando cada uno á su vecino, de los frutos que le sobran, el compensativo de los que le faltan y necesitan. La yerba, tabaco, azúcar, algodon y madera, y en especial los dos primeros, son los que sirven de moneda para pagar los géneros de vestir que se llevan de Buenos Aires : en que tienen la mayor parte los pañetes y bayetas de la tierra cuyo precio acomoda mejor á su pobreza que el de la ropa de Castilla, aunque la abundancia que en los últimos años ha habido de esta, ha hecho se lleve en mayor cantidad: suplen muchos á sus necesidades con los tejidos de algodon que trabajan las mujeres del país. Todos los frutos que acabo de decir se producen en este, los da con notable, liberal y abundante mano toda la tierra del Brasil, que en ella son despreciables; y cuando no sean mas, por lo ménos tan baratos como en la pro-

77. ¿ Podria ser la extraccion de mulas y caballos de que necesitan para sus minas generales? — Pero este género no es nada abundante en la provincia, donde faltan aun los precisos para el trabajo de la yerba, y se proveen de mulas en las Misiones Guaranís, que están al sur de Tebicuary, y los caballos los llevan de la ciudad de Corriéntes. Pudieran de las mismas partes sacarlos para venderlos á los Portugueses; mas para llegar á Curuguatí ó sus términos, por donde precisamente han de pasar, tienen que andar ciento y mas leguas, desde allí han de atravesar los campos de Xerez hasta el paraje que hallen oportuno para pasar á nado el Paraná, y de aquí conducirlos hasta las poblaciones donde tengan necesidad de ellos. Y es de notar que en todo este tránsito, á excepcion de las primeras leguas, han de padecer las plagas que tanto arruinan á estos animales, y de que hice mencion en los párrafos 65 y 66.

vincia. ¿ Pues qué será lo que á esta distancia vengan ábuscar?

No me detengo en ponderar los gastos y pérdida de tiempo que Gastos y pérdidas. pide una conduccion como esta, porque lo dicho basta para hacer ver que aun esta ventaja no puede ser grande.

78. Otro efecto que podrán los Portugueses venir á buscar á

1756.

Idem.

1756.-Escasez y carestía de la sal. la provincia, es la sal. En todo el Brasil es esta muy escasa y muy rara, porque se trae desde Lisboa, y es uno de los géneros sobre que hay mas fuerte prohibicion. Los Portugueses que vinieron de Cuyabá al Jaurú con víveres para su partida, nos ponderaban lo caro de ella, y solicitaban comprarla á buen precio de oro á nuestros marineros. Por el contrario en la provincia es muy abundante; se hace muy rica en toda ella, y su extraccion no es perjudicial á los intereses del rey, ni del comercio de estas provincias á donde no se trae.

Ventajas no compensadas e on las desventajas.

79. Es cierto que las ropas traidas desde San Pablo, por el Tiete y Paraná al paso de Gatimí, y de estos conducidos por tierra á Curuguatí y á la Asuncion, tendrán á los Portugueses ménos costos que habiéndolas de pasar al rio Paraguay; pero si se hace el cotejo de las pérdidas que los arrecifes de aquellos rios causan y gastos que ocasionan las conducciones á lomo. con la facilidad con que desde Cádiz se traen los géneros á Buenos Aires, y de esta se llevan á la Asuncion por agua, se verá claramente que debe ser muy poca la diferencia que puede haber de precios, y tal vez quedará la ventaja de nuestra parte. Á que se añade, que los vecinos del Paraguay hacen los cambios, de los que van de Buenos Aires, por los varios frutos que produce abundantemente su país; y los que hiciesen con los Portugueses, habian de ser precisamente con mulas y caballos, de que tienen escasez. No me persuado que les tuviese cuenta á los vecinos del Paraguay el vender en Buenos Aires sus frutos y retirar su producto en dinero, para con este comerciar con los Portugueses, así por la poca diferencia que he notado habria en los precios, como porque, á cambio de géneros, logran vender en Buenos Aires prontamente y con mas utilidad sus frutos; los que no conseguirian á dinero contante, ántes sí les retardarian las ventas con daño de sus casas y se los pagarian á menor precio.

Ventaja de la venida de les Portugueses. 80. Daré fin à esta respuesta, exponiendo una ventaja que considero puede resultar à la provincia y al erario real de la venida de los Portugueses à ella. Esta consiste en el oro que le pueda entrar de Cuyabá, Matogroso y aun de minas generales,

porque muchos mineros, huyendo de pagar los quince reales, que les son muy pesados y se exigen con una exactitud rigurosa, pueden distraerlo á nuestros dominios, teniendo proporcion y facilidad para hacerlo. No se ha escondido este daño á los mismos Portugueses, que han manifestado ya el temor de que suceda: y á la verdad que, para una provincia tan pobre como la del Paraguay, donde he dicho que no hay metales ni corre la moneda, sería un riego fecundísimo el que le entrase, y el erario de S. M. creceria en derechos que de él le viniesen.

Este es el juicio que he formado, del comercio que podrian hacer los Portugueses con la provincia del Paraguay, fundado de los Portugueses en la noticia del estado actual de ella y de los embarazos que con los Para guayos. ocurren á su navegacion. No sé si con mejor conocimiento del país podrán en adelante tomar medidas mas oportunas para vencer las dificultades que he advertido, ó las que me podrán oponer la vigilancia de los que gobiernan las provincias y su amor al real servicio. Yo por mi parte he procurado poner toda la atencion de que he sido capaz, á fin de cumplir con exactitud las órdenes de S. M., y poder al mismo tiempo satisfacer á los preceptos de V. S., cuyo notorio celo é incesante aplicacion al desempeño de la real confianza son bien conocidos. No sé si he logrado el acierto, pero reciba V. S. mis deseos.

Nuestro Señor guarde á V. S. muchos años. - Buenos Aires, 14 de agosto de 1756. — B. L. M. de V. S. su mas afectísimo, seguro servidor.

CONTRACTOR

Manuel Antonio de Flóres.

Señor marquez de Valdelirios.

1756.

Juicio

Conclusion.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

1761. Tratado celebrado entre las coronas de España y de Portugal, y firmado en el Pardo, á 12 de febrero de 1761, para anular el de limites que se habia estipulado en el año de 1750 (1).

En el nombre de la Santísima Trinidad.

Firmado el 12 de febrero. Los serenísimos reyes de España y Portugal viendo por una série de sucesivas experiencias que en la ejecucion del tratado de límites de Asia y América, celebrado entre las dos coronas, firmado en Madrid á 13 de enero de 1750, y ratificado en el mes de febrero del mismo año, se han hallado tales y tan graves dificultades, que sobre no haber sido conocidas al tiempo que se estipuló, no solo no se han podido superar desde entónces hasta ahora á causa de que siendo en unos países tan distantes y poco conocidos de las dos córtes, era indispensable dependiesen de los informes de los muchos empleados de una y otra parte á este fin, cuya contrariedad nunca ha podido reducirse á concordia, sino que han hecho conocer que el referido tra-

(1) Véase el tratado de limites de 1º de octubre de 1777.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Tratado entre el rei o senhor D. José 1, e D. Carlos III, rei de Hespanha, pelo qual se annullou o de 13 de janeiro de 1750, mandando-se observar os anteriores. Assignado no Purdo, a 12 de fevereiro de 1761 (1).

1761.

(De original que se guarda no archivo da secretaria de Estado dos negocios extrangeiros.)

Em nome da Santissima Trindade.

Os serenissimos reis de Portugal e Hespanha, vendo por uma serie de successivas experiencias que na execução do tratado de limites da Asia e da America celebrado entre as duas corôas, firmado em Madrid a treze de janeiro de mil setecentos e cincoenta, e ratificado no mez de fevereiro do referido anno, se tem sempre encontrado taes e tão grandes difficuldades, que alem de não haverem sido conhecidas ao tempo em que se contratou, não só se não poderam superar desde então até agora por causa de terem sobrevindo em uns paizes tão distantes e pouco conhecidos das duas côrtes, é indispensavel que depen-

Assignado em 12 de fevereiro

1) Renovado pelo artigo II do tratado de 10 de fevereiro de 1768.

tado de límites, estipulado sustancial y positivamente para establecer una perfecta armonía entre las dos coronas, y una inalterable union entre sus vasallos, por el contrario desde el año de 1752 ha dado v daria en lo futuro muchos v muy frecuentes motivos de controversias y contestaciones opuestas á tan loables fines: sobre este claro conocimiento, los dos serenísimos reyes, de mútuo acuerdo, y prefiriendo á todos y cualesquiera otros intereses el de hacer cesar y remover hasta la mas remota ocasion que pueda alterar, no solo la mútua armonía y buena correspondencia que exigen los vínculos de su intima amistad y estrechos parentescos, sino tambien la conservacion de la mas amigable union entre sus respectivos vasallos; despues de haber precedido sobre esta importante materia muchas y muy sérias conferencias, y de haberse examinado con la mayor circunspeccion todo lo á ella perteneciente, autorizaron con los plenos poderes necesarios, á saber: Su Majestad Católica al señor don Ricardo Wall, caballero comendador de Peña-Usenda en la órden de Santiago, teniente general de sus reales ejércitos, de su consejo de Estado, su primer secretario de Estado y del despacho, secretario interino del de la guerra y su superintendente general de correos y postas de dentro y fuera de España; y Su Majestad Fidelíssima al señor don José de Silva Pesanha, de su consejo, su embajador y plenipotenciario en esta córte de Madrid: los cuales despues de exhibidas y permutadas recíprocamente sus plenipotencias, bien instruidos de las verdaderas intenciones de los dos serenísimos reyes sus amos, y siguiendo sus reales órdenes, concordaron y concluyeron de uniforme acuerdo los artículos siguientes:

Plenipotenciarios,

ARTÍCULO 1º. — El sobredicho tratado de límites de Asia y América entre las dos coronas, firmado en Madrid en 13 de

dessem das informações das muitas pessoas que a este fim foram empregadas por uma e outra parte, informações cuja contrariedade não foi possivel até agora reduzir a concordia; mas tambem porque as mesmas difficuldades fizeram conhecer que o referido tratado de limites, estipulado substancial e positivamente para estabelecer uma perfeita harmonia entre as duas corôas e uma inalteravel união entre os vassallos d'ellas. se viu pelo contrario que desde o anno de mil setecentos cincoenta e dois tem dado e daria no futuro muitos e muito frequentes motivos de controversias, e de contestações oppostas a tão louvaveis fins; sobre este claro conhecimento os dois serenissimos soberanos de mutuo accordo, preferindo a todos e quaesquer outros interesses o de fazer cessar e remover até à mais remota occasião que possa alterar não só a mutua harmonia e boa correspondencia, que exigem os vinculos da sua intima amizade e estreitos parentescos, mas tambem a conservação da mais amigavel união entre os seus respectivos vassallos; depois de haverem precedido sobre esta importante materia muitas e muito serias conferencias, e de se haver examinado com a maior circumspecção tudo o que a ella é pertencente; auctorisaram com os plenos poderes necessarios; a saber: Sua Magestade Fidelissima o senhor dom Joseph da Silva Pecanha, do seu conselho, seu embaixador e plenipotenciario n'esta côrte de Madrid; e Sua Magestade Catholica o senhor dom Ricardo Wall, cavalleiro commendador de Peña-Uzende na ordem de Santiago, tenente general dos exercitos de Sua Magestade, do seu conselho de Estado, seu primeiro secretario de Estado e do despacho, secretario interino da guerra e superintendente geral dos correios e postas dentro e fóra de Hespanha; os quaes, depois de haverem exhibido e permutado reciprocamente as suas plenipotencias, achando-se bem instruidos das verdadeiras intenções dos referidos dois serenissimos reis seus amos, e seguindo as suas reaes ordens, concordaram e concluiram de uniforme accordo os artigos seguintes.

ARTÍCULO 1. — O sobredito tratado de limites da Asia e da America, celebrado em Madrid a treze de janeiro de mil sete1761.
Cancelacion
del tratado
de 1750
y otros
sobre límites.
Vigor
de los anteriores.

enero de 1750, con todos los otros tratados ó convenciones que en consecuencia de él se fueron celebrando para arreglar las instrucciones de los respectivos comisarios que hasta ahora se han empleado en las demarcaciones de los referidos límites, y todo lo acordado en virtud de ellas, se dan y quedan en fuerza del presente por cancelados, casados y anulados como si nunca hubiesen existido ni hubiesen sido ejecutados; y todas las cosas pertenecientes á los límites de América y Asia se restituyen á los términos de los tratados, pactos y convenciones que habian sido celebrados entre las dos coronas contratantes ántes del referido año de 1750; de forma que solo estos tratados, pactos y convenciones celebrados ántes del año de 1750 quedan de aquí adelante en su fuerza y vigor.

Medidas sobre promulgacion.

ART. 2°. — Luego que este tratado fuere ratificado, harán los mismos serenísimos reyes expedir copias de él auténticas á todos sus respectivos comisarios y gobernadores en los límites de los dominios de América, declarándoles por cancelado, casado y anulado el referido tratado de límites signado en 13 de enero de 1750, con todas las convenciones que de él y á él se siguieron; ordenándoles que dando por nulas y haciendo cesar todas las operaciones y actos respectivos á su ejecucion, abatan los monumentos erigidos en consecuencia de ella y evacuen inmediatamente los terrenos ocupados á su abrigo, ó con pretexto del referido tratado; demoliendo las habitaciones, casas ó fortalezas que en consideracion á él se hubieren hecho ó levantado por una y otra parte; y declarándoles que desde el mismo dia de la ratificacion del presente tratado en adelante solo les quedarán sirviendo de reglas para dirigirse los otros tratados, pactos y convenciones estipulados entre las dos coronas ántes del año de 1750, porque todos y todas se hallan instaurados y restituidos á su primitiva y debida fuerza, como si el referido tratado de 13 de enero de 1750 con los demas que de él se siguieron, nunca hubiesen existido; y estas órdenes se entregarán por duplicados de una á otra córte para su direccion y mas pronto cumplimiento.

centos cincoenta, com todos os outros tratados ou convenções, que em consequencia d'elle se foram celebrando depois para regular as instrucções dos respectivos commissarios, que até agora se empregaram nas demarcações dos referidos limites, e tudo o que em virtude d'ellas foi autuado, se estipula agora que ficam e se dão, em virtude do presente tratado, por cancellados, cassados e annullados, como se nunca houvessem existido, nem houvessem sido executados; de sorte que todas as cousas pertencentes aos limites da America e Asia se restituem aos termos dos tratados, pactos e convenções que haviam sido celebrados entre as duas corôas contratantes, antes do referido anno de mil setecentos cincoenta; em fórma que só estes tratados, pactos e convenções celebrados antes do anno de mil setecentos cincoenta, ficam d'aqui em diante em sua força e vigor.

Art. 2. - Logo que este tratado for ratificado, farão os sobreditos serenissimos reis expedir copias d'elle authenticas aos seus respectivos commissarios e governadores nos limites da America; declarando-lhes por cancellado, cassado e annullado o referido tratado de limites, assignado em treze de janeiro de mil setecentos cincoenta, com todas as convenções que d'elle e a elle se seguiram; e ordenandolhes, que, dando por nullas, e fazendo cessar todas as operações e actos respectivos á sua execução, derribem os monumentos ou padrões que foram erigidos em consequencia d'ella, e evacuem immediatamente os terrenos que foram occupados a titulo da mesma execução, ou com o motivo do referido tratado, demolindo as habitações, casas ou fortalezas, que em consideração do sobredito tratado abolido se houverem feito ou levantado por uma e outra parte: e declarando-lhes que desde o mesmo dia da ratificação do presente tratado em diante só lhes ficarão servindo de regras para se dirigirem os outros tratados, pactos e convenções que haviam sido estipulados entre as duas corôas antes do referido anno de mil setecentos e cincoenta; porque todos e todas se acham instaurados e restituidos á sua primitiva e devida força, como se o referido tratado de treze de janeiro de mil setecentos cincoenta com os mais que d'elle se seguiram nunca houvessem

1761.
Os tratados
de 1750
ficão annulisdos.

Os governadores derribarão os padrões, as babitações ou fortalezas.

> Evacuação dos terrenos occupados.

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y ESPAÑA.

Acto preliminar de cesion de la Luisiana y Nueva Orleans, otorgado por la corona francesa á favor de España en 3 de noviembre de 1762.

NOTICIA HISTÓRICA.

Cesion de la Luisiana. La España acepta. Por el artículo 19 de los preliminares de Fontainebleau de esta misma fecha, habia prometido el rey de España ceder á la corona británica el territorio americano de la Florida y el que poseía al este ó sud-este del rio Misisipí. El valor de este sacrificio puede apreciarse debidamente si se reflexiona que dueños los Ingleses de la Jamáica y de los territorios en cuestion, era imposible estorbarles el comercio fraudulento en toda la Nueva España y aun extender indefinidamente sus usurpaciones territoriales. Como medio de dulcificar condicion tan onerosa, Luis XV propuso y otorgó la cesion de la Luisiana, sobre cuya colonia ya mas de una vez se habian suscitado diferencias entre las córtes de Madrid y Versálles. Sin embargo, el marques de Grimaldi, que ignoraba si Cárlos III se allanaria á ratificar los preliminares, aceptó bajo condicion y sub spe rati la

existido: e estas ordens se entregarão por duplicados de uma á outra côrte, para a sua direcção e para o mais prompto cumprimento d'ellas.

1761.

ART. 3. — O presente tratado e o que n'elle se acha estipulado e contratado, serão de perpetua força e vigor entre os dois referidos serenissimos reis, todos os seus successores e entre as duas corôas, e se approvará, confirmará e ratificará por ambas as Magestades, trocando-se as respectivas ratificações no termo de um mez, contado da data d'este ou antes se possivel fosse.

Se trocarão as ratificações no termo de um mex.

Em fé do que e em virtude das ordens e plenos poderes, que nós sobreditos plenipotenciarios recebemos dos referidos serenissimos reis nossos amos, assignámos o presente tratado, e o sellámos com o sello das nossas armas. Em o Pardo, aos doze de fevereiro de mil setecentos sessenta e um.

José da Silva Pesanha.

Don RICARDO WALL.

(L. S.)

(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y ESPAÑA.

Acto preliminar de cesion de la Luisiana y Nueva Orleans, otorgado por la corona francesa á favor de España en 3 de noviembre de 1762.

NOTICIA HISTÓRICA.

Cesion de la Luisiana. La España acepta. Por el artículo 19 de los preliminares de Fontainebleau de esta misma fecha, habia prometido el rey de España ceder á la corona británica el territorio americano de la Florida y el que poseía al este ó sud-este del rio Misisipí. El valor de este sacrificio puede apreciarse debidamente si se reflexiona que dueños los Ingleses de la Jamáica y de los territorios en cuestion, era imposible estorbarles el comercio fraudulento en toda la Nueva España y aun extender indefinidamente sus usurpaciones territoriales. Como medio de dulcificar condicion tan onerosa, Luis XV propuso y otorgó la cesion de la Luisiana, sobre cuya colonia ya mas de una vez se habian suscitado diferencias entre las córtes de Madrid y Versálles. Sin embargo, el marques de Grimaldi, que ignoraba si Cárlos III se allanaria á ratificar los preliminares, aceptó bajo condicion y sub spe rati la

donacion del rey de Francia. El de España ratificó los preliminares el 13 de noviembre, y en el mismo dia aceptó la cesion de la Luisiana. En consecuencia, la renovó y confirmó definitivamente Luis XV por acto firmado diez dias despues en Versálles. Hasta el año de 1764 no se expidieron las órdenes de ejecucion. El 21 de abril fué cuando el rey de Francia dirigió una carta á Mr. Dabbadie, gobernador de aquellas posesiones, para que hiciese su entrega á los comisionados de España, prescribiendo reglas para la evacuacion de las guarniciones, inventarios de los efectos de abono por el gobierno de Madrid, etc. Al remitir el marques de Ossun, ministro de negocios extranjeros, un duplicado de esta carta al marques de Grimaldi, le recomendaba con eficacia y diferentes razones la utilidad de no establecer en los territorios cedidos el tribunal de la inquisicion. Los colonos se negaron á entrar bajo el nuevo dominio, y hubo que reducirlos por las armas, yendo al efecto en junio de 1769 desde la Habana una expedicion de cinco mil hombres al mando del ge-

1762.

DOCUMENTO.

neral O-Reilly (1).

Hallándose el rey cristianísimo en la firme resolucion de estrechar mas y mas y perpetuar los lazos de tierna amistad que le unen al rey católico, su primo, se propone por lo tanto obrar en todas épocas y bajo todos conceptos con Su Majestad Católica en una perfecta uniformidad de principios relativamente á la gloria comun de ambas casas y recíproco interes de sus monarquías.

Otorgado
el 3 de noviembre,
Ratificado
el 10, 21, 23 y 25
del mismo.
Consideracion
preliminar.

Con tal objeto Su Majestad Cristianísima, verdaderamente

⁽¹⁾ Aunque la Luisiana y la Nueva Orleans hacen parte hoy de los Estados Unidos, hemos creido conveniente incluir este documento por el origen de esas antiguas colonias.

sensible á los sacrificios que el rey católico se sirvió hacer generosamente para concurrir con dicha Majestad Cristianísima al restablecimiento de la paz, deseó darle con este motivo una prueba del vivo interes que toma en su satisfaccion y ventajas de su corona.

Entrega
del instrumento
de cesion
de la Luisiana
y de la
Nueva Orleana.

À cuyo efecto, el rey cristianísimo ha autorizado al duque de Choiseul, su ministro, y entregado en la forma mas auténtica al marques de Grimaldi, embajador extraordinario del rey católico, un instrumento por el cual Su Majestad Cristianísima cede en plena propiedad, pura y simplemente y sin excepcion alguna, á Su Majestad Católica y á sus sucesores perpetuamente, todo el país conocido con el nombre de la Luisiana, como tambien la Nueva Orleans y la isla en que se halla situada esta ciudad.

Aceptacion sub sperati.

Pero como el marques de Grimaldi carece de noticias bastante positivas acerca de las intenciones de Su Majestad Católica, ha creido no deber aceptar dicha cesion sino condicionalmente y sub spe rati hasta recibir órdenes del rey su amo; las cuales si, como espera, fuesen conformes á los deseos de Su Majestad Cristianísima, serán inmediatamente seguidas del acta formal y auténtica de la cesion de que se trata; y en ella se estipularán de comun acuerdo las medidas que hayan de adoptarse y señalamiento de época tanto para la evacuacion de la Luisiana y Nueva Orleans por los súbditos de Su Majestad Cristianísima, como para la toma de posesion de dichos países y ciudad por los súbditos de Su Majestad Católica.

En fe de lo cual, nos los respectivos ministros hemos firmado la presente *acta preliminar*, y hemos hecho poner el sello de nuestras armas. Hecho en Fontainebleau, á 3 de noviembre de 4762.

El duque de Choiseul.

El marques de Grinaldi.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA CON LA GRAN BRETAÑA.

-C.

Tratado definitivo de paz entre los reyes de España y Francia por una parte y el de la Gran Bretaña por otra; firmado el 10 de febrero de 1763; en cuya fecha accedió al mismo tratado Su Majestad Fidelisima (1).

1763.

NOTICIA HISTÓRICA.

Cuatro años habian trascurrido desde que en 1756 se rompieron las hostilidades entre Inglaterra y Francia; en cuyo tiempo propagándose la guerra por Europa y colonias ultramarinas se siguió con fortuna varia, pero ocasionando males sin cuento á los beligerantes. Los mas de ellos suspiraban por la paz: solo el Austria, que esperaba todavía recuperar la Silesia, fué un obstáculo á la amistosa mediacion propuesta en 1760 por España, por los Estados generales y el rey Estanislao, designando este á Nancy y la Holanda á Breda para abrir un

Mediacion frustrada entre Inglaterra y Francia, 1760.

(1) Incluimos este tratado por la parte que se refiere á límites en la América, habiendo suprimido algunos de los artículos que no tienen igual interes.

congreso donde se discutiesen y concordasen las mútuas pretensiones.

Abrese una nueva negociacion entre ambos gobiernos, en 1761. En 1761 se abrió una nueva negociacion entre los gobiernos de Inglaterra y Francia. Para convenir en los medios de transaccion fué à Lóndres Mr. de Bussy, y vinó à Paris Mr. Stanley. Entónces fué cuando ofuscada la corte de Madrid autorizó à Luis XV para unir à sus pretensiones las que España tenià pendientes sin resultado desde años anteriores, para que se la consintiese pescar en Terranova, para que el gobierno británico restituyese ó indemnizase el valor de ciertos buques ilegalmente apresados, y mas que todo sobre la demolicion de los fuertes ingleses de Hondúras. Debia prever Cárlos III que el inusitado paso que ahora daba, mezclando sus reclamaciones pacíficas con las diferencias de dos beligerantes, no podria tener otro éxito que hallarse comprometido en los intereses de una ú otra parte.

La España se mezcla en las diferencias.

Esto fué precisamente lo que acaeció. El plenipotenciario frances al tiempo mismo que en 23 de julio presentó el proyecto de un tratado preliminar de paz entre Inglaterra y Francia, enviaba unida una nota ó memoria en que se enumeraban las quejas y agravios de España y reclamaba satisfaccion, declarando que en contrario caso, si el rey católico llegase al extremo de buscar el remedio en las armas, se hallaba resuelto el cristianísimo á cooperar del mismo modo hasta alcanzar el resultado. No se ocultó al ministro Pitt que esta oficiosidad de Luis XV era un lazo tendido á la córte de Madrid para arrancarla de la neutralidad que habia mantenido hasta entónces entre los contendientes. Rehusó, pues, categóricamente este medio extraordinario de transigir reclamaciones ordinarias; y dió órden á lord Bristol para que anunciase al gobierno español que uniendo sus quejas á las francesas buscaba el camino mas difícil para entenderse amistosamente con el británico; pero que si en ello se obraba conforme á los rumores que circulaban de existir ya una alianza entre las dos ramas de Borbon, y á los aprestos marítimos que se activaban en los puertos de la Península, se hacía urgentemente necesario que se se diese una explicacion clara y positiva.

Preliminares de rompimiento

con la Inglaterra.

El tercer pacto de familia de 45 de agosto de este año de 4764 ya estaba firmado. Convenidos se hallaban tambien ya Cárlos III y Luis XV en unir sus armas contra aquella potencia. Pero interesaba aun al monarca español tener secretos aquellos pactos y sus intentos, porque no habia completado los medios de abrir la campaña; y por otra parte una flota que aguardaba instantáneamente de la América podia caer en poder de los Ingleses rompiendo las hostilidades ántes de su arribo. Contestó pues ambiguamente y entretuvo al embajador británico hasta el momento que crevó llegado el caso de declararse. Su embajador, el conde de Fuéntes. pasó una nota el 6 de diciembre á lord Egremont, sucesor de Pitt en el ministerio, declarando oficialmente la alianza de los Borbones y la resolucion del rey de España de hacerse justicia por sí mismo en las reclamaciones que inútilmente habia presentado á aquel gobierno. Cuatro dias despues de hacerse en Lóndres esta declaracion, don Ricardo Wall enviaba en Madrid los pasaportes á lord Bristol, y se circulaban órdenes para el secuestro de los buques ingleses que se hallasen en nuestros puertos.

Declaracion
de guerra
al rey de España:
contra - declaracion
de este, 1762.

El 2 de enero de 1762 publicó la corona británica su manifiesto de declaracion de guerra al rey de España. Este contestó con una contra-declaracion el dia 18. Los embajadores español y frances en Lisboa, siguiendo lo prevenido en el artículo 7º de la convencion de 4 de febrero de este año, hicieron infructuosas tentativas para atraer á José I á la alianza de sus córtes. Cansados en fin de las evasivas de este príncipe, le pasaron una nota colectiva pidiéndole que en el término de cuatro dias diese una respuesta categórica. La casa de Braganza, que miraba á la Inglaterra como su natural aliada, declaró que no abandonaria ahora sus intereses, y en consecuencia publicó la guerra contra España y Francia el 18 de mayo del mismo año.

El Portugal.

Una série de calamidades reemplazaron desde ahora al feliz período que habia gozado la monarquía española en los últimos catorce años. El almirante Pocock se presentó con una escuadra inglesa en la isla de Cuba, y sin que pudiese estorbarlo la de España al mando del marques del Real Transporte, consiguió

Ocupacion de la Habana por los Ingleses.

hacer un desembarco y apoderarse de la Habana el 12 de agosto, despues de haberse sostenido valerosamente los habitantes por espacio de setenta dias. Miéntras así caía en manos de los Ingleses la reina de las Antillas, preparaban estos en Madras una expedicion que, capitaneada por el general Draper, tomó tierra en la principal de las islas Filipinas el 24 de setiembre, y acometiendo de improviso á Manila, cuyos habitantes hasta ignoraban que se hubiese declarado la guerra entre España é Inglaterra, se apoderaron de la plaza el 6 de octubre, y la ciudadela se rindió tambien por capitulacion pocos dias despues.

ld. de la plaza de Manila.

Ocupacion de la Colonia del Sacramento por los Españoles.

Pérdidas de tal cuantía neutralizáronse en parte, ocupando los Españoles la colonia portuguesa del Sacramento, en cuyo puerto se cogicron veinte y seis buques ingleses con rica carga; evaluándose ademas en veinte millones de duros las mercancías y los efectos militares y navales de la plaza.

ld. de Braganza, Miranda y Torre de Moncorvo. Siguiéndose acá en la Península igual impulso, entraba el marques de Sarría por las tierras portuguesas con un ejército español de veinte y dos mil hombres, y se hacía dueño, no con fuerte oposicion, de Braganza, Miranda y Torre de Moncorvo; amagaba con gran espanto de los habitantes la importante plaza de Oporto, y dejaba á su sucesor en el mando, conde de Aranda, la gloria de rendir la provincia de Béira con la muy defendida plaza de Alméida. Entorpeciéronse estas operaciones con las lluvias del otoño, y mas aun con el desembarco de ocho mil Ingleses guiados del conde de la Lippe-Buckebourg, cuya fuerza en combinacion con las del Portugal y auxiliadas poderosamente de un enjambre de guerrillas organizadas en los terrenos mas asperos, incomodaban en gran manera á los Españoles.

Firmanse nos artículos preliminares de pax, en 1762. Eran todas estas empresas los últimos esfuerzos de la lucha. Se hallaban cansadas las naciones europeas, suspiraban los pueblos por reposo despues de seis años de peleas. El Austria no presentaba dificultades como en años anteriores á un arreglo, porque habiendo perdido á sus aliadas Rusia y Suecia, cuyos soberanos habian firmado la paz con el de Prusia por los tratados de San Petersburgo y de Hamburgo de 5 de marzo y 22

de mayo de este año, no esperaba ya arrancar la Silesia á Federico. Ni este estaba contento tampoco en la prolongacion de la guerra, porque se veía precisado á sostenerla con solas sus fuerzas, siendo va escasísimo el auxilio que le daba en el último tiempo la Inglaterra, ocupada en las expediciones ultramarinas y del Portugal. En el mes de setiembre pasó á Lóndres como plenipotenciario del rey de Francia el duque de Nivernais, y el gobierno ingles envió á Paris al de Bedford. Despues de varias negociaciones y propuestas que mediaron entre este, el embajador de España marques de Grimaldi, y el ministro de negocios extranjeros Choiseul-Praslin, firmaron el 3 de noviembre en Fontainebleau los artículos preliminares de paz entre España, Francia, Inglaterra y el Portugal.

Hasta el 10 de febrero de 1763 no se concluyó la paz definitiva de estas potencias, porque aguardaron el ajuste final de las Francia, Inglaterra negociaciones iniciadas el 31 de diciembre en el congreso de y el Portugal, 1768. Hubertsbourg, palacio del elector de Sajonia entre Leipzig y Dresde. Discutiéronse en él las pretensiones del elector, del Austria y de la Prusia, por sus respectivos plenipotenciarios el baron de Fritsch, el señor de Collenbach y Mr. de Herzberg. El 15 del citado mes de febrero, el plenipotenciario de Federico firmó un tratado de paz con el del elector y otro con el de la emperatriz reina María Teresa de Austria. Restituyéronse mútuamente los contratantes las posesiones tomadas durante la guerra, quedando todo en el anterior estado despues de tanta sangre derramada y sacrificios hechos en esta inútil contienda (1).

Paz deßnitiva entre España,

· DOCUMENTO.

En el nombre de la Santísima é individua Trinidad, Padre, Hijo, y Espíritu Santo. Así sea.

el 10 de febrero; ratificado el 10, 21, 23 y 25 del mismo.

(1) CANTILLO, Coleccion de tratados de España.

1763. Preámbulo.

Sea notorio á todos aquellos á quienes toque ó pueda tocar en cualquier manera. El Todopoderoso se ha servido derramar el espíritu de union y concordia sobre los príncipes, cuyas disensiones habian perturbado las cuatro partes del mundo, é inspirarles el designio de hacer que los dulces beneficios de la paz se sigan á las calamidades de una larga y sangrienta guerra que despues de haberse movido entre Francia é Inglaterra durante el reinado del serenísimo y muy poderoso príncipe Jorge II, por la gracia de Dios, rey de la Gran Bretaña, de gloriosa memoria, se ha continuado en el reinado del serenísimo y muy poderoso príncipe Jorge III, su sucesor, comunicándose en sus progresos á España y á Portugal. En consecuencia de esto, el serenísimo y muy poderoso príncipe Cárlos III, por la gracia de Dios, rey de España y de las Indias; el serenísimo y muy poderoso príncipe Luis XV, por la gracia de Dios, rey de Francia y de Navarra; y el serenísimo y muy poderoso príncipe Jorge III, por la gracia de Dios, rey de la Gran Bretaña, duque de Brunswick y de Luneburgo, architesorero y elector del sacro romano imperio, despues de haber abierto los cimientos de la paz en los preliminares firmados el dia 3 de noviembre próximo pasado, y accedido á ellos el serenísimo y muy poderoso príncipe don José I, por la gracia de Dios, rey de Portugal y de los Algarbes, han resuelto concluir sin tardanza esta grande é importante obra. Y á este efecto las altas partes contratantes han nombrado y constituido sus embajadores extraordinarios y ministros plenipotenciarios respectivos, es á saber: Su sacra Majestad el rey católico, al ilustrísimo y excelentísimo señor don Jerónimo Grimaldi, marques de Grimaldi, caballero de las órdenes del rey cristianisimo, gentilhombre de cámara de Su Majestad Católica con ejercicio, y su embajador extraordinario cerca de Su Majestad Cristianisima; Su sacra Majestad el rey cristianísimo al ilustrísimo y excelentísimo señor César Gabriel de Choiseul, duque de Praslin, par de Francia, caballero de sus órdenes, teniente general de sus ejércitos y de la provincia de Bretaña, consejero en todos sus consejos, y ministro y secretario de Estado y de sus mandatos y hacienda; Su

Plenipotenciarios.

sacra Majestad el rey de la Gran Bretaña al ilustrísimo y excecelentísimo señor Juan, duque y conde de Bedford, marques
de Tavistok, etc., su ministro de Estado, teniente general de
sus ejércitos, caballero de la muy noble órden de la Jarretera,
y su embajador extraordinario y plenipotenciario cerca de Su
Majestad Cristianísima; y Su sacra Majestad el rey Fidelísimo,
al ilustrísimo y excelentísimo señor Martin de Mello y Castro,
caballero profeso de la órden de Cristo, del consejo de Su Majestad Fidelísima, y su embajador y ministro plenipotenciario
cerca de Su Majestad Cristianísima: los cuales, despues de haberse comunicado debidamente sus plenipotencias expedidas en
legítima forma, cuyas copias van puestas al fin del presente
tratado de paz, han convenido en los artículos cuyo tenor es
el siguiente:

ART. 1°.—Habrá una paz cristiana, universal y perpétua, así por mar como por tierra, y se restablecerá una sincera y constante amistad entre Sus Majestades Católica, Cristianísima, Británica y Fidelísima, y entre sus herederos y succesores, reinos, Estados, provincias, países, súbditos y vasallos, de cualquier calidad y condicion que sean, sin excepcion de lugares ni de personas: de suerte que las altas partes contratantes pondrán la mayor atencion en mantener entre sí y sus dichos Estados y súbditos esta recíproca amistad y correspondencia, sin permitir de aquí en adelante que ni de una ni otra parte se cometa género alguno de hostilidades por mar ó por tierra, por cualquier causa ó con cualquier pretexto que sea; y se evitará cuidadosamente todo lo que pueda alterar en lo venidero la union felizmente restablecida; aplicándose, al contrario, á procurarse mútuamente en todas ocasiones todo cuanto pueda contribuir á su gloria, intereses y conveniencias recíprocas, sin prestar auxilio ó proteccion alguna, directa ó indirectamente, á los que quisieren causar algun perjuicio á cualquiera de las dichas altas partes contratantes. Habrá tambien un olvido general de todo aquello que se hubiese hecho ó cometido, ya sea ántes ó despues del principio de la guerra que acaba de terminarse.

Paz y amistad.

1763.
Renovacion
y confirmacion
de tratados
anteriores.

ART. 2º. - Los tratados de Westfalia de 1648, los de Madrid entre las coronas de España y de la Gran Bretaña de 1667 y de 1670, los tratados de paz de Nimega de 1678 y de 1679, los de Riswick de 1697, los de paz y comercio de Utrecht de 1713, el de Báden de 1714, el tratado de la triple alianza de la Haya de 1717, el de la cuatriple alianza de Londres de 1718, el tratado de paz de Viena de 1738, el tratado definitivo de Aix-la-Chapelle de 1748, y el de Madrid entre las coronas de España y de la Gran Bretaña de 1750, como tambien los tratados entre las coronas de España y de Portugal de 13 de febrero de 1668, de 6 de febrero de 1715 y de 12 de febrero de 1761, y el de 11 de abril de 1713 entre Francia y Portugal con las garantías de la Gran Bretaña, sirven de basa y fundamento á la paz y al presente tratado; y para este efecto se renuevan y confirman todos en la mejor forma; y en general todos los tratados que subsistian entre las altas partes contratantes ántes de la guerra, y como si estuviesen aquí insertos palabra por palabra : de suerte que deberán observarse exactamente en adelante en todo su tenor, y ejecutarse religiosamente por una y otra parte en todos aquellos puntos que no se derogan por el presente tratado; no obstante todo lo que pueda haberse estipulado en contrario por alguna de las altas partes contratantes; y todas las dichas partes declaran que no permitirán subsista privilegio, gracia ó indulto alguno contrario á los tratados arriba confirmados, á excepcion de lo que se haya concedido y estipulado por el presente tratado.

Restitucion de prisioneros y rehenes. ART. 3°. — Todos los prisioneros hechos por una y otra parte, así en tierra como en mar, y los rehenes tomados por fuerza ó dados durante la guerra y hasta el presente dia, se restituirán sin rescate dentro de seis semanas á mas tardar, que se contarán desde el dia del canje de la ratificacion del presente tratado: pagando respectivamente cada corona las cantidades que se hubieren anticipado para la subsistencia y manutencion de sus prisioneros por el soberano del país donde hayan estado detenidos, conforme á los recibos y cuentas comprobadas y otros títulos auténticos que por una y otra parte se exhibieren: y se darán recíprocamente seguridades para el pagamento de las

deudas que los prisioneros hubieren contraido en los Estados donde hayan estado detenidos hasta su entera libertad; y todos los navíos así de guerra como mercantiles que hubieren sido apresados despues de cumplidos los términos acordados para la cesacion de hostilidades en el mar, se restituirán igualmente de buena fe con todas sus tripulaciones y cargazones; y se procederá á la ejecucion de este artículo inmediatamente despues del canje de las ratificaciones de este tratado.

Cesiones y garantías.

ART. 4°. - Su Majestad Cristianisima renuncia todas las pretensiones que en otro tiempo formó ó pudo formar á la Nueva Escocia ó Acadia, en todas sus partes; y se constituye garante de ella toda entera y con todas sus dependencias al rey de la Gran Bretaña. Ademas de esto, Su Majestad Cristianísima cede y se constituye garante á Su dicha Majestad Británica en toda propiedad del Canadá con todas sus dependencias, como tambien de la isla de Cabo Breton y de todas las demas islas y costas que hay en el golfo y rio de San Lorenzo, y generalmente de todo lo que depende de dichos países, tierras, islas y costas, con la soberanía, propiedad, posesion y todos los derechos adquiridos por tratados ó en otra forma, que el rey Cristianísimo y la corona de Francia han tenido hasta ahora á dichos países. islas, tierras, lugares y costas y á sus habitantes; así como el rey Cristianísimo cede y transfiere el todo al dicho rey y á la corona de la Gran Bretaña; y esto en la manera y forma mas ámplia, sin restriccion y sin que sea lícito reclamar con pretexto alguno contra esta cesion y garantía, ni perturbar á la Gran Bretaña en las posesiones arriba mencionadas. Su Majestad Británica conviene por su parte en conceder á los habitantes del Canadá el libre ejercicio de la religion católica; y en consecuencia de ello dará las órdenes mas estrechas y efectivas para que sus nuevos vasallos católicos romanos puedan profesar el culto de su religion segun el rito de la Iglesia romana, en cuanto lo permiten las leyes de la Gran Bretaña. Su Majestad Británica conviene ademas de esto en que los habitantes franceses ú otros que hayan sido vasallos del rey cristianísimo en el Canadá, puedan retirarse con toda seguridad y libertad á donde les pa-

reciere y puedan vender sus bienes, con tal que sea á vasallos de Su Majestad Británica, y trasportar sus efectos, como tambien sus personas, sin ser molestados en su emigracion con cualquier pretexto que sea, excepto el de deudas ó de causas criminales; fijándose el término limitado para esta emigracion al espacio de diez y ocho meses, que se contarán desde el dia del canje de las ratificaciones del presente tratado.

Libertad de pesca, con excepciones, para los súbditos franceses.

ART. 5°. — Los vasallos de Francia tendrán la libertad de la pesca y de la sequería en una parte de las costas de la isla de Terranova, segun está especificada en el artículo 13º del tratado de Utrecht, el cual artículo se renueva y confirma por el presente tratado (á excepcion de lo que mira á la isla de Cabo Breton, como á las demas islas y costas que están en el embocadero v golfo de San Lorenzo); v Su Majestad Británica consiente en dejar á los vasallos del rev Cristianísimo la libertad de pescar en el golfo de San Lorenzo, con la condicion de que los vasallos de Francia no ejerzan dicha pesca sino á distancia de tres leguas de todas las costas pertenecientes á la Gran Bretaña, ya sean las del continente, ó ya las de las islas situadas en el dicho golfo de San Lorenzo. Y por lo concerniente á la pesca en las costas de la isla de Cabo Breton fuera del dicho golfo, no será lícito á los vasallos del rey Cristianísimo ejercer dicha pesca sino á distancia de quince leguas de las costas de la isla de Cabo Breton; y la pesca en las costas de la Nueva Escocia ó Acadia, y en todas las demas partes fuera del dicho golfo quedará en el pié en que quedó segun los tratados anteriores.

Cesion de islas por S. M. Británica.

ART. 6. — El rey de la Gran Bretaña cede las islas de San Pablo y de Miquelon en toda propiedad á Su Majestad Cristianísima, para que sirvan de abrigo á los pesçadores franceses; y Su dicha Majestad Cristianísima se obliga á no fortificar dichas islas ni fabricar en ellas sino edificios civiles para la comodidad de la pesca, y á no mantener allí mas que una guardia de cincuenta hombres para la policía.

Limites en el continente de América. ART. 7. — Á fin de restablecer la paz sobre fundamentos sólidos y durables y desterrar para siempre todo motivo de disputa por lo que mira á los límites de los territorios frances

y británico en el continente de América, se ha convenido que en lo venidero los confines entre los Estados de Su Majestad Cristianísima y los de Su Majestad Británica en aquella parte del mundo, se fijarán irrevocablemente con una línea tirada en medio del rio Misisipi desde su nacimiento hasta el rio Iberville; y desde allí con otra línea tirada en medio de este rio y de los lagos Maurepas y Pontchartrain hasta el mar; y á este fin cede el rey cristianísimo en toda propiedad, y se constituye garante á Su Majestad Británica, el rio y puerto de la Mobile y todo lo que posee ó ha debido poseer al lado izquierdo del rio Misisipí, á excepcion de la ciudad de la Nueva Orleans y de la isla en donde esta se halla situada, que quedarán á la Francia; en inteligencia de que la navegacion del rio Misisipí será igualmente libre, tanto á los vasallos de la Gran Bretaña como á los de Francia en toda su anchura y en toda su extension desde su origen hasta el mar, y señaladamente la parte que está entre la sobredicha isla de Nueva Orleans y la orilla derecha de aquel rio, como tambien la entrada y la salida por su embocadura. Estipúlase ademas de esto que las embarcaciones pertenecientes á los vasallos de la una ó de la otra nacion no podrán ser detenidas, visitadas ni obligadas al pagamento de derecho alguno, cualquiera que sea. Las estipulaciones insertas en el artículo 4º á favor de los habitantes del Canadá, valdrán asimismo respecto de los habitantes de los países cedidos por este artículo.

ART. 8. — El rey de la Gran Bretaña restituirá á la Francia las islas de la Guadalupe, de Mari-Galante, de la Deseada, de la Martinica y de Belle Isle; y las plazas de estas islas se volverán en el mismo estado en que estaban cuando se hizo la conquista de ellas por las armas británicas; debiéndose entender que los vasallos de Su Majestad Británica que se hayan establecido, ó los que tengan algunos negocios de comercio que arreglar en dichas islas y demas lugares restituidos á la Francia por el presente tratado, tendrán la libertad de vender sus tierras y bienes, arreglar sus negocios, cobrar sus deudas y trasportar sus efectos, como tambien sus personas á bordo de

La Gran Bretaña restituyo ciertas islas à la Francia,

los navíos que se les permitirá hacer venir á dichas islas y demas lugares restituidos, como queda arriba expresado, y que solo servirán para este uso; sin ser molestados á causa de su religion ó con otro cualquiera pretexto, excepto el de deudas ó de causas criminales: v para este efecto se concede á los vasallos de Su Majestad Británica el término de diez y ocho meses, que se contarán desde el dia del canje de las ratificaciones del presente tratado. Pero como la libertad concedida á los vasallos de Su Majestad Británica para trasportar sus personas y efectos en navíos de su nacion, podria estar expuesta á abusos, si no se tomase la providencia de precaverlos; se ha convenido expresamente entre Su Majestad Cristianisima y Su Majestad Británica, que se limitará así el número de los navíos ingleses que havan de tener la libertad de ir á dichas islas v lugares restituidos á la Francia, como el número de las toneladas de cada uno; que irán en lastre, partirán en un término fijo y no harán mas que un solo viaje, debiéndose embarcar á un mismo tiempo todos los efectos pertenecientes á los Ingleses. Se ha convenido ademas de esto, que Su Majestad Cristianísima hará dar los pasaportes necesarios para dichos navíos; que para mayor seguridad se podrán poner dos ministros ó guardas franceses en cada uno de dichos navíos, que se visitarán en las inmediaciones y puertos de dichas islas y lugares restituidos á la Francia; y que las mercaderías que en ellos se encontráren serán confiscadas.

Cesion de islas & S. M. B. por el rey Cristiantsimo. ART. 9. — El rey Cristianísimo cede y se constituye garante á Su Majestad Británica en toda propiedad las islas de la Granada y los Granadíllos, con las mismas estipulaciones á favor de los habitantes de esta colonia que están insertas en el artículo 4º para los del Canadá; y la particion de las islas llamadas Neutras se ha convenido y fijado de manera que las de San Vicente, la Dominica y Tabago quedarán en toda propiedad á la Gran Bretaña; y que la de Santa Lucía se volverá á la Francia para que goce igualmente de ella en toda propiedad; y las altas partes contratantes se constituyen garantes de la particion así estipulada.

ART. 16. — La decision de las presas hechas á los Españoles en tiempo de paz por los vasallos de la Gran Bretaña, se come- Tribunal de preses. terá á los tribunales del almirantazgo de la Gran Bretaña, conforme á las reglas establecidas entre todas las naciones : de suerte que la legitimidad de dichas presas entre las naciones española y británica se decidirá y juzgará segun el derecho de gentes y segun los tratados, en los tribunales de la nacion que hubiere hecho la presa.

1768.

ART. 17. — Su Majestad Británica hará demoler todas las fortificaciones que sus vasallos puedan haber construido en la bahía de Hondúras y otros lugares del territorio de España en aquella parte del mundo, cuatro meses despues de la ratificacion del presente tratado; y Su Majestad Católica no permitirá que los vasallos de Su Majestad Británica ó sus trabajadores sean inquietados ó molestados con cualquiera pretexto que sea en dichos parajes, en su ocupacion de cortar, cargar y trasportar el palo de tinte ó de campeche; y para este efecto podrán fabricar sin impedimento y ocupar sin interrupcion las casas y almacenes que necesitaren para sí y para sus familias y efectos; y Su dicha Majestad Católica les asegura en virtud de este artículo el entero goce de estas conveniencias y facultades en las costas y territorios españoles, como queda arriba estipulado, inmediatamente despues de la ratificacion del presente tratado.

Demulicion de fortificaciones en Hondáras.

Art. 18. — Su Majestad Católica desiste, tanto por sí como por sus sucesores, de toda pretension que pueda haber formado á favor de los Guipuzcoanos y otros vasallos suyos al derecho de pescar en las inmediaciones de la isla de Terranova.

Desistimiento de S M.C.

ART. 19. — El rey de la Gran Bretaña restituirá á la España todo el territorio que ha conquistado en la isla de Cuba con la plaza de la Habana; y esta plaza, como tambien todas las demas plazas de dicha isla, se restituirán en el mismo estado en que estaban cuando fueron conquistadas por las armas de Su Majestad Británica; debiendo entenderse que los vasallos de Su Majestad Británica que se hayan establecido, ó los que tengan algunos negocios de comercio que arreglar en la dicha isla restituida á España por el presente tratado, tendrán la libertad

Restitucion de la isla de Cuba por la Gran Bretaña á la E-paña.

de vender sus tierras y bienes, de arreglar sus negocios, cobrar sus deudas y trasportar sus efectos, como tambien sus personas, á bordo de los navíos que se les permitirá hacer venir á la dicha isla restituida, como queda arriba expresado, y que no servirán sino para este uso solamente; sin ser molestados á causa de su religion ó con otro cualquier pretexto que sea, excepto el de deudas ó causas criminales; y para este efecto se concede á los vasallos de Su Majestad Británica el término de diez y ocho meses, que se contarán desde el dia del canje de las ratificaciones del presente tratado. Pero como la libertad concedida á los vasallos de Su Majestad Británica de trasportar sus personas y efectos en navíos de su nacion podria estar expuesta á abusos si no se tomase la providencia de precaverlos, se ha convenido expresamente entre Su Majestad Católica y Su Majestad Británica, que el número de los navíos ingleses que tendrán la libertad de ir á la dicha isla restituida á España, se limitará como el número de toneladas de cada uno; que irán en lastre; partirán dentro de un término fijo, y no harán mas que un viaje, debiendo embarcarse al mismo tiempo todos los efectos pertenecientes á los Ingleses. Se ha convenido ademas de esto que Su Majestad Católica hará dar los pasaportes necesarios para dichos navíos; que para mayor seguridad, se podrán poner dos ministros ó guardas españoles en cada uno de dichos navíos, los cuales se visitarán en las inmediaciones y puertos de dicha isla restituida á España; y que se confiscarán las mercaderías que en ellos se encontraren.

Cesion
de ciertos países
hecha por la España
à S. M. B.
Concesion de esta
à los habitantes
de esos países.

ART. 20. — En consecuencia de la restitucion estipulada en el artículo antecedente, Su Majestad Católica cede y se constituye garante, en toda propiedad, á Su Majestad Británica la Florida con el fuerte de San Agustin y la bahía de Panzacola, como tambien todo lo que la España posee en el continente de la América setentrional al este ó al sud-este del rio Misisipí; y generalmente de todo lo que depende de los dichos países y tierras, con la soberanía, propiedad, posesion y todos los derechos adquiridos por tratados ó de otra manera, que el rey Católico y la corona de España han tenido hasta ahora á los di-

chos países, tierras, lugares y sus habitantes, así como el rey Católico cede y transfiere el todo al dicho rey y á la corona de la Gran Bretaña; y esto de la manera y en la forma mas ámplia. Su Majestad Británica conviene por su parte en conceder á los habitantes de los países arriba cedidos el libre ejercicio de la religion católica, en cuya consecuencia dará las órdenes mas expresas y efectivas para que sus nuevos vasallos católicos romanos puedan profesar el culto de su religion segun el rito de la Iglesia romana, en cuanto lo permiten las leves de la Gran Bretaña. Su Majestad Británica conviene ademas de esto en que los habitantes españoles, ú otros que havan sido vasallos del rey católico en los dichos países, puedan retirarse con toda seguridad y libertad á donde les pareciere, y puedan vender sus bienes con tal que sea á vasallos de Su Majestad Británica, y trasportar sus efectos, como tambien sus personas, sin ser molestados en su emigracion con cualquier pretexto que sea, excepto el de deudas ó causas criminales : fijándose el término limitado para esta emigracion al espacio de diez y ocho meses, que se contarán desde el dia del canje de las ratificaciones del presente tratado. Estípulase ademas de esto, que Su Majestad Católica tendrá la facultad de hacer trasportar todos los efectos que puedan pertenecerle, ya sea artillería ó ya otros.

ART. 21. — Las tropas españolas y francesas evacuarán todos los territorios, campos, ciudades, plazas y castillos de Su Majestad Fidelísima en Europa, sin reserva alguna, que puedan haberse conquistado por las armas de España y Francia; y los volverán en el mismo estado en que estaban cuando se hizo su conquista, con la misma artillería y municiones de guerra que en ellos se hallaron; y en cuanto á las colonias portuguesas en América, África ó en las Indias Orientales, si hubiese sucedido en ellas alguna mudanza, se volverá todo á poner en el mismo pié en que estaba, y conforme á los tratados anteriores que subsistian entre las córtes de España, Francia y Portugal ántes de la presente guerra.

ART. 22. — Todos los papeles, cartas, documentos y archivos que se han encontrado en los países, tierras, ciudades y plazas

Evacuacion de las tropas francesas y españolas.

> Restitucion de archivos, papeles, etc.

que se restituyen, y los pertenecientes á los países cedidos, se entregarán ó suministrarán respectivamente, y de buena fe, al mismo tiempo, si fuese posible, que se tome la posesion, ó á mas tardar cuatro meses despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, en cualesquiera lugares que dichos papeles ó documentos puedan hallarse.

Otras restituciones.

ART. 23. — Todos los países y territorios que puedan haber sido conquistados en cualquier parte del mundo por las armas de Sus Majestades Católica y Cristianísima, como por las de Sus Majestades Británica y Fidelísima, que no están comprendidos en los presentes artículos, ni á título de cesiones, ni á título de restituciones, se volverán sin dificultad y sin exigir compensaciones.

Término en que deben hacerse.

Art. 24. — Siendo necesario señalar una época fija para las restituciones y evacuaciones que deben hacerse por cada una de las altas partes contratantes, se ha convenido en que las tropas francesas y británicas acabarán de cumplir ántes del dia 15 de marzo próximo todo cuanto quede por ejecutar de los artículos 12 y 13 de los preliminares firmados el dia 3 de noviembre pasado, por lo tocante á la evacuación que se ha de hacer en el imperio ó en otra parte. La isla de Belle Isle se evacuará seis semanas despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, ó ántes si fuere posible. La Guadalupe, la Deseada, Mari-Galante, la Martinica y Santa Lucía tres meses despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, ó ántes si fuere posible. La Gran Bretaña entrará igualmente al cabo de tres meses despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, ó ántes si fuere posible, en posesion del rio y del puerto de la Mobile, y de todo lo que debe formar los límites del territorio de la Gran Bretaña por la parte del rio Misisipí, segun están especificados en el artículo 7º. La isla de Gorea se evacuará por la Gran Bretaña tres meses despues del canje de las ratificaciones del presente tratado. y la isla de Menorca por la Francia en la misma época ó ántes si fuere posible; y segun las condiciones del artículo 6°, la Francia entrará del mismo modo en posesion de las islas de

San Pedro y de Miquelon al cabo de tres meses despues del presente tratado. Las factorías que hay en las Indias Orientales se restituirán seis meses despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, ó ántes si fuere posible. La plaza de la Habana, con todo lo que se ha conquistado en la isla de Cuba, se restituirá tres meses despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, ó ántes si fuere posible; y al mismo tiempo la Gran Bretaña entrará en posesion del país cedido por España, segun el artículo 20°. Todas las plazas y países de Su Majestad Fidelísima en Europa se restituirán inmediatamente despues del canje de las ratificaciones del presente tratado; y las colonias portuguesas que hubiesen sido conquistadas se restituirán en el término de tres meses en las Indias Occidentales; y de seis en las Indias Orientales despues del canje de las ratificaciones del presente tratado, ó ántes si fuere posible. Todas las plazas, cuya restitucion se ha estipulado arriba, se volverán con la artillería y municiones que en ellas se encontraron al tiempo de su conquista. En consecuencia de lo cual cada una de las altas partes contratantes enviará las órdenes necesarias con los pasaportes recíprocos para los navios que hayan de llevarlas inmediatamente despues del canje de las ratificaciones del presente tratado.

ART. 25. — Su Majestad Británica en calidad de elector de Brunswick Luneburgo, tanto por su persona como por sus herederos y sucesores, y todos los Estados y posesiones de Su Majestad en Alemania, están comprendidos y garantidos por el presente tratado de paz.

Garantias de S. M. B. on Alemania.

Art. 26. — Sus sacras Majestades Católica, Cristianísima, Promesas múluss. Británica y Fidelísima prometen observar sinceramente y de buena fe todos los artículos contenidos y establecidos en el presente tratado: y no consentirán que se contravenga á ellos directa ni indirectamente por sus respectivos vasallos; y las sobredichas altas partes contratantes se obligan á garantirse general y reciprocamente todas las estipulaciones del presente tratado.

ART. 27. — Las ratificaciones solemnes del presente tratado.

expedidas en buena y debida forma, se canjearán en esta ciudad de Paris entre las altas partes contratantes en el término de un mes, ó ántes si fuere posible, que se contará desde el dia en que se firmáre el presente tratado. En fe de lo cual, nos los infrascritos sus embajadores extraordinarios y ministros plenipotenciarios, hemos firmado de nuestra mano, en su nombre y en virtud de nuestras plenipotencias, el presente tratado definitivo; y le hemos hecho poner el sello de nuestras armas.

Fecho en Paris, á 10 de febrero de 1763.

El marques de Grimaldi. Choiseul, duque de Praslin. Bedford.

ARTÍCULOS SEPARADOS.

Títulos no reconocidos generalmente. ART. 1°. — No estando generalmente reconocidos algunos de los títulos de que han usado las potencias contratantes en el discurso de la negociacion, ya en las plenipotencias y otros instrumentos, ya en el preámbulo del presente tratado; se ha convenido en que á ninguna de las dichas partes contratantes la pueda jamas resultar de ello perjuicio alguno, y que los títulos tomados ú omitidos por una y otra parte con motivo de la dicha negociacion y del presento tratado, no se puedan citar ni traer á consecuencia.

Idioma de este tratado. ART. 2. — Se ha convenido y acordado que la lengua francesa, de que se ha usado en todas las copias del presente tratado, no servirá de ejemplar que pueda alegarse ó traerse á consecuencia ni causar perjuicio en manera alguna á ninguna de las potencias contratantes; y que en adelante se estará á lo que se haya observado y deba observarse respecto y por parte de las potencias que tienen costumbre y están en posesion de dar y recibir copias de semejantes tratados en lengua diversa de la francesa: no dejando de tener el presente tratado la misma

fuerza y virtud que si en él se hubiese observado el sobredicho 1180.

1763.

ART. 3. - Aunque el rey de Portugal no ha firmado el pre- El rey de Portugal sente tratado definitivo, Sus Majestades Católica, Cristianísima y Británica reconocen sin embargo que Su Majestad Fidelísima de no haber firmado. está formalmente comprendido en él como parte contratante y como si expresamente hubiese firmado el dicho tratado. En consecuencia de esto Sus Majestades Católica, Cristianisima y Británica se obligan respectiva y juntamente con Su Majestad Fidelísima, en la manera mas expresa y obligatoria, á la ejecucion de todas y cada una de las cláusulas contenidas en el dicho tratado, mediante su acto de accesion.

es parte, á pesar

Los presentes artículos separados tendrán la misma fuerza que si estuviesen insertos en el tratado. En fe de lo cual, etc.

Siguen la misma fecha y firmas que en el tratado.

El rey británico Jorge III ratificó este tratado y artículos el 21 de febrero; Luis XV, rey de Francia, el 23; y Su Majestad Católica, don Cárlos III, el 25 del citado mes de febrero de 1763.

Declaracion hecha por el ministro plenipotenciario de Su Majestad Cristianísima el mismo dia en que se firmó el tratado.

Habiendo deseado el rey de la Gran Bretaña que se asegurase el pagamento de las letras de cambio y billetes que se han entregado á los habitantes del Canadá por lo que han suministrado á las tropas francesas, Su Majestad Cristianísima, muy dispuesto á hacer á cada uno la justicia que legítimamente se le debe, ha declarado y declara que los dichos billetes y letras de cambio se pagarán puntualmente despues de una liquidacion hecha dentro del tiempo conveniente, segun la distancia de los lugares y la posibilidad; evitando sin embargo que los billetes y letras de cambio que al tiempo de esta declaracion tuvieren los vasallos franceses, se confundan con los billetes y letras de cambio que están en poder de los nuevos vasallos del rey de la Gran Bretaña. En fe de lo cual, nos, etc.

Declaracion sobre page de billetes y letras de cambio.

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y PORTUGAL.

Acte réversal (1) rendant authentique l'échange des ratifications du traité définitif de paix du 10 février 1763, entre les ambassadeurs de Portugal et d'Espagne.

(D'après l'exemplaire imprimé à Lisbonne, par Miguel Rodrigues, en 1763.)

Signé à Paris, le 10 mai 1763. Nous, Martin de Mello et Castro, chevalier profès de l'ordre du Christ, du conseil de Sa Majesté Très Fidèle, et son ambassadeur et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté Très Chrétienne;

Et don Jérôme Grimaldi, marquis de Grimaldi, chevalier de l'ordre du roi Très Chrétien, gentilhomme de la chambre de Sa Majesté Catholique avec exercice, et son ambassadeur extraordinaire près de Sa Majesté Très Chrétienne,

Certifions que les lettres de ratification du roi Très Fidèle et celles du roi Catholique, sur l'acte signé en leurs noms à Paris le dix février dernier, contenant d'une part l'accession de

⁽¹⁾ Identicos instrumentos foram assignados no mesmo dia entre o plenipotenciario portuguez e os plenipotenciarios britannico e frances.

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y PORTUGAL.

Acto reversal (1) com que se authenticou a troca das ratificações do tratado definitivo de paz de 10 de fevereiro de 1763, entre os embaixadores de Portugal e Hespanha.

1768.

(De exemplar impresso em Liaboa, por Miguel Rodrigues, no anno de 1768.)

Nós Martinho de Mello e Castro, cavalleiro professo da ordem de Christo, do conselho de Sua Magestade Fidelissima, e seu embaixador e plenipotenciario junto de Sua Magestade Christianissima; Assignado em Paris, a 10 de março de 1763.

E dom Jeronymo Grimaldi, marquez de Grimaldi, cavalleiro das ordens de el rei Christianissimo, gentil-homem da camara de Sua Magestade Catholica com exercicio, e seu embaixador extraordinario junto de Sua Magestade Christianissima,

(1) Ratificados por Suas Magestades Fidelissima e Catholica em 25 do dito mez e anno, e renovado pelas duas corôas pelo tratado do 1º de outubro de 1777

Foi igualmente ratificado por Jorge III, rei da Gram-Bretanha, em 21 de fevereiro de 1768, e por Luiz XV, rei de França, em 28 do dito mez e anno. (CASTRO, t. III, p. 198.)

Sa Majesté Très Fidèle au traité définitif de paix et articles séparés conclus et signés le même jour dix février, au nom de Leurs Majestés Catholique, Très Chrétienne et Britannique; et de l'autre acceptation faite au nom du roi Catholique de ladite accession, revêtues de toute leur forme, et dûment collationnées l'une sur l'autre et sur les exemplaires originaux dudit acte d'accession et d'acceptation, ont été cejourd'hui par nous échangées.

En foi de quoi, nous avons signé le présent acte, fait double entre nous, et y avons apposé les cachets de nos armes. A Paris, le dix mars mil sept cent soixante-trois.

DE MELLO E CASTRO.

Le marquis de Grimaldi.

(L. S.)

(L. S.)



Certificamos que as letras de ratificação de el rei Fidelissimo e as de el rei Catholico, sobre o acto assignado nos seus nomes em dez de fevereiro proximo preterito na cidade de París, contendo de uma parte a accessão de Sua Magestade Fidelissima ao tratado definitivo da paz e artigos separados ultimados e assignados no mesmo dia dez de fevereiro, nos nomes de Suas Magestades Catholica, Christianissima e Britannica; e da outra parte a aceitação da dita accessão em nome de el rei Catholico, achando-se revestidas de todas as suas fórmas, e depois de haverem sido authenticamente conferidas uma com a outra sobre os exemplares originaes do dito acto de accessão e de aceitação, foram por nós trocadas no dia de hoje.

Em fé do que, assignámos reciprocamente o presente acto em dois duplicados, e n'elle pozemos os sinetes de nossas armas. Em París, a dez de março de mil setecentos e sessenta e tres.

DE MELLO E CASTRO.

El marqués de Grimaldi.

(L. S.)

(L. S.)



PRIMER PERÍODO.

PORTUGAL Y ESPAÑA.

Convenção de suspensão de armas e de limites na America, celebrada entre o governador da provincia de S. Pedro, o coronel Ignacio Eloy de Madureira, e o general hespanhol D. Pedro Ceballos, no povo do Rio Grande, a 6 de agosto de 1763 (1).

(Annses da provincia de S. Pedro, pelo visconde de S. Leopolde, pag. 106.)

Nós outros Antonio Pinto Carneiro, capitão de dragões ao serviço de Sua Magestade Fidelissima, em virtude dos poderes que me tem conferido meu governador o senhor coronel Ignacio Eloy de Madureira, e D. José de Molina, capitão de infanteria ao serviço de Sua Magestade Catholica, em virtude dos poderes que meu general o excellentissimo senhor D. Pedro Ceballos me ha dado,

Havendo-nos ajuntado em consecuencia da suspensão de armas accordada por Suas Magestades Fidelissima e Catholica em novembro do anno passado, para conferir e declarar o termo de uma e outra parte n'esta fronteira, entretanto que nossas respec-

⁽¹⁾ Esta convencion no hace parte de ninguna coleccion española de las que hemos consultado.

tivas côrtes, inteiradas d'este convenio, não dispozerem outra cousa, a fim de evitar todo o motivo de discordia entre as duas nações, temos convindo em nome e com approvação de nossos chefes, nos artigos seguintes:

1763.

1º Que não se praticará hostilidade alguma de uma e outra parte, e se observará a boa correspondencia que é regular entre nações amigas. Boa intelligencia.

2º Debaixo de qualquer motivo ou pretexto não se permittirá que os ladrões ou gente vagamunda, que fizerem roubos de gados na jurisdicção de uma nação, encontrem na outra asylo ou refugio, antes serão entregues á parte prejudicada que os requerer, para que a justiça possa castiga-los conforme seus delictos.

Os ladrões não receberão asylo ou refugio.

3º A estancia que chamam da Tratada, situada a quatro leguas da do Thesoureiro, do lado do norte d'este rio, será o termo alem do qual não poderão passar os Hespanhoes, devendo conservarem-se por parte d'estes os postos e estancias na bôca do rio, e suas margens de um e outro lado até á estada que chamam do Thesoureiro inclusive, onde tem guarda; e por parte dos Portuguezes a que estabeleceram no posto da Tratada, da qual só poderão passar suas patrulhas meia legua até á expressada estancia do Thesoureiro.

Termo alem do qual não poderão passes os Hespanhoes,

4º Ainda que sendo, como é, este porto do Rio Grande privativo do dominio de Hespanha, não póde outra nação commerciar n'elle; nem entrar ou saír, sem permissão do governador hespanhol, embarcação alguma: comtudo como se acham rio acima, desde antes do armisticio, duas sumacas portuguezas, se les permittirá, sem que sirva de exemplo, saírem do rio para seus destinos.

Porto de Rio-Grande.

5º Em fé do que se observará inviolavelmente por uma e outra parte a presente convenção, os dois referidos capitães, em virtude dos poderes de nossos respectivos chefes, firmámos dois do mesmo teor no povo do Rio Grande, a 6 de agosto de 4763.

Antonio Pinto Carneiro.

D. José de Molina.

PRIMER PERIODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

Termo da entrega da Colonia do Sacramento e da ilha de S. Gabriel, feita pelo commissario hespanhol aos commissarios portuguezes, em execução dos artigos XXI, XXIII e XXIV do tratado de 10 de fevereiro de 1763, assignado na dita Colonia do Sacramento, a 27 de dezembro do dito anno (1).

(Archivo da accretaria de Estado dos negocios extrangeiros)

D. Pedro de Cebállos, comendador de Sagra y Senet en la órden de Santiago, gentil hombre de cámara de Su Majestad con entrada, teniente general de los reales ejércitos, gobernador y capitan general de las provincias del Rio de la Plata y ciudad de Buenos Aires,

⁽¹⁾ Este documento no hace parte de las colecciones de tratados espanoles que hemos consultado.

En cumplimiento de la real cédula expedida en Aranjuez á nueve de junio de este año, por la cual el rey mi señor, en consecuencia de haberse firmado en Paris el tratado definitivo de paz con el rey fidelísimo, el dia diez de febrero de este año, me manda entregar esta plaza de la Colonia del Sacramento al general ú oficial que Su Majestad Fidelísima destináre para recibirla, y hallándose nombrado para esta comision el Sr. coronel D. Pedro Joseph Soares de Figueiredo é Sarmento, caballero del hábito de Cristo y gobernador electo por Su Majestad Fidelísima de esta plaza, como parece de los poderes que me ha presentado, al mismo tiempo que el Sr. D. Joseph Fernandes Pinto Alpoim, caballero del hábito de Cristo y brigadier de sus reales ejércitos, puso en mis manos la citada real cédula con una carta del Excmo. Sr. conde da Cunha, virey del Brasil, de veinte y tres de noviembre del año próximo pasado, hago al expresado Sr. coronel entrega de esta plaza de la Colonia del Sacramento con las obras de fortificacion en el estado en que estaban al tiempo que la ocuparon las armas de Su Majestad, y varias de ellas como la del tren y otras con algunas mejoras de la artillería y municiones que habia en ella, y de todo su territorio, como tambien de la isla de San Gabriel con su artillería y municiones, quedando de esta suerte las cosas en el pié en que estaban ántes de la última guerra y conforme á los tratados anteriores entre España y Portugal.

Y yo el expresado coronel D. Pedro Joseph Soares de Figueiredo é Sarmento, en virtud de los citados poderes que para el efecto tengo, he recibido la referida plaza con todo lo demas, y en la misma forma que arriba queda expresado.

En fe de lo cual, así el que entrega como el que recibe, firmamos dos de este tenor, y los sellamos con el sello de nuestras armas; y para mayor solemnidad de este acto, los firmaron tambien el Sr. brigadier D. Joseph Fernando Pinto Alpoim; el Sr. D. Joseph Nieto, teniente coronel y comandante de la infantería de la provincia de Buenos Aires; el Sr. D. Cárlos Morphy, coronel y mayor general que ha sido del ejército, y el Sr. D. Vicente de Reina, teniente coronel y comandante

de la artillería de dicha provincia. Colonia del Sacramento, 27 de diciembre de 1763.

D. Pedro de Cebállos.

Pedro Joseph Soares de

FIGUEIREDO É SARMENTO.

(L. S.)

(L. S.)

JOSEPH FERNANDES PINTO ALPOIM.

Joseph Nieto.

(L. S.)

CARLOS MORPHY.

VICENTE DE REINA VÁZQUEZ.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y DINAMARCA.

Convenio entre las coronas de España y de Dinamarca para la mutua restitucion de esclavos y desertores en la isla de Puerto Rico y en las danesas de Santa Cruz, Santo Tomas y San Juan, concluido y firmado el 21 de julio de 1767.

1767.

En el nombre de la Santísima é Individua Trinidad, Padre, Hijo y Espíritu Santo. Firmado en el 21 de julio. Ratificado en agosto.

Bien persuadidos y aun convencidos el rey Católico de las Españas y el rey de Dinamarca del perjuicio que se sigue al servicio de ambos monarcas y al bienestar de sus respectivos vasallos con el desórden que se experimenta en desertar sus tropas de la isla de Puerto Rico, dominio de Su Majestad Católica, á las islas de Santa Cruz, Santo Tomas y San Juan, que posee Su Majestad Danesa, y al contrario desde estas islas á aquella; é igualmente pasarse los esclavos pertenecientes á uno y á otro soberano y á los vasallos respectivos españoles y daneses: han pensado, y elegido por el mejor medio de remediar este mútuo mal, el hacer una convencion para restituirse y

entregarse reciprocamente así los desertores de sus tropas co-.

1767.

mo los esclavos que se pasaren y huyeren de las citadas islas, y nombrado para que la reglen en virtud de sus respectivas plenipotencias, es á saber: de parte de Su Majestad Católica don Jerónimo de Grimaldi, marques de Grimaldi, caballero del insigne órden del Toison y de la de Sancti Spiritús, gentil-hombre de cámara de Su Majestad con ejercicio, su consejero de Estado, primer secretario de Estado y del despacho, y superintendente general de correos y postas de dentro y fuera de España, etc.; y de la de Su Majestad Danesa don Antonio de Larrey, su camarero y su enviado extraordinario cerca de Su Majestad Católica, los cuales, despues de las necesarias conferencias, han convenido y reglado los artículos siguientes.

Plenipotenciarios.

Restitucion reciproca, bona fide, de esciavos prófugos. ART. 1. — Todos los esclavos negros y mulatos cuyos dueños sean Españoles, y que se escaparen ó de cualquier otro modo pasaren de la isla de Puerto Rico á cualquiera de las de Santa Cruz, Santo Tomas y San Juan, que están bajo el dominio del rey de Dinamarca, y todos los esclavos negros y mulatos cuyos dueños sean Daneses y que se escaparen ó de cualquier modo pasaren de sus islas á la de Puerto Rico, han de ser de buena fe recíprocamente restituidos.

Esta accion se prescribe por un año. ART. 2. — Ha de tener efecto la mencionada recíproca restitucion de esclavos con tal que el dueño ó dueños de ellos los reclamen ante el gobernador de la isla adonde se hubiesen ido, en el término de un año, contado desde el dia de su fuga; pero pasado este, se declara pierde el derecho á la reclamacion y al recobro del esclavo ó esclavos, y estos pertenecerán al soberano de la isla adonde se hubiesen refugiado.

Procedimiento a este respecto. ART. 3. — Luego que el esclavo ó esclavos ausentes ó fugitivos fueren reclamados, el gobernador á quien se hiciere la reclamacion dará de buena fe las mas activas órdenes para prenderlos, y luego despues los hará entregar á la disposicion de su verdadero dueño, con tal que este desembolse á razon de un real de plata diario por el tiempo que se hubiese dado de comer á cada esclavo desde el dia que se le aseguró, y veinte y cinco pesos fuertes por cada uno para gastos de su prision, y

para remunerar respectivamente á los que hubiesen tenido parte en ello.

1767.

ART. 4. — Se ofrecen Su Majestad Católica y Su Majestad Danesa recíprocamente, que ninguno de los esclavos restituidos en virtud de este convenio ha de ser castigado despues de su entrega con pena de muerte, mutilacion de miembro, prision perpétua, ni otro de los castigos semimortales por el delito de fuga, ni por otro alguno, á ménos de ser de los mayores, en cuyo caso se ha de especificar al reclamarle.

Promesa de no castigar à los esclavos restituidos.

ART. 5.—Si alguno de los esclavos fugitivos hubiere cometido delito en la isla adonde se hubiese refugiado por el cual deba castigársele, no se ha de entregar hasta que la justicia quede satisfecha; pues de cualquiera delito debe conocerse en el paraje y jurisdiccion bajo de la cual se haya cometido: pero purgado ya de él, llegará el caso de la entrega. Y si fuese de robo ó deudas, ántes de recibir el esclavo, pagará su importe el dueño que le reclame; pero se providenciará por medio de un edicto publicado en una y otra parte, y observado recíprocamente para que los esclavos no tengan facultad de contraer deudas en el tiempo de su fuga, ni en el de su detencion.

Sujecion
del esclavo
delincuente,
à la
jurisdiccion local.

ART. 6. — Los esclavos que pasaren de las posesiones danesas á las españolas, y que ántes de su restitucion hubiesen mudado de religion, podrán con toda seguridad profesar la que de esta suerte hubiesen abrazado; y los sacerdotes católicos romanos habitantes en las islas de Su Majestad Danesa podrán administrarles todos los socorros espirituales y necesarios, sin que nadie pueda ponerles dificultad ni embarazo.

Libertad religiosa para los esclavos.

ART. 7. — Esta convencion durará y tendrá lugar solo por el tiempo que Su Majestad Danesa continúe en permitir en las tres mencionadas islas de Santa Cruz, Santo Tomas y San Juan el libre ejercicio de la religion católica romana, y que se hallen provistas estas islas de iglesias católicas romanas, servidas por eclesiásticos de la misma religion autorizados en debida forma segun el rito y método de la Iglesia católica, apostólica, romana.

Limitacion

ART. 8. — Del mismo modo que se establece la restitucion recíproca de esclavos entre la isla de Puerto Rico y las que

1767.
Restitucion
de militares
desertores.

domina Su Majestad Danesa, con mayor razon se pactan y se ofrecen Su Majestad Católica y Su Majestad Danesa la de los desertores de tropas regladas ó de milicias; á diferencia de que estos se han restituir con vestidos, armas y cuanto llevaren; y sin que la parte que los recobra haya de satisfacer la gratificacion de los veinte y cinco pesos fijada por los esclavos, solo sí los gastos de su aprehension y demas que hubiesen sido indispensables, ántes de llegar el caso de su entrega.

Las ventajas pactadas no deberán causar perjuicios. ART. 9. — Habiéndose hecho esta convencion únicamente con el fin de gozar recíproca ventaja de la restitucion de los desertores y esclavos españoles y daneses en las referidas islas, se ha estipulado que nunca podrá resultar perjuicio alguno á los dos altos contratantes por los derechos que pretendan tener sobre las islas de Santa Cruz, Santo Tomas y San Juan, de las cuales se trata en esta convencion.

ART. 10. — La presente convencion será ratificada por Su Majestad Católica y por Su Majestad Danesa, y canjeadas las ratificaciones en el término de dos meses, contados desde la fecha.

En fe de lo cual, nos los infrascritos ministros plenipotenciarios de Su Majestad Católica y de Su Majestad Danesa la firmamos con nuestros nombres, y la sellamos con nuestros sellos, en Madrid, á 21 de julio de 1767.

El marques de Grimaldi. — Antonio de Labrey.

En agosto del mismo año se ratificó esta convencion por los dos señores reyes de España y de Dinamarca.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.

Transaccion entre los reyes de España é Inglaterra con motivo de ciertos actos hostiles acaecidos en las islas Malvinas, firmada el 22 de enero de 1771.

1771.

NOTICIA HISTÓRICA.

La ventajosa situacion de las islas Malvinas como punto militar y depósito de comercio en el Océano Pacifico habia excitado la codicia de algunos gobiernos europeos, entre los cuales disputaban á la corona española el dominio de ellas los de Inglaterra, Francia y Holanda. Despues de la paz de Aquisgran, quisieron los Ingleses formar allí un establecimiento; pero su union íntima con la córte de Madrid les hizo desistir del intento en fuerza de sentidas reclamaciones del ministro de Estado don José Carvajal. El célebre Frances Mr. Bougainville fundó en la parte oriental de dichas islas, el año de 1764, la colonia llamada Puerto Luis. Valiéndose de este pretexto, envió la Inglaterra al capitan Biron, quien dos años mas tarde echó los cimientos en la parte occidental de otra nueva colonia que llamó Puerto Egmont. Quejóse el rey de España á las dos cortes

Firmada
el 32 de enero.
Los Ingleses
son arrojados
de Puerto Egmont.

1771.

de que se hubiesen violado sus derechos sobre las Malvinas. Reconociólos el rey de Francia, entregándole desde luego Puerto Luis; pero la Inglaterra se negó á abandonar su nuevo establecimiento. Don Francisco Bucarelli, gobernador de Buenos Aires, tomó entónces el medio no tan conciliatorio, pero mas eficaz, de enviar una expedicion que sin grandes esfuerzos consiguió echar á los Ingleses de aquella colonia. Irritado sobre manera el gobierno británico hizo una enérgica reclamacion al de Madrid, pidiendo la restitucion de Puerto Egmont y que se desaprobase la conducta de Bucarelli.

Algunos
pormenores
sobre el marques
de Grimaldi.

Ocupaba á la sazon el ministerio de Estado don Jerónimo. marques de Grimaldi, á cuyo puesto habia sido elevado en el año de 1764 por dimision de don Ricardo Wall. Hijo segundo de una ilustre familia de Génova, fué destinado Grimaldi en sus primeros años á la carrera eclesiástica; pero como hubiese venido á Madrid con una comision de la república, consiguió atraer con su bella presencia y finos modales el afecto y proteccion del marques de la Ensenada, que le proporcionó entrar al servicio de España, recorriendo despues las legaciones de Viena, Hanóver, Stockholmo, la Haya y finalmente de Paris. adonde le hemos visto tomar una parte muy activa y eficaz en el pacto de familia de 15 de agosto de 1761. Contrajo entónces y mantenia ahora amistad tan estrecha con el duque de Choiseul, ministro de Estado de Luis XV, que su mútua y frecuente correspondencia era objeto de sentidas quejas del marques de Ossun, embajador frances en Madrid, el cual se creía desautorizado al ver que los negocios mas graves se ventilaban sin su intervencion entre los dos ministros.

El marques de Grimaldi rechaza las pretensiones de la corte de Lóndres. En política se hallaban estos unidos por una particular aversion á la Inglaterra, cuyo poder marítimo deseaban abatir, sin reparar las mas veces en la oportunidad de los medios. Fácil es de presumir que, animados de este espíritu y alentado Grimaldi por el ministro frances, hubiese rechazado las pretensiones de la corte de Lóndres. Esta y la de Madrid se prepararon á la guerra, y la última requirió del rey de Francia los auxilios á que estaba obligado por el pacto de familia. El rom-

pimiento pareció tan próximo, que Mr. Harris, jóven de 24 años, y que como secretario habia quedado al frente de la legacion británica durante la ausencia del ministro sir James Gray, salió de Madrid despues de haber pedido y obtenido sus pasaportes, que le entregó muy satisfecho don Jerónimo Grimaldi.

1771.

Hallábanse sin embargo contrariados los proyectos hostiles de este y del duque de Choiseul por un numeroso partido que tanto en España como en Francia anhelaba por la paz. Triunfó ese partido en Paris, haciendo que Luis XV reemplazase á su ministro con el duque de Aiguillon, enemigo declarado de la guerra. Destituido Grimaldi del apoyo de su amigo, se vió en la necesidad de mostrarse mas dócil con el gobierno británico.

Diéronse nuevas instrucciones al príncipe de Maserano, embajador de España en Lóndres, para hacer la declaracion que aquí se inserta, la cual serenó felizmente los disturbios y desgracias que se preveían con una guerra dictada por el capricho de un ministro. Reconciliáronse las dos córtes; la de Inglaterra acreditó como embajador en Madrid á lord Grantham; y aun mas adelante (el 22 de mayo de 1774), ya sea por complacer al rey de España, ó porque la fuese costoso sostener el establecimiento de Puerto Egmont, le abandonó voluntariamente (1).

Nuevas instrucciones al principe de Maserano.

DOCUMENTO.

Declaracion por parte de España.

Habiéndose quejado Su Majestad Británica de la violencia cometida el 10 de junio de 1770 en la isla llamada comunmente la *Gran Malvina* y por los Ingleses *Isla de Falckland*, obligando á la fuerza al comandante y súbditos de Su Majestad Británica á evacuar el que ellos denominan *Puerto Egmont*,

Satisfaccion dada à la Inglaterre.

(1) CANTILLO, Coleccion de tratados españoles, etc. Véase el tercer período.

paso ofensivo al honor de su corona; el principe de Maserano. 1771. embajador extraordinario de Su Majestad Católica, tiene órden de declarar y declara, que Su Majestad Católica, en consideracion al amor que tiene á la paz y á que continúe la buena armonía con Su Majestad Británica, y reflexionando que aquel suceso pudiera interrumpirla, ha visto con desagrado dicha empresa capaz á turbarla; y en la persuasion en que Su Majestad se halla de la reciprocidad de sentimientos de Su Majestad Británica y de cuán léjos se halla de autorizar cosa alguna que pudiese turbar la buena inteligencia entre ambas córtes. Su Majestad Católica reprueba la sobredicha violenta empresa: y por lo tanto, el príncipe de Maserano declara, que Su dicha Majestad Católica se obliga á dar órden inmediatamente que se repongan las cosas en la Gran Malvina y Puerto de Egmont en el mismo estado que se hallaban ántes del 10 de junio de 1770; á cuyo efecto Su Majestad Católica comisionará á uno de sus oficiales para entregar al oficial autorizado por Su Majestad Británica el puerto y fuerte llamado de Egmont, con toda la artillería, municiones de guerra y efectos de Su Majestad Británica y de sus súbditos, que se hallaban allí el mencionado

El príncipe de Maserano declara al mismo tiempo en nombre del rey su amo, que la promesa que hace Su dicha Majestad Católica de restituir á Su Majestad Británica la posesion del fuerte y puerto llamado de Egmont, no perjudica de modo alguno á la cuestion del derecho anterior de soberanía de las islas Malvinas, por otro nombre de Falckland. En fe de lo cual, yo el infrascrito embajador extraordinario he firmado la presente declaración en la forma que acostumbro, y la he hecho poner el sello de mis armas.

En Lóndres, à 22 de enero de 1771.

dia, conforme al inventario que se formó.

EL PRINCIPE DE MASERANO.

1771.

Aceptacion de la declaracion anterior.

Habiendo autorizado Su Majestad Católica al excelentísimo señor príncipe de Maserano, su embajador extraordinario, para que se ofreciese en nombre de Su Majestad al rey de la Gran Bretaña una satisfaccion por la injuria hecha á Su Majestad Británica, desposeyéndole del fuerte y puerto Egmont; y habiendo firmado hoy dicho embajador una declaración que acaba de entregarme, y en que expresa que, deseoso Su Majestad Católica de restablecer la buena armonía y amistad que subsistia ántes entre las dos coronas, reprueba la expedicion contra Puerto Egmont, en la cual se empleó la fuerza contra las posesiones. comandante y súbditos británicos, y promete tambien reponer inmediatamente todas las cosas en el mismo estado en que estaban ántes del 10 de junio de 1770; y que Su Majestad Católica dará comision á uno de sus oficiales para entregar al oficial comisionado por Su Majestad Británica el puerto y fuerte de Puerto Egmont, como igualmente toda la artillería, municiones y efectos de Su Majestad Británica y de sus súbditos, segun el inventario que se formó; y habiéndose tambien obligado dicho embajador en nombre de Su Majestad Católica á que se realizará el contenido de dicha declaración, entregándose en el término de seis semanas á uno de los primeros secretarios de Estado de Su Majestad Británica el duplicado de las órdenes que pase Su Majestad Católica á sus oficiales: Su Majestad Británica, á fin de manifestar las mismas disposiciones amistosas, me ha autorizado á declarar que mirará la citada declaracion del príncipe de Maserano y el entero cumplimiento de la promesa de Su Majestad Católica como una reparacion de la injuria hecha á la corona de la Gran Bretaña.

En fe de lo cual, yo el infrascrito, uno de los principales secretarios de Estado de Su Majestad Británica, he firmado la presente en la forma que acostumbro, y la hice poner el sello de mis armas.

En Lóndres, 22 de enero de 1771.

ROCHFORD.

La Inglaterra acepta la reparacion. 1771.

En virtud de lo convenido, el gobierno español expidió por el ministerio de marina é Indias la real órden siguiente:

Se dispone la entrega de Puerto Egmont.

Habiéndose estipulado entre el rey y Su Majestad Británica por un convenio firmado en Lóndres, el 22 de enero próximo pasado, por el principe de Maserano y el conde de Rochford que la Gran Malvina, llamada por los Ingleses Isla de Falckland, debe ser restituida inmediatamente en el mismo estado que tenia ántes que fuese evacuada por ellos en 10 de junio del año último: de órden del rey prevengo á V. que tan luego como la persona comisionada por la córte de Lóndres se presente á V. con esta, disponga se efectúe la entrega del puerto de la Cruzada ó Egmont y su fuerte y dependencias; así como tambien la de toda la artillería, municiones y efectos que se encontraren pertenecientes á Su Majestad Británica y á sus súbditos, conforme á los inventarios formados por los señores Jorge Farner y Guillermo Maltby en 11 de julio de dicho año, al tiempo de dejar aquel punto, y de los cuales remito á V. las adjuntas copias, autorizadas con mi firma; y que tan luego como se efectúe uno y otro con las debidas formalidades, disponga V. se retire inmediatamente el oficial y demas súbditos del rey que allí pueda haber. Dios guarde á V. muchos años. El Pardo, 7 de febrero de 1771.

EL BAILIO FRAY DON JULIAN DE ARRIAGA.

A don Felipe Ruiz Puente.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.

	Pages.
1696. Asiento pour l'introduction des nègres dans les Indes es-	
pagnoles, conclu à Madrid entre le conseil royal des Indes et	
un associé de la compagnie royale de Guinée	5
1700. Traité provisoire entre Pierre II, roi de Portugal, et Louis	
XIV, roi de France, pour l'évacuation et la démolition des forts	
que les Portugais avaient construits au nord de l'Amazone.	43
1696. Traité d'alliance et de garantie du testament du roi	
Charles II d'Espagne, conclu entre Pierre II, roi de Portugal,	
et Louis XIV, roi de France. (Extrait.)	50
1701. Transaction entre l'Espagne et le Portugal, sur les dépen-	
dances et intérêts de la compagnie de l'Asiento des nègres	
dans l'Amérique espagnole.	
Notice historique	53
Document	55
1701. Asiento pour l'introduction d'esclaves nègres dans les	
Indes espagnoles par la compagnie royale de Guinée établie	
en France	61
1713. Traité de l'Asiento des nègres, conclu à Madrid entre	
l'Espagne et l'Angleterre	78
1713. Traité préliminaire de paix et d'amitié entre les cou-	
ronnes d'Espagne et d'Angleterre. (Extrait.)	102
1713. Traité de paix et d'amitié entre Jean V, roi de Portugal,	
et Louis XIV, roi de France.	
Notice historique	107
Document	109
1713. Traité de paix d'Utrecht, entre le roi d'Espagne et la reine	
d'Angleterre. (Extrait.)	115
1713. Acte des plénipotentiaires du Portugal à Utrecht, pour la	
continuation de l'armistice entre le Portugal et l'Espagne.	123
1713. Acte de garantie de l'Angleterre, pour la continuation	

